LE

CHAMOIS COULEUR DE NEIGE

PROLOGUE : LA CABANE DU LAC LOVITEL

Immobile, à peine ridé le soir, le lac Lovitel en Dauphiné est une pierre précieuse encastrée dans la montagne. Ses eaux profondes sont couleur d'émeraude ou d'aigues marines, et les nuages ne les décolorent pas. Un barrage naturel, formé par les éboulis d'un pan de roche, le contient du côté qui descend vers la vallée du Vénéon, tandis que, de toutes les pentes qui l'entourent et qui ferment la combe, la Muraillette, le dôme du Peyron fendu par la brèche de Val-Senestre, le Signal, les rochers de la Celle et de Malhaubert, descendent en cascatelles blanches les torrents qui l'alimentent. Ces torrents sont les veines visibles de la montagne, l'unique signe de sa vie intérieure, l'éternelle voix qui rompt le silence de ces déserts.

Le refuge est proche le lac. C'est une cabane toute nue, sans ornement, bâtie par un grand chasseur qui, dirigeant de vastes entreprises dans la vie ordinaire, vient s'y mettre à l'abri des *fâcheux*. Un peu plus loin, quelques autres, à peine distinctes d'un clapier, servent d'asile aux pâtres qui, l'été, gardent sur ces hauteurs leurs troupeaux de moutons ou de chèvres. Là, nous venons chasser le chamois. Par surcroît, j'y ai cueilli des fleurs des Alpes et entendu des histoires qu'on ne soupçonne point dans la plaine...

J'ai vu chasser à courre le cerf dans la forêt de Chantilly par les équipages du duc de Chartres, et chasser au faucon au-dessus de Tripoli, sur les contreforts du Liban, par les grands

cheiks arabes. Rien ne vaut à mes yeux la chasse au chamois dans les hautes vallées de la Savoie et du Dauphiné.

Un jour de mon enfance, mon père nous dit :

— Je vous emmène à la montagne. Vous y verrez des chamois.

Je ne connaissais pas encore l'agile antilope des Alpes aux belles cornes recourbées. Cependant cette annonce me remplit d'aise : elle promettait à mes yeux nouveaux un spectacle inconnu. Spectacle dont je ne jouis guère. Les chasseurs nous postèrent complaisamment sur une paroi de rocher, au-dessus du petit lac vert de Tavaneuse, cerné de sapins, en nous recommandant l'immobilité. Nous ne vîmes absolument rien, la bête poursuivie n'ayant pas jugé à propos de venir vers nous. Mais nous entendîmes les chiens mener la poursuite dans la forêt et dans les combes, de leurs chaudes voix retentissantes, puis les coups de feu dont les murailles des vallons doublaient la sonorité. Enfin, l'on sonna le rassemblement et nous rejoignîmes dans une clairière, au bord d'une source, les chasseurs et les valets de chiens pour le déjeuner. Une grande bête au poil roux, déjà vidée, était accrochée par les cornes à une branche d'arbre. J'admirai avec respect sa petite tête dressée et les yeux dorés chargés d'ombre. Le vainqueur était là, très grand de taille, magnifique d'allure et de jeunesse, découplé comme un barbare. Il riait, et je le détestai pour sa force, pour son rire sacrilège, pour sa victime. Cependant, il fit de celle-ci et de la défense qu'elle lui avait opposée un tableau précis et pathétique et je dus comprendre qu'il l'admirait et la respectait, lui aussi, quoique d'une façon différente. Il la traitait en adversaire digne de lui, qui se sert de la vitesse de ses jambes musclées, de son expérience de la montagne et de sa puissance de résistance pour entraîner le chasseur jusqu'en d'impraticables couloirs ou sur des rochers vertigineux où la mort le pourrait bien guetter, lui aussi, un jour ou l'autre. La lutte n'est point inégale, comme je le supposais. La victoire réclame une longue et rude bataille. Ainsi ai-je fait, tout enfant, la connaissance du plus grand chasseur de chamois devant l'Éternel.

Depuis lors, j'ai grandi et je suis devenu son ami, et même son compagnon de chasse. Compagnon bien indigne, bon alpiniste peut-être, mais tireur médiocre et trop souvent distrait par les décors de ces drames représentés à trois mille mètres d'altitude : éclat du soleil sur les névés, infinis horizons de mon-

tagnes coupées entre elles par des coulées de lumière, douceur des petits lacs d'émeraude où se mirent les orgueilleux géants de pierre, ou flore plus rapprochée aux couleurs si délicates et tendres. Distrait même par le gibier. Car, les premiers temps, je trouvais le chamois si beau dans son action, d'une telle perfection de formes et d'une si folle audace au galop sur des pentes à se briser que je le regardais et ne tirais pas. Et puis, j'ai tiré, pris, moi aussi, par la folie de ces combats sur le roc ou la glace.

La dernière fois, je me souviens, toute la bande défila devant moi par le travers. Dix-huit chamois en ligne, conduits par un grand bouc qui devait connaître le terrain comme personne, car il leur faisait gagner une remise où nul ne les irait chercher. Ils devaient franchir un ravin. Je me serais cru au concours hippique. A tour de rôle, chacun des animaux lancés, d'un saut prodigieux, se ramassait et passait l'obstacle, sauf une chèvre qui descendit et remonta le talus avec son chevreau et se trouva ainsi laissée en arrière. Six fois j'avais épaulé, visé et tiré. Six fois ma carabine rata. Je n'avais pas vérifié mon arme dont le percuteur était trop faible. A peine ai-je regretté cette occasion manquée, la plus belle pourtant de toutes mes chasses. Le spectacle de cette course vertigineuse avait suffi à me passionner.

Ces épopées de la montagne se passent donc au-dessus du petit lac Lovitel, dans un cirque de montagnes arides et aiguisées, dont la sévérité est rompue par des bouquets de sapins, des vernes, des prairies émaillées de fleurs et d'abondantes eaux. Que préférer, dans ce séjour enchanteur, des randonnées de fatigue et d'orgueil, des déjeuners sur l'herbe auprès des sources, ou des soirées à la cabane ?

Chères soirées de Lovitel où, dans la fumée des pipes et devant des verres qui se vidaient sans déplaisir et sans peine, dans l'air pur et léger qui venait de la fenêtre ouverte, nous échangeâmes tant de propos où les victimes étaient célébrées avec amour : je vous dois un peu de ma force et de ma confiance dans la vie, et peut-être encore cette facilité dans l'oubli des tracasseries et des bassesses qui sont l'apanage de la plaine et ne poussent pas si haut !... (1)

(1) J'ai déjà évoqué quelques-uns de ces souvenirs du lac Lovitel dans la préface du remarquable ouvrage consacré par le marquis Tredicini de Saint-Séverin à *la Chasse au chamois* (Didot, éd.).

I. — ROUX LE CHEVRIER

La chasse était terminée. Au bord d'une eau glacée, jaillie du sol proche les neiges, où le vieux père Blanc, chargé d'apporter le repas, avait pieusement déposé, pour les rafraîchir, les outres pleines de vin blanc de Crépy, — un vin de Savoie plus vif et plus fleuri que tous les fameux crus du Rhin, — et les fruits, poires et pêches, venus d'un climat plus tempéré, nous étions assis, les uns sur des éboulis, les autres sur un maigre gazon. Les piolets et les carabines étaient rassemblés contre un rocher. Déjà les traqueurs, ayant achevé leur déjeuner et bu à la régalade, passaient leur tête entre le ventre et les pattes liées des victimes presque chaudes encore et toutes vidées et préparées : trois chamois, un gros bouc et deux petites chèvres, dont les têtes pendaient, lamentable trophée aux beaux yeux égarés. Nous les laissâmes partir : à quoi bon nous presser? Nous avions eu froid à l'affût, dans la combe de Ferrand, à l'ombre et maintenant le soleil nous chauffait en plein sur cette paroi. Nous goûtions ce bien-être qui suit les grands efforts physiques, cette détente où le corps glisse et s'enfonce comme dans un sommeil conscient. Il y avait bien, pour l'un ou l'autre, une petite blessure d'amour-propre : le même fusil avait distribué la mort, mais c'étaient les chances de la guerre, et puis, de ces hauteurs, les petites passions humaines tombent dans le vide. Mes compagnons avaient allumé leur pipe et s'enveloppaient de nuées comme des dieux. Moi qui ne fume pas, je m'enroulai en imagination dans ces écharpes de gaze légère qui flottent au cou des cimes afin de mieux me perdre dans la poésie de la montagne.

Le paysage que nous avions devant nous, dans la lumière, nous était familier et nous ne pouvions nous en rassasier : un vallon de sapins et de prairies finissant au petit lac Lovitel dont les eaux glauques ont tant de transparence que les cascades semblent s'y continuer en profondeur et que le cirque des monts s'y allonge sans pouvoir à certaines heures y refléter ses sommets. Plus loin, ce sont les pentes au delà du Vénéon, couronnées par les neiges étincelantes des Grandes Rousses. Si les fleurs de juin étaient flétries, les touffes d'airelles faisaient des taches rouges et les fougères des taches d'or. Quand le soir mon-

terait des fonds noirs, toutes ces couleurs s'exalteraient et la neige même s'animerait jusqu'à devenir rose, mauve, lilas, et même teintée de sang.

Dans l'état de béatitude où nous entrions avec l'aide de la fumée ou du rêve, nous avions cessé de parler. Le murmure de l'eau rythmait notre silence. Mais le garde Chavert, qui ne peut tenir en repos, inspectait l'horizon de ses yeux rouges qui ne laissent rien échapper. Incapable de s'intéresser à quoi que ce fût hors de *ses* chamois, il ne craignit pas de troubler notre paix :

— Il y en a sur le glacier du Perron, dit-il. Ils descendent.

Nous réglâmes nos jumelles, afin de les chercher au loin. En effet, nous aperçûmes une harde qui se détachait en sombre sur le névé désigné. Les yeux de Chavert, quelle que soit la distance, ne le trompent jamais. Cependant je frottai mes verres, tant ma surprise était grande :

— Ça, finis-je par grommeler, c'est extraordinaire.

— Et quoi donc? me demanda Louis de Vimines.

— Je vois un chamois blanc.

— Un chamois blanc? Vous avez la berlue. Ou bien c'est l'ombre de la neige.

— Regardez vous-même. La harde est maintenant sur une moraine. Je vous assure que je vois un chamois blanc.

Mes camarades, à leur grande surprise, durent me donner raison.

— Qu'en pensez-vous, Chavert? interrogea le comte de Vimines qui, de nous tous, connaît le mieux l'histoire et les mœurs de la fameuse antilope. C'est contraire à tout ce que je sais de notre faune alpestre. Il y a des perdrix blanches et des lièvres blancs, il n'y a jamais eu de chamois blanc.

— Oh! fit le garde, je le connais.

— Vous le connaissez?

— Bien sûr que je le connais, monsieur le comte. Un chamois blanc, ça ne passe pas inaperçu.

— Est-ce bien un chamois? Mais si. Le voilà qui grimpe maintenant et qui remonte le névé. Il n'y a qu'un chamois pour monter à cette allure. Ah! il a glissé. Ses pinces n'ont pas mordu sur l'arête. Serait-ce une chèvre? Quel bond! Jamais une chèvre ne sauterait comme ça. Et puis le reste de la harde, sapristi, ce sont bien des chamois. Chamois et chèvres ne se mêlent pas.

Il s'exaltait, tout en fixant le troupeau avec ses jumelles :

— Enfin, d'où peut venir cette bête-là? Jamais je n'ai vu la pareille.

Chavert, cependant, ne se pressait pas de fournir des explications. Michel Gallice, le garde adjoint, devait en savoir long, lui aussi, car il interrogeait du regard son chef comme pour l'inviter à parler.

— C'est un chamois, prononça-t-il, et ce n'est pas un chamois. Quelqu'un vous dira ce que c'est.

— Et qui donc?

— Roux le chevrier.

Nous ne discutâmes pas plus longuement sur le singulier animal qui mêlait une robe claire aux robes fauves de ses compagnons, car la harde, en quelques foulées, disparut de notre horizon et nous dûmes nous-mêmes nous lever précipitamment pour regagner la cabane, le soleil s'étant voilé tout à coup et un grand vent, annonciateur de tempête, nous jetant au visage des gouttes d'eau. Il fallait nous hâter, si nous voulions éviter l'orage. En montagne, ils éclatent parfois avec cette soudaineté imprévue. En quelques instants, les Grandes Rousses, le lac, le vallon furent repliés comme un décor de théâtre.

Les jours suivants, nous ne revîmes plus le chamois blanc. Ni dans la combe de Ferrand, ni sur le glacier Triangulaire, ni sur les rochers de la Celle, ni dans la combe de Malhaubert, ni à la Rochette, il ne nous fut donné de l'apercevoir parmi les hardes que levèrent nos traqueurs et qui passèrent à portée de nos carabines. Et pas davantage avec nos jumelles, quand nous inspectâmes, au repos, les gazons, les vernes ou les buissons où paissent et se dissimulent les troupeaux. Ce fut au point que personne n'en parla plus. Ou, si l'un ou l'autre y faisait allusion, il provoquait aussitôt des sourires ou des plaisanteries :

— Ah! oui, le fantôme!

Et nous n'étions pas gens à croire aux apparitions. Chose curieuse! nous n'admettions plus la réalité du phénomène, comme si nos jumelles ou nos yeux avaient été hallucinés. Mais j'avais remarqué les hochements de tête de Chavert. Sa gravité nous désavouait. Il est vrai qu'il ne riait guère et

n'admettait pas l'ironie. Cependant je me souvins de l'allusion qu'il avait faite à la science particulière de Roux le chevrier.

Ce chevrier ne nous était connu que sous le sobriquet tiré de la teinte de sa barbe et de ses petits yeux veinés de sang. C'était un homme chétif, rabougri, avec un visage tourmenté. Sa mine, piteuse en terrain plat, reluisait de plaisir dans la montagne où il passait, lui aussi, comme un fantôme. On le voyait sur une arête pointue, tenant au roc par la grâce de Dieu ou du diable dont les pieds sont fourchus, et tout à coup on le retrouvait à côté de soi. Il montait sans souffler, comme les oiseaux volent, et descendait comme roule une pierre. Il parlait avec un peu d'emphase, mais ne s'en doutait pas, et toujours pour célébrer son troupeau, sa vie de berger, et ces âpres sommets du Dauphiné « où, disait-il, il n'y a que des cailloux brisés par le tonnerre ».

Il se remisait dans une cabane voisine de la nôtre, mais presque mêlée aux éboulis qui assurent la barre du lac. Il fallait avoir le nez dessus pour la découvrir. Poussé par la curiosité, j'allai donc chercher mon homme, un jour perdu pour la chasse. Il ne m'avait pas entendu entrer et manifesta, en me voyant, une terreur dont je compris aussitôt la cause, car il nettoyait avec une baguette le fusil qui lui devait servir à braconner.

— Je vous donnerai des cartouches, lui dis-je pour l'amadouer.

Sa bouche s'ouvrit dans un large sourire qui montra une denture noire et ébréchée.

— Il paraît, continuai-je, que vous savez des histoires.

Mis en confiance, il ne craignit pas de me révéler la cachette où il dissimulait son arme. Après quoi, il sortit avec moi, à cause du troupeau dont il assurait la garde à distance. Nous nous assîmes dans le voisinage au bord de l'eau que l'ombre de la Muraillette recouvrait aux trois quarts en y dessinant ses formes déchiquetées. Il disposa des souches de genévrier pour y mettre le feu et préparer la soupe. De temps à autre, il sifflait pour appeler ses chèvres qui s'égaillaient le long des pentes et dont les clochettes grêles s'entendaient à peine, à cause des cascades. La combe s'emplissait de cette paix profonde que l'on sent mieux, le soir, loin des terrains bâtis.

— Vous n'en perdez jamais? lui dis-je en lui montrant ses bêtes.

— Jamais, répliqua-t-il, comme si ma question le scandalisait.

Dès lors, toutes mes suppositions, toutes mes hypothèses tombaient. Le propos de Chavert ne signifiait plus rien. Mais, pris de scrupule, il revint en arrière et à voix basse, comme s'il confessait un crime, il avoua :

— Si, monsieur, j'en ai perdu une. Ce fut un grand malheur.

— Une chèvre blanche?

— Une chèvre blanche. Comment l'avez-vous su?

Au lieu de lui répondre, je continuai mon interrogatoire ;

— Et vous ne l'avez pas retrouvée?

— Elle est revenue d'elle-même.

— Ah!

Si elle était revenue d'elle-même, ce ne pouvait être elle que nous avions aperçue dans une harde. Peu à peu, cependant, par phrases entrecoupées, le chevrier qui n'est pas éloquent me conta cette étrange aventure. J'ai simplement rempli les silences avec ce que je sais des habitudes et des coutumes des chamois...

II. — LA CHÈVRE BLANCHE

En octobre, à la première neige persistante, le chevrier Roux redescend au village de Venosc avec son troupeau. Or une année, au moment du départ, il s'aperçut qu'une chèvre manquait. Il la chercha un jour, deux jours, avec des appels retentissants, dans la combe, sur les pentes de Long-Bernard et de la Muraillette, dans les rochers, sur les clapiers de pierres branlantes, partout où elle aurait pu se perdre ou se blesser. Jamais une de ses bêtes n'était demeurée en arrière. Ou, si elle s'attardait, elle rejoignait bien vite en courant. L'approche de l'hiver les ramenait aux écuries chaudes.

Force lui fut de partir sans elle : le froid venait et les prés n'offraient plus rien à pâturer. C'était une chèvre blanche de dix-huit mois.

« Elle sera tombée dans un couloir, pensa-t-il. Je ne retrouverai que ses os l'an prochain... »

A son tardif retour à Vénosc, le chevrier, poussant devant lui le troupeau barbu, fut mal accueilli, non par le village qui lui confiait son bétail et qui retrouva son compte intégral, mais par sa maisonnée parce que la chèvre blanche lui appartenait en propre. Dans son honnêteté professionnelle, il préférait, lui, perdre son bien plutôt que celui d'autrui dont il assumait la charge. Les anciens étaient ainsi faits; les nouveaux pensent autrement.

— Où est la Fanchette? lui réclama Péronne, sa ménagère, qui avait elle-même baptisé la jolie bête pour amuser leur fille Mélanie.

Roux n'osa pas tout de suite accuser la perte :

— Oh! tu sais, la Fanchette est capricieuse. Son idée était de rester là-haut. Mais elle aura froid. Elle redescendra.

— Alors, tu es revenue sans elle?

— Il a bien fallu. Le troupeau ne trouvait plus à manger.

— Le troupeau, le troupeau : il ne s'agit pas du troupeau.

— Je suis berger de mon métier.

— Fidèle berger, vraiment!

La petite Mélanie pleurait, tandis que sa mère grondait. Le pauvre homme quitta sa limousine, s'assit au coin du feu et ne souffla plus mot. Ce n'était pas un accueil agréable après une absence prolongée. Mais il ne réclama pas, se découvrant des torts. Les hommes supportent leur femme parce qu'ils se sentent presque toujours en faute. Ceux qui sont durs à leur foyer, c'est qu'ils ont tout l'orgueil de n'avoir point péché. Sa fille lui porta cependant un pot de soupe fumante, la première qu'il n'eût pas lui-même préparée depuis quatre mois. De sa femme il ne reçut que de mauvais compliments sur l'état de ses habits et de ses chaussures qu'il avait usés plus que de coutume et sur le manque de surveillance qui leur coûtait si cher.

— Tu passes ton temps à braconner.

— Puisque je n'ai pas de fusil.

En ce temps-là il n'en avait pas en effet et ne chassait pas le chamois. Il a fallu des raisons sérieuses pour faire de lui plus tard un braconnier. Il se défendait tant bien que mal contre la violente offensive conjugale, mais il s'adressait à lui-même des reproches. Il était doux et humble dans la vie ordinaire, comme le sont les contemplatifs, et ne retrouvait sa force et son courage que dans la solitude de la montagne.

Le lendemain, il recommença ses recherches. Combe par combe, il explora tous les abords du lac Lovitel et remonta les pentes jusqu'à la neige.

« Elle ne sera pas allée plus haut, raisonnait-il ; les chèvres ne sont pas les chamois et, quand la neige s'installe, elles s'en vont. »

Sans doute n'espérait-il plus la retrouver vivante. Le cadavre, dont il se serait contenté, lui aurait parlé : il aurait prouvé sa probité professionnelle. La chèvre avait dû poser les sabots sur quelque rocher croulant et faire une chute mortelle. Mais il ne découvrit nulle part la moindre trace. Quand il rentrait dans son chalet, harassé, épuisé, il s'y glissait sans mot dire, ne demandant qu'à passer inaperçu. Mais sa femme ne le manquait pas. Elle avait un tir infaillible.

— Et naturellement pas de Fanchette ?

— Je n'y comprends rien. Que veux-tu ?

— Elle ne s'est tout de même pas envolée.

— Elle a peut-être passé dans le Val-Jouffrey par la brèche de Val-Senestre. Mais c'est bien haut pour une chèvre.

— Enfin, quoi, elle est perdue ?

— Elle est perdue, répéta Roux douloureusement.

— Et tu en prends ton parti, comme ça. Moi, si j'étais un homme, j'aurais bien su la retrouver.

Il sourit, non pas au dehors, — ce qui lui aurait occasionné de nouvelles tribulations, — mais en dedans. Il aurait souhaité de connaître l'homme qui aurait grimpé là où il avait grimpé et qui aurait marché d'un tel pas tout le jour jusqu'aux approches de la nuit : peut-être Chavert, le garde aux yeux rouges, peut-être le silencieux Michel Gallice, mais sûrement aucun autre. Et puis la neige tomba en abondance, l'hiver s'empara des montagnes et il ne fut plus question de Fanchette. Seule, la femme de Roux ne désarma pas et, sachant comment dominer son homme, elle en abusa.

... Les souches de genévrier flambent. Je m'y chauffe les mains, bien que ce mois de septembre soit encore sans âpreté. Quand le soleil se retire le soir de la combe de Lovitel, un peu de feu ne fait pas de mal. Le chevrier s'est tu. Il pense à la chèvre blanche. Il ne m'a pas raconté exactement tout ce que j'ai retenu ; mais j'ai deviné ce qu'il ne m'a pas raconté. Il n'a dit

qu'un mot de sa ménagère, un mot plus rude que ceux que j'emploie. Et voici que peu à peu, dans ce silence où les branches de bois vert grésillent, dans cette fumée qui monte, je rêve moi aussi de Fanchette, la chèvre blanche.

... C'est une fine bête un peu extravagante, un peu folle. Elle a joué un bon tour au berger. Quand il a sifflé le rassemblement pour le départ, elle s'est tapie dans les vernes et, comme il s'obstinait à la chercher, au lieu de répondre à ses appels, elle s'est sauvée sur les pentes de Long-Bernard. Plus haut encore, elle a escaladé la Muraillette. Ce n'est pas si compliqué, en somme, de marcher dans la neige. On enfonce lentement un sabot, puis un autre; on prend un point d'appui et l'on se hisse. Pour descendre, c'est autre chose : on glisse un peu trop vite, mais on se laisse choir : c'est doux et froid.

Le soir est venu. Elle a dès longtemps cessé d'entendre la voix du berger et les sonnailles de ses compagnes. Peut-être s'est-elle sauvée un peu trop loin. Alors elle a pensé que le jeu de cache-cache avait assez duré et qu'il était grand temps de rejoindre le troupeau. En somme, l'indépendance a ses agréments : on ne dépend de personne, on agit à sa fantaisie, on va, on vient à son gré, et l'on voit du monde quand ça vous chante. Mais ce monde s'est éloigné. La vie de société, elle aussi, a ses avantages. On a plus chaud en compagnie. La nuit, on se sent protégé. Comme elle se hâte dans ses ramasses, voici que, tout à coup, des ombres ont surgi dans l'ombre. Elle se devine entourée de fantômes. Elle a peur et veut bêler, mais son bêlement gelé ne sort pas. Quelles sont ces bêtes dont les pieds légers se posent à peine sur le rocher, qui ne font point de bruit en marchant, dont les oreilles mobiles semblent capter tous les sons, et qui paraissent obéir aux mouvements d'un chef, s'arrêtant quand il s'arrête, avançant quand il avance? Elles ressemblent à des chèvres et ne sont pas des chèvres. Elles ont de petites cornes noires et courbes, des fourrures fauves, des membres musclés. Elles sont agiles et souples, et toujours prêtes à bondir. Elles entourent en un instant la chèvre blanche morte de frayeur et clouée au sol, elles la flairent, elles l'évaluent des yeux, des naseaux, de la langue. Que vont-elles en faire? La déchirer ou l'adopter? Le chef, le mâle, s'est approché d'un grand air dédaigneux. Chacun attend son verdict. Il a

reniflé l'odeur et il a passé. Donc il n'a pas condamné. La harde est libre de disposer de la nouvelle venue. Tour à tour les chamois appuient leur tête sur son cou. C'est le signe du ralliement. Et ils l'emmènent dans leur remise à travers les ténèbres qui s'épaississent. Leur remise est presque inaccessible. Il faut pour y parvenir traverser des ravins, des névés, des abîmes. Mais la chèvre blanche est si fière d'avoir été acceptée par la tribu sauvage qu'elle essaie de prendre leur train et de défier comme eux le vertige. Elle a trébuché deux ou trois fois. Néanmoins, elle a suivi ses sœurs. Et, dans un creux sombre, sur des touffes d'airelle desséchée, elle a couché son corps contre leurs corps et senti leur chaleur qui la préserverait du froid.

Dès lors, elle vécut de l'existence dure et libre des chamois. Elle apprit d'eux à connaître les hauts pâturages et les herbes savoureuses que l'on peut brouter en écartant une mince couche de neige, et qui de ce contact glacé prennent un goût délicieux et rafraîchissant. Mais souvent elle ne mangea pas à sa faim, n'étant pas experte comme eux à dégager sa nourriture. Elle subit des nuits rigoureuses et hostiles, où sournoisement elle s'approchait de ses compagnons pour leur dérober un peu de leur calorique. Quand vint le temps du rut que les brouillards de novembre annoncent, elle comprit avec une terreur nouvelle qu'elle était une proie désignée et devrait se soumettre au caprice du vainqueur. Les mâles en son honneur entamèrent la lutte, front contre front, cornes contre cornes, au bord des précipices. Le chef qui, le premier, l'avait flairée la convoitait. Mais il fut brutalement écarté par un vieux solitaire, réputé parmi les chamois pour sa force et pour la sûreté de son expérience, qui dans le clan s'appelait Rap (1), diminutif de sa rapidité dans la course. Celui-ci la poussa devant lui, comme une esclave en robe blanche et l'emmena dans un fouillis de vernes, sur le rocher du Promontoire, où il avait élu domicile. Elle regretta l'amitié de ses compagnes, leurs jeux innocents et leur chaleur nocturne. Le solitaire la séquestrait, ne lui permettait ni visites, ni escapades. Il voulait pour lui seul cette étrangère qui avait réveillé ses sens endormis par l'âge. Cependant, lorsqu'elle mit bas en avril, après un hiver qui la tour-

(1) Voyez *Vie et mort d'un chamois*, dans la *Revue* du 1er novembre 1924.

menta cruellement, il considéra avec étonnement les deux petites chevrettes claires qui étaient le fruit de ses amours et, comme s'il les désavouait, il s'en alla pour ne plus revenir. Il répudiait cette progéniture insolite et celle qui l'avait engendrée.

La chèvre blanche dut subvenir toute seule à ses besoins et à ceux des deux nouveau-nés. Un pâturage voisin la sauva, et sa couleur aussi qui écartait d'elle le danger des braconniers. Mais, le printemps venu, n'allait-elle pas rallier quelque harde et reprendre en montagne la vie commune?...

III. — L'ENFANT AUX CHEVRETTES

Roux le chevrier va-t-il s'endormir sur son feu de genévrier? Il n'a pas fini son histoire. Je le secoue et le voilà qui siffle pour rassembler ses bêtes.

— Ce n'est pas encore le moment, lui dis-je. Il y a du soleil sur les Grandes Rousses, s'il n'y en a plus au bord du lac. Mais la chèvre blanche, ne l'avez-vous donc pas retrouvée?

Il a un sourire triomphant, comme s'il narguait Péronne la ménagère, et il reprend le fil de son récit interrompu. Au printemps suivant, lorsqu'il remonta de Vénosc à Lovitel, quelle ne fut pas sa surprise de voir, un beau matin, la ressuscitée qui rejoignait tranquillement le troupeau! Elle était accompagnée de deux petites chevrettes à robe blanche tachetée de fauve, qu'elle avait dû mettre bas en avril.

— Ah! l'interrompis-je, deux chevrettes en robe blanche. Parfaitement. Je ne l'ai donc pas rêvé.

Mais il ne comprit rien à mon interruption. C'était bien singulier : à quelles amours illicites Fanchette s'était-elle livrée dans la montagne? Il détailla membre par membre les deux mignonnes pour découvrir le secret de leur naissance illégitime. Dans l'ensemble, c'étaient des chèvres, évidemment : la robe, — cette robe blanche à peine tachetée de fauve, surtout chez l'une des deux, — le poil, la figure en faisaient preuve. Pourtant, les jambes qui paraissaient bottées de noir, les épaules et les cuisses mieux membrées dénonçaient une musculature plus puissante. Les pieds, surtout, accusaient leur origine, avec les pinces plus allongées, plus aptes à s'écarter pour s'agripper aux rochers lisses, avec les quartiers du sabot

sensiblement rentrés et les talons plus forts. Pas de doute possible : un chamois avait approché leur mère, probablement quelque vieux solitaire dont l'empreinte, atténuée par les ans, n'avait guère influé en apparence et marquait néanmoins la progéniture.

Le chevrier eut toutes les peines du monde à les toucher et les palper. Collées à leur mère, elles tournaient autour d'elle avec une rapidité incroyable, comme un cheval excité par le fouet autour d'un poteau, et lui coulaient dans les mains, dès qu'il les voulait saisir. Elles disposaient déjà de muscles d'acier pour résister à ses étreintes. Les caresses, la voix et le sel triomphèrent de leur sauvagerie plus que la violence et la force.

« Ce n'est pas tout, songea-t-il, après les avoir apprivoisées, il faut en porter la nouvelle à Vénosc. »

Et il eut un petit rire secret, d'une volupté supérieure, en se rappelant toutes les avanies conjugales que lui avait values la perte de Fanchette. Non seulement Fanchette était revenue, mais avec deux petits chamois, ce qui, de mémoire de chevrier, ne s'était jamais vu. Il arrive que des hardes de chamois, effrayés par la chasse, traversent des troupeaux de chèvres. Il arrive que, dans les pâturages élevés, les deux races s'observent : mais elles ne sont pas du même monde et ne se fréquentent pas. Les terriens et les nomades sont naturellement ennemis. Tout le village serait dans la surprise : on viendrait le dimanche au lac Lovitel pour constater le phénomène. Roux serait l'objet de l'attention publique. Mais cette petite gloire ne serait rien auprès du plaisir qu'il goûterait à écraser, à bafouer la ménagère. Il se voyait déjà, rentrant au logis en dominateur. Rongé d'impatience, il attacha Fanchette à un arbre, ses petits ne la quitteraient pas, et il descendit à Vénosc en ouragan.

Sa femme, du pas de la porte, un *ciselin* d'eau à la main, l'aperçut qui dévalait en trombe.

— Mélanie, appela-t-elle, ton papa est devenu fou.

L'enfant sortit aussitôt pour aider sa mère à recevoir le choc.

— La Fanchette! cria-t-il en se posant.

— Eh bien! quoi, la Fanchette?

— Elle est revenue.

— Toute seule?

— Oui, toute seule.

— Pardi ! je pensais bien que tu ne saurais pas la retrouver.

— Toute seule, mais pas seule.

— Avec qui donc?

— Avec deux petits chamois.

— Avec deux chamois? Je t'ai bien avertie, Mélanie, que ton père était devenu fou.

— Venez-y voir.

— Avec ça que j'ai le temps d'aller me *ballader* au lac Lovitel, comme toi dans ton métier de fainéant! Qui est-ce qui fera la soupe, raccommodera les habits, traira les vaches, portera le lait à la fruitière? Je travaille, moi, et ne cours pas les chemins.

— Pas toi, bien sûr, mais Mélanie.

— J'ai besoin de Mélanie.

La petite, cependant, roulait des yeux ronds que le désir agrandissait.

— J'irai vite, maman, soupira-t-elle. Et je reviendrai au trot.

— Je ne t'empêche pas d'y aller. Va dire bonjour à la Fanchette.

Roux n'était même pas entré chez lui. Sa femme ne lui avait pas offert un verre d'eau. Tout son plaisir était gâté. Loin de l'écraser et de la bafouer avec la nouvelle, comme il s'en réjouissait à l'avance, c'était elle qui s'était moquée de lui : *Je pensais bien que tu ne saurais pas la retrouver*... Et même elle avait nié l'existence des deux chevrettes. Décidément, il ne serait jamais le maître dans sa maison. La dure montagne où il passait quatre ou cinq mois dans la solitude était plus hospitalière.

Quand ils eurent dépassé le village et cessé d'être en vue, la petite, après s'être retournée deux ou trois fois avant d'accomplir son geste audacieux, glissa doucement sa main dans celle de son père. Celui-ci la garda pendant toute la montée et, pour franchir les cascades, il resserra l'étreinte. Tout de même, une main d'enfant, c'est plus délicat au toucher que tous les poils de chèvres ou de chevreaux.

A la barre du lac, Mélanie se dégagea pour joindre les doigts :

— Mon Dieu, que c'est beau! murmura-t-elle.

C'était un jour de juin pur et frais. Le soleil allumait des feux de joie sur les eaux et sur la neige des montagnes rangées en cirque.

— Papa, tu habites le paradis.

Il songeait, lui, à sa cabane, dont les poutres étaient mal jointes et le chaume insuffisant, où le vent soufflait, où la pluie entrait, où personne ne le visitait, où il n'y avait ni feu, ni femme, ni enfant. De femme encore, il se passait bien. Mais ces petites-là, ça vous change une maison.

— Tu vois, cette tour, là-bas, expliqua-t-il, à gauche du Signal, et plus bas. C'est la brèche de Val-Senestre. De l'autre côté, il y a la Salette.

— La Salette! répéta l'enfant. Oui, je sais. On m'a donné le nom de cette Mélanie.

Et, à tour de rôle, il désigna les montagnes et les combes afin de l'instruire. Puis, il la conduisit chez lui, à travers le clapier.

— Entre, dit-il. Il faut entrer.

Il se souvenait qu'on ne l'avait pas fait entrer dans sa maison de Vénosc. Mais il regretta sa vengeance. Elle vit le tas de foin où il couchait, l'escabeau où il s'asseyait et qu'il emportait dans les prairies pour la traite, la table où il mangeait quand il n'était pas dehors, la marmite où il faisait cuire son repas. C'était si délabré et sale qu'elle eut honte, mais elle le cacha. Cependant, en vraie petite ménagère de naissance, elle voulut remettre un peu d'ordre. Un coin de cette masure brillait dans la crasse. D'un pot ébréché sortait une gerbe énorme de fleurs de champs : rouges rhododendrons qui tapissent les rochers, hélianthèmes de soleil, gentianes et campanules bleues, pâles anémones, églantines et, surtout, lys des Alpes, au blanc si net, rois de cette flore merveilleuse qui s'épanouit dans les hauts pâturages au sortir des neiges.

— Change leur eau, dit le chévrier. Tu les emporteras.

— Il faut les garder, papa.

— Que veux-tu que j'en fasse, petite? Les fleurs, ça n'est pas pour les hommes.

Pourquoi les avait-il cueillies et rassemblées avec ce soin? Elle battit des mains à l'idée de les emporter.

— Si c'était plus tard dans la saison, ajouta-t-il, je

t'aurais donné des airelles, et des framboises, et des fraises.

— C'est dommage, fit la gourmande.

— Tu reviendras en chercher.

— Oh! oui, papa, je reviendrai.

— Et, maintenant, allons voir Fanchette et ses chamois.

Ils trouvèrent la chèvre attachée à son arbre et leur arrivée mit en fuite les deux cabris bondissants, qui revinrent très vite à leur mère. En vain, Mélanie les voulut-elle caresser : elle se divertit de leurs jeux sans pouvoir les prendre. Mais ils connaissaient déjà le chevrier. Celui-ci rendit la liberté à Fanchette.

— Elle ne se sauvera plus? questionna l'enfant.

— Oh! non, elle a trop souffert. Quand elle m'est revenue, ses os pointaient partout. Elle n'a plus envie de s'en aller. Mais les chevrettes auront besoin de surveillance. Regarde comme elles dépassent les autres chevreaux.

— Il faut les garder, papa, il faut les garder.

— Si elles s'en vont, Mélanie, ce ne sera pas ma faute.

Ils les baptisèrent Blanchette et Biquette : Biquette celle qui avait plus de jaune, et Blanchette celle qui avait plus de blanc.

— Surtout, papa, ne les confonds pas.

— Je tâcherai, promit-il en riant.

Toute la journée il l'amusa en lui faisant les honneurs de son immense domaine sans clôture. Il lui donna à manger son propre repas sans qu'elle s'en aperçût et ne la laissa partir avec ses fleurs que lorsque le lac fut tout entier dans l'ombre. Encore l'accompagna-t-il un bout de chemin, jusqu'à ce qu'il pût la suivre des yeux aux premières maisons. Et sa cabane, quand il rentra, lui parut plus vide qu'à l'ordinaire. Le toit de Vénosc, l'hiver, décidément valait mieux, même avec les remontrances et les algarades de la femme.

La petite avait promis de revenir. Il avait calculé qu'elle remonterait un dimanche dans la combe de Lovitel, avec sa mère probablement. Il aurait préféré qu'elle remontât seule, mais ne fallait-il pas être juste? Une femme a droit au repos du dimanche et à la satisfaction de sa curiosité. Il montrerait les chevrettes à Péronne la ménagère, les cigales à la fourmi. De Vénosc il vint du monde, attiré par la grande nouvelle, mais Fanchette avait filé sur les pentes de Long-Bernard, avec ses cabris et avec tout le troupeau, en sorte que personne ne vit la chèvre blanche, ni les deux singuliers métis.

— Vous n'avez pas rencontré ma femme, ni la petite Mélanie ? réclama le chevrier aux visiteurs.

— Ta femme ne se repose guère. C'est une fameuse ouvrière. Et ta fille est à bonne école.

Il n'en put rien tirer d'autre. Décidément, elles ne viendraient pas. Au village, on ne manqua pas de mettre en doute le miracle annoncé par Roux et que personne n'avait vérifié.

— Puisque j'ai touché les deux chamois blancs, protestait Mélanie indignée, puisque je les ai baptisés, Biquette, la plus jaune et Blanchette, la claire.

Mais on chuchotait que son père lui avait tourné la cervelle, étant un peu sorcier et allié au diable dont il avait peut-être les pieds fourchus, ce qui expliquerait sa façon de s'agripper au rocher.

— Je te défends de retourner là-haut, lui déclara sa mère pour mettre fin au conflit.

Cependant le chevrier s'en alla plus d'une fois encore jusqu'au sorbier qui domine la barre du lac et commande la descente. De là il plongeait ses regards dans la vallée du Vénéon pour constater si le sentier ne contenait pas quelque petite fille, par hasard. Reconnaissant ses torts, il ne s'étonnait point trop de n'apercevoir personne qui ressemblât à Mélanie.

« Pourquoi, se reprochait-il, l'ai-je gardée toute une journée pour ne la renvoyer qu'à la nuit tombante? J'avais promis à sa mère qu'elle ne s'arrêterait pas. Tout de même, on m'a trop puni... »

Et il regagnait sa cabane où il tenait toujours prêts un bouquet de fleurs des Alpes qui devenaient plus rares et moins belles à mesure que la saison avançait, et une tasse de fruits sauvages, myrtils violets, framboises pourprées et parfumées, fraises rouges et fondantes. Mais le petit nez qui devait sentir les fleurs et la petite bouche qui devait savourer les fruits ne faisaient pas leur apparition.

IV. — LES PRISONNIÈRES

Les deux chevrettes achevaient de renseigner le chevrier sur leurs origines par leurs mœurs insolites. Elles se tenaient à l'écart du troupeau et, toujours sur la hauteur, affectaient de gravir les passes difficiles, de se camper, les quatre pieds

joints, sur quelque saillie. Leur herbe préférée, avec la matricaire qui engraisse, était cette sorte de gazon d'un vert vif que les montagnards appellent *corne de cerf* à cause de sa forme recourbée, et qui attire spécialement le chamois. La détente de leurs jarrets tenait du prodige. Elles partaient en galop imprévu sur les précipices et s'arrêtaient net, en pleine vitesse, au bord de l'abîme. Elles escaladaient des parois abruptes ou dégringolaient, comme un oiseau plonge, des couloirs à pic. Partout où elles rencontraient assez d'espace pour leurs quatre jambes rapprochées elles se posaient, narguant le vide, narguant le berger, narguant leurs compagnes domestiques qui les suivaient de loin avec un œil attristé et un peu comique. Pour dormir, elles se remisaient sur d'étroites arêtes inaccessibles aux autres, toujours à l'écart et toujours ensemble. Leur mère, la chèvre Fanchette, vouée à un destin romanesque, avait péri à leur suite en roulant avec une pierre que sa course avait détachée.

A force de les poursuivre, Roux avait appris à supprimer le danger. Il grimpait comme elles, comme un chamois. Ses mains lui servaient de pinces. Il m'a montré, au sommet d'une muraille, une grotte où il est monté les chercher un jour, et ce n'est pas croyable. En outre, il s'attachait à elles comme on s'attache aux gens qui vous donnent beaucoup de mal.

Ce fut toute une affaire pour les emmener à Vénosc aux premiers froids. Il leur fallut mettre la corde au cou et les tirer. Le chevrier n'en laissa le soin à personne. Il tenait à les promener lui-même dans son village, comme un trophée de victoire, puisqu'on avait nié leur existence. Mélanie qui, dès la neige tombée, guettait le retour paternel, aperçut la première les zigzags du troupeau de chèvres sur les pentes, parmi les cailloux et les cascades.

— V'la papa, cria-t-elle. C'est sûr qu'il ramène les chamois blancs.

— Il descendra bien tout seul, observa sa mère pour la retenir.

Mais elle courait déjà sur le sentier. Le chevrier la reçut à plein galop : pan, contre le cœur. Il pensait lui reprocher l'absence et il y renonça tout à coup.

— J'aurais bien voulu... dit-elle.

— Moi aussi, dit-il.

Et ils n'en dirent pas plus long.

— Donne-m'en une, demanda-t-elle.

Il lui passa la longe de Biquette qui était la moins bondissante et qui, néanmoins, imprima aux deux petites mains réunies, et aux deux bras qui suivaient, et à tout le corps par surcroît, de terribles secousses.

Quand l'armée des chèvres défila dans Vénosc, avec un grand bruit de sonnailles, longues barbes, longues cornes, longs poils moutonnant dans la rue étroite, et les chevreaux de l'année dans les jambes de leur nourrice, chacun de se précipiter pour ouvrir les étables chaudes aux hivernants et aussi pour la curiosité de voir enfin les fameux chamois. Roux s'avançait le dernier, avec sa fille et les deux chevrettes ficelées.

— Eh bien quoi, prononcèrent les autorités, le maire et ceux du Conseil municipal, c'est des bêtes comme les autres. Pas besoin de faire tant d'embarras.

Et le chevrier sourit à ce verdict, comme s'il découvrait la sottise humaine. Il savait bien, lui, que ce n'étaient pas des chèvres comme les autres. Pas besoin d'être un maire ou un conseiller pour accuser la différence. Néanmoins, on lui coupait son effet. Quand on vit dans la montagne, tout seul avec des animaux, on en arrive à oublier la méchanceté des hommes et l'envie qui les tourmente. A la descente, on ne manque pas de les retrouver.

Le troupeau distribué à ses propriétaires et englouti dans les étables, Roux, flanqué de sa Mélanie, poussa chez lui les trois chèvres qui lui appartenaient et qui serviraient à acclimater les deux petites sauvages, Biquette et Blanchette. Du seuil de la porte, Péronne évalua les arrivants; au lieu de s'intéresser aux nouvelles venues, comme son homme s'y attendait, elle opéra une diversion :

— Et la chèvre blanche? Qu'as-tu fait de ma Fanchette? Elle n'était donc pas revenue, comme tu l'avais raconté?

— Elle est bien revenue, mais elle a roulé dans un couloir.

— Encore une histoire de revenant! Tu ne l'as jamais retrouvée.

— Mélanie l'a vue.

— Mélanie? Tu lui as tourné les sangs.

— La preuve est là.

Et il montra les deux chevrettes en ajoutant :

— Elles ne sont pas nées toutes seules.

Péronne la ménagère ne voulut pas désarmer.

— Ça? prononça-t-elle avec mépris. Ça n'est pas des chèvres, c'est des chamois. Va-t-on garder ce gibier-là ?

Quand on vit dans la montagne, tout seul avec des animaux, on en arrive à oublier la méchanceté des femmes et l'esprit de contradiction qui les tourmente. Et même l'imagination et le désir les parent à distance de toute sorte de charmes qu'on ne retrouve plus à la descente. Chèvres pour les uns, chamois pour les autres, selon les intérêts de chacun : il n'aurait donc que des déboires avec l'héritage de la Fanchette. Cependant il osa riposter :

— Le maire et le Conseil ne sont pas de ton avis.

Mais les femmes, n'étant pas électeurs, n'ont aucune déférence politique :

— Des crétins et des goîtreux, déclara péremptoirement la Péronne.

Comprenant qu'il n'aurait pas le dernier mot, il gagna l'étable où il installa son troupeau réduit. Biquette et Blanchette firent toute sorte de façons pour y pénétrer. Elles ignoraient les abris et refusaient la prison.

— Tu vois bien ! triompha Péronne. Les chèvres ne sont pas si bêtes.

— Elles n'ont pas l'habitude encore.

Mélanie vint aider son père et l'on finit par caser les rebelles sur une bonne litière fraîche.

L'année suivante, elles paraissaient apprivoisées, lorsque le chevrier reprit, avec le troupeau, le chemin du lac Lovitel. Elles faisaient bon ménage avec leurs compagnes, mais se moquaient d'elles à la course. Mélanie, qui grandissait et qui fréquentait l'école, ne put rendre visite à son père qui continuait de cueillir pour elle des fleurs des Alpes et des fruits sauvages. Elle avait de petites amies et se battait avec les garçons. Ces jeux amusants l'occupaient. Elle ne pensait plus guère à la montagne. A la montagne, on pensait à elle. Mais, à la montagne, on a le temps de beaucoup penser.

Au mois d'octobre, quand ce fut la saison des amours, les deux chevrettes offrirent au chevrier un spectacle inusité dans le monde des chèvres. Au lieu de se prêter en toute honnêteté au caprice des mâles, elles dansaient des randonnées folles

autour d'eux, les provoquaient à la course et d'une volte leur échappaient. Au bord du lac, au fond de la combe noire et désolée que menaçait la neige, elles se livraient à des coquetteries de danseuses ivres de lever les pieds en cadence. Tout à coup elles montaient tout droit, et leurs sabots se fixaient comme des crochets de fer à la moindre saillie de roc. De là, elles regardaient avec impertinence les mâles hébétés qui soufflaient à les suivre et que cette résistance échauffait.

L'une des deux, Biquette, se rendit et la maternité, plus tard, l'apprivoisa. A peine continua-t-elle de se signaler par une certaine préférence pour les escarpements et les corniches qui étonnait et scandalisait ses chevreaux. Mais l'autre...

V. — LA REBELLE

Ah! l'autre, son instinct sauvage eut le dessus. Elle ne se livra pas aux petits des chèvres qui ont une vilaine barbe au menton et qui habitent, l'hiver, des écuries closes. Elle fila vers la montagne, en quête d'un compagnon capable de l'atteindre jusque sur quelque arête en lame de couteau. Sans doute lui fit-elle acheter chèrement son amour et l'entraîna-t-elle en une course vertigineuse sur les cimes dont les pentes sont recouvertes de glace. Les amours qui ne s'achètent pas chèrement, les amours qui ne mènent pas à la volupté par l'audace et la douleur en valent-elles la peine? Ce sont les amours de la plaine : elles ignorent la liberté et la possession du monde dans la solitude.

Quand ce fut le moment de l'hivernage, Blanchette ne revint pas. Roux l'appela vainement dans tous les pâturages, comme il avait appelé sa mère. Avec celle-là tous les appels, il le savait, seraient inutiles. Le sang plus chaud de son père inconnu lui gonflait les artères : il lui fallait le danger et l'évanouissement des fuites.

« Pourtant, songeait le chevrier en redescendant, sa fourrure n'aura pas, l'hiver, le poil long et serré du chamois. Le froid la mordra. Elle regrettera l'étable. Peut-être reviendra-t-elle. »

Mais que signifie le confort pour les cœurs courageux?

— Je l'avais bien prévu! s'écria Péronne quand elle apprit qu'une chevrette manquait au compte. J'avais bien vu tout de suite que c'était un chamois.

— Mais l'autre est rentrée, objecta-t-il. Je la ramène.

— Biquette? Parceque Mélanie a su la caresser et la prendre.

Mélanie flattée approuva ce langage. C'était presque une jeune fille maintenant : ses cheveux poussaient, sa figure s'allongeait. Déjà elle faisait de petites mines, ayant remarqué l'agacement des garçons quand elle minaudait.

— J'aimais surtout Blanchette, soupira-t-elle avec cet instinct sûr des femmes qui préfèrent ce qu'elles n'ont pas.

— Ah! je croyais que c'était Biquette, murmura son père désappointé. Ne lui portais-tu pas du sel à l'écurie?

— Mais non, papa, insista la fillette en niant l'évidence. Blanchette était plus jolie et courait plus vite. Quel dommage qu'elle se soit égarée!

— Elle ne s'est pas égarée.

— Alors trouve-la.

— Elle a rejoint quelque harde. La retrouver, ce n'est pas commode. Puisque tu la préfères, je tâcherai.

Puisque Mélanie la préférait, il tenterait l'impossible. L'hiver, il accompagna quelquefois le garde Chavert et son adjoint Michel Gallice dans leurs randonnées. Seul de tout Vénosc, et de toute la vallée du Vénéon, il était de taille à les accompagner sans flancher en chemin. Il apprit d'eux les plus minutieux détails sur les mœurs des chamois.

— Toi, tu ne chasses pas, avait déclaré le garde, tu peux savoir.

Et il connut les mystérieuses remises, les retraites cachées. Mais il ne retrouva pas la trace de sa chèvre. Elle avait dû périr de froid ou bien, comme sa mère, après avoir souffert du gel et de la faim, elle rejoindrait le troupeau au printemps.

Au printemps, quand il fut de nouveau question de conduire toutes les chèvres du village sur les fonds communaux de Lovitel et d'en confier la garde à Roux, comme d'habitude, le Conseil municipal de Vénosc se réunit et s'agita :

— Il a perdu deux bêtes, dit l'un des conseillers.

— Elles étaient à lui, expliqua sagement le maire.

— Elles auraient pu être à un autre.

— Ça, c'est vrai.

— Il s'est associé avec le garde Chavert.

— C'est pour mieux connaître la montagne.

— Enfin deux chèvres ne sont pas rentrées.

On discuta longuement. On continua la séance au cabaret, parce que la parole altère. Finalement, Roux conserva sa place parce qu'il n'y avait pas d'amateur. Le métier de chevrier est rude : il exige une vie de reclus.

Lorsqu'elle apprit la délibération, et comment son homme avait été discuté, Péronne éclata en fureur. Le chevrier lui appartenait, mais il n'appartenait ni au maire ni au Conseil.

— Ils ne savent même pas distinguer, dit-elle, un chamois d'une chèvre! Tous des goîtreux ou des crétins!

Et le village informé conclut, bien à tort, à la bonne entente du ménage.

En partant pour le lac Lovitel avec sa petite armée à quatre pattes, Roux promit à Mélanie de rechercher encore Blanchette.

— Elle fera comme sa mère; elle reviendra.

— Et si elle ne revient pas?

— Alors je fouillerai la montagne.

Puis, doucement, de façon que Péronne la ménagère n'entendît pas, il ajouta :

— Mais tu viendras la voir à la cabane.

La petite fille déjà grande ne répondit pas tout de suite, comme si elle voulait se faire désirer.

— C'est la maman, fit-elle.

— Mais maintenant, tu peux courir seule.

— Eh bien! annonce la nouvelle par le mulet, et je te promets d'aller voir.

Le mulet montait au lac Lovitel une fois la semaine pour ravitailler les bergers. Le chevrier partit de meilleur cœur, puisqu'il comptait sur la visite de Mélanie. Se souvenant du retour de Fanchette, la chèvre blanche, il attendait celui de l'autre. Mais celle-ci ne rejoignit pas le troupeau. Il interrogea le garde Chavert et son adjoint Michel Gallice qui, pour les chasses futures, observaient les chamois. Dans aucune harde une bête à robe claire n'avait été aperçue. Il ne put envoyer un message de victoire par le muletier de Vénosc, et Mélanie ne vint pas respirer les fleurs des Alpes, ni flairer de ses lèvres gourmandes les framboises et les fraises qu'il avait cueillies pour elle. Enragé, il commença de troubler les chamois dans leurs remises au pied des pics. De ses yeux veinés de rouge, il inspecta de loin les hardes qu'il avait levées, sans

jamais reconnaître la petite chèvre blanche, si facile à distinguer parmi ses nouvelles sœurs en robe fauve. Qu'avait-elle pu devenir? Découvrirait-il au moins ses ossements? Et cette Mélanie qui ne prenait pas la peine de monter jusqu'au lac Lovitel!

De fureur il devint braconnier. Avec un fusil boche qu'il avait rapporté de la guerre et soigneusement caché, avec des bandes de cartouches mises à l'abri, il s'acharna à l'approche des boucs solitaires qu'il soupçonnait plus spécialement du rapt de sa favorite. Chaque fois qu'il en abattait un, il goûtait une sensation de vengeance. Le coupable, c'était peut-être celui-là. Il passait son gibier à Bernard Balmat, dit le Loup (1), qui le descendait à Bourg-d'Oisans ou à Val-Jouffrey et qui partageait avec lui les bénéfices. Une fois, comme il avait immolé un chevreau perdu, il le porta de nuit, en cachette, à Vénosc. C'était pour éblouir sa femme, et surtout pour regarder Mélanie.

— J'ai tué ça, dit-il. Prenez-le. Mangez-le. C'est jeune, c'est bon.

— Peuh! fit Péronne avec dégoût. C'est sauvage.

— Alors, donnez-le.

— Ah! non, par exemple! Mieux vaut manger de la viande gâtée que de la donner ou la perdre.

C'était une ménagère entendue. Avec elle, il n'y avait ni déchet ni coulage. Et le chevrier regagna son gîte sans avoir obtenu une promesse nouvelle de Mélanie qui, maintenant, portait le lait à la fruitière. Deux ans de suite, il continua de chercher la Blanchette. Il était obstiné et patient. Il attachait à cette découverte la conquête d'un cœur d'enfant qui se dérobait, et peut-être aussi l'orgueil de rentrer en chef dans son foyer. Mais il en était là de ses infructueuses manœuvres.

... Les souches de genévrier achevaient de se consumer, et le soir de mourir sur les eaux du lac.

— Pourtant, dit Roux à la fin de son histoire qu'il m'a fallu ordonner et compléter, il y a de l'espoir encore.

— De l'espoir?

— Il paraît qu'on a vu un chamois blanc sur le glacier du Perron.

(1) Voyez *la Combe du Loup*, dans la *Revue* du 15 septembre 1923.

— J'y étais, approuvai-je. C'est moi qui l'ai vu le premier avec mes jumelles.

— Ah! s'exclama le chevrier en se levant, alors ma chèvre est vivante. Je saurai bien la retrouver. Et Mélanie viendra. Et la femme croira. Mais la soupe est chaude.

Jé le laissai tremper son pain et manger le tout sur place et je rejoignis dans notre cabane mes compagnons qui devaient s'impatienter à m'attendre et dresser leur plan de bataille pour la chasse du lendemain.

VI. — LA PAIX DE LA MONTAGNE

Avais-je quitté Roux? Quand je pénétrai dans la cabane, le dîner n'était pas encore servi, ce qui me surprit désagréablement, car j'avais faim et mes narines étaient pleines encore d'un fumet parfumé de genévrier, mais il était précisément question du chamois blanc. Les chasseurs écoutaient le récit de Chavert le garde qui, flanqué de Michel Gallice, rendait compte de son tour dans la combe :

— Ce sont des chamois haut le pied, expliquait-il. Ils changent de remise constamment. Ils sont rapides et mobiles. On reconnaît la harde à ce fameux chamois blanc. Du glacier du Perron, elle a passé derrière la Muraillette, elle est rentrée du Val-Jouffrey par la brèche de Val-Senestre, ressortie par le col de la Celle et revenue par la Rochette. Maintenant, c'est à Malhaubert qu'il faut organiser la battue.

— La harde est belle? demanda Louis de Vimines.

— Une dizaine de têtes.

— Eh bien! c'est entendu pour demain matin. Départ à sept heures. La montée est longue. Cinq heures pour le poste de la crête. La traque commencera à une heure.

Puis, nous nous distribuâmes les postes. Le drame se déroulerait dans un cirque, au pied des rochers de Malhaubert, grandes plaques de granit empourprées de lichens qui, au lever du jour et au couchant, prennent des teintes sanglantes. Le chevrier n'y assisterait-il pas? Tandis qu'à tour de rôle nous plongions la louche dans la soupière avec une main avide, je roulais, je le confesse, des pensées de trahison et songeais à le prévenir.

— Vous êtes bien absorbé, Charlieu, observa Louis de Vimines.

— C'est le chamois couleur de neige.

— Ah! le chamois couleur de neige! Quel joli titre pour un conte d'Andersen! Eh bien! je n'en puis croire encore ni mes yeux ni mes jumelles. Il n'y a jamais eu de chamois blancs. Une robe fauve un peu plus claire, des poils blancs sous le ventre, ça oui, évidemment. Mais une robe toute blanche, c'est incroyable.

— Pourtant, au glacier du Perron?

— Ce devait être un reflet du soleil sur le névé et sur la bête. Dans tous les cas, j'espère bien la tenir au bout de mon fusil. Et nous jugerons.

Moi qui savais le secret de Roux, je pris le parti du silence. Intéressé par son aventure, je n'allais pas l'abandonner au bon moment.

Le lendemain, nous partîmes pour la chasse, par une de ces matinées ineffables où tout est léger dans la montagne, l'air, les herbes, la marche, son corps, et les montagnes mêmes presque aériennes et mi-voilées par une délicate brume bleuâtre pareille à ces tissus transparents qui, en Orient, laissent deviner le beau visage des femmes. Je simulai un oubli de cartouches et, me trouvant le dernier sur le sentier, je pus faire un crochet sans être aperçu jusqu'à la masure du chevrier :

— Roux, lui dis-je à voix basse comme on annonce une exécution, c'est pour aujourd'hui. Votre chèvre blanche est condamnée.

Il commença par regimber :

— Elle est à moi. Que personne n'y touche.

— Voyons, voyons : parlons sérieusement. Votre chèvre est devenue chamois. Elle courra la chance de ses compagnons. Voulez-vous la voir vivante une dernière fois!

— Si je le veux!

— Eh bien! prenez votre piolet et venez avec moi.

— Je ne puis pas en ce moment, à cause du troupeau.

Son honneur professionnel le retenait. Mais il fit un calcul :

— Un peu plus tard, dans quelques heures. Où faudrait-il aller?

— On traque à une heure à Malhaubert. Je suis posté au pied de la grande paroi. Venez me rejoindre.

— J'y serai.

— Entendu.

De son pas de fantôme il dévorerait la distance. Et comme

je m'éloignais, par un geste inattendu et quasi involontaire il me happa la main.

Je ne parvins pas sans fatigue à mon poste qui n'était cependant pas le plus élevé. Louis de Vimines s'était juché dans le ciel, sur le haut du roc d'où il commandait la passe. Avec sa veste verdâtre, il était impossible de le distinguer de la pierre moussue. Moi-même, tapi dans un creux, je défiais les yeux les plus exercés. Gîté une heure avant la traque, je mangeai et bus afin de réparer mes forces et, comme j'emporte toujours dans mon sac quelque livre de vers pour occuper le temps de l'affût, je commençai la lecture d'une ballade anglaise, l'une des plus vieilles et des plus populaires, cette *Chasse du cheviot* dont Sir Philippe Sidney, *la fleur de la chevalerie*, disait : « Je n'entends jamais la vieille chanson de Percy et de Douglas sans que mon cœur s'émeuve plus qu'au son de la trompette. Et pourtant elle est chantée par quelque ménétrier aveugle dont la voix n'est pas moins rude que le style ; elle est défigurée par la poussière et les toiles d'araignée d'un âge barbare. Mais quel effet ne produirait-elle pas, revêtue de la magnifique poésie de Pindare ? » J'en étais au début : les cerfs courant dans les bois, les lévriers fouillant les halliers à leur poursuite, quand un objet tomba dans mon trou sans faire le moindre bruit. C'était Roux le chevrier. Il avait traversé le névé à pas feutrés. Pourvu que Louis de Vimines, de son nid d'aigle, ne l'eût pas repéré ! Il dissumulait sous sa limousine un fusil cassé en deux morceaux qu'il se mit en devoir de rajuster.

— Elle est à moi, répéta-t-il à demi-mot. Si elle doit mourir, c'est moi qui la tuerai.

— Prenez garde, Roux. Le comte de Vimines et le garde Chavert ne tolèrent pas le braconnage.

Mais je compris qu'il n'en ferait qu'à sa tête et que j'avais eu tort de l'avoir invité.

A une heure, très exactement, commença la traque. Nous entendîmes, de notre creux, les appels des traqueurs, leurs jets de pierres. Puis brusquement, à plein galop, s'égaillant sur la neige en triangle, comme un vol d'oiseaux dans le ciel, la harde traversa le névé pour s'engouffrer dans la paroi. A moins de se rabattre sur les pentes, elle tenterait de forcer la passe que dominait le poste de Louis de Vimines. Avant que, revenu de ma surprise, j'eusse tiré et même dévisagé le chamois

blanc, Roux mon voisin avait eu le temps de reconnaître sa chèvre et de lui casser une patte. Avait-il visé aux membres pour s'en emparer vivante? Elle débucha quand même, suivie d'un tout jeune chevreau, et bientôt distancée par le reste de la troupe. L'unique passage où la harde avait disparu et d'où nous arrivaient les détonations de la carabine de mon camarade, le chevrier qui avait sauté hors du trou pour courir à toute allure y parvint avant la chèvre qui dut rebrousser et qui s'engagea dans un couloir inaccessible à l'homme où elle demeura prise avec son petit sur une saillie à cinquante mètres au-dessus du chasseur. Ainsi enrochée, elle couvrait le chevreau de son corps. Les balles de Roux qui, ne pouvant l'atteindre, voulait l'achever sifflaient autour d'elle, s'enfonçaient dans sa chair. Droite, fière, immobile, elle le défiait. Debout sur ce qui lui restait de membres, elle le regardait fixement, comme si elle le reconnaissait elle aussi. D'en bas je suivais le drame. Fût-ce ce regard qui dégrisa le chevrier pris d'une fureur barbare? Il cessa de tirer et sut découvrir, parallèlement, un autre couloir où il grimpa, où lui seul pouvait grimper et de là, en longeant la muraille, il vint à elle en l'appelant avec douceur, en la nommant par le nom familier que lui avait donné Mélanie et que sans doute elle avait oublié. Sa voix se faisait tendre comme celle d'une maman. Quand il fut là, elle tomba sans une plainte, découvrant son petit.

Avec mille précautions, il prit le cadavre dans ses bras. Comment il put, avec son fardeau, redescendre la muraille, cela tient du prodige et je ne me chargerai point de l'expliquer. Il le déposa en bas sur la neige dont la robe blanche se détachait mal et, se couchant sur la chèvre morte, il suça le sang de ses plaies, comme s'il pouvait la ranimer par cette caresse de sorcier.

— Il est bouillant, murmura-t-il comme pour lui-même, sans daigner voir que j'étais près de lui. C'est du sang de chamois, ce n'est pas du sang de village.

Le sang du chamois est d'une exceptionnelle chaleur. Il passe pour l'antidote du vertige. Et peut-être, parmi les hommes aussi, en est-il qui naissent ainsi avec un sang trop chaud et qui, ne se pouvant contenter d'un sort ordinaire, aiment à mesurer les abîmes. Il leur faut d'inquiétantes randonnées à travers les pensées et les amours, comme en dansent les cha-

mois au fond des combes. Et souvent ils déploient d'inutiles héroïsmes quand ils ont compromis leur vie et celle des autres avec un grand mépris de l'ordre social, mais aussi de la mort. Cela, c'est une autre histoire.

Le chevreau désemparé, affolé, avait suivi sa mère. Il bêlait plaintivement, à fendre le cœur. Par-dessus l'assassin penché il la flaira et, connaissant le départ de la vie, il voulut s'enfuir. Je l'ajustai. Roux m'arrêta :

— Non, monsieur, pas lui.

— Et pourquoi?

— Il faut le laisser à la montagne.

Nous abandonnâmes cette proie fragile et trop facile. Je regardai le chevrier bien en face. Ce que je lus dans ses yeux, me suis-je trompé? c'était la douleur de son esclavage et tout le rêve de la liberté. Il suivit le petit chamois d'un œil d'envie jusqu'à ce qu'il fût assuré que nul chasseur ne l'avait aperçu.

— Ma pauvre Blanchette, dit-il alors. Et il pleura silencieusement.

Elle aussi, il l'enviait peut-être d'avoir abandonné l'étable et le troupeau. Déjà Louis de Vimines dégringolait sur nous de son perchoir.

— La harde m'a chargé, nous raconta-t-il avec son beau rire. Un ouragan, une trombe. Je n'en ai tué qu'un, presque à bout portant. Ils ont failli me pousser dans le précipice. Et vous?

Je lui montrai notre victime blanche sur la neige ensanglantée. Il l'examina avec curiosité, la palpa et la retourna :

— Ah! le fameux chamois blanc? C'est étrange. Un métis. Mi-chèvre, mi-chamois. Donnez-le moi contre le mien. Vous y gagnerez : c'est un gros bouc.

— Celle-ci est à Roux, objectai-je. C'est le petit de sa chèvre.

Vimines considéra le chevrier avec méfiance à cause de son arme. Roux, effondré, surpris en action de chasse, n'osait intervenir. Mais le gentilhomme comprit cette détresse et, avec sa générosité coutumière, il trancha dans le vif :

— Puisque c'est ta chèvre, Roux, emporte-la. Mais fais vite. Chavert va venir et il ne plaisante pas, lui, sur le braconnage.

Le chevrier s'en fut d'une seule traite à Vénosc. Il déposa le chamois blanc dans sa maison où Péronne et Mélanie ne l'attendaient pas.

— Ils ont tué la Blanchette! se lamenta Mélanie.

— Puisque c'était une chèvre, déclara péremptoirement Péronne prompte à se déjuger, on n'avait pas le droit de la tuer.

Roux n'osa pas s'accuser. La femme lui donna de mauvaise grâce à manger et à boire. La fille, invitée à ramasser le foin avec les garçons, ne put l'accompagner sur le sentier du lac Lovitel. Il retourna dans sa montagne, seul, — seul, comme le chevreau de la chèvre blanche. Mais à mesure qu'il montait, voici que la montagne lui parlait :

« Viens chez moi, berger. Je sais recueillir les peines. Je suis une amie fidèle. Il n'y a chez moi ni sottise ni méchanceté humaines, ni maires et conseillers municipaux stupides, ni voisins envieux, ni femmes acariâtres, ni jolies filles oublieuses. Car rien de pareil ne sait monter. Je suis l'immense remise des chamois, tes frères, chassés comme toi, mais libres jusqu'à la mort. Redresse la tête et respire. Ce vent qui vient des glaces, aucune bouche ne l'a respiré. Ne crains pas d'être seul. Chacun, sur terre, est seul. Mais, chez moi, la solitude est plus noble et plus habitable... »

— Ai-je rêvé ? songea Roux en allumant les souches de genévrier pour faire cuire sa soupe comme le soleil se retirait de la combe. J'ai vu passer un chamois de la couleur de la neige.

Au-dessus du lac Lovitel, sur les crêtes encore ensoleillées, défilait au galop une harde de chamois blancs, de chamois fantômes, de chameaux évadés de la vie domestique pour mener la rude, inutile et tragique existence du désir où l'on est foudroyé par le destin ou par les hommes...

HENRY BORDEAUX.

LA GENÈSE D'UN COUP D'ÉTAT

MÉMOIRE DU DUC DE MORNY PUBLIÉ PAR SON PETIT-FILS

Après tant d'années, il me semble que le moment est venu où il est permis de livrer au public le suivant mémoire, extrait des dix registres in-folio que nous possédons et où sont consignés les notes et documents de mon grand père. Ce travail fut préparé par lui durant la période qui s'écoula entre sa sortie du ministère de l'Intérieur et son accession à la présidence du Corps législatif. J'ai cru devoir le faire paraître ainsi qu'il me fut laissé, bornant mon rôle à ponctuer des phrases écrites au courant de la plume, ou dictées à quelque secrétaire. L'historien ne s'étonnera pas, dès lors, qu'il m'ait paru préférable de ne pas scinder telles périodes un peu longues, sans doute, mais qui correspondaient au mouvement originel de sa pensée, non plus que de réserver les passages supprimés en seconde lecture et qui eussent pu être rétablis en troisième.

Je tiens pour certain que, si les événements lui en eussent donné le loisir, ce mémoire aurait été non seulement terminé, mais mis au point d'une façon qu'il ne m'appartient pas de préjuger.

MORNY.

J'ai joué un rôle assez important dans la politique depuis plusieurs années. J'ai su beaucoup de détails qui échapperont à la publicité et par conséquent à l'histoire. J'ai enfin pris une telle part à la préparation et à l'acte du 2 décembre 1851 que je suis passé à l'état de personnage historique. Je désire donc laisser quelques souvenirs consciencieux de ces événements récents. Je ferai la part de chacun avec autant d'impartialité que possible (car quel homme peut répondre d'avoir cette qualité?) et je parlerai de moi avec une entière franchise. Naturellement, je n'en dirai pas de mal, mais je jure devant Dieu que je n'altérerai en rien la vérité.

Je puis en quelques lignes faire ma biographie. Je suis né à Paris, rue Céruti, aujourd'hui rue Laffitte, dans la maison occupée maintenant par le baron Salomon de Rothschild; elle appartenait alors à la reine Hortense. Vivant alors séparée de son mari, elle s'était liée avec le comte de Flahault, lieutenant général, aide de camp de l'Empereur, un des plus beaux, des plus braves, des plus élégants, des plus spirituels hommes de son temps. Elle avait caché sa grossesse. Aussitôt que je fus mis au monde, mon père m'emporta et me confia aux soins de sa mère, la comtesse de Souza, qui m'éleva jusqu'à sa mort avec les soins les plus tendres. M. de Flahault ensuite me prit auprès de lui : c'est à ces deux natures fines et distinguées que je dois de valoir quelque chose.

J'étais le plus paresseux des enfants, mais d'une intelligence merveilleuse. Je ne pouvais m'appliquer un quart d'heure de suite : je n'étudiais rien à fond ; je devinais tout ; j'écrivais facilement, je faisais des vers, des historiettes, des fables, des comédies, de la musique. J'étais cité, vanté, choyé, mais affreusement puni, et jamais récompensé. J'ai eu quelques prix, que j'ai plutôt dû à des politesses de ma grand mère, qu'à mon propre mérite. J'étais très leste et très souple.

J'étais chez M. Muron, et au collège Bourbon. En sortant du collège, j'étais mis en pension avec le fils du maréchal Edgar Ney chez un professeur nommé G... Cet homme était une vraie canaille. Il jugea qu'il avait affaire à des parents faibles, à des vauriens déterminés; il les garda pour un prix élevé sans les obliger à rien faire. A l'âge où les jeunes gens travaillent sur les bancs du collège, nous allâmes au café, au spectacle, à l'école de natation, d'équitation, à la femme, à la

fille... Nous nous perfectionnâmes dans un sens : nous n'apprîmes pas les lettres, mais nous apprîmes le monde, les exercices du corps, etc... Sans le bon naturel qui m'éloignait de la mauvaise compagnie et me faisait rechercher la bonne, la conversation distinguée et délicate, ce qui rectifia mon esprit durant les deux années suivantes, j'aurais très mal tourné. On me retira de ce bouge et me plaça chez M. Guérard, professeur de mathématiques, parce que j'avais témoigné, Dieu sait pourquoi, le désir d'être militaire. Là, j'appris les mathématiques. Je me trouvais une disposition remarquable à raisonner droit, je devinais les problèmes et j'arrivai à pouvoir passer un examen à l'École polytechnique.

La Révolution de 1830 éclata. Instinctivement, l'ennemi de la branche aînée, sans d'autres raisons pour cela que le lait que j'avais sucé, les inspirations que j'avais reçues en famille, je battis des mains, joyeux, comme si personnellement j'étais délivré. J'étais bonapartiste dans l'âme. Je me rendis avec Edgar Ney chez M. Laffitte, chez qui je faisais, on peut le dire, la révolution, et je criai : « Vive Napoléon II! » Le maréchal Sébastiani, qui me connaissait beaucoup, me prit à part et me chargea de porter une lettre à Neuilly au Duc d'Orléans. Soudain je devinai l'intrigue et je lui répondis : « S'il y avait du danger à me charger de cette commission, je ne la refuserais pas; mais je comprends que c'est en faveur du Duc d'Orléans que vous voulez travailler; je ne puis pas vous servir dans cette cause, venant de crier comme vous venez de l'entendre. » Cette déclaration n'a pas peu contribué plus tard à inspirer de la défiance au roi Louis-Philippe et à sa famille.

Néanmoins, on obtint pour moi, ainsi que pour Edgar, une sous-lieutenance. Il alla à Saumur; moi, après examen, je fus reçu à l'École d'état-major. Ces deux années me furent salutaires. Mon intelligence se régularisa. Je me souviens encore du plaisir que j'éprouvais à apprendre certaines sciences; mais, travaillant par boutade, n'étudiant que la partie des études qui convenait à mon esprit, rentrant trop tard, souvent puni, je fus classé dans un très mauvais rang. J'étais le plus fort dans les sciences importantes, et j'avais des zéros pour des niaiseries, qui néanmoins m'obligèrent à quitter l'École, ne voulant pas faire une année de plus.

J'entrai dans le premier Lanciers, en garnison à Fontaine-

bleau. Dans ce régiment, je rencontrai sans y réfléchir, comme cela se passe à cet âge, des circonstances identiques à celles de l'École. Mon abord est raide et froid : je fus d'abord détesté. Comme par nature je suis bienveillant, serviable et gai, au bout de quelque temps j'étais estimé et adoré. J'ai, je crois, beaucoup d'amis parmi mes anciens camarades.

Ce fut à cette époque que j'entrai dans le monde. J'y eus pas mal de succès; mais je réserve cette histoire galante pour ne parler que de ma vie politique. Je me rencontrai trois fois le rival du Duc d'Orléans, trois fois le rival heureux. Il me prit en exécration et, sauf la dernière année de sa vie, il n'a jamais été que malveillant à mon endroit. C'était tout simple. Il m'emmena, sur la demande de M. de Flahault, en Afrique, et me fit faire l'expédition de Mascara. Je m'exposai deux fois dans cette expédition avec un courage que je me rappelle avec bonheur, mais tous les rapports qu'on fit sur moi furent annulés. Je revins sans être décoré et très malade.

L'année d'après, je fis la campagne de Constantine, celle qui échoua. Je me conduisis de façon à être porté pour la croix par le général de Trézel, de préférence à son propre aide de camp. Je montrai dans la retraite un sang-froid que le général duc de Mortemart cita.

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE 1851

La première fois que je vis le prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République, ce fut quelque temps après son élection. A première vue, je suis sûr que nous ne plûmes guère l'un à l'autre. Si je n'avais suivi que mon goût, je n'y serais pas retourné. Mais un sentiment de devoir, tant à son égard qu'envers le pays, me fit bientôt le revoir. J'y retournai quelques jours après, et je devins immédiatement l'intermédiaire entre lui et les hommes du parti modéré. Il était plein de défiance à leur égard; il avait toujours à la bouche les hommes des vieux partis; il en parlait avec mépris, et était vivement flatté dans ses préjugés par Persigny. Je parvins en peu de temps à diminuer ses préventions. Je lui répétais souvent : « Le monde politique se divise en hommes de gouvernement, et en hommes d'opposition. Vous pouvez gouverner avec les premiers, jamais avec les seconds. Les uns et les

autres reprendront toujours leur nature première. Du reste, vous verrez ce triage se faire d'ici à peu; et les hommes qui ont renversé Louis-Philippe Égalité seront les mêmes qui chercheront à vous renverser. Des autres, des Guizot, Duchâtel, Broglie, Molé, etc..., vous obtiendrez sympathie, soutien ou neutralité. »

Petit à petit, j'agissais sur son esprit. Les attaques de la Constituante agissaient sur son esprit plus que mes paroles, et le poussaient forcément dans le sens du parti modéré. Les choses s'envenimèrent au point que je crus un jour qu'il serait amené à faire un coup d'État contre l'Assemblée. Il le crut aussi. Avec son aveu, j'eus une conférence à ce sujet avec M. Thiers et le général Changarnier. Je conçus à ce moment une même opinion du caractère de ces deux hommes. La discussion s'établit d'abord sur des détails. Celui qui me frappa le plus fut celui-ci. Thiers disait : « Il faudra arrêter Lamoricière, c'est un drôle, courageux, très dangereux. Mais il ne faudra pas arrêter Cavaignac, il est populaire, il a conservé de l'influence sur la garde nationale. »

Changarnier répliquait : « Lamoricière est un gamin dont je fais mon affaire, mais Cavaignac est très dangereux. C'est lui que je veux arrêter. » La discussion s'échauffa un peu, sans aigreur. Tous deux du reste étaient d'accord pour arrêter Masson. Je me permis humblement de leur dire : « Vous avez raison tous les deux : arrêter un homme dans de telles circonstances, c'est lui rendre le plus grand service. Arrêtons-les tous les trois. »

Plus tard, je faisais arrêter mes deux interlocuteurs pour cette même honnête raison.

Un jour, nous fûmes sur le point, à quelque temps de là, de marcher sur l'Assemblée constituante. C'est au moment où elle voulut mettre le Président en accusation. C'était mon opinion : et c'est ce qu'il y avait de mieux à faire. Je voyais avec inquiétude l'époque des élections de l'Assemblée législative arriver. J'aimais mieux avoir un coup d'État à faire contre les rouges que contre les gens d'ordre. Je voyais l'Assemblée constituante, et tout ce qui était sorti du lendemain de la révolution de février, exécré par le pays; et je trouvais que c'était une occasion qu'il ne fallait pas laisser échapper.

Je disais toujours au Président : « Une fois enlacé dans cette constitution, avec une Chambre modérée, il n'y aura pas de raison pour en sortir, à moins que cette Chambre-là ne

finisse par faire beaucoup de sottises », ce dont je doutais. On a tort de juger les hommes par son propre bon sens, et je me figurais que la leçon de février avait été tellement forte qu'elle devait avoir rendu les hommes politiques raisonnables pour longtemps. Singulière erreur. J'excitai donc le Président à marcher sur l'Assemblée avant d'attendre son vote; le Président ne le voulut pas. D'un autre côté, je poussais Changarnier à un coup d'État; il me répondit : « Que le Président me donne l'ordre, je suis prêt. » Mais si je dois dire mes impressions, personne à ce moment n'en avait envie, et chacun aimait mieux que tout se passât en transactions. Je dois dire qu'à cette époque Thiers, Lasteyrie (Jules), Piscatory, et tous les gens de ce parti qui se sont montrés si hostiles au Président, avaient une telle peur des rouges qu'ils trouvaient le Président trop mou, et incapable de prendre une résolution pour les sauver. Je n'oublierai jamais un jour que Lasteyrie me rencontra sur le pont et m'adressa la parole avec une grande vivacité, à propos d'un discours que le Président venait de prononcer après un dîner à Tours, et dans lequel il avait dit qu'il avait juré la constitution et qu'il la maintiendrait. « Ah bien! Le prince, me dit-il, s'il croit que nous allons le soutenir avec des déclarations pareilles! Ah! il veut maintenir la constitution! Eh bien! comme nous voulons la renverser, nous ne pouvons pas marcher ensemble. » Je lui répondis : « Laisse donc faire, il n'aime pas plus que toi et moi la constitution, mais enfin il a juré. Que veux-tu? Il ne peut manquer à son serment que si le salut du pays l'exige. » Lasteyrie s'éloigna en ricanant.

Quelque temps après eurent lieu les élections générales de l'Assemblée législative : mon département (le Puy-de-Dôme) m'envoya à la Chambre. A dater de ce jour, je devins l'intermédiaire entre le parti modéré de l'Assemblée et le Président. Dès qu'on avait quelque chose d'important à lui communiquer, ou à lui faire faire, on s'adressait à moi, et je dois dire que, dans bien des circonstances, j'ai pu rendre de véritables services. Outre ses préventions personnelles, le Président était entouré de gens, qui avaient intérêt à lui dépeindre ce qu'il y avait d'élevé et d'illustre dans le pays comme ses ennemis. J'ai pu facilement faire tomber toutes ces préventions, et le raccommoder avec ces hommes qui avaient servi d'autres gouvernements avec honneur et dévouement, et qui pouvaient aider le sien avec la

même loyauté. Combien de fois il était possédé de l'utopie de chercher des hommes nouveaux, combien de fois ne lui ai-je pas dit : « Dans un pays libre, il n'y a pas d'hommes nouveaux! Rien ne les aurait empêchés de se produire, soit dans une carrière, soit dans une autre, et c'est surtout vrai en politique; et vous prendrez souvent pour un homme nouveau un homme, séduisant en apparence, mais incapable, et dont les gouvernements passés n'auront pu rien faire de bon. » Cela n'a pas manqué. Il lui est arrivé plusieurs fois de me parler de la découverte qu'il avait faite d'un homme, et de me citer un blagueur, ou un sot, que l'ancien gouvernement avait mis au rebut. Je fus consulté beaucoup dès le commencement de cette législature par le Président, pour la composition de son ministère. Il se passa là quelque chose dont je n'ai jamais pu me rendre compte, et qui ne trouve son explication que dans la pusillanimité des hommes. La Constituante était en majorité cavaignaquiste et rouge, le parti modéré n'avait pas 120 membres. Le ministère appartenait exclusivement au parti modéré, même très réactionnaire : ainsi MM. de Falloux, Barrot, etc...

A la Constituante succéda la Législative, composée d'une manière toute inverse. Le parti modéré y est en majorité considérable. Le parti cavaignaquiste, comme tous les partis intermédiaires, disparaît dans la lutte; il devient un parti presque imperceptible, également déserté des deux côtés extrêmes. Eh bien! qui le croirait? Le prince juge à propos de changer son cabinet. Il demande des conseils aux hommes éminents; et le résultat de toutes ces consultations est de lui faire subir M. Dufaure, ministre de l'Intérieur sous Cavaignac, et qui avait si vivement combattu l'élection du prince. Cet abandon de soi-même fut conseillé par le chef du parti modéré. Je dois dire que j'ai toujours trouvé ces chefs très rodomonts et très susceptibles à l'égard du prince, extrêmement faibles et lâches à l'égard du parti populaire ; ils ne montrèrent un peu de vigueur que plus tard, lorsqu'il n'y avait plus de danger à le faire.

Le maréchal Bugeaud fut appelé pour la formation de ce ministère; brave et digne homme de guerre, mais une véritable vieille femme en politique. Je fus chargé de le recevoir et de le chapitrer à l'Élysée! Il changeait d'avis dix fois par jour. Je le montais le matin contre la combinaison Dufaure, et le soir je le trouvais démonté par un autre. Il n'avait dans la tête que

le souvenir de la révolution de février, et du rôle qu'il y avait joué. Il en parlait continuellement et ramenait la conversation là-dessus, et développait toujours un plan de défense de la ville de Paris. Sa mort, qui arriva quelque temps après, a produit une très grande impression; il a été excessivement regretté. J'ai la conviction qu'il nous aurait en maintes occasions très fort gênés et compromis; il était toujours prêt à des transactions : il l'a montré deux ou trois fois, dès le début de la session. Il n'aurait jamais eu le courage de soutenir avec les rouges une lutte pied à pied, comme nous l'avons fait! Il était accessible à la flatterie, il adorait écrire dans les journaux : avec ces deux défauts-là, l'on est pas un homme politique.

Enfin le ministère Dufaure fut constitué. Les hommes de ce parti ne m'ont toujours inspiré qu'un profond dégoût. J'aime presque mieux les rouges. Ce sont des métis politiques sans énergie, sans franchise, qui se tiennent en équilibre avec beaucoup de peine entre des principes et des partis opposés, trahissant les deux à la fois, et n'en satisfaisant aucun. C'est ce que fit ce ministère, qui parla de l'ordre et mécontenta les rouges. Il ne prit aucune des mesures sérieuses qui devaient rétablir l'ordre dans le pays, et il ne satisfit point le parti modéré. Il n'osa jamais, surtout, changer l'administration et il la laissa composée de républicains; aussi les réclamations du côté du parti modéré se renouvelaient constamment. Il s'était formé une réunion particulière, qu'on appelait la réunion du quai d'Orsay, qui se composait des trois quarts de la Chambre et ayant à sa tête les hommes les plus distingués : de Broglie, Molé, Montalembert, Thiers, etc...

L'exaspération fut telle qu'on y fit la proposition de nommer une commission pour aller supplier le Président de la République de changer son ministère, parce qu'il laissait son administration aux mains de nos ennemis.

Quoique je fusse bien ennemi du ministère, je m'opposai à cette démarche comme inconstitutionnelle et inconvenante : néanmoins, cela prouve la haine que ce ministère avait inspirée. Eh bien! qui le croirait? Lorsque le Président se décida à gouverner lui seul et à changer brutalement son ministère, à son premier message, par quels hommes fut-il le plus cruellement attaqué? Par les mêmes qui ne cessaient de réclamer le renversement de M. Dufaure. Les choses allèrent tant bien que

mal jusqu'à la loi du 31 mai. Plus l'effroi que causaient les rouges diminuait, et plus le parti modéré se montrait indiscipliné et hostile au Président.

Quant à moi, je me bornais à jouer un rôle très honnête et très modeste. Je travaillais toujours à rapprocher les hommes les plus considérables, les plus capables et les plus intègres du Président et à éloigner de lui ces espèces qui se donnent toujours avec de grandes démonstrations au pouvoir nouveau et se prétendent les victimes des régimes passés, parce que les régimes passés n'ont pas voulu les employer, ou qu'ils ont eux-mêmes brisé leur carrière par quelques fautes graves. Le Président avait beaucoup d'ignorance des hommes, et beaucoup d'illusions sur les choses. Il fit pas mal de fautes en commençant. Je travaillais avec courage et persévérance à lui en éviter le plus possible. Je lui dis toujours la vérité bien crûment, peut-être trop crûment; il ne m'écoutait pas toujours, je le blessais quelquefois, mais je ne me rebutais pas. Je restais très bien aussi avec tous les chefs du parti modéré. Ils comprenaient tous la délicatesse de mon rôle; ils voyaient bien que je ne cherchais aucun succès public et que je ne désirais que contribuer secrètement au bien général. Aussi étais-je toujours au mieux avec eux tous. Je ne me rappelle rien de saillant dans mon intervention jusqu'à la loi du 31 mai. J'oubliais que quand on fit l'expédition de Rome, c'est moi qui conseillai et fis faire au Président la lettre qu'il écrivit au général Oudinot. Cette lettre commença à dessiner son caractère et à lui gagner le cœur de l'armée.

Le Président me consulta sur le parti qu'il avait à prendre après les élections de Paris, qui donnèrent aux socialistes une si effrayante majorité, et qui avaient intimidé tout le pays. Mon opinion était que le Président avait tort de suivre le conseil des gros bonnets, de restreindre le suffrage universel, et de n'adopter, de concert avec la majorité, que des mesures temporaires. « Vous travaillez, lui disais-je, pour eux et contre vous-même, vous ne produirez qu'une confiance momentanée et factice, et vous ne changerez rien au fond des choses. Les chefs des partis vous payeront d'ingratitude, et, à la fin de votre Présidence, en 1852, la question sera la même qu'aujourd'hui, sauf que vous aurez moins de force, et que la société sera moins effrayée, et que vous aurez moins bon marché d'elle. A votre

place, je dirais dès aujourd'hui à messieurs les chefs de partis : si vous voulez faire une illégalité, faisons-la complète et utile, et modifions la constitution d'accord, de façon à éloigner le plus possible la réélection du pouvoir exécutif. » Le Président ne nous a pas parlé ainsi et cela ne faisait pas le compte de ses honorables conseillers dont chacun en particulier comptait bien se faire en 1852 un petit gouvernement à sa façon.

J'avais deviné juste, car, quelque temps après cette loi, les hostilités sourdes recommencèrent, et il se forma évidemment une espèce de complot, dont le général Changarnier était l'âme, et qui avait pour but de se débarrasser du Président. Je fus longtemps à vouloir le croire. Devant moi, Changarnier faisait bien quelques critiques sur la conduite du Président, mais souvent elles étaient fondées, et il ne se permettait aucune impertinence. Mais il paraît que, dans sa clientèle, il ne s'en faisait pas faute ; du reste, tout cela était très sourd et ne faisait que transpirer. Comme il était adroit et flatteur, le Président était aveuglé sur son compte, et moi, je n'y croyais pas du tout.

***

Cependant, vint se grouper un certain nombre de faits très bizarres. Pendant une prorogation, la Chambre avait laissé une commission de permanence, extrêmement hostile, tout entière presque dans la main du général Changarnier. A la moindre émotion publique, il lui était possible d'obtenir de cette commission tout ce qu'il aurait voulu : une espèce de dictature. Mais il fallait créer cette émotion pour justifier aux yeux du pays un acte d'urgence, et il fallait être assez audacieux pour mettre la main sur le Président de la République. Le projet fut évidemment rêvé, et sans la résistance de M. Dupin, le bon sens de M. Molé, peut-être aurait-il été mis à exécution. Reste à savoir si le général Changarnier l'eût osé, ce qui ne m'est pas encore démontré. Néanmoins, les prémices ne manquèrent pas, on fit surgir le procès Alais, on fit grand éclat du scandale des cris de « Vive l'Empereur ! » aux revues de Satory et de la destitution du général Neumayer ; et enfin le général Changarnier, voulant pousser les choses à l'extrême, publia un ordre du jour d'une rare insolence, par lequel il interdisait aux troupes de crier.

A cette époque, je revins de Belgique après une courte

absence : je trouvai le ministère très inquiet, et le public pas très ému, les hommes politiques très irrités ; je fus promptement mis au courant de la situation. J'allai chez le Président, et ce fut moi qui lui appris l'ordre du général Changarnier. Il voulut le destituer immédiatement, je le lui déconseillai et le priai d'attendre. Je me rendis tout de suite chez le général Changarnier; je lui fis des reproches sévères. J'en avais le droit, d'abord parce que je le connaissais depuis longtemps (nous avions fait la guerre ensemble), et que je lui avais rendu souvent service ; je lui dis qu'il quittait la bonne route et qu'il ne tarderait pas à s'en repentir. Il me répondit par des billevesées, me parla des projets du Président de le destituer, de le faire assassiner, etc. ; niaiseries auxquelles je répondis par un rire de pitié. Enfin, je finis par l'amener à promettre de retirer son ordre du jour. Il fit venir son aide de camp, auquel il en donna l'ordre devant moi ; et il devait me faire dire dans la soirée si cette opération avait pu se faire. Je passai la soirée chez Mme Lehon. A neuf heures, Valazé me fit demander, et me dit de la part du général que malheureusement l'ordre du jour était copié dans toutes les divisions, et qu'il regrettait beaucoup. Je congédiai Valazé en lui disant que le sort en était jeté, et que c'était évidemment une rupture entre le général et le Président.

Le lendemain, je fus appelé chez le Président, qui était en grande conférence avec trois de ses ministres, MM. Fould, Baroche et Rouher. La discussion était très animée et, quand j'entrai, je vis que j'étais tacitement pris pour arbitre. Le Président voulait destituer immédiatement le général ; les trois ministres s'y refusaient, craignant d'arriver avec cette destitution devant les Chambres qui allaient revenir. Je concevais très bien la volonté du premier, l'hésitation des trois autres, c'était le rôle de chacun. Je pris la parole et je dis : « Je crois que tout le jeu du général Changarnier en ce moment et celui de ses amis est de se faire destituer. Ils espèrent faire grand bruit de ce fait, en l'ajoutant à toutes les fables qu'ils ont inventées et si habilement exploitées. Dieu sait quel parti ils en peuvent tirer contre le Président ! C'est évidemment jouer leur jeu que de destituer le général aujourd'hui. Mais ce qu'il ne faut pas faire aujourd'hui en l'absence des Chambres et devant une commission hostile, il faut le faire dans huit jours en présence de l'Assemblée, en lui disant pourquoi. Le message (dont je

connaissais la teneur) comme le prince sait les faire, produira sur l'émotion publique le même effet qu'une pluie d'eau froide sur la vapeur; et après cet effet, rien au monde ne sera plus facile que d'user du droit d'un Gouvernement, qui est de destituer les fonctionnaires; et, si la Chambre vous demande des explications, vous lui direz que vous n'en avez pas à lui donner. Il n'en sera rien de plus; mais autant je suis d'avis d'ajourner cette destitution en ce moment, autant je pense qu'elle est indispensable dans huit jours, et messieurs les ministres ici présents doivent prendre l'engagement d'honneur formel de ne trouver aucun prétexte pour l'ajourner encore à cette époque. » Le prince et les trois ministres acceptèrent cette transaction avec bonheur, attendu que cela ajournait le danger. Le prince s'y rendit avec peine, mais enfin nous nous séparâmes, Changarnier pas destitué. Le message produisit l'effet attendu, la Chambre revint enchantée, la commission de permanence très ridiculisée par ses terreurs, et Changarnier amoindri parce qu'il avait été deviné, et qu'il avait l'air d'un dictateur avorté.

Au bout de huit jours, je pus dire que je me présentais comme un créancier qui a sa lettre de change; j'allai trouver les ministres et le Président, et je leur dis : « Eh bien !... » L'irritation était calmée, chacun jouissait de son triomphe parlementaire et n'avait plus envie de le compromettre; et, bref, il ne fut plus question pendant quelque temps de la destitution de Changarnier.

Je dois dire qu'à dater de ce jour, je fus très mal à l'aise avec tout le monde; je trouvais qu'on manquait de courage et de détermination, et que de laisser au général Changarnier la chance de ressaisir son prestige et de continuer à laisser entre ses mains un commandement aussi important, était la faute la plus grossière que l'on pût faire. Je prêchais cela perpétuellement, mais tantôt pour une raison, tantôt pour une autre, le jour était continuellement remis.

Enfin arriva l'incident de la Chambre, dans lequel le général Changarnier se démasqua tout à fait lorsqu'à l'occasion des interpellations du prince Napoléon il désavoua les instructions qu'il avait véritablement données aux troupes. Il professa pour l'Assemblée, dans sa réponse, un respect si transparent, qu'il fut couvert de plusieurs salves d'applaudisse-

ments. En sortant de la séance, je m'empressai de courir chez le Président; j'étais encore tout ému. Je me trouvai avec Persigny. Nous tînmes tous deux le même langage, et nous lui dîmes: « Ou le général Changarnier doit être destitué sur l'heure, ou vous n'avez plus le pouvoir. »

Le Président fut de cet avis et il déclara que rien, pas même le refus de ses ministres, ne l'empêcherait de destituer le général Changarnier. Je me retirai ravi, mais l'affaire ne se fit pas aussi simplement. Il y eut, comme on dit vulgairement, bien du tirage. Le ministère fut disloqué. Tous les jours, nous eûmes séance sur séance, auxquelles j'assistais, et, tous les jours, on trouvait des raisons plus ou moins mauvaises pour remettre au lendemain. Je m'offris au Président à plusieurs reprises, en lui disant que si tout le monde lui refusait son concours pour un acte aussi sage que celui-là, je m'empressais de lui offrir le mien. Il me remercia, en me disant qu'il me réservait pour des circonstances plus importantes, et qu'il n'userait de moi que s'il ne trouvait absolument personne. La résistance qui venait de la Chambre était si forte, que je puis dire que tout le monde autour du Président fut intimidé et ébranlé; chacun prévoyait le plus grand malheur. Tous les fiers-à-bras connus, ceux même qui détestaient personnellement Changarnier, furent appelés, et refusèrent le ministère avec cette mission périlleuse; il n'y eut que le Président et moi qui demeurâmes inébranlables. Persigny lui-même fut un moment inquiet, et ouvrit devant moi l'avis d'ajourner; et je lui dis: « Mon cher ami, si vous ajournez, le Président est perdu. »

M. Odilon-Barrot fut appelé avec Abbatucci. Il voulait bien prendre le ministère : il détestait Changarnier, qui s'était moqué de lui lors de son premier ministère. Il voulait bien le destituer, mais seulement dans un mois. A cette proposition grotesque, le Président lui fit l'objection suivante, avec le charmant bon sens qu'il a presque toujours: « Et quand vous rentrerez à la Chambre, lui dit-il, on va vous faire sur tout ce qui se passe des interpellations, et tout roulera sur la destitution ou le maintien du général Changarnier; pourquoi un changement de ministère? et à la question, ou vous répondrez que vous n'avez pas voulu destituer le général Changarnier, ou que vous avez voulu le destituer. Si vous répondez que vous n'avez pas voulu le destituer, on vous félicitera beaucoup,

et il vous sera impossible de le destituer un mois après. Et vous figurez-vous disant que vous n'avez pas voulu le destituer tout de suite, mais que vous le destituerez plus tard? »

Barrot ne sut que répondre, et enfin, après quelques jours, les mêmes ministres, voyant qu'ils ne pouvaient pas vaincre l'obstination du Président, se décidèrent à rentrer, et le remplacement du général Changarnier fut mis au *Moniteur*.

***

Le coup d'État du 2 décembre 1851 remonte à quelques mois. C'est une curieuse histoire que celle du coup d'État de 1851, et avec de singuliers détails pour moi. Le coup d'État était pour moi, depuis l'avènement du Président, ma seule marotte. Je n'ai jamais eu d'autres idées en tête. Je n'ai jamais prévu aucune autre solution possible. Et je n'en ai jamais prêché d'autres.

J'étais d'avis d'abord que de prendre l'initiative est toujours un avantage; qu'il vaut mieux diriger les événements que de se traîner à leur remorque. Et puis enfin j'avais assez étudié l'homme, le Français, pour conclure qu'il aime le succès, qu'il court volontiers au secours du vainqueur, et que cette même tourbe, qui votait mal parce qu'elle était dirigée dans le mauvais sens, dirigée dans le bon sens, voterait bien avec plus de facilité encore. J'avais remarqué, en outre, en voyageant dans diverses parties de la France, les divers sentiments que voici : « La révolution de février avait été une leçon pour tout le monde, et dont tout le monde avait profité. »

Toutes les idées fausses d'autrefois sur le libéralisme, sur la presse, sur les révolutions, tout cela était remplacé par des idées d'ordre, de hiérarchie et d'autorité ; le nom de Napoléon avait conservé tout son prestige.

[Enfin, je dois dire que le système que j'avais toujours préconisé est le coup d'État tel qu'il a été exécuté au 2 décembre 1851. Il faut que j'ajoute que le bon sens du Président a toujours été inaltérable, il a été du même avis que moi tout le temps, et nous avons été d'accord presque sur tous les points.

Je raconterai, en extrait dans les détails, les quelques points où nous avons différé] (1).

(1) Le passage entre crochets est réservé dans le texte.

Au moment où la Chambre allait se séparer, au mois de juillet ou d'août 1851, je me promenais dans le jardin de l'Élysée avec le prince, et j'entamai ainsi la conversation :

— Ah çà! mon cher prince, nous voici à notre dernière période. Il n'y a plus à hésiter... Je ne sais pas comment vous envisagez l'avenir; mais, moi je ne vois qu'une seule issue dans votre intérêt et dans celui du pays : c'est celle d'un coup d'État.

Ce fut la première fois où le prince me répondit :

— Je suis de votre avis, et j'y songe sérieusement!

Je fis un « Ah! enfin! » avec une vive expression de bonheur, comme si on m'ôtait cent livres de dessus la poitrine, et, depuis ce moment, je ne me tins pas de joie : je voyais enfin le pays sauvé et l'avenir assuré.

Je me rappelle encore que, dans cette conversation, le prince me demanda si je lui conseillais de le faire en présence des Chambres, ou en leur absence.

Je lui répondis :

— Pour moi, il n'y a pas un doute, j'aimerais mieux la présence des Chambres : c'est plus franc, plus audacieux. Et cela aura meilleure mine et plus de chances de succès.

Le prince me répondit :

— Vous avez raison, et je ne trouverai personne pour le faire en face des Chambres. J'ai bien tâté les hommes depuis que je suis ici, mon pauvre Morny, et il n'y a pas grand chose dans tout cela.

Je secouai la tête en signe d'approbation. On est toujours de l'avis de celui qui a mauvaise opinion des autres, et je lui dis modestement :

— Enfin, si vous ne trouvez personne de mieux que moi, je me mets à votre disposition.

Le prince me prit la main très affectueusement et me dit :

— Je vous remercie, il n'y a personne en qui j'aie plus confiance qu'en vous, mais je ne voudrais pas vous exposer pour moi.

Les Chambres se séparèrent, les préparatifs d'un coup d'État prirent un corps sérieux et véritable.

Le prince me dit qu'il préparait tout avec Carlier; que quand tout serait avancé, il me le soumettrait, et que, s'il ne me proposait pas une part officielle, je pourrais toujours l'aider et être auprès de lui.

Pour la partie militaire, il me confia qu'il avait jeté les yeux

sur les généraux de Saint-Arnaud et Magnan et qu'il cherchait à se gagner l'approbation et le concours des autres généraux de l'armée de Paris.

Je le remerciai. Je lui exprimai cependant, très doucement, que j'avais peu de confiance dans les hommes qu'il citait.

Je lui dis qu'aux militaires il ne fallait laisser aucune responsabilité politique, mais se borner à leur donner des ordres sans les consulter, parce qu'alors ils les exécutaient sans être compromis.

Je laisse de côté toutes les conversations plus ou moins curieuses que j'ai pu avoir avec Carlier, avec Persigny, avec Fleury, tous au fait de la situation et très dévoués, et j'arrive tout de suite à un détail très curieux et important.

Le Président me dit un jour : « Eh bien! nous ferons le coup d'État la semaine prochaine, j'ai fini par décider Saint-Arnaud et Magnan. Venez demain dîner à Saint-Cloud; nous tuerons quelques lapins avant le dîner et, après le dîner, entre Carlier, Persigny et moi, nous examinerons toutes les pièces que Carlier a préparées, et nous concerterons définitivement toutes les mesures à prendre. »

Je demandai seulement au Président de lui amener Rouher, dont je répondais comme de moi, et dans l'appréciation duquel j'avais la plus grande confiance.

Il m'accorda cette permission, et le lendemain, après deux heures de chasse, nous dînions tous les six à Saint-Cloud. Et, après le dîner, autour d'une table ronde, le Président, ayant Carlier à sa droite, Persigny à sa gauche, Rouher à la gauche de Persigny, et moi à la gauche de Rouher, fit, en très peu de mots, l'exposé de l'objet de notre petite réunion, et donna la parole à Carlier. Ce dernier tira de dessus un fauteuil un dossier assez volumineux qui contenait tout son plan, les proclamations, les diverses mesures qu'il se proposait de prendre le jour même et le lendemain, comme ministre de l'Intérieur, etc.

Jamais plan ne me parut plus inhabile : les proclamations étaient mal rédigées, les mesures mal prises, les projets de loi désorganisateurs et absurdes. Enfin, en entendant dérouler ce tissu de niaiseries, je tombai de mon haut, et je vis que mon ami Rouher partageait mon impression.

J'avais toujours traité Carlier en subordonné, et il avait eu souvent recours à moi dans des moments difficiles. Il avait

toujours recherché et suivi mes conseils, même quelque temps avant la destitution de Changarnier. Carlier était un peu hésitant sur le parti à prendre ; il était assez tiraillé et flatté par les burgraves. Un matin qu'il était venu me voir, je lui avais dit : « Carlier, vous suivez une fausse route, vous vous perdrez, ne m'en demandez pas davantage. Changarnier est la mauvaise route, le Président est la bonne. C'est celle du droit et de l'avenir. »

A dater de ce jour, il devint entièrement l'homme du Président. Quand Changarnier fut à bas, et que cela produisit si peu d'effet dans le pays, Carlier m'avait su beaucoup de gré de cet avertissement. Donc je ne me gênais pas beaucoup avec lui et, pour en revenir à notre séance, je ne pus m'empêcher de m'écrier :

— Mon pauvre Carlier, la situation est trop grave, trop sérieuse, pour se faire des politesses : je dois vous dire que je trouve votre plan très vicieux et que, s'il doit être exécuté tel quel, je vous demanderai la faveur d'un passeport.

Alors je repris une à une toutes les dispositions que je critiquais vivement. Rouher m'appuya.

Persigny essaya de le défendre, un peu comme un homme qui aime mieux garder un cheval boiteux que d'aller à pied. Le Président avait l'air assez embarrassé, et sentait bien au fond que nos réflexions étaient justes.

Carlier faisait au peuple un tas de concessions plus bêtes les unes que les autres, dont on n'aurait su aucun gré et qui eussent rendu le coup d'État ridicule, lui ôtant surtout son caractère d'énergie et de grandeur.

Mais passe encore pour cela : il n'était pas tenu d'être un homme politique. Mais on avouera bien que ce qu'il devait être, c'était un homme de police. Ces mesures-là au moins devaient être bien prises. Eh bien ! voilà ce qui prouve encore comme il faut se fier aux hommes spéciaux : ces mesures étaient encore plus mal prises que toutes les autres.

Je lui demandai qui il comptait arrêter ; il me montra une liste de 400 personnes, une suite de noms inconnus et insignifiants. Parmi eux, il y avait des gens des plus inoffensifs et de nos meilleurs amis.

Cette liste avait été évidemment dressée dans les bureaux avec la légèreté des commis qui compulsent des rapports, et ne connaissent rien à la situation.

— Eh ! bon Dieu ! m'écriai-je, il faudra une armée pour

arrêter ces gens-là. Et le secret? Et qu'est-ce que vous ferez de celui-ci, de celui-là. Et comment vous y prendrez-vous pour faire tout cela en une seule nuit? Mais je ne vois pas là les principaux : Changarnier, Charras, Lamoricière, les seuls vraiment dangereux!

— Ah! me répondit Carlier, ceux-là sont sur une liste à part, ils ne sont pas faciles à arrêter par la police, et je m'y prends autrement. Je me suis assuré de quelques gens de cœur et dévoués dans la garde nationale, qui en font leur affaire.

Mon ébahissement redoubla.

— Vous faites arrêter ces généraux par des gens de la garde nationale dévoués, et vous êtes sûr de réussir?

— Parfaitement sûr!

— Et quels sont donc les héros qui vous inspirent tant de confiance, que je les juge un peu.

— Eh bien, dit Carlier en faisant un effort sur lui-même, et après une longue hésitation : j'ai Boucart, Vyeira, Savalette et Ledieu.

— Eh bien! écoutez, j'ai la plus grande confiance dans la loyauté, le dévouement et la bravoure de ces quatre hommes. Le matin, dans vos petits conciliabules, ils vous promettront tout, et puis ils ne tiendront rien ; chacun son métier. S'ils vous promettaient de se battre comme des lions à la tête de leur batterie, j'aurais confiance en leur promesse. Mais s'ils s'engagent à faire le métier d'argousin, ne comptez pas sur eux, le cœur leur faillira en route. Ils tireraient peut-être sur le général Changarnier; ils ne l'arrêteraient pas; et c'est justement le contraire de ce qu'il faut faire. Il faut que le coup d'État s'accomplisse, sans qu'on ait arraché un cheveu à personne, sans une égratignure. C'est même tout ce qui m'a fait préférer le coup d'État à un conflit, à une lutte. C'est que, si dans cette lutte, un homme distingué périt, son sang retombe sur votre tête, et sa perte vous est toujours reprochée.

Carlier fut très penaud. Le Président était très contrarié. Rouher et moi, nous revinmes très inquiets, car nous ne savions pas l'effet de nos objections et de nos critiques; nous avions peur qu'engagé comme il l'était, le Président ne pût plus reculer.

Mais, le lendemain, nous fûmes tirés d'inquiétude, car tout cela était si mal préparé que les généraux n'en voulaient plus entendre parler. Magnan alla jusqu'à offrir sa démission, et

Saint-Arnaud écrivit une lettre pour se mettre à couvert. Le Président était furieux contre eux; je crois bien qu'il leur avait donné de l'argent. Le Président en voulait surtout à Saint-Arnaud, qu'il ne voulait plus revoir.

Saint-Arnaud avait du mauvais et du bon.

Il avait de l'esprit, il était bon garçon, un peu aventurier, d'une bravoure un peu de comédie; pas de ces courages consciencieux, qui résistent à tout, que rien n'ébranle; mais un courage de parade qui s'exalte devant le monde et s'exploite assez bien, s'il est bien stimulé et soutenu. Je l'avais jugé ainsi. Fleury, qui le connaissait encore mieux que moi, en avait la même opinion. Fleury me dit :

— Il ne faut pas laisser Saint-Arnaud s'éloigner brouillé avec le Président. Nous ne pouvons pas le remplacer, ni en faire faire un autre. Chargez quelqu'un de le raccommoder avec le Président, et ce qui est différé peut n'être pas perdu.

(Fleury a eu un excellent jugement, beaucoup d'esprit et de courage, et personne n'a rendu de plus grands services que lui au Président.)

Nous nous entendîmes tous les deux pour opérer cette réconciliation. Du côté de Saint-Arnaud, ce ne fut pas difficile. J'eus beaucoup de peine auprès du Président. Il me parlait du général avec un mépris profond, il me répétait toujours :

— C'est un vrai sauteur.

— C'est vrai, lui disais-je, mais par qui le remplacerez-vous ?

Ce raisonnement vainquit sa répugnance, et Saint-Arnaud rentra en grâce. A dater de ce jour, nous eûmes conférence sur conférence, pour arriver à un coup d'État. Le Président était convaincu qu'il fallait absolument trouver une combinaison quelconque, avant la réunion de l'Assemblée. Sans quoi il se considérait comme perdu, parce qu'il était sûr qu'il ne trouverait pas un seul homme pour oser braver l'Assemblée en face. Pour atteindre ce but, il ne lui manquait que des hommes : aussi en cherchait-il de tous les côtés. Dès qu'on entendait parler d'un homme dans une certaine position qui s'exprimait un peu vivement, disant tout haut que la seule issue était un acte de force, soudain on l'envoyait chercher, sous un prétexte ou sous un autre, et on arrivait à lui faire des propositions indirectes. Mais, hélas! il y avait bien loin de ces bravades à l'exécution : tous ces fiers-à-bras trouvaient toujours une échappatoire

et une excuse. La Redorte, Turgot, Lariboisière, Giraud d'Angers, et tant d'autres, furent appelés, consultés, sollicités, mais aucune combinaison ne leur convint. Il se trouvait toujours un point qui les faisait refuser. J'assistais régulièrement à tous ces conciliabules. J'étais le prévôt principal, le confident de tout le monde et je voyais clair dans le cœur de tous et dans l'avenir, comme dans un cristal. Un jour, à Saint-Cloud, je dis au Président :

— Vous n'arriverez à rien avec tout ce monde : seulement vous risquez fort de vous compromettre, car, à la rentrée des Chambres, qui empêchera tous ces gens de parler de vos projets? Et si le ministère est interpellé, et s'il s'intimide, et si la Chambre ose, Dieu sait ce qui peut arriver! A votre place, je prendrais les devants, et voici le système que j'adopterais. Vous avez bien voulu consentir, dans un moment de grand péril et avec l'intention de défier et d'intimider les rouges, à cette fameuse loi du 31 mai qui rogne le suffrage universel, dont vous et la Chambre êtes issus; mais prêts à reparaître avant peu devant ce suffrage, vous devez le rendre à ses conditions premières : donc en tête du nouveau programme, rappel de la loi du 31 mai. Immédiatement, votre ministère actuel vous quitte, Léon Faucher en tête. Tout est pour le mieux, bon débarras; puis vous reformerez un ministère quelconque, sans y attacher autrement d'importance : les burgraves vont bondir de fureur. Le parti conservateur va être fort exaspéré et va se livrer à quelque imprudence. Le parti de la gauche va être très embarrassé, car il vous déteste encore bien plus que la loi du 31 mai. Personne ne peut prévoir l'effet que produira cet abus éclatant au milieu de l'Assemblée : elle ira peut être trop loin, et alors vous la mettrez à la porte, aux applaudissements de la France entière; et, si vous n'avez personne pour oser cela, vous pouvez compter sur moi, ce me sera une mission fort agréable.

Le Président m'écoutait attentivement et me dit :

— Vous avez parfaitement raison, c'est le seul parti qui me reste.

Ce qui fut dit fut fait. J'omets ici un reste de conciliabule, tantôt chez moi, tantôt à l'Élysée, tantôt à Saint-Cloud, où on a cherché des expédients, un message à l'Assemblée en la conjurant de sauver le pays. Toutes discussions oiseuses, dans lesquelles messieurs Billault, Baroche, Abbattucci, Casablanca,

déclaraient qu'il fallait respecter la Constitution, et attendre tout de la réélection du Président malgré la loi. Mais, disait-on, ce serait le peuple entier qui la violerait; et c'est avec de telles pauvretés que tous ces messieurs, si fiers aujourd'hui (*juillet 1854*) voyaient s'amonceler l'orage terrible de 1852, sans prévoir qu'il devait tout submerger.

Enfin la réunion des Chambres approcha, le ministère fut changé, et je m'occupai de préparer le message qui, dans mon système, devait expliquer le rapport de la loi du 31 mai.

Ce fut à cette époque que le Président forma un ministère plus personnel, mais de gens secondaires, tels que : M. de Thorigny à l'Intérieur, Turgot au ministère des Affaires étrangères, et Saint-Arnaud à la Guerre. Les hommes politiques n'avaient pas voulu s'associer au rappel de la loi du 31 mai, mais ils n'en témoignaient pas moins beaucoup de fidélité au Président; seulement, ils se disaient qu'ayant fait des efforts sur l'Assemblée pour la faire passer, il était contraire à leur dignité de faire les mêmes efforts pour la faire rapporter. Carlier s'imagina qu'il jouerait un rôle en se retirant par la même occasion. Je ne sais pas s'il crut que le Président se perdait, mais enfin il donna sa démission. Le Président fut mécontent, mais l'accepta. En y réfléchissant, j'en fus enchanté, car j'avais encore sur le cœur sa dernière préparation du coup d'État, dans laquelle il avait fait preuve à mes yeux d'une effrayante incapacité.

[Il fut question de chercher un préfet de police. Un jour, le Président me fit venir à Saint-Cloud et me dit :

— Voici deux figures de préfets auxquels je destine la police. Examinez-les et donnez-moi votre opinion.

L'un était vieux, c'était le baron de Vincent, préfet de Melun; l'autre était jeune, c'était M. de Maupas, préfet de Toulouse. Je lui dis :

— Aucun des deux ne me plaît. Le vieux a l'air d'un père noble, le second d'un jeune premier. Tout bien considéré, j'aime encore mieux le jeune.

C'est celui-ci que choisit le Président] (1).

Le nouveau ministère se mit à la besogne; et le Président caressait de plus en plus ses idées de coup d'État avant la

(1) Le passage entre crochets est réservé dans le texte.

réunion de l'Assemblée. Il réunit à Saint-Cloud Fould, Magne, Rouher et Saint-Arnaud. Tous, excepté Saint-Arnaud, inclinèrent pour le *statu quo*. Saint-Arnaud fut très vif pour le coup d'État. Après la séance, le Président me dit :

— Saint-Arnaud est un charlatan. Il n'a été aussi vif pour le coup d'État, qu'après s'être bien assuré que les autres n'en voulaient pas.

Il est vrai qu'à l'accent de Saint-Arnaud on pouvait deviner cette faiblesse et ce petit calcul. Moi, je me prononçais toujours pour le coup d'État, mais en face de l'Assemblée : c'est-à-dire en prenant le taureau par les cornes. Enfin, un matin, Persigny vint me trouver de très bonne heure de la part du Président et me dit :

— Mon cher ami, je viens vous apporter une bonne nouvelle. Le prince, dans toutes les réunions auxquelles nous avons assisté, et qui avaient pour but de discuter un coup d'État, n'a jugé que vous capable de le bien exécuter : entre autres, votre nom et votre situation donneraient aux habitants de Paris des garanties d'ordre et rassureraient tout le monde. Seulement, il n'a pas jusqu'ici osé vous demander de l'aider dans cette entreprise, parce que c'est un trop gros service à demander à quelqu'un, que celui d'exposer sa tête. Mais enfin, il s'est décidé à vous prier de vous charger de l'affaire, et je viens savoir votre réponse.

Je répondis très tranquillement :

— J'ai conseillé à tout le monde dans l'intérêt du pays de faire un coup d'État. C'est la seule voie de salut qui existe. Je suis tout disposé à faire moi-même ce que j'ai conseillé aux autres. Je suis très fier du choix du prince. Dites-lui qu'il peut compter sur moi, sans aucune espèce de condition.

— Eh bien! il vous attendra à deux heures.

— A deux heures soit!

Je puis dire que je n'eus pas un seul moment d'inquiétude ni d'hésitation. Je n'éprouvais même qu'une grande joie, à la pensée que je contribuerais à sauver le pays, et une grande sécurité en pensant que je serais à la tête de tout. J'avais trouvé les hommes si légers, si étourdis, j'oserais même dire si lâches, que toute mon inquiétude était qu'un acte aussi dangereux, et aussi grave, fût confié à une main inhabile. Et enfin j'avais confiance en moi : et sans crainte d'être trop orgueilleux, je pourrais dire pourquoi. Je n'ai pas la préten-

tion d'être plus capable que tout le monde, et je me trouve même inférieur en beaucoup de points, en talent, en savoir, à d'autres hommes politiques. Mais je crois avoir certaines qualités spéciales qui, dans des actes de ce genre, sont sans prix. D'abord, je suis d'un sang-froid inaltérable, ce qui fait que je ne m'ahuris pas, et je n'ahuris pas les autres; ensuite, quand j'ai pris un parti dans lequel ma tête est engagée, je ne m'arrête plus à aucun détail, et je vais droit au but, lui sacrifiant tout avec une insouciance complète. La responsabilité la plus entière ne me préoccupe pas, je le prouverai plus tard. Tandis que j'ai vu des hommes engagés comme moi, compromis presque au même degré, que le moindre obstacle arrêtait, et qui évitaient par de faux fuyants d'augmenter les charges qui pesaient déjà sur eux, et risquaient par là de tout compromettre, par conséquent, de se perdre eux-mêmes! Je n'appelle pas cela seulement un manque de courage, c'est un manque de logique et de bon sens.

J'allai donc trouver le prince à deux heures : et, comme il allait me remercier d'avoir accepté aussi facilement un rôle aussi périlleux, je l'interrompis pour lui dire que c'était moi qui étais son obligé, et que je lui serais éternellement reconnaissant pour l'honneur qu'il me faisait. Nous convînmes de tout préparer ensemble, et chacun de notre côté. Nous nous présentâmes à l'esprit toutes les minutes de la journée, toutes les opérations les plus minutieuses, et nous nous mîmes d'accord sur les points principaux. Il fallait d'abord préparer les publications, l'appel au peuple, s'assurer d'une imprimerie pour les imprimer, sans que personne n'en fût averti ; dissoudre l'Assemblée sans avoir de résistance à craindre de la part du bataillon chargé de la protéger, paralyser l'autorité des questeurs, dont l'un était général et qui avait le droit, quoique un peu contesté, de requérir des troupes; enfin s'emparer des généraux, membres de la Chambre, et assez importants pour avoir de l'action sur l'armée, en même temps que sur l'Assemblée. Une fois les principes arrêtés, nous nous ajournâmes. Le prince prépara les actes, l'appel au peuple, et m'en donna le brouillon.

MORNY.

PORTRAIT D'UNE ACTRICE

> *...But I'll undo*
> *The world by dying; because love dies too.*
> (DONNE.)

I

Vers le milieu du XVIII[e] siècle, les troupes de comédiens ambulants qui parcouraient les campagnes anglaises, jouant Shakspeare dans les cours des auberges ou sur la terre battue des granges, menaient presque toutes une existence misérable et dégradante. Les puritains, encore nombreux, affichaient à l'entrée de leurs villages : « Ici on ne tolère ni singes, ni marionnettes, ni comédiens. » Sans doute reprochaient-ils au théâtre, comme le grand évêque français, de représenter les passions sous des dehors trop aimables.

Mais la profession n'est qu'un accident, et la dignité véritable ne saurait être diminuée par des circonstances extérieures. Bien que M. Roger Kemble fût le très humble directeur d'une de ces troupes d'acteurs vagabonds, il avait les manières simples et grandes, l'austère aisance d'un Lord Chancelier. On ne pouvait rien imaginer de plus noble que son visage. Des sourcils parfaitement arqués surmontaient les yeux très vifs, la bouche était petite et bien dessinée, le nez surtout admirable. Par un mélange assez rare et dosé avec un art infini, la ligne en était droite et pure, afin de ne pas altérer l'harmonie majestueuse des traits, tandis que le bout, imperceptiblement trop long, trop charnu, ajoutait à la physionomie quelque chose de fort et de personnel. Ce nez était un nez de famille, héréditaire et

subtil, et les amis des Kemble avaient le sentiment confus d'y trouver un symbole satisfaisant.

Mrs Kemble était, comme son mari, très belle et très imposante. Sa voix, énergique et douce, semblait faite pour la tragédie; elle-même avait été créée par un Démiurge prévoyant pour jouer les mères romaines et les reines de Shakspeare. Quand, un soir, elle accoucha d'une fille après une représentation d'*Henri VIII*, drame qui se termine, comme on sait, par la naissance d'Élisabeth, toute la troupe eut le sentiment qu'une princesse venait de naître. A la ville comme à la scène, il y avait dans le couple Kemble quelque chose de royal.

Leur fille Sarah hérita de la beauté de ses parents et fut élevée par eux avec une sage austérité. Sa mère lui apprit à lire, en articulant chaque syllabe, et à savoir la Bible par cœur. Le soir, on lui confiait de petits rôles, comme Ariel de *la Tempête*, et on la chargeait de frapper le chandelier avec les mouchettes pour imiter, suivant les spectacles, le bruit du moulin ou celui de l'orage. Le matin, les passants apercevaient aux fenêtres des auberges un admirable visage d'enfant, enfoncé dans un gros livre qui était *le Paradis perdu*. Les sombres tableaux du grand puritain, ses immenses paysages lyriques, enchantaient un esprit parfaitement religieux et naturellement avide de sublime. Lisant et relisant le passage où Satan, au bord d'un océan de flammes, appelle à lui ses légions infernales, elle éprouvait pour le bel ange maudit une tendre compassion.

Mr et Mrs Kemble étaient résolus à ce que leurs enfants ne devinssent pas comédiens. Ils avaient pour la respectabilité un goût presque douloureux, et souffraient du mépris où tant de gens tenaient injustement leur métier. Aussi Mr Kemble, qui était catholique, avait-il envoyé son fils John en France, au séminaire de Douai pour faire de lui un prêtre. Quant à Sarah, il espérait que sa beauté lui permettrait d'échapper à la scène par un riche mariage.

En effet, elle avait à peine seize ans et les épaules encore anguleuses, quand le fils d'un riche propriétaire, l'ayant entendue chanter, devint amoureux d'elle et demanda sa main. Mr Kemble accueillit avec complaisance un projet qui répondait si bien à ses désirs, et l'assiduité du prétendant, encouragée par le père, fut tolérée par la fille. Mr Siddons, jeune premier de la troupe, parut en souffrir.

C'était un acteur sans talent qui, comme tous les comédiens, et comme presque tous les hommes, se croyait indispensable. Il avait la fatuité nécessaire et naturelle à son emploi, regardait avec une admiration grandissante se former auprès de lui une belle et sage personne, et faisait à Sarah Kemble, sous le couvert du travail en commun, une cour respectueuse.

Se voyant en danger de la perdre, il trouva le courage de demander un entretien à son directeur et de lui avouer ses sentiments. Mr Kemble répondit, avec une hauteur toute royale, que sa fille n'épouserait jamais un acteur, et, pour plus de sûreté, congédia l'audacieux. D'ailleurs, étant honnête homme, et mettant, ainsi qu'il sied, les usages de la profession au-dessus de ses craintes personnelles, il offrit de donner, avant le départ, « un bénéfice » au profit de l'amoureux évincé.

Là, se produisit un incident pénible. Siddons, à la fin du spectacle, demanda à revenir en scène pour faire ses adieux au public. Il sortit de sa poche un manuscrit et commença la lecture d'un à-propos en vers qu'il avait composé pour raconter aux spectateurs l'injuste fin de ses amours. Les sensibilités de petites villes sont avides d'exercice et les applaudissements furent vifs. Quand l'acteur rentra dans les coulisses, Mrs Kemble, de sa belle et forte main, lui donna deux vigoureux soufflets ; elle méprisait de tout son cœur un jeune homme qui jouait faux et qui articulait mal.

Sarah Kemble, jusqu'à ce moment, était restée spectatrice, en apparence impartiale, d'un conflit dont elle était l'objet. Elle était bien jeune pour vouloir fortement. Mais toute la tradition théâtrale l'inclinait vers un amant malheureux. Émue par un traitement si dur, et peut-être un peu honteuse de la conduite de ses parents, elle jura qu'elle n'épouserait que la victime. Son père essaya de l'éloigner pendant quelque temps de la scène et la plaça comme lectrice dans une famille du voisinage. Puis il pensa qu'elle était une Kemble. Avec sa beauté céleste et régulière, elle avait le nez de la famille, le nez volontaire et vigoureux. Il craignit un mariage clandestin.

— Je t'avais défendu, lui dit-il, d'épouser jamais un acteur. Tu ne me désobéis pas, car tu épouses un homme de qui le diable lui-même ne ferait pas un acteur.

II

Un an plus tard, le nom de Mrs Siddons n'était déjà plus tout à fait inconnu dans les comtés du sud de l'Angleterre. On ne trouvait pas souvent, dans une troupe errante, une beauté aussi parfaite. La sévérité de ses manières, la solidité de sa vertu mêlaient le respect à l'admiration. Ceux qui l'avaient approchée décrivaient sa vie laborieuse. Elle passait la matinée à laver ou à repasser le linge, à préparer le repas de son mari, à s'occuper de l'enfant qui lui était né. L'après-midi, elle apprenait ses rôles nouveaux; le soir, elle jouait, et souvent, en rentrant, après le théâtre, achevait encore sa lessive.

Ce mélange de vertus bourgeoises et de talents poétiques plaisait infiniment au public anglais. L'usage, en ce temps-là, dans les petites villes, était que les acteurs allassent, de maison en maison, prier humblement les habitants d'assister à leur bénéfice. Mrs Siddons recevait toujours un accueil enthousiaste.

— Ah! lui disaient les vieux amateurs, une actrice de votre talent ne devrait pas courir les provinces!

Tel était bien aussi l'avis de la charmante Sarah Siddons, qui se sentait, malgré sa jeunesse, parfaitement maîtresse de son art. « Tous les rôles sont faciles, disait-elle, ce n'est qu'une question de mémoire. » Cependant, quand, un soir, elle étudia pour la première fois celui de lady Macbeth, elle remonta dans sa chambre, rêveuse et épouvantée. Ce caractère lui paraissait d'une incompréhensible méchanceté. Elle se sentait si peu capable de faire du mal! Elle aimait son mari, d'une affection un peu supérieure de fille de directeur et de comédienne plus brillante. Elle adorait son enfant. Elle aimait Dieu, ses parents, ses camarades, les beaux villages anglais aux toits de chaume soigneusement coupés. Elle aimait son travail, son métier, les planches. Sa lady Macbeth fut idyllique.

Un soir, dans un petit théâtre de ville d'eaux, l'Honorable Miss Boyle, femme fort à la mode, découvrit la troupe Siddons et fut charmée par la débutante. Elle lui rendit visite, lui donna des conseils, lui fit présent de robes. En sortant, elle dit à Mr Siddons que sa femme devrait être à Londres, et promit d'en parler à Garrick lui-même qui, acteur et directeur, exerçait alors dans le monde des théâtres un pouvoir légitime et souve-

rain. Mr Siddons fut bien heureux d'entendre ainsi louer sa femme par une personne de qualité de qui le rang lui garantissait le bon goût. Il répéta le compliment à la jeune actrice qui, assez mélancoliquement, avait repris ses travaux de couture.

— Vous voyez, murmura-t-elle; tout le monde le dit : je devrais être à Londres.

— Oui, répliqua Siddons, pensif, nous devrions être à Londres.

Pendant quelques semaines, elle espéra voir arriver le grand Garrick lui-même qui l'eût prise par la main et enlevée dans sa voiture, en lui offrant les plus beaux rôles. Rien ne vint. Sans doute les promesses de Miss Boyle n'avaient-elles été, comme si souvent les promesses des gens de qualité, que mots aimables dits en passant.

— D'ailleurs, pensait-elle, découragée, si même Miss Boyle a parlé à Garrick, que lui importe, à lui tout puissant, une actrice de plus ou de moins?

Ainsi la jeunesse, passant toujours de l'excès de confiance à l'excès de scepticisme, croit tantôt que les ressorts du monde marchent aussi vite que ses propres désirs, tantôt qu'ils ne marchent pas du tout. La vérité est qu'ils se meuvent avec une lente et mystérieuse sûreté, et que les effets de leurs mouvements apparaissent quand nous avons oublié déjà comment ils ont été déclenchés. Miss Boyle avait parlé à Garrick et Garrick l'avait écoutée avec un très grand intérêt. Il avait chez lui des comédiennes excellentes, mais leurs exigences étaient proportionnelles à leurs talents et, comme elles devenaient ingouvernables, il rêvait de constituer une réserve de jeunes femmes, prête à remplacer la vieille garde, si celle-ci se mutinait.

Quelques mois après cette scène, un envoyé spécial rejoignit Mrs Siddons à Liverpool et l'engagea pour une saison. Elle dut attendre pour partir la naissance d'une fille, puis, dès que le voyage fut possible, la famille prit la diligence pour Londres. Bercée par les cahots de la route, la belle jeune femme tomba vite dans une agréable rêverie. Elle avait vingt ans et elle allait débuter sur la plus grande scène anglaise aux côtés du plus grand acteur de tous les temps. Son bonheur était complet.

***

Le théâtre de Drury Lane, sur lequel régnait l'illustre Garrick, était loin de ressembler à ceux qu'avait connus jusqu'à ce jour Mrs Siddons. Il y avait dans le ton de la maison des résonnances religieuses. Garrick se tenait à l'écart de sa troupe qu'il traitait avec une politesse exacte et hautaine. Dans les couloirs où l'on ne parlait qu'à voix basse, on voyait passer le Docteur Johnson, auquel les comédiennes faisaient la révérence.

Mrs Siddons eut toutes raisons d'être contente de l'accueil du maître. Il la trouva ravissante et le lui dit, demanda quels étaient ses rôles préférés, la pria de réciter une scène. Elle choisit Rosalinde; son mari lui donna la réplique.

— *L'amour n'est qu'une folie, et mérite comme les fous un cachot noir et le fouet, mais on le laisse en liberté, car cette folie est si commune que les gardiens eux-mêmes sont amoureux Cependant je fais métier...*

Ainsi discourait la charmante Siddons. « Diable! Diable! pensait Garrick. Ces imbéciles ont fait mauvaise chasse. La moindre de mes « doublures », avec vingt ans de plus et beaucoup moins de beauté... Rosalinde! Il s'en faut d'un amant, au moins! Ah! que tout cela est fâcheux! »

Il la remercia avec bienveillance et lui conseilla pour ses débuts la Portia du *Marchand de Venise,* rôle froid dont l'éloquence pure pouvait convenir à cette jeune maladresse.

Le lendemain soir, comme il jouait *le Roi Lear,* il offrit aux Siddons sa propre loge, et, après le spectacle, les fit venir pour jouir de leurs impressions. Malgré trente ans de gloire et de flatteries, l'étonnement et l'admiration de ceux qui le voyaient pour la première fois, formaient un spectacle sur lequel il n'était pas encore blasé.

Mrs Siddons était à la lettre anéantie par l'émotion. Au moment où le vieillard, échevelé, terrible, avait prononcé la malédiction, elle avait pu voir le public se pencher en arrière d'un seul mouvement comme les moissons sous le vent

Dans les coulisses, elle retrouva, surprise, ce petit homme élégant et souple qui venait d'être la Douleur. Content de cette stupeur muette, il prodigua ses tours avec complaisance. La mobilité de ses traits était incroyable. Il modelait son visage comme une pâte. On racontait que, Hogarth n'ayant pu achever

le portrait de Fielding avant la mort de celui-ci, Garrick, après un peu d'étude, était allé poser pour le disparu, à la parfaite satisfaction du peintre. Devant le cercle admiratif au centre duquel était Mrs Siddons, il fut soudain Macbeth revenant, après le meurtre, de la chambre de Duncan; puis, sans transition, un petit pâtissier qui se promène en sifflant, une corbeille sur la tête; puis il recula de telle façon qu'aussitôt tous les assistants crurent voir le spectre du vieux Roi se dresser parmi les brumes d'Elseneur.

—Quoi? dit Siddons, écrasé. Sans décor... Sans partenaires...

— Mon ami, dit le grand petit homme, si vous ne pouvez faire la cour à une table aussi bien qu'à la plus jolie femme du monde, vous ne serez jamais un acteur.

Ce soir-là, Mrs Siddons comprit pour la première fois que peut-être elle-même n'était pas encore une actrice. Les répétitions achevèrent de l'inquiéter. Garrick exigeait qu'on eût médité les moindres gestes et les plus légers accents. Beaucoup d'acteurs rédigeaient des notes sur les caractères de leurs personnages. Le maître retouchait les siens à chaque représentation, comme un grand peintre ne peut voir ses toiles sans leur donner un coup de pinceau. Son Macbeth, à la fois courageux et déprimé, était un chef-d'œuvre de nuances. Mrs Siddons n'était pas formée pour ce travail et n'était pas capable de le faire. Cependant, se souvenant de ses succès de tournée, complimentée par tous sur sa beauté, elle garda bravement confiance.

Enfin on afficha *le Marchand de Venise*, pour les débuts d'une inconnue. Le public vit entrer une Portia très pâle, habillée d'une robe saumon démodée, et si tremblante qu'elle pouvait à peine marcher. Au début des répliques, sa voix, très haute, détonnait. A la fin de chaque phrase, elle descendait jusqu'à une sorte de murmure.

Le lendemain, les gazettes furent sévères. Mr Siddons, impitoyable, en donna lecture à sa femme. L'acteur malheureux marquait les points contre une rivale domestique. Cependant Mrs Siddons se refusait à reconnaître la gravité de l'échec. Son enthousiasme et sa confiance avaient été si hauts qu'elle n'en voulait plus descendre. Elle quêtait dans les regards des éloges même modérés et beaucoup eussent été tentés de les accorder à une personne si belle. Mais elle était vraiment trop mauvaise, et les yeux se détournaient.

A la fin de la saison, son engagement ne fut pas renouvelé. Garrick, en lui faisant ses adieux, lui dit de ne pas perdre courage. « Attention à vos bras! ajouta-t-il. Dans la tragédie, un mouvement ne doit jamais partir que du coude. »

III

Le succès endort, l'échec exalte. Mrs Siddons n'avait passé à Londres que six mois, mais elle en sortait transformée. Elle y était venue insouciante et glorieuse; elle partait ardente et humiliée. Elle ne pouvait s'empêcher de garder rancune à ses belles et jalouses rivales. Quand elle se trouvait au milieu d'amis parfaitement dévoués, il lui arrivait de raconter qu'avec la complicité inconsciente de Garrick, les trois reines de Drury Lane avaient essayé d'étouffer son talent. Son amour-propre trouvait consolation à suggérer à l'opinion amie des excuses que lui-même rejetait; au fond de son cœur, elle savait que la défaite était méritée. Pour un esprit bien né, le spectacle de la perfection suffit à la faire reconnaître. En ces femmes qu'elle détestait, Mrs. Siddons avait admiré la science du théâtre, la grâce des manières, l'art du costume. Elle savait que tout était à bâtir. Elle pensa : « Je bâtirai. »

Si complet que fût l'échec, il ne la condamnait plus à la terre battue des granges villageoises. Une défaite à Drury Lane devenait titre de gloire à Manchester. On fut heureux d'accueillir Mrs Siddons dans les grands théâtres de province. Son mari lui-même y put tenir des rôles adaptés aux talents que le ciel lui avait si prudemment mesurés.

Bientôt le frère de Mrs Siddons, John Kemble, les rejoignit. Il s'était enfui du séminaire de Douai, se sentant trop acteur pour la prêtrise. Ses maîtres l'avaient ramené à ses goûts héréditaires en lui faisant, pendant les repas, lire les vies des Saints de sa belle voix de Kemble. Observant qu'à l'église, il ne pouvait entendre un grand prédicateur sans murmurer malgré lui : « Quel rôle! », il avait reconnu, à n'en point douter, que sa vocation était ailleurs. De son séjour au séminaire, il emportait la connaissance du latin, de l'histoire ancienne et ecclésiastique, et les manières d'un homme du monde.

Mrs Siddons prit plaisir et profit à travailler ses rôles avec lui. Chemin faisant, il lui apprit l'histoire. Tout un décor solide et

pittoresque surgit autour des textes ranimés. Elle fut surprise de trouver dans ses sentiments, dans ses souvenirs, des matériaux nouveaux et précieux. Qu'il devenait facile de construire une Lady Macbeth avec de l'ambition déçue, un peu de mépris pour pour le faible Siddons, un amour maternel exigeant et fort ! Il semblait que les grandes ombres tragiques, comme celles du pays des Cimmériens, eussent retrouvé force et parole en buvant le sang noir des sacrifices.

Le succès, honnête compagnon, suivait fidèlement les progrès de l'actrice. Dans les villes qui faisaient partie de sa tournée, sa légende se formait. On racontait qu'elle emmenait partout avec elle ses beaux enfants Par un grand souci de décence, et bien que ses jambes fussent parfaites, elle ne jouait les rôles travestis qu'enveloppée dans une grande cape. On aimait que cette angélique beauté fût alliée à tant de chasteté. Les plaisirs du théâtre se trouvaient comme sanctifiés par les vertus privées de la comédienne et les inflexions ecclésiastiques qu'avait conservées la voix de John complétaient la rassurante, l'agréable ambiguïté.

Mille aventures divertissantes animaient cette vie studieuse et simple. Dans beaucoup de villes, des amis attendaient leur passage avec impatience. Il y avait des auberges pittoresques comme celle de *l'Ours Noir* à Devizes où l'hôtelier Lawrence recevait ses clients un Shakspeare sous le bras, et offrait, avant de leur montrer une chambre, soit de leur lire des vers, soit de faire dessiner leur profil par son fils Thomas, âgé de dix ans, qui saisissait toutes ressemblances. Mrs Siddons aimait à voir ce bel enfant qui avait fait d'elle quelques crayons excellents et le petit Lawrence demandait souvent à son père quand passerait « la plus belle des ladies ».

* * *

Bientôt le succès de Mrs Siddons fut si grand qu'elle fut engagée pour jouer à Bath. C'était le temps où cette délicieuse ville d'eaux était habitée par tout ce que l'Angleterre comptait de plus brillant. Sous les colonnades corinthiennes de ses belles places circulaires se formaient des gloires locales qui, par la qualité du public, devenaient bientôt des gloires nationales. Pendant les premiers jours, Mrs Siddons craignit que ne recommençât l'aventure de Londres. Les bons rôles de comédie appar-

tenaient aux artistes déjà enracinées dans ce théâtre; on lui laissait la tragédie qui se jouait le jeudi devant des salles vides, l'usage étant ce jour-là d'aller au bal avec cotillon.

Mais, quelques semaines plus tard, survint un événement qui fut dans la tranquille histoire de Bath comme un nouveau gouvernement à Londres. Une mode changea. Il devint de bon ton le jeudi d'aller voir Mrs Siddons jouer Shakspeare. Vers le même temps il devint élégant de commander le portrait de ceux que l'on aimait au jeune peintre Thomas Lawrence qui était venu, lui aussi, chercher fortune et gloire à Bath.

Sa beauté et son talent n'avaient fait l'un et l'autre que grandir. Il avait à douze ans tous les charmes et tous les défauts de la précocité. Son adresse de dessinateur, sa facilité de coloriste tenaient du miracle.

Cet adolescent que toute la ville choyait et admirait à plaisir, admirait, lui, Mrs Siddons. Un sentiment confus et tendre le ramenait, dans le jour, vers la maison, le soir, vers la loge de la jeune actrice. Parmi tant de visages de femmes dont ses crayons cernaient le contour d'un trait léger et précis, celui-là était le seul qui lui plût vraiment. Il aimait, mieux que tout au monde, un certain velouté de la forme, un éclat des yeux, une pureté de la ligne qu'il trouvait en elle, et en elle seule. Mrs Siddons était plus belle que jamais; une chair robuste avait entouré de courbes douces et pleines ce corps jadis un peu frêle. Lawrence ne se lassait pas de la regarder. Il aimait à rôder au théâtre parmi ses robes, à respirer l'air chargé de son parfum, et Mrs Siddons, si peu coquette, se permettait la coquetterie maternelle et protectrice de laisser vivre cet enfant de génie dans le rayonnement de sa beauté.

Elle passa là des années charmantes. Elle s'était acquis des amis distingués qui lui étaient tout dévoués et qui suivaient avec intelligence ses efforts. Ses filles grandissaient et promettaient d'être aussi belles que leur mère. Quant à Mr Siddons, il ne jouait plus la comédie, mais s'était fait l'administrateur du talent de sa femme dont, entre amis, après le porto, il critiquait parfois le jeu avec un curieux mélange d'admiration intéressée et de pénétrante amertume.

Mais la gloire oblige; Londres la rappela. Le souci de l'avenir de sa famille ne lui permit pas de rejeter des offres trop belles; les adieux de son public furent émouvants. Elle dut revenir sur

la scène au milieu de ses trois enfants; ce fut une cérémonie attendrissante et un peu solennelle, comme celle qui en était l'héroïne. Le jeune Lawrence, entre autres, la vit partir avec tristesse et se promit d'aller à Londres le plus tôt possible.

IV

Bien qu'elle y revînt dans des circonstances toutes différentes de ses premiers débuts, Drury Lane effrayait Mrs Siddons. Elle se demandait si sa voix pourrait remplir cette salle immense et se repentait d'avoir quitté une ville où tout le monde l'aimait. Plus la date de la représentation approchait, plus elle se sentait inquiète. Le jour venu, avant d'aller au théâtre, elle pria longuement. Elle voulut que son vénérable père, venu tout exprès de province, l'accompagnât jusqu'à sa loge; elle s'habilla dans un silence si profond, dans un calme si tragique, qu'elle effraya les habilleuses.

Dès le premier acte, les applaudissements, les larmes des spectateurs la rassurèrent. Les hommes admiraient ses grands yeux de velours, ses longs cils sombres et recourbés, le modelé parfait des joues et du menton, la forme noble et pleine de la gorge. « Voici, disait l'un d'eux, le plus bel échantillon de l'espèce humaine que j'aie jamais vu. » La perfection de son jeu ne les étonnait pas moins. Une sorte de tendre enthousiasme s'empara du public tout entier. Ce fut une de ces soirées presque divines où le délicieux bonheur d'admirer éloigne des âmes pour quelques heures tous les sentiments bas et vulgaires.

Elle rentra chez elle épuisée de fatigue. Sa joie et sa reconnaissance étaient telles qu'elle ne pouvait parler ni même pleurer. Elle remercia Dieu, puis, avec son vieux père et son mari, partagea un souper frugal. Le silence était presque complet. Parfois Mr Siddons laissait échapper une sourde exclamation de joie ; parfois, le vieux Mr Kemble posait sa fourchette et, rejetant en arrière, par un beau jeu de scène, ses cheveux blancs, joignait les mains et pleurait. Bientôt ils se séparèrent pour la nuit. Mrs Siddons, après une heure de réflexion et d'actions de grâces, tomba dans un sommeil agréable et profond, qui dura jusqu'au milieu du jour suivant.

Les spectacles qui suivirent prouvèrent aux connaisseurs que l'actrice nouvelle possédait toutes les ressources de son métier.

Comme à Bath, la mode devint d'aller voir la jeune tragédienne et de pleurer en l'écoutant. Des yeux qui n'avaient pas pleuré depuis quarante ans trouvèrent soudain des larmes véritables dès que la mode en fut établie. Le roi et la reine venaient présider en pleurant aux plaisirs tragiques de leurs sujets; l'opposition pleurait au parterre, le sceptique Sheridan essuyait ses yeux; les gens de théâtre eux-mêmes s'y laissaient prendre. Deux vieux comédiens se disaient l'un à l'autre : « Cher ami, suis-je aussi pâle que vous? » Les yeux secs étaient bien méprisés.

Les gens du monde éprouvèrent naturellement une grande curiosité et souhaitèrent voir de plus près une personne qui avait pris soudain une place si grande dans leur vie. Elle refusa les invitations, ne prenant plaisir qu'à l'étude de ses rôles et à la vie de famille. Quand par hasard elle cédait, elle voyait les salons se remplir d'une foule d'inconnus qui se pressaient autour du divan sur lequel elle était assise, presque toujours silencieuse et dans une attitude pensive.

La famille royale lui fit grand accueil. Le prince de Galles, libertin notoire, la traita avec respect. Il était impossible de la voir sans comprendre que les passions s'attaquaient en vain à cette âme parfaitement maîtresse d'elle-même. « Mrs Siddons? disait un roué. Je songerais plutôt à parler d'amour à l'Archevêque de Canterbury. » Il était vrai que c'était là un sujet auquel elle ne pensait jamais. Bien qu'elle eût pris l'habitude d'écarter Mr Siddons de sa vie sentimentale, elle n'avait jamais éprouvé le besoin de l'y remplacer. En dehors du théâtre et de ses rôles, il semblait que ses deux seuls sujets d'intérêt fussent ses enfants et sa nourriture. Elle trouvait des accents vraiment émus pour parler du pain noir de Langford et d'un certain jambon qu'on ne trouvait qu'à Bath. Au *Provost* d'Édimbourg qui, dans un dîner offert au cours d'une tournée triomphale, lui demandait avec inquiétude si elle ne trouvait pas le bœuf trop salé, elle répondait de sa voix la plus tragique : « Jamais trop salé pour moi, My Lord! » Au valet qui la servait, d'un ton digne de Lady Macbeth, elle adressait ce vers improvisé : « Vous m'apportez de l'eau, garçon, j'avais dit bière. »

Ses ennemis ne laissaient pas de souligner le léger comique de cette solennité dans le familier qui lui était devenue si naturelle. Mr Siddons citait volontiers un distique impertinent :

Elle charme nos yeux par sa vaste beauté.
Mais la crainte au bonheur se mêle.

Mr Siddons était injuste. Sa femme se montrait capable d'aimer avec beaucoup d'affection et de simplicité les amis qu'elle avait choisis. Pendant les années qui suivirent, et où son succès ne cessa de grandir, elle réunit autour d'elle tout ce qu'il y avait de meilleur dans l'Angleterre de son temps. Le peintre Reynolds, des hommes comme Burke et Fox, le terrible docteur Johnson lui-même, l'aimaient pour la sûreté de son commerce et l'estimaient pour la dignité de sa vie. Quand on se permettait de sourire de la majestueuse froideur de leur amie : « C'est, disaient-ils, qu'elle réserve pour son art toutes les forces de sa sensibilité. »

Jugement à demi exact seulement. La mère l'emportait sur l'actrice. Son affection pour ses enfants, sans être ni bruyante, ni sentimentale, était le grand fil directeur de sa vie. Elle y eût tout sacrifié.

Ses filles Sally et Maria eurent, grâce à elle, une enfance parfaitement agréable. Elles sentaient autour d'elles un prestige tout-puissant qu'elles acceptaient sans le comprendre. Des comédiens, des hommes de lettres, des princes leur apportaient des cadeaux. Parmi leurs visiteurs préférés était le jeune Thomas Lawrence qui avait quitté Bath pour Londres.

Il était devenu très beau. Les jolies femmes, ses modèles, aimaient à voir, quand il peignait, ses longues boucles brunes tomber sur son visage parfait. Elles aimaient aussi le ton mystérieux qu'il savait prendre pour dire des riens. Cela donnait à ses propos un air d'intimité qui occupait leur ennui. Il était très doux et leur faisait sur leur personne les plus jolis compliments du monde; il avait de nombreuses aventures, gagnait beaucoup d'argent, en dépensait davantage. La sage, la chaste, la pieuse Mrs Siddons avait pour lui une indulgence infinie. Peut-être lui gardait-elle une inconsciente reconnaissance pour la voluptueuse et discrète dévotion qu'il avait toujours montrée pour sa beauté. Parfois, en le regardant et en écoutant ce qu'on disait de lui, elle pensait au bel ange déchu de Milton qui avait étonné son enfance.

Les hommes étaient moins indulgents. Beaucoup lui reprochaient ses manières étudiées dont l'excessive correction sentait

le parvenu. Un sourire perpétuel, et comme émaillé sur le visage, agaçait les Anglais de bonne race, toujours un peu secs. « Il ne peut jamais, disaient-ils, être un gentleman plus de trois heures de suite. » La perfection polie de ses portraits leur semblait de même qualité. Comme les filles qui, belles trop jeunes et courtisées avant que de sentir, deviennent des coquettes lasses et dangereuses, l'enfant prodige passe sa vie à coqueter avec son art. Il sait le jeu des moyens d'expression avant d'avoir rien à exprimer. Le public, amusé par le contraste de la jeunesse et de la maîtrise, exige l'exercice constant d'une habileté toute de forme. L'artiste enfant, occupé par une activité trop productrice, ne fait pas l'apprentissage de la vie. Bientôt il exerce son adresse dans le vide. Le caractère s'en trouve déformé. La facilité des succès ne laisse pas le temps aux passions d'atteindre les profondeurs de l'âme. Un orgueil tyrannique se répand dans ces souterrains qu'elles seules devraient occuper.

En ce temps-là, Lawrence était trop jeune pour qu'on pût observer chez lui des effets aussi pénétrants. Pourtant, quand les femmes ravies louaient la grâce de ses pastels, quelques vieux amateurs grincheux murmuraient : « Il ne peint que l'enveloppe. »

Il passait presque tous ses moments de liberté dans la maison des Siddons où il était le compagnon favori des deux petites filles. Il leur racontait des histoires et faisait pour elles des croquis. Sa grande courtoisie flattait leur amour-propre de fillettes. « Vraiment, pensaient-elles, il n'y a rien au monde de plus admirable que Mr Lawrence. »

En 1790, sur les conseils de John Kemble, qui avait conservé un bon souvenir de son éducation française, Sally et Maria furent envoyées à Calais pour y achever leurs études. Quelques pessimistes disaient alors que la France était en révolution, mais des diplomates amis de Mrs Siddons affirmèrent que ces mouvements n'avaient aucune importance.

V

Les premières têtes étant tombées, et quelques Anglais particulièrement bien informés des choses de l'étranger, leur ayant dit que la comique agitation des Français menaçait de devenir

sanglante, Mr et Mrs Siddons traversèrent le détroit et ramenèrent leurs filles à la maison. Tandis que Paris allait; suivant une courbe inflexible, de Mirabeau à Robespierre, ces enfants étaient devenues des femmes.

Sally, à dix-huit ans, avait hérité de toute la beauté de sa mère, de ses traits réguliers, du nez Kemble, des yeux de velours brun, et surtout de cet air incomparable de fermeté et de douceur qui donnait à la grâce de Mrs Siddons quelque chose de si attachant. Maria n'avait que le charme anguleux et sauvage des quatorze ans, mais les plus beaux yeux du monde et une incroyable vivacité. Toutes deux étaient de santé fragile, ce qui inquiétait leur mère, les maladies de poitrine étant fréquentes dans la famille de son mari.

Elles retrouvèrent la maison pleine comme jadis de princes et d'artistes; Lawrence vint tout de suite voir ses amis. La beauté de Sally le transporta; il y retrouvait cette perfection unique de la ligne et du modelé à laquelle il était si sensible, et qui l'avait tant ému en Mrs Siddons, quand celle-ci avait vingt ans. Il passa des soirées entières à regarder Sailly avec ravissement. Elle-même avait senti renaître son admiration d'autrefois. Dès qu'il lui demanda de l'épouser, elle accepta joyeusement. C'était une enfant sans détours, sérieuse et bonne, et elle n'eût pas approuvé les comédies d'hésitation auxquelles se complaisent parfois des ingénues plus vulgaires.

Mrs Siddons, qui était l'amie et la confidente de ses filles, connut dès le lendemain la demande de Lawrence et la réponse de Sally. Elle ne fut pas sans éprouver une naturelle inquiétude. Elle connaissait Lawrence depuis dix ans et savait combien son caractère était devenu changeant et violent. L'homme de talent trouve dans la vie des indulgences analogues à celles qu'y rencontre le tyran : ses caprices sont tolérés: la loi devient faible contre sa fantaisie ; il faut à sa femme, à sa maîtresse, une résignation héroïque. Sous le sourire éternel de Lawrence, se cachait mal une âme égoïste, exigeante.

Mais Mrs Siddons avait une si haute idée du caractère de sa fille qu'elle la jugeait capable de gouverner même cet homme difficile. Sally alliait la gravité la plus haute à l'enjouement le plus charmant. Elle était parfaite, et sa mère, en la regardant vivre, pensait à certaines femmes de Shakspeare, adorables, puériles et graves. Elle accorda donc en principe son consente-

ment au mariage, mais, tenant compte de l'extrême jeunesse de Sally et voulant en même temps éprouver la solidité des sentiments de Lawrence, elle demanda que les fiançailles fussent longues, et que, pendant un certain temps, Mr Siddons ne fût pas mis au courant. Elle avait pris l'habitude de placer la vie de ses filles, comme la sienne, à l'abri des commentaires assez plats de son mari.

Grâce à l'appui de Mrs Siddons, les deux fiancés purent se voir librement. Ils faisaient ensemble de longues promenades dans les parcs et les jardins de Londres. Parfois Sally allait à l'atelier de Lawrence, qui prenait un grand plaisir à dessiner d'après elle mille croquis.

Maria, qui avait passé jusqu'alors tout son temps dans la compagnie de sa sœur, se trouvait ainsi souvent seule. Elle assistait au bonheur de Sally avec des mouvements d'âme assez confus. Elle sentait plus vivement que personne la beauté simple et profonde du caractère de sa sœur, et elle aimait celle-ci tendrement, mais elle ne pouvait s'empêcher de lui envier la conquête qu'elle avait faite d'un homme que toutes deux, depuis leur enfance, jugeaient inimitable. En quelques mois, elle avait changé de façon surprenante; à côté de la divine perfection de sa mère et de sa sœur, elle trouvait moyen d'étonner encore par quelque chose de sauvage et de passionné qui manquait peut-être à ces deux femmes.

Il y a quelque chose de bien enivrant pour une jeune fille dans la naissance de son propre charme. Elle passe soudain de la faiblesse obscure de l'enfance à la conscience d'un pouvoir sans bornes. Près d'elle, les hommes les plus forts se troublent. Elle sent que par un mot, par un geste, elle peut les faire pâlir. C'était un plaisir auquel Maria, dès qu'elle l'eut connu, sentit bien qu'elle ne pourrait plus jamais résister. Elle n'était pas retenue comme sa sœur par une grande force morale ou religieuse. Elle pensait peu; elle avait des mouvements de jeune animal joueur et taquin. Quand sa mère voulait lui parler de sujets sérieux ou élevés, elle écartait adroitement la question par une caresse; elle était frivole et charmante, sans force pour le sacrifice.

Ah! qu'elle était tentée d'essayer son pouvoir sur Mr Lawrence lui-même! A des signes imperceptibles, elle croyait deviner qu'il n'eût pas été très loin de reconnaître ce

pouvoir. Sally, imprudente, avait trop laissé voir combien elle aimait cet homme terrible qui ne supportait pas l'absence d'obstacles. Déjà les baisers qu'elle lui permettait, devenus habituels, le décevaient. L'artiste, l'admirateur passionné de la beauté des femmes, trouvait un plaisir délicieux à épier le visage de la très jeune fille, essayant de percer par de frêles, par d'imperceptibles mouvements, le visage de l'enfant. Il eût désiré fixer sur une toile cette grâce mouvante et délicate. Il disait parfois que sa grande ambition eût été de représenter le rose de la pudeur qui monte parfois aux joues des jeunes filles, mais il avouait qu'aucun peintre n'avait pu y réussir.

Plusieurs fois il demanda à sa fiancée d'emmener Maria avec eux en promenade, ce que Sally fit ingénument, ce que Maria accepta avec une joie silencieuse et trouble. Son adresse ingénue irritait la curiosité de Lawrence. Il semblait que l'art de la coquetterie, si étranger à Sally, fût chez Maria naturel et comme inné. Sally, ayant donné son amour, ne souhaitait plus que le bonheur de son amant; Maria offrait, comme en se jouant, mille faveurs qu'elle refusait ensuite, brusquement offensée par des gestes qu'elle avait elle-même provoqués. Lawrence, maître en coquetterie, s'animait à ce jeu. Sally, lentement, se laissait pousser par ces nouveaux acteurs du drame vers un siège de spectateur indulgent et naïf. Pendant longtemps elle ne vit pas que l'amour, metteur en scène diabolique et fantasque, venait de lui reprendre son rôle.

Bientôt une complicité inconsciente unit Lawrence et Maria. Sur beaucoup de sujets, leurs goûts s'accordaient et s'opposaient à ceux de Sally. Celle-ci aimait les robes simples, les formes classiques et qui n'étonnaient pas; Lawrence et Maria ne craignaient pas l'étrange et trouvaient plaisir à surprendre. Tous deux désiraient la vie fastueuse, l'éclat des réceptions, les salons. Sally souhaitait une petite maison, le soin des enfants, de rares amis. Elle ne tenait guère à l'argent et voulait que Lawrence peignît chaque année un petit nombre de portraits parfaits. Maria encourageait plutôt le goût du jeune peintre pour les portraits brillants, vite exécutés, bien payés. Bien que Sally fût naturellement silencieuse, et prît grand soin de ne jamais mettre en jeu l'essentiel, sans cesse elle se trouvait maintenant en conflit avec son fiancé. Maria, sans en avoir le dessein précis, ramenait toujours

l'entretien sur des thèmes si dangereux pour le bonheur de sa sœur, si favorables à son propre esprit.

Lawrence devint nerveux, irritable, violent. Avec Sally il se montrait parfois d'une incroyable dureté. Il se le reprochait ensuite. « Vraiment, se disait-il, je suis fou! Elle n'a pas un défaut. Mais puis-je supporter que l'autre m'échappe? » Il était, comme presque tous les hommes de son espèce, jaloux de toutes les femmes. Son incapacité de choix était surtout une volonté de possession indéfinie et multiple. Mais il était prêt à renoncer plus facilement à Sally qu'à Maria, parce qu'il se sentait plus maître d'elle. L'amour de Sally était capable de survivre à une trahison; cette sécurité, pour un homme comme Lawrence, doublait la tentation de trahir.

Cependant ces sentiments restaient à l'état de mouvements confus et il n'osait se les avouer. Dans les meilleurs moments, il se jugeait sévèrement. Devant sa glace, de son œil si accoutumé à prendre la mesure d'un visage, il se regardait sans indulgence : « Oui, pensait-il, il y a de la décision dans la bouche et le menton, mais c'est une décision non fondée en raison, voluptueuse, toute bestiale. » Divisé contre lui-même, il cherchait à contenir son désir. Mais les hommes y sont maladroits, et la sensualité prisonnière trouvait pour s'échapper mille déguisements qui trompaient mal des femmes amoureuses.

Sally, qui était l'esprit le plus ferme des trois, fut la première à reconnaître à la qualité de certains silences que la situation devenait insupportable et que son amant aimait sa sœur. Mélancolique, tout de suite résignée, elle pensa : « C'est bien naturel... Elle est plus jolie... plus vivante, plus agréable que moi... Ma gravité ennuie et je ne puis la secouer. Je ne le désire même pas. »

Presque tous les soirs, Maria, fatiguée, se couchait tôt, et Sally venait bavarder près de son lit. Elles aimaient ces longues causeries. A la fin de l'une d'elles, Sally demanda tendrement à sa sœur si elle était certaine de ne pas aimer Mr Lawrence. Maria rougit violemment et ses yeux pendant un moment cessèrent de fixer ceux de Sally. Aucune autre explication ne fut nécessaire entre elles.

Au moment où Sally lui dit qu'il était libre, Lawrence joua sincèrement une grande scène de désespoir. Il protesta, puis

avoua. Elle l'engagea à aller voir Mrs Siddons et à demander la main de Maria.

VI

QUAND Maria fut certaine de la victoire, elle éprouva un sentiment de triomphe qui lui parut délicieux; elle ne pouvait s'empêcher de danser, de chanter et de sourire à tous les miroirs. La pensée du chagrin possible de Sally troublait à peine son bonheur. « Pauvre Sally ! se disait-elle. Elle ne l'a jamais aimé. Saura-t-elle un jour ce qu'est l'amour? Elle est si froide, si raisonnable !... » Elle pensait aussi : « D'ailleurs, est-ce ma faute? Qu'ai-je fait pour attirer Mr Lawrence? J'ai été moi-même, rien de plus. Fallait-il feindre la sottise? »

Sally elle-même, examinant sa conduite et l'état de son esprit, se demandait : « Comment ai-je pu supporter de perdre ce que j'aime plus que moi-même? Suis-je, comme semble le penser Maria, incapable de passion? Pourtant, si je pouvais, en donnant ma vie, retrouver pour une heure, pour dix minutes, l'amour de Mr Lawrence, j'accepterais la mort avec joie. Il n'est rien que je ne sois prête à faire pour lui, je sens que c'est surtout pour son bonheur que je me suis effacée, et cela, Maria ne l'aurait pas fait. Je crois que je l'aime mieux qu'elle. C'est comme ma mère; on la dit froide, mais je sais, moi, de quel sentiment fort et profond elle nous aime. »

Quelquefois, elle se reprochait de n'avoir pas mieux montré à Lawrence, d'abord son amour, puis sa douleur : « Mais non, pensait-elle encore, il m'était impossible de gémir et de me plaindre; mon naturel, à moi, est d'accepter et de me taire. Quand une chose est faite, à quoi bon pleurer? »

Les deux nouveaux amants ne savaient comment expliquer à Mrs Siddons l'incroyable changement qui s'était produit; Sally offrit de le faire elle-même et s'y employa avec beaucoup de persévérante sagesse. Mrs Siddons fut à la fois stupéfaite et mécontente. Elle connaissait depuis longtemps l'inconstance de Lawrence; elle en recevait là une preuve redoutable; quel mari pourrait faire un tel homme? Elle l'avait accepté pour Sally qu'elle croyait capable de le dominer et au besoin supporter des temps difficiles, mais qu'allait devenir avec lui une enfant capricieuse et volontaire? Maria, d'autre part, était

très délicate; sa toux persistante inquiétait les médecins. Était-il sage de la marier? « Le bonheur, dit Sally à sa mère, aura le plus heureux effet sur sa santé; déjà depuis huit jours qu'elle se sait aimée, elle est toute différente, plus gaie, plus solide même.

— Jamais votre père, dit Mrs Siddons, ne consentira à cette union. Vous oubliez quelle importance il attache à ce que ses filles soient assurées d'une fortune suffisante pour vivre; les dettes de Mr Lawrence sont élevées. Je le sais. Maria est incapable de régler les dépenses d'une maison ; ils seront très malheureux.

— Mr Lawrence travaillera, dit Sally. Tout le monde dit que bientôt il sera le seul portraitiste de ce temps; Maria est très jeune ; elle deviendra plus sage.

Elle sentait si vivement que son devoir était de ne pas se laisser convaincre par des arguments qui eussent flatté sa passion, qu'elle allait jusqu'à réfuter ceux qu'au fond de son cœur elle savait inattaquables. Cette discussion se prolongea pendant plusieurs semaines; la santé de Maria parut en souffrir. Elle toussait davantage, avait de la fièvre tous les soirs, maigrissait. L'inquiétude fit enfin céder Mrs Siddons; elle autorisa des visites, des lettres, des promenades et, pour que Mr Siddons ne s'aperçût de rien, Sally accepta d'être la messagère entre les deux fiancés.

« Heureuse Maria! pensait-elle! Elle jouit du bonheur le plus grand que puisse espérer une femme. Pourvu, mon Dieu, que l'amour de Mr Lawrence ne s'évanouisse pas comme celui qu'il avait pour moi, maintenant qu'il ne rencontre plus d'obstacles! Il s'ennuie si facilement dès qu'on lui accorde ce qu'il désire! »

Le mieux qui avait paru dans la santé de Maria au moment où Mrs Siddons avait donné son consentement ne dura pas. Le médecin n'avait jamais beaucoup cru à cette guérison sentimentale; le pouls était inquiétant; le mot « poitrinaire » fut prononcé. Sally supplia qu'on n'en dît rien à Mr Lawrence, qui aurait trop souffert en apprenant le danger que pouvait courir celle qu'il aimait. Quand le docteur jugea nécessaire de maintenir Maria à la chambre, Lawrence fut admis à la visiter chaque jour. Sally tenait compagnie à sa sœur et se retirait dès qu'on annonçait l'arrivée de Mr Lawrence. Elle

allait alors s'asseoir à son piano et essayait de jouer les airs qu'elle aimait, mais ses doigts s'arrêtaient, elle rêvait : « Ah ! se disait-elle, que j'accepterais volontiers la maladie de Maria, même dangereuse, même mortelle, pour avoir aussi son sort ! » Elle trouvait dans ces sentiments désespérés une joie étrange et pure.

Quelques jours après, et au moment où, suivant son habitude, elle quittait la chambre, Lawrence la pria de rester. Après un instant d'hésitation, et comme il insistait, elle y consentit. Le lendemain, il lui adressa la même prière, et un peu plus tard, lui demanda de chanter pour lui comme autrefois. Elle avait une voix ravissante et composait elle-même des mélodies sur des poèmes d'amour. Quand elle eut fini de chanter, Lawrence resta assis près du piano dans une attitude de profonde rêverie. Enfin, Maria lui adressa la parole; il secoua la tête, parut revenir de très loin, et se tournant vers Sally, lui parla avec empressement de ses chants nouveaux. Maria, surprise, essaya d'attirer son attention en montrant un peu d'humeur, mais il n'y prit pas garde.

Elle changeait alors rapidement ; après avoir maigri, elle prenait maintenant un aspect bouffi, un teint jaunâtre. Il lui semblait parfois que son amant la regardait avec une sorte d'irritation. Lawrence lui-même comprenait mal ce qui se passait en lui. Il cherchait la beauté vive et fraîche de l'enfant qu'il avait désirée, et ne trouvait qu'une malade flétrie. Il était incapable d'aimer une femme laide.

Ses visites quotidiennes l'ennuyaient, elles mettaient dans chacune de ses journées un obstacle. Enfermée tout le jour, Maria ne savait rien de ces historiettes de Londres qui seules divertissaient le jeune peintre mondain. Elle voyait bien qu'il devenait moins attentif, que ses compliments se faisaient rares; elle se désolait et son amour sombre ennuyait encore davantage. Si Sally n'avait été présente, Lawrence n'aurait pu supporter cette contrainte, et peut-être même aurait-il cessé de venir. Mais, bien malgré lui, Sally l'attirait. La résignation immédiate avec laquelle elle avait accepté l'abandon, et surtout le naturel parfait avec lequel elle lui répondait, étonnait cet homme si habitué à être aimé passionnément; il y avait dans cette froideur un mystère qu'il ne pouvait comprendre. L'aimait-elle encore? Il en doutait parfois, et aussitôt désirait la reconquérir.

Six semaines après le jour où il avait obtenu de Mrs Siddons un consentement hésitant, il lui demanda un entretien hors de la présence de ses filles. « Je vois maintenant clair en moi, lui dit-il; la vérité est que je n'ai jamais aimé que Sally. Maria est une enfant qui ne me comprend pas, qui ne pourra jamais me comprendre. Sally est faite pour être ma femme. Elle a hérité de cette perfection du visage, de cette harmonie du caractère que j'admire en vous depuis mon enfance... Comment ai-je pu commettre cette erreur? Vous êtes artiste; vous devez le comprendre. Vous savez combien nous prenons facilement, nous autres, pour des réalités, les fantaisies de notre esprit; nous sommes esclaves de notre humeur beaucoup plus que les autres hommes. Je n'ose parler à Sally, mais il faut que vous le fassiez! Si d'ailleurs je ne l'obtiens pas, je ne vivrai pas plus longtemps. »

Mrs Siddons fut bien surprise par ce nouveau revirement de Lawrence, et lui reprocha de jouer avec les sentiments de deux jeunes filles délicates, auxquelles ces fantaisies de son esprit pourraient coûter la santé, et même peut-être la vie; mais, comme il continuait à parler de suicide, elle montra quelque hésitation. Sans doute, la situation lui paraissait-elle moins étrange qu'elle n'eût paru à une mère ordinaire. Habituée par le théâtre aux combinaisons d'événements les plus rares et les plus compliquées, elle distinguait mal cette tragédie de celles qu'elle avait si souvent représentées à la scène, et elle acceptait le dénouement proposé par le héros avec une professionnelle indulgence. D'ailleurs la comédie lui avait appris qu'en amour un refus avive toujours l'ardeur. Lawrence restait pour elle le type idéal de l'homme; jamais sentiment ne lui avait été aussi agréable que l'admiration respectueuse, la douce flatterie dont il l'entourait. Elle était prête à pardonner au bel ange déchu ce qu'elle n'eût pardonné à aucun autre. Après bien des incertitudes, elle accepta une fois encore de parler à ses filles.

Maria reçut le coup tout autrement que n'avait fait Sally. Elle sourit faiblement et dit quelques phrases ironiques sur les changements de Mr Lawrence. Puis elle n'en parla plus. La pauvre petite était orgueilleuse et mettait sa fierté à cacher sa douleur. Elle dit seulement qu'elle souhaitait ne jamais plus rencontrer cet homme, et demanda si Sally avait, elle, l'intention de le recevoir.

Sally s'efforça de la rassurer; elle n'avait pu apprendre l'étonnante nouvelle sans un sentiment de joie délicieuse. En un instant, inconstance, faiblesse, tout avait été oublié. Elle aimait trop pour ne pas trouver mille excuses à la conduite de Lawrence. Malgré toute sa sagesse, elle ne pouvait résister à la tentation toute puissante de croire vrai ce qu'elle désirait et, à son tour, elle se persuadait que Maria n'avait jamais aimé. Il y fallait tout l'aveuglement de la passion, car le changement qui se produisait dans la jeune fille avec une prodigieuse rapidité montrait combien elle avait été atteinte. Elle était devenue sombre, pessimiste; elle, si frivole et si gaie, ne parlait plus que de la vanité de la vie et de l'inconstance des choses humaines.

— Je crois que je ne vivrai plus longtemps, disait-elle.

Et comme sa mère et le médecin protestaient :

— Oui, reprenait-elle, c'est peut-être une erreur, c'est peut-être nerveux, mais je ne puis m'empêcher de le penser. Et quelle importance cela aurait-il? Cela m'éviterait beaucoup de souffrances. Je ne suis pas faite pour les supporter; je n'ai pas de résignation, et ma courte vie a été assez malheureuse pour que j'en sois lasse jusqu'à la mort.

Lawrence demanda avec insistance à voir Sally. Elle lui écrivit : « Vous ne pouvez être sérieux quand vous parlez de revenir à la maison; ni Maria, ni moi-même ne pourrions le supporter. Pensez-vous que, bien qu'elle ne vous aime pas, elle n'éprouverait pas des sentiments désagréables en vous voyant accorder à une autre des attentions qui lui furent si longtemps réservées? Pourriez-vous, vous-même, supporter de les accorder? Pourrais-je supporter de les recevoir? »

Mais si attentive qu'elle fût à épargner l'amour-propre de sa sœur, elle éprouvait un désir fou de recevoir Mr Lawrence; avec le consentement de sa mère, elle arrangea une entrevue secrète. La veille, elle acheta une bague qu'elle porta tout le jour, qu'elle embrassa, et qu'elle remit à Mr Lawrence en le priant de la garder aussi longtemps qu'il l'aimerait.

De nouveau, ils prirent l'habitude de se rencontrer, aux premières heures du matin ou au crépuscule, pour de longues promenades dans les jardins. Elle allait aussi lui rendre visite à son atelier, et lui chantait les mélodies qu'elle avait composées pendant leur récente séparation. « Croyez-vous, lui disait-

elle, quand il la complimentait sur la beauté toujours plus grande de sa voix, croyez-vous que j'aurais chanté et composé ainsi si je ne vous avais pas connu? Vous viviez dans ma tête, dans mon cœur, dans chacune de mes idées, et pourtant, alors, vous ne m'aimiez pas. Mais tout cela est oublié. »

Cependant, dans la chambre toujours close qu'elle infectait de son haleine, Maria dépérissait de plus en plus. Le printemps commençait. Des rayons de soleil tournaient lentement autour de la malade. Debout à la fenêtre, elle enviait les petites mendiantes qui couraient dans la rue. « Il me semble, disait-elle, que tout en ce moment renaît dans la lumière, sauf moi. Ah! si je pouvais être dehors, une heure seulement, dans le vent frais, je sens que je serais de nouveau moi-même. Vraiment je ne désire rien d'autre. »

Tant de résignation mélancolique chez un être qui, quelques mois auparavant, avait été si gracieusement avide de plaisir, effrayait beaucoup Mrs Siddons; elle ne s'avouait pas de façon précise les horribles événements qu'elle craignait, mais anxieuse, ne pouvant partager ses soucis avec Mr Siddons qui les ignorait, ni avec Sally dont elle ne voulait pas troubler le bonheur, elle ne trouvait plus guère de repos que dans une étude passionnée de ses rôles.

On jouait alors une pièce traduite de l'allemand : *l'Étranger*, de Kotzebue. C'était l'histoire d'une femme coupable à qui son mari pardonnait. Tant de hardiesse, de nouveauté soulevaient beaucoup de critiques. Si telle indulgence était applaudie, que devenait le neuvième commandement, celui qui assurait le bonheur domestique de toutes les nations chrétiennes? Mais Mrs Siddons jouait ce personnage avec tant de délicate pudeur, qu'il était impossible de ne pas l'accepter. Pour elle, elle aimait le rôle parce qu'elle pouvait y pleurer beaucoup. Elle trouvait alors un grand soulagement dans ces larmes de théâtre.

VII

L'ÉTÉ vint. Maria ne cessa pas de tousser et de dépérir. Le malheur l'avait rendue douce et craintive; souvent, elle demandait à Sally de chanter pour elle, et, en entendant cette voix pure, elle se sentait à la fois plus mélancolique et plus calme. Elle ne voulait voir personne, surtout pas d'hommes. « Je veux

être tranquille et bien portante, disait-elle; je n'aurai plus jamais d'autre désir. »

Quand le temps devint chaud, les médecins conseillèrent de l'envoyer au bord de la mer. Mrs Siddons, retenue par le théâtre, ne pouvait y aller avec elle, mais elle avait, dans la petite ville de Clifton, une amie très chère et très ancienne, Mrs Pennington, qui accepta de se charger de Maria.

Mrs Pennington et Mrs Siddons, quand elles s'écrivaient, commençaient leur lettre par : « Chère âme. » Ce trait ne révélait rien sur Mrs Siddons qui l'avait emprunté à Mrs Pennington, mais il était singulièrement dans le caractère de son amie. Mrs Pennington avait conscience d'être une âme. Elle était capable de grands dévouements, mais se complaisait dans le spectacle de sa bonté. L'intelligence affectueuse avec laquelle elle s'occupait des affaires de ses amis n'attendrissait personne plus qu'elle-même. Elle aimait beaucoup les confessions, celles des autres. Elle écrivait de très belles lettres qu'elle relisait avec admiration avant de les envoyer.

Mrs Siddons, en lui confiant Maria, lui raconta en confidence l'histoire malheureuse des amours de sa fille, histoire faite pour émouvoir et pour enchanter Mrs Pennington : être mêlée à une tragédie de famille était pour elle un plaisir de choix, l'occasion la plus belle de montrer les ressources de cette âme si noble.

Maria parut heureuse de partir, mais une jeune fille amie, en lui disant adieu, ayant ajouté : « Vous allez faire des conquêtes à Clifton », elle prit aussitôt une expression de dégoût : « J'ai horreur de ce mot, dit-elle ; c'est un sujet de plaisanterie atroce. » Elle embrassa sa sœur avec beaucoup de tendresse, et la regarda longuement comme si elle cherchait à interpréter son visage.

La bonne Mrs Pennington fit de son mieux pour distraire la malade ; elle essaya de longues promenades en voiture ; elle lui décrivit dans son plus beau langage la mer, le ciel et les champs. Elle lui lut à haute voix des romans à la mode, et même, faveur insigne, des copies de ses meilleures lettres. Elle la soigna avec un dévouement parfait. Elle s'était attachée sincèrement à cette belle et triste jeune fille qu'elle voyait décliner chaque jour davantage. Elle aurait cependant aimé à recevoir une récompense de ses soins ; il lui semblait que tant de mater-

nelle et sentimentale affection eût mérité des confidences. Or, Maria ne lui disait rien. C'était en vain que d'allèchantes amorces étaient jetées adroitement dans la conversation; la jeune fille s'en écartait aussitôt pour se diriger vers les eaux dormantes et inoffensives de la banalité.

Parfois, elle laissait échapper un mot, une phrase qui montraient une profonde amertume. Si Mrs Pennington lui lisait dans un journal de Londres des nouvelles du prodigieux et pathéthique succès que sa mère continuait à obtenir dans *l'Étranger*, elle disait en soupirant : « N'est-il pas étonnant que l'on désire pleurer au théâtre, comme s'il n'y avait pas dans la réalité assez de raisons de pleurer? »

Mais dès que la bonne dame toute affriandée voulait prendre prétexte d'un tel abandon pour la confesser, elle se repliait. Elle ne se refusait pas à parler de Lawrence, dont elle décrivait le caractère avec mépris, mais sans faire aucune allusion à ses relations personnelles avec lui. La cause de l'anxiété secrète qu'elle laissait voir ne pouvait être sa santé; elle disait volontiers que la mort lui apparaissait comme une délivrance. Il y avait dans son esprit quelque pensée inavouée qu'il était impossible d'atteindre.

Enfin, Mrs Pennington imagina une épreuve qui, pensait-elle, devait faire sortir Maria d'une réserve qui rendait leurs rapports moins intimes et moins agréables pour toutes deux qu'elle ne l'eût souhaité. Elle fit choix, pour leurs lectures, d'un roman de Mrs Sheridan, dans lequel le héros, sorte de Lovelace, courtise en même temps, sans en aimer aucune, les deux filles de sa bienfaitrice. L'épreuve était ingénieuse. Souvent un être meurtri, croyant sa douleur singulière, la cache comme une plaie honteuse. Retrouver chez d'autres êtres les mêmes passions et les mêmes souffrances le délivre et le délie.

Maria entendit cette lecture avec une émotion grandissante. Penchée en avant, appuyée sur sa main, les yeux humides, elle écoutait Pénélope Pennington qui guettait le moment des confidences. Quand on en vint au passage qui rappelait d'une façon si surprenante l'une des scènes les plus pénibles de sa propre vie, elle ne put se contenir et dit : « Arrêtez, Madame, je vous en prie; je ne puis plus; c'est mon histoire. »

Alors, les souvenirs si longtemps contenus sortirent en

flots : elle raconta le double abandon, la double trahison de Mr Lawrence ; elle avoua la haine qu'elle éprouvait pour lui ; enfin, elle laissa deviner à Mrs Pennington, bouleversée et ravie, la cause de son anxiété. Elle était hantée par la crainte de voir sa sœur épouser Lawrence. Elle dit qu'une telle union lui ferait horreur, parce qu'elle était certaine du malheur de Sally avec cet homme faux et méchant.

La bonne Mrs Pennington, qui savait, par Mrs Siddons, ce que Maria ignorait, c'est-à-dire que Sally et Lawrence se revoyaient comme autrefois, essaya de plaider et de convaincre Maria qu'il fallait laisser toute liberté à sa sœur. « Si elle l'épouse, dit Maria, j'achèverai dans le désespoir le peu de temps qui me reste à vivre. »

La voyant si farouche, Pénélope Pennington, toute agitée de délectable compassion, écrivit à Mrs Siddons une de ses lettres les plus achevées pour lui expliquer ce qui se passait, et pour lui recommander d'obtenir de Sally la promesse de ne pas s'engager tant que sa sœur serait malade. « Je vois bien, ajoutait-elle, combien il y a de dépit inconscient et de jalousie inavouée dans le cas de cette malheureuse enfant, mais elle est terriblement atteinte, et il faut tenir compte de son état pour bien juger sa conduite. »

Elle trouvait d'ailleurs très légitimes les craintes qu'exprimait Maria au sujet du bonheur de Sally avec un homme si capricieux; vraiment, il semblait que ce fût un des cas où l'autorité d'une mère peut et doit s'exercer utilement.

« Ma chère amie, répondit Mrs Siddons, vous avez analysé le caractère de votre malade avec une profondeur de pénétration, une délicatesse de perception, et une douce indulgence, qui m'étonnent et me charment à la fois. Oui, ô la meilleure des amies et la plus aimable des femmes, vous la voyez telle qu'elle est, et vous sentez combien il a été difficile, dans le cas de cette chère créature, de mêler en justes proportions le blâme et la tendresse... Sally va mieux et je vous remercie très sincèrement de la sollicitude que vous avez montrée pour son bonheur. J'ai fait, chère amie, tout ce qu'il était possible de faire ; même avant votre admirable, votre excellente lettre, je lui avais indiqué mes doutes et mes craintes. Avec elle, le bon sens et la tendresse n'ont pas besoin de souffleur ; tout en me confiant ingénument son amour, elle se rend compte aussi

bien que nous de la conduite blâmable de Mr Lawrence, et elle a dit que, même en laissant Maria tout à fait en dehors de la question, elle sent le poids des objections qui tendent à s'opposer au mariage. Vous voyez donc que l'autorité d'une mère, si j'étais disposée à l'exercer, serait inutile ici. »

Au moment où cette lettre arriva, la pauvre Maria venait d'avoir une crise violente, et le médecin n'avait pas caché à Mrs Pennington qu'elle ne pourrait vivre longtemps. Comme Mrs Siddons, retenue par son engagement, ne pouvait venir, Sally se hâta d'accourir auprès de sa sœur. Avant de quitter Londres, elle pria sa mère de dire à Mr Lawrence qu'il devait renoncer à tout espoir de l'épouser. Elle appuya cette décision sur des motifs si sages que Mrs Siddons ne put s'empêcher de lui dire : « Mon doux ange, mon admirable enfant, comment pourrai-je assez t'applaudir ? »

Quand Mrs Siddons se fut acquittée du message de Sally, Lawrence la quitta comme un fou, en disant qu'on verrait bien où sa passion allait le conduire. Mrs Siddons crut comprendre qu'en apprenant l'état désespéré de Maria, état qui pouvait en partie avoir été causé par ses cruels caprices, il éprouvait des remords si affreux qu'il songeait à se tuer. « Le malheureux ! pensa-t-elle. Oui, s'il croit qu'elle meurt par sa faute, ses souffrances doivent être insupportables. »

A ce moment, Lawrence venait d'exposer à la Royal Academy un tableau qui représentait précisément cette scène du *Paradis perdu* toujours si chère à Mrs Siddons, « Satan évoquant ses légions au bord d'un océan de flammes ». Un des meilleurs critiques décrivait ce tableau de la façon qui suit : « Un confiseur dansant au milieu de sa mélasse qui a pris feu. » Les meilleurs critiques prenaient Lawrence moins au sérieux que ne faisait Mrs Siddons ; la vérité était que, dans ce tableau, Lucifer ressemblait aux Kemble, à John, à sa sœur, à Sally, à Maria.

Il se dirigea vers Clifton, et, d'un hôtel de cette ville adressa à Mrs Pennington une longue épître dans laquelle tous les sentiments étaient armés de majuscules. Il l'y suppliait de transmettre un message à cette créature parfaite, adorable, qu'était Sally ; il lui demandait de veiller à ce que celle-ci ne prît pas d'engagements solennels envers sa sœur mourante : « Si vous êtes généreuse et délicate, disait-il, — et vous devez l'être, car ces

qualités s'unissent toujours aux talents, — non seulement vous m'excuserez, mais vous me rendrez le service que je vous demande. »

Pénélope Pennington aimait assez qu'on parlât de ses talents ; elle accepta de voir Lawrence.

VIII

Il y a toujours un grand plaisir à se sentir héroïque, mais l'héroïsme par procuration est la variété la plus pure de ce plaisir. Mrs Pennington arriva au rendez-vous prête à tous les sacrifices pour le compte de Sally, et étrangement excitée par l'approche d'un combat dont le bonheur d'une autre était le prix.

Mr Lawrence commença la conversation sur le mode mélodramatique : avec des gestes de fou, de grands éclats de voix, il menaça, si on ne lui permettait pas de voir Sally, de se suicider devant la porte.

— Monsieur, dit Mrs Pennington froidement, j'ai déjà vu cette comédie mieux jouée; si vous voulez mon amitié, si vous désirez que je vous aide dans la mesure où je pourrai le faire sans nuire aux filles de mon amie, ayez une conduite rationnelle et soyez maître de vous.

— Maître de moi ! dit-il en joignant les mains et en levant les yeux au ciel, est-ce vraiment une femme qui me parle ? Seul un homme, et un homme vulgaire, pourrait avoir une conduite rationnelle, quand il s'agit de tout ce qu'il aime ! Oui, madame, oui, je suis fou; mais d'une folie bien naturelle. J'ai la terreur de les perdre toutes les deux, car, après Sally, ce que j'aime le mieux au monde, c'est Maria.

— Monsieur, dit Mrs Pennington, je me montre sans doute extrêmement masculine et vulgaire en essayant d'employer ma raison pour traiter un tel sujet, mais je dois vous avouer que j'ai pris l'habitude de penser par moi-même, et que j'attache à tout ce fatras d'amour et de suicide toute l'importance que me permet de lui accorder une expérience de quarante années. Je comprends très bien comment vous souhaiteriez trouver les femmes : naïves, faibles et tremblantes devant vous. Mais Sally n'est pas de ce modèle, bien qu'elle soit, elle, féminine et tendre. J'ai parlé de ces choses avec elle bien souvent, et devant son extraordinaire sagesse, sa douceur sans pareille, je n'ai pu retenir, si

peu femme que je sois, des larmes d'admiration et d'amour. Vous avez adopté un mauvais système, monsieur, et Sally n'est pas une fille que l'on conquiert par menaces et par violence.

— Ne voyez-vous pas, madame, votre cruauté? Vous me dites : « Soyez calme, car personne ne vaut ce que vous allez perdre ! Restez maître de vous, car ses charmes sont innombrables ! Pourquoi vous agiter ainsi, puisque rien ne pourrait l'émouvoir? Vous adoptez un mauvais système, car elle ne cédera pas à la violence ! » A la vérité, madame, je ne me suis pas demandé quelle serait la manière la plus politique de m'assurer son affection ; elle m'a quitté, je l'ai suivie, et je ne quitterai pas la place avant de l'avoir revue.

— Il y a tant de méthode dans votre folie, cher monsieur, que je suis convaincue que vous pouvez très bien, si vraiment vous le voulez, la dominer.

Mr Lawrence criait, comme certains enfants, en regardant parfois du coin de l'œil si ses cris produisaient bon effet. Un regard lui montra qu'il faisait fausse route.

— Chère madame, dit-il, je vois que vous êtes bonne : je suis peintre et j'ai l'habitude d'interpréter les traits ; sous le masque de dureté que vous voulez porter aujourd'hui, j'entrevois des yeux tendres et pitoyables. Vous voyez que j'aime profondément Sally; vous m'aiderez, vous nous aiderez.

— Oui, dit Mrs Pennington touchée, vous êtes un grand magicien, Mr Lawrence, et j'avoue franchement que vous m'avez devinée. J'ai reçu dans ma vie beaucoup d'amères leçons qui m'ont appris à dominer un caractère naturellement enthousiaste, mais ces leçons n'ont guéri que ma tête ; mon cœur conserve toute sa jeunesse. Je n'ai pu voir les mouvements de passion qui vous agitent sans désirer vous consoler.

Sur quoi, ils firent amitié. Elle obtint qu'il quittât Clifton sans avoir vu Sally ; mais elle promit de le tenir au courant de tout ce qui se passerait.

— Que pense Maria de moi ? lui demanda-t-il encore.

— Maria? Elle dit quelquefois : « Je ne souhaite aucun mal à M. Lawrence et je lui pardonne. »

— Sally m'aime-t-elle encore ? Voilà ce que je voudrais savoir. Dans les intervalles de son chagrin, comment pense-t-elle à moi?

— Elle dit que son âme est si pleine des devoirs tragiques

que le présent lui impose qu'elle se refuse à penser à l'avenir. Nous parlons souvent de vous, parfois avec des éloges qui vous feraient plaisir, parfois en regrettant que tant de dons soient gâtés par l'étrangeté de votre caractère. Je ne puis vous en dire plus long.

Cependant, après un silence, elle ajouta :

— Le présent est une barrière entre vous et Sally, l'avenir lui-même est couvert d'obstacles, mais non pas peut-être insurmontables. Dominez votre passion, Mr Lawrence, tâchez d'acquérir de la résignation et de la dignité. Peut-être alors arriverez-vous à mériter un jour la créature parfaite que vous aimez.

Le faible espoir qu'elle lui donnait était d'essence tragique. Ce qui pouvait, dans l'avenir, rapprocher ces deux amants, c'était la mort de Maria. C'était bien ainsi que Lawrence l'avait entendu. « Hélas ! pensait-il, c'est affreux ; mais aussi c'est inévitable; Sally souffrira; moi-même je souffrirai. Mais j'oublierai vite, et tout s'arrangera. »

Il quitta Clifton sans scandale. Mrs Pennington eut le sentiment d'avoir remporté une grande victoire et ne parla plus du jeune Lawrence que d'un air pitoyable et protecteur.

Il devenait malheureusement trop certain que le terrible événement auquel elle avait fait allusion ne pourrait être évité. La toux augmentait ; les jambes enflaient ; les traits de Maria s'altéraient dans un visage d'une blancheur cireuse. Sally et Mrs Pennington s'efforçaient de lui cacher la gravité de son mal. Elles maintenaient autour de la mourante une atmosphère de gaîté et de confiance. Sally lui chantait des mélodies de Haydn, de vieux airs anglais; Mrs Pennington lui faisait la lecture ; toutes deux s'étonnaient de se sentir heureuses, d'un bonheur fragile et fugitif, mais extraordinairement pur. Maria elle-même atteignait à une grande sérénité. Elle paraissait tout à fait rassurée sur l'objet de ses craintes. Quand elle parlait de Mr Lawrence à sa sœur, elle l'appelait « notre ennemi commun ». Elle ne pouvait se lasser de musique.

Les jours devinrent plus courts ; le vent d'automne siffla tristement dans les cheminées où brûlaient les premiers feux ; de grandes bandes de nuages effilochés passèrent devant la fenêtre de la malade. Elle se sentit plus mal. Sally et Mrs Pen-

nington virent avec terreur disparaître, comme sous la main d'un modeleur invisible, les dernières traces de sa beauté. Elle demandait souvent son miroir. Un jour, après s'être longuement regardée, elle dit : « Je voudrais que ma mère fût ici. Le plus grand plaisir de ma vie a été de la contempler, et je ne l'aurai plus longtemps. » Mrs Siddons, prévenue, interrompit ses représentations et vint aussitôt à Clifton.

Quand elle arriva, Maria ne pouvait plus ni manger ni dormir. Sa mère passa auprès d'elle deux jours et deux nuits sans se reposer. La vue de ce beau visage qui, même dans la douleur la plus vive, gardait une imposante sérénité, parut adoucir les souffrances de Maria. Le troisième soir, vers minuit, Mrs Siddons, épuisée de fatigue, alla s'étendre sur un lit. Vers quatre heures du matin, Maria devint très agitée, et demanda à Mrs Pennington, qui était restée auprès d'elle, de faire appeler le docteur. Celui-ci vint et resta près d'une heure. Quand il fut parti, Maria dit à Mrs Pennington qu'elle voyait bien maintenant la vérité et la supplia de ne rien lui cacher. Mrs Pennington lui avoua que le médecin, en effet, n'avait plus d'espoir. Maria la remercia de sa franchise avec beaucoup d'effusion et de grâce : « Je me sens beaucoup mieux, dit-elle fermement, et surtout beaucoup plus tranquille. »

Elle parla de ses espérances et de ses craintes, « ces dernières, dit-elle, fondées sur le seul souvenir d'une excessive vanité qui lui avait fait prendre trop d'intérêt dans sa beauté ». Mais elle ajouta qu'elle comptait sur la merci de son Créateur, et que, sans doute, le grand changement qui s'était produit dans son corps (ce disant, elle regardait ses pauvres mains décharnées) serait considéré comme une expiation suffisante.

Puis elle demanda à voir sa sœur. Quand on eut réveillé celle-ci, Maria lui dit combien elle lui était chère, combien elle aimait sa bonté. Elle n'avait, en mourant, qu'un souci, qui était le bonheur de Sally :

— Promettez-moi, Sally, de n'être jamais la femme de Mr Lawrence ; je ne puis supporter cette pensée.

— Chère Maria, dit Sally, ne pensez à rien qui puisse vous agiter.

— Non, non, insista Maria, cela ne m'agite nullement, mais il est nécessaire que tout soit dit là-dessus.

Sally lutta très longtemps, et finit par dire avec désespoir : « Oh ! c'est impossible. »

Elle entendait qu'il lui était impossible de faire cette promesse, mais Maria comprit qu'elle jugeait, en effet, ce mariage impossible. « Je suis heureuse ! dit-elle; je suis tout à fait satisfaite. »

A ce moment, Mrs Siddons entra; Maria lui dit qu'elle avait accepté la mort, et lui parla de la manière la plus admirable du grand changement d'existence qui était, pour elle, si proche. Elle demanda si on savait exactement combien de temps elle avait encore à vivre. Elle répéta plusieurs fois : « A quelle heure? A quelle heure? » Puis elle se reprit et dit : « Peut-être n'est-ce pas bien. »

Elle exprima le désir d'entendre les prières des agonisants. Mrs Siddons prit le livre et lut ces prières lentement, pieusement, en détachant les mots avec une netteté si parfaite que Mrs Pennington, malgré l'émotion qu'elle éprouvait, ne put s'empêcher d'admirer la majesté surhumaine de cette diction.

Maria suivit la lecture avec une grande attention : quand ce fut fini, elle dit : « Cet homme, mère, vous a dit qu'il a détruit toutes mes lettres; je ne crois pas à ses serments et je vous prie de les lui reprendre. » Elle ajouta : « Sally vient de me promettre que jamais, jamais, elle ne l'épouserait, n'est-ce pas, Sally? »

Sally, qui pleurait, s'agenouilla près de son lit et dit : « Je n'ai pas promis, mon cher ange, mais je le promettrai, je le promets, puisque vous l'exigez. »

Maria dit alors avec beaucoup de solennité : « Merci, Sally. Ma chère mère, Mrs Pennington, soyez témoins. Sally, donnez-moi votre main. Vous jurez de ne jamais être sa femme? Ma mère, Mrs Pennington, mettez votre main sur la sienne... Vous comprenez? Soyez témoins... Sally, que cette promesse te soit sacrée... sacrée... »

Elle s'arrêta un instant pour reprendre haleine, puis reprit : « Souvenez-vous de moi, et que Dieu vous bénisse ! »

Son visage retrouva alors un calme et une beauté qu'il n'avait pas eus depuis le commencement de sa maladie. Pour la première fois depuis de longues heures, elle se laissa retomber sur son oreiller : « Mon amour, dit sa mère, l'expression de

votre visage a, en ce moment, quelque chose de céleste. »

Maria sourit, regarda Sally, Mrs Pennington, et, voyant qu'elles avaient la même pensée, parut très heureuse. Elle demanda qu'on fît entrer les domestiques, les remercia de leurs soins, de leurs attentions, et les pria d'oublier son impatience et ses exigences. Une heure plus tard, elle était morte; un sourire léger et tranquille entr'ouvrait ses lèvres pâles.

IX

Le lendemain de la mort de Maria, le vent tomba. Un clair soleil mit sur toutes choses un air de gaîté lumineuse. Il semblait à Sally que l'âme pure et légère de sa sœur apaisait ce beau ciel d'automne. Elle ne pouvait détacher son esprit des images de cette mort. Le serment qui lui avait été arraché lui paraissait facile à tenir. Rien d'autre au monde n'existait qu'un souvenir affreux et doux. Son corps était épuisé; une violente crise d'asthme se déclara; sa mère la soigna avec un grand courage.

La douleur de Mrs Siddons était solennelle, simple, silencieuse. Ni les veilles, ni les larmes n'avaient altéré la sérénité de son visage. Elle donnait ses soins et son attention aux détails de la vie quotidienne avec une fermeté impassible. Ceux qui la connaissaient mal s'étonnaient de voir si calme, dans des circonstances si douloureuses, celle qui, mieux que personne, savait au théâtre pleurer des malheurs imaginaires.

Sa grande inquiétude était de savoir comment Lawrence accueillerait des nouvelles qui mettaient pour toujours fin à ses espoirs. Elle pria Mrs Pennington de lui écrire pour lui raconter les derniers moments de Maria, le serment exigé et accordé, et pour lui demander d'oublier. Elle pensait que ce récit tragique suffirait à lui proposer une attitude généreuse.

Mrs Pennington accepta la triste mission avec une sombre avidité. La conquête et la soumission du bel ange rebelle étaient un des épisodes les plus glorieux de sa vie; elle employa tout son art, qui était grand, à composer une lettre décisive. Puis elle l'envoya, très confiante.

Deux jours plus tard, elle reçut le billet suivant, écrit d'une grande écriture folle :

« Ma main seule tremble, non mon esprit; j'ai joué mon

tout pour l'obtenir, et vous croyez qu'elle va m'échapper! Je vais vous dire un secret; elle m'échappera peut-être, mais attendez la fin.

« Vous avez tous joué votre jeu admirablement!

« Si vous racontez à un seul être vivant la scène si soigneusement décrite par vous, je poursuivrai votre nom de ma haine! »

Mrs Pennington relut plusieurs fois ces lignes avant de les comprendre : « Vous avez tous joué votre jeu admirablement. » Que voulait-il dire? Que les trois femmes avaient imaginé ces histoires de serment pour se débarrasser de lui? Pouvait-il vraiment croire à une telle machination : « Vous avez tous joué votre jeu admirablement. » Le texte n'admettait pas d'autre sens... Une violente agitation s'empara de Mrs Pennington. L'homme qui, dans un tel moment, ne trouvait pas un mot de pitié pour la malheureuse qu'il avait si gravement offensée, et qui peut-être était morte de son inconstance, devait être une sorte de monstre. « Je poursuivrai votre nom de ma haine... » Qu'annonçait cette menace? Pensait-il venir l'attaquer jusque chez elle? Voulait-il la poursuivre de calomnies et d'insinuations? Ce qui la blessait plus que tout, c'était que cet excès de fureur diabolique fût le prix de la lettre si belle qu'elle n'avait pu écrire qu'en pleurant. Pendant cette soirée, elle conçut pour Lawrence une haine violente qui ne fut pas sans grand effet sur la vie de celui-ci.

Elle commença par envoyer à Mrs Siddons l'abominable billet en la suppliant de prendre ses précautions. Il fallait prévenir Mr Siddons, John Kemble, tous les hommes de la famille, car seuls des hommes auraient la force nécessaire pour arrêter les entreprises d'un fou. Il ne fallait pas que Sally sortît seule; on ne savait pas à quelles extrémités pourrait en venir un caractère sombre et que rien n'arrêterait.

Mrs Siddons, en recevant cette lettre, ne put s'empêcher de sourire. Elle jugeait la situation avec plus de sang-froid et d'indulgence. Sally elle-même ne blâma que faiblement des transports inspirés par l'amour qu'on avait pour elle. « Sans doute, se disait-elle, il a eu tort d'écrire une lettre aussi violente, et surtout de n'y exprimer aucun chagrin pour la mort de la pauvre Maria; mais il a écrit dans un moment de folie! J'imagine ce qu'il a dû penser en apprenant ce terrible serment, quand je me souviens de ce que moi-même j'ai éprouvé

en le faisant. A tout autre moment de ma vie, je n'aurais pu le prononcer. » Elle écrivit à Mrs Pennington, qui répondit avec quelque animosité : « Un fou? Point du tout. Dès qu'on peut tenir une plume et former des caractères, on sait très bien ce que l'on fait. »

Sally parla longuement de la situation avec sa mère; elles étaient d'accord pour trouver inutiles la plupart des précautions suggérées par Mrs Pennington. Pourquoi prévenir Mr Siddons, si froid, et l'oncle Kemble, si théâtral? Leur intervention ne ferait qu'augmenter les difficultés. Mrs Siddons semblait tenir aussi à rassurer Lawrence qu'elle plaignait de tout son cœur. « Peut-être, dit-elle, serait-il bon de lui faire savoir que vous n'épouserez jamais personne d'autre? » Mais Sally ne le voulut pas.

Elle ne pouvait malheureusement conserver aucun doute sur l'état de ses sentiments véritables. Malgré tant de défauts, tant de dureté, tant d'imprudence, elle aimait Mr Lawrence tendrement, et, si elle n'avait été liée par un serment solennel, elle serait revenue à lui. « Mais soyez tranquille, dit-elle à sa mère, je considère cette promesse comme sacrée, et je la tiendrai; si même je ne puis être maîtresse de mes sentiments (nul ne peut se garder de ses sentiments, mais on peut répondre de sa conduite), je serai fidèle à ma promesse. »

Tandis qu'elle prononçait ces phrases, elle savait qu'en les prononçant, elle se liait encore davantage; elle le regrettait. « Que dis-je? pensait-elle. Et pourquoi? Pourquoi est-ce que je prépare mon martyre? » Mais elle ne pouvait s'en empêcher; il lui semblait quelquefois qu'elle était faite de deux personnes, une qui voulait et parlait, une qui désirait et protestait, que la meilleure partie d'elle-même contraignait la moins bonne à accepter des décisions fermes et cruelles. Mais était-ce la meilleure?

Lawrence lui écrivit une lettre parfaitement raisonnable: il avait compris l'inutilité de la violence. Elle lui répondit avec fermeté, mais sans rigueur. « Il n'est coupable, dit-elle, que de m'aimer trop bien. Que n'a-t-il, pour une fois, plus d'inconstance? » Une grande joie l'envahissait quand elle pensait : « J'ai tout de même fixé ce cœur si volage! » Mais il lui suffisait d'évoquer le regard heureux et doux de Maria pour ne pas douter de son devoir.

Un jour, comme elle allait à sa fenêtre, elle vit soudain sur le trottoir d'en face Lawrence qui regardait vers sa chambre. Elle recula brusquement jusqu'à ce qu'il ne pût plus la voir. A ce moment, Mrs Siddons qui, dans la chambre voisine, mettait en ordre des tiroirs, appela Sally pour lui montrer une robe qui avait appartenu à Maria. C'était une de ces légères robes blanches à la grecque dont la mode était venue de France. Toutes deux pensèrent à la forme charmante qui avait gonflé cette étoffe légère. Elle s'embrassèrent. Mrs Siddons murmura très bas deux vers de son rôle de Constance :

...Grief fills the room up of my absent child.
Stuffs out its vacant garment with its form...

Quand Sally revint dans sa chambre, et, de loin, jeta dans la rue un regard rapide et furtif, Lawrence avait disparu.

X

PENDANT quelques mois, Lawrence essaya de se rapprocher de Sally, tantôt en lui écrivant, tantôt en lui faisant transmettre des messages par des amis communs. Elle refusait toujours de le voir : « Non, disait-elle, je me sens incapable de le traiter avec froideur, et je ne veux pas le traiter autrement. » D'ailleurs elle pensait constamment à lui et prenait grand plaisir à imaginer entre eux de longues conversations où il lui disait son amour, son désespoir, son éternelle fidélité! Elle était capable de rêver ainsi pendant des journées entières, en regardant se balancer les feuilles et courir de légers nuages. Elle y trouvait un bonheur parfait.

Les assauts de Lawrence devinrent plus rares. De nouveau le fleuve du temps coula d'un mouvement uniforme et paisible. L'image de Maria flottait encore, angélique et vaporeuse, entre les objets et la pensée. Mrs Siddons jouait des rôles nouveaux. Dans Isabelle, de *Mesure pour mesure*, on la jugeait touchante et chaste ; elle y portait une robe noire et blanche que copiaient toutes les femmes de Londres. Sally allait beaucoup au théâtre, visitait quelques maisons amies. Elle ne pouvait comprendre qu'après des événements aussi terribles, la vie pût continuer avec tant de simplicité. Pourtant, il lui restait très pénible d'entendre prononcer les noms de Lawrence et de Maria, et

elle tremblait quand, dans la rue, la silhouette d'un homme faisait craindre une rencontre qu'elle souhaitait et redoutait.

Vers le printemps, Lawrence cessa complètement de l'importuner de ses poursuites. Elle devint très mélancolique.

— Êtes-vous heureuse, lui disait sa mère?

— Je suis toujours heureuse avec vous, répondait-elle.

Mais un regret immense l'envahissait.

Le courage, qui ne l'avait jamais abandonnée dans le danger, faiblissait soudain devant l'accalmie. Elle ne pouvait délivrer son imagination de cette scène du serment. Elle se voyait toujours agenouillée près de ce lit, sa main dans cette main si maigre et si blanche. « Pauvre Maria, pensait-elle, elle n'aurait pas dû me demander cela! L'a-t-elle fait par sollicitude pour mon bonheur? N'y avait-il pas en elle aussi un peu de jalousie envers moi, de ressentiment envers lui? » Ce perpétuel retour des mêmes questions et des mêmes regrets épuisaient un corps naturellement fragile. Elle avait de fréquentes crises de toux, des étouffements qui effrayaient sa mère.

L'histoire de ses amours était maintenant connue par un certain nombre de leurs intimes. Les plaintes indiscrètes de Lawrence avaient révélé le secret. Beaucoup, la voyant si évidemment malheureuse, lui conseillèrent de ne pas attacher une excessive importance à une promesse ainsi arrachée. Ces conseils ébranlaient parfois sa résolution. Elle se disait qu'elle sacrifiait sans doute sa vie, sa vie unique et brève, à un mot. Comment sa sœur, délivrée de tous les liens de la chair, aurait-elle pu être jalouse? Engagement suppose présence, exigence de celui envers qui on s'est engagé. Mais si l'ombre charmante de Maria errait invisible au milieu d'eux, pouvait-elle souhaiter autre chose que le bonheur de ceux qu'elle avait aimés?

Bien que ce raisonnement lui parût assez difficile à réfuter, elle continuait à éprouver le sentiment inexplicable et fort que son devoir était de tenir sa promesse contre toute raison. Un jour cependant, ella se décida à écrire à Mrs Pennington, témoin et garant du serment, pour lui demander son avis. « Quelle valeur accordait-elle à tout cela? » Ah! combien Sally espérait que cette réponse encouragerait ses désirs?

Mais Mrs Pennington fut sans pitié. Les devoirs des autres, n'étant pas masqués pour nous comme les nôtres par la force

des passions, nous apparaissent presque toujours avec une étonnante clarté.

« Ne nous trompons pas nous-mêmes, écrivait-elle, sur la nature positive de ce qui est bien et de ce qui est mal. Certainement, la promesse de Sally à sa sœur, étant volontaire, la liait aussi fortement que peut le faire un engagement humain. Il n'y pas de promesse arrachée, si ce n'est le pistolet sur la gorge. Sally était libre de rester silencieuse ou de refuser à sa sœur, de qui le sort était fixé. Rien, à ce moment-là, n'aurait pu être pour Maria une cause d'inquiétude pour plus de quelques heures. Quand Sally a décidé de lui accorder la satisfaction qu'elle lui demandait, elle l'a fait volontairement. En toute vérité et toute justice, elle doit en supporter les conséquences. D'ailleurs, elle aura toutes raisons de bénir un mouvement sans doute inspiré par une intervention divine, et qui l'a sauvée d'une ruine certaine. Pourquoi attribuer cette demande de Maria à sa faiblesse, à un bas ressentiment, alors qu'au contraire, elle n'a été faite qu'à un moment où Maria paraissait purifiée de toutes les faiblesses humaines ? Pour moi, c'est bien plutôt une preuve de l'état d'illumination dans lequel elle s'est trouvée pendant toutes ses dernières heures. »

Sally parut alors se résigner. Pourtant, si, à ce moment, Lawrence était revenu, si, le hasard les mettant en présence, il avait pu et voulu lui dire quelques phrases chaleureuses, elle n'aurait pu s'empêcher de le suivre. Mais Lawrence ne revint pas. Les bavardages de la ville contèrent qu'il allait se marier, qu'il était amoureux de la beauté à la mode, miss Jennings.

Sally tint beaucoup à voir celle-ci, et se la fit montrer un soir, au théâtre. Ses traits étaient réguliers et nobles ; elle paraissait assez sotte. Mr Lawrence vint s'asseoir à côté d'elle ; il avait l'air animé et heureux. En les voyant, une sorte de choc électrique secoua Sally qui se sentit rougir. Comme elle quittait le théâtre, elle rencontra son ancien fiancé dans les couloirs. Il lui fit un petit salut correct et froid ; elle comprit qu'il ne l'aimait plus. Jusqu'alors, elle avait espéré qu'il conserverait toujours pour elle, même sans espoir, une admiration lointaine, respectueuse et passionnée. Ce regard ne permettait plus de doutes.

A partir de ce moment, elle devint une tout autre personne, assez gaie en apparence, toute occupée de plaisirs frivoles, mais

elle ne cessa de dépérir. Elle avait renoncé à chanter : « Je ne chantais, disait-elle, que pour deux êtres. L'un d'eux n'est plus, le second m'a oubliée. »

L'automne revint. Le vent, sifflant dans les cheminées, évoqua les terribles heures où Maria agonisante se plaignait avec tant de douceur. Puis un clair soleil suivit, jour après jour, sa course glorieuse.

Mrs Siddons avait repris, à l'insu de Sally, des relations normales avec Lawrence Ayant eu besoin d'un rouge carmin qu'elle avait l'habitude de se procurer par lui, elle le lui avait fait demander; il était venu lui-même. Ils avaient retrouvé tout de suite le ton de leurs anciennes causeries. Le peintre avait prié l'actrice de venir voir ses tableaux; elle lui avait parlé de ses derniers rôles. Il avait admiré la jeunesse d'un teint que ni les ans ni les malheurs n'avaient pu altérer. Dans ce visage parfait, son œil ne trouvait pas une ride.

XI

Longtemps on crut que les Français allaient envahir l'Angleterre. Les spectateurs, pendant les entr'actes, pensaient aux charpentiers de Boulogne qui clouaient alors leurs radeaux. Le nom de Mrs Siddons continuait à attirer de grands publics. Cependant les connaisseurs jugeaient que son jeu devenait un peu mécanique. Elle en était arrivée à ce degré de maîtrise dangereux où le grand artiste, inconsciemment, imite lui-même sa manière. Il y avait dans ses mouvements de passion quelque chose d'adroit et d'ingénieux qui effarouchait l'admiration. Elle-même se sentait parfois lasse jusqu'à l'ennui de sa facile perfection.

Sally atteignait vingt-sept ans, âge où il est nécessaire pour la femme de commencer à imaginer avec clarté ce que peut être la vie d'une vieille fille. Elle y pensait sans amertume « D'abord, se disait-elle, je suis toujours malade, et je ne vivrai sans doute pas... Mais qui sait? Peut-être à quarante ans regretterai-je une vie trop vide, et ferai-je quelque grande sottise? » Cette folle idée lui faisait prendre patience. La vérité était qu'elle demeurait fidèle à l'unique sentiment qui avait agité son âme. Elle appartenait au groupe des êtres qui se font de l'amour une idée si belle qu'ils n'en sauraient concevoir la fin,

ni le recommencement. Elle évitait soigneusement de montrer de la mélancolie et passait au contraire, dans les salons où on la recevait avec plaisir, pour une personne enjouée et agréable. On remarquait aussi qu'elle était d'une grande indulgence pour les faiblesses des autres, et en particulier pour les faiblesses amoureuses. Elle entretenait un commerce de tendre amitié avec plusieurs jeunes gens, et, hors certains moments de crises d'asthme violentes et pénibles, ne paraissait pas malheureuse.

En 1802, la paix fut signée avec les Français et, toutes les routes se rouvrant, la vie normale recommença. Mr Siddons insista vivement pour que sa femme acceptât de faire une tournée d'un an en Irlande. Il tenait les comptes du ménage; les besoins d'argent étaient grands; les directeurs, à Londres payaient mal. Bien qu'il fût pénible à Mrs Siddons de se sépa, rer des siens pour un temps aussi long, elle comprit que ce sacrifice était nécessaire.

Pendant de longs mois, Dublin, Cork, Belfast, l'applaudirent dans Lady Macbeth, dans Constance, dans Isabelle. A ce public nouveau, les effets devenus familiers aux habitués de Drury Lane parurent spontanés et pathétiques. L'enthousiasme était grand, les recettes superbes. Les lettres de Sally arrivaient fidèlement, lettres raisonnables et gaies. Elle y parlait du théâtre, du monde, de ses robes. Cette feinte légèreté cachait une grande faiblesse physique et morale. Elle se prenait à surprendre en elle certains symptômes qui avaient précédé les derniers mois de sa sœur. Elle pensait souvent à la mort sans terreur et sans regret. « Mourir, dormir, rien de plus... » La vie n'était plus pour elle depuis longtemps qu'une rêverie sans espoir. Elle se laissait doucement glisser vers le monde paisible des ombres.

Son père, qui la voyait dépérir, hésita longtemps à prévenir sa femme, mais au mois de mars 1803, les médecins jugèrent le danger si pressant qu'il se décida à écrire à une amie et camarade de tournée de Mrs Siddons en lui recommandant toutefois de ne rien dire pour le moment. Cette femme, incapable de cacher son inquiétude, montra la lettre à Mrs Siddons, qui décida aussitôt de rompre tous ses engagements pour aller soigner sa fille.

Quand elle voulut s'embarquer, elle apprit qu'une tempête

affreuse agitait la mer d'Irlande et qu'aucun bateau ne pourrait traverser avant quelques jours. La bourrasque balayait sur la ville de sombres rideaux de pluie. Mrs Siddons offrit en vain de doubler, de tripler le prix du passage; aucun capitaine ne jugea possible de risquer son bateau dans cet ouragan. Contrainte d'attendre, elle continua ses représentations; le temps qu'elle passait au théâtre était la seule partie du jour pendant laquelle elle échappait à ses funèbres pensées. « Que se passe-t-il en ce moment? pensait-elle. Sally, quand je suis partie, paraissait assez forte; elle résistera sans doute... Mais c'est si fragile, une vie humaine ! »

Elle passait de longues heures en prières, suppliant Dieu de lui laisser au moins la plus aimée de ses filles. Elle revoyait toutes les scènes de la mort de Maria; elle imaginait Sally seule, appelant sa mère. Les longs nuages noirs qui couraient rapiment à l'horizon évoquaient les derniers jours de Clifton. Le soir, le bruit des applaudissements marquait pour elle après chaque acte la fin d'un rêve réparateur, le retour à l'angoissante réalité. Après une semaine d'attente, elle put enfin traverser et partit en chaise de poste pour Londres. Au premier relais, elle apprit, par un message de Mr Siddons, que sa fille avait cessé de vivre.

Elle resta quelque temps dans cet état de prostration silencieuse qui accompagnait chez elle les plus affreuses douleurs, incapable même de répondre aux consolations de ses amis. Il lui était pénible de penser que peut-être ceux-ci la jugeaient insensible, alors que sa fille morte était toute sa pensée. Mais une invincible pudeur arrêtait au seuil de ses lèvres toute phrase autre qu'absurde ou ménagère.

Bientôt, à la grande surprise de tous, elle annonça qu'elle allait reprendre ses représentations, et demanda qu'on affichât *le Roi Jean*. Le jour venu, elle alla au théâtre, et s'habilla sans un seul mot.

Ceux qui virent ce soir-là Constance pleurer son fils Arthur emportèrent une inoubliable impression de beauté. Non seulement ils retrouvaient le talent de Mrs Siddons, mais ils reconnaissaient que jamais elle n'avait atteint cette hauteur. Telle était la sombre majesté des mouvements de la grande actrice, qu'il semblait qu'on vît avec elle entrer tout un cortège funé-

raire. Quand elle en vint à dire les plaintes de la vieille reine, elle eut le sentiment que pour la première fois, depuis la mort de Sally, elle pouvait enfin crier son amour, son horreur et son désespoir.

« Je ne suis pas folle ! Plût au ciel que je le fusse !
« Alors sans doute je m'oublierais moi-même.
« En m'oubliant, quel chagrin j'oublierais !
« Si j'étais folle, j'oublierais mon enfant... »

Enfin sa douleur prenait forme, le poète l'exorcisait, le rythme l'entraînait, la beauté la fixait. Ses larmes, trop longtemps contenues, s'échappaient, arrosaient ses joues d'un flot tiède, voilaient la salle aux mille têtes d'un brouillard tremblant et lumineux. Elle avait oublié le public et les acteurs qui l'entouraient. Le monde était une symphonie douloureuse que, violon, plainte, délivrance, dominait sa propre voix, et, comme parfois le hautbois ou la flûte chantent longtemps un chant solitaire que l'orchestre cherche en vain à noyer de son torrent sonore et tragique, ainsi tout au fond de l'âme de l'actrice, un instrument lointain, grêle et presque joyeux, répétait : « Je n'ai jamais été meilleure. »

ANDRÉ MAUROIS.

LE

CENTENAIRE DU CARDINAL LAVIGERIE

A LA SORBONNE

A ceux qui s'étonneraient que l'on ait choisi le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour y célébrer le centenaire du cardinal Lavigerie, il suffirait de rappeler que, pendant des siècles, l'Université de Paris fut une pépinière d'évêques, d'archevêques, de cardinaux et peut-être aussi de papes. Cela, sans doute, se passait en un temps où la science était tout entière d'église. Mais le cardinal Lavigerie appartient à la Sorbonne laïque et moderne : il y est venu après la séparation officielle des deux puissances. Bachelier, licencié, docteur de l'Université de Paris, il peut être considéré comme un des plus fameux lauréats de la Sorbonne. En tout cas, il y est chez lui, il est de la maison, au même titre que tant de professeurs notoires, sans parler de ses autres titres.

En effet, il y a enseigné l'histoire pendant plusieurs années. Il l'a enseignée, à la Faculté de théologie, à côté d'un autre futur prince de l'Église, Mgr Freppel, qui, en ce temps-là, faisait son cours sur deux des plus célèbres représentants de la littérature africaine, — Tertullien et saint Cyprien. Personne, il me semble, n'a remarqué cette coïncidence. En ces années de vie obscure, où Lavigerie se cherchait encore, il a rencontré l'Afrique sur son chemin, dans la personne de deux de ses plus glorieux enfants, surtout dans la personne d'un évêque qui, avec saint Augustin, allait être, quelques années plus tard, un de ses constants modèles. Il me paraît difficile, en effet, que ce

professeur n'ait pas, au moins, remarqué ces deux grands noms sur la liste des cours, et qu'il ne se soit pas inquiété tant soit peu de ce qu'un collègue professait à deux pas de sa chaire. Moi qui crois à la préfiguration, non seulement dans l'Histoire sacrée, mais dans toute vie humaine, je suis sûr que Lavigerie, le futur apôtre de l'Afrique, celui qui allait ressusciter Carthage et les antiques Églises africaines, en reçut, ne fût-ce que dans les limbes de sa conscience, un secret avertissement. Quoi qu'il en soit, Lavigerie a été un des maîtres de cette maison. Il en était fier. Dans la lettre célèbre qu'il écrivit, en 1880, au secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, *Sur l'utilité d'une mission archéologique à Carthage*, il mettait en avant son titre de « vieux professeur d'histoire à la Sorbonne ». Ajoutons que cet ancien membre de l'Université a passé une notable partie de sa vie d'apôtre et d'organisateur à fonder des écoles et des collèges, des instituts de hautes études scientifiques. Nul n'a plus fait que ce grand homme d'action pour la culture désintéressée de l'esprit. Dans la belle et curieuse lettre que je citais tout à l'heure, il annonce à l'Académie des Inscriptions qu'il a confié à ses missionnaires d'Afrique le soin de fouiller le sol de Carthage et de conserver dans un musée les découvertes de ces fouilles, — et il ajoute ces paroles significatives, qui trahissent chez cet homme, épuisé par mille tâches et harcelé sans cesse par mille soucis d'ordre pratique, une persévérante préoccupation des plus nobles besognes intellectuelles : « Ces missionnaires, dit-il, institués avant tout pour l'évangélisation de l'Afrique, je ne crois pas les détourner de leur œuvre en les chargeant de prouver aux civilisés de notre Europe que l'Église n'a pas cessé d'être l'amie de la science... »

Il tient à prouver aux membres de la docte compagnie que, lui aussi, il est, si j'ose dire, du « bâtiment ». Puisque les circonstances l'exigent, il va se remettre à faire de la science, comme lorsqu'il professait en Sorbonne. Et le voilà qui se débrouille comme il peut dans la topographie confuse de la triple Carthage, — la punique, la romaine et la chrétienne, — qui risque des hypothèses à la suite des Beulé et des Dureau de la Malle, qui étale les inscriptions, les mosaïques, les stèles, les lampes funéraires, tous les vieux pots exhumés par ses religieux, et qui se passionne pour ces débris symboliques

de tout un glorieux passé, — comme si, en vérité, il ne faisait pas autre chose que des fouilles archéologiques, — et qui, avec cette intelligence vive et conquérante de l'homme d'action habile à saisir, dans le passé comme dans le présent, tout ce qui est germe de vie, s'exalte devant ces fragments d'inscriptions, ces morceaux de marbre ou d'argile, comme devant des promesses de résurrection. C'est ainsi que Lavigerie a été le grand initiateur de l'archéologie africaine. Les savants laïques qui sont venus après lui n'ont fait que marcher sur ses traces. Il a été le premier à fouiller le sol si fécond de Carthage. Il y a fondé un musée qui, pour les antiquités puniques, est certainement le premier du monde. Et, avec cela, il a communiqué sa ferveur archéologique, non pas seulement à quelques-uns de ses Pères Blancs, mais à son clergé tout entier. Aujourd'hui, en Algérie ou en Tunisie, il n'y a guère de curé de village qui ne donne la chasse aux inscriptions et qui ne rédige des mémoires pour les sociétés locales ou pour l'Institut lui-même.

En considération de ces services rendus à la science, le cardinal Lavigerie, ancien professeur de Sorbonne, mériterait déjà d'y être commémoré. Mais, comme un autre cardinal, un autre docteur de la même maison, il lui apporte une telle gloire qu'il faut bien que la Sorbonne se dise fière de lui. Si Richelieu en est le plus brillant élève, Lavigerie en est assurément le plus grand professeur, — non point tant, je me hâte de le dire, par les qualités exceptionnelles de son trop court enseignement, que par les dons extraordinaires qui sommeillaient en lui et qui se manifestèrent plus tard avec la splendeur que l'on sait. Comme l'autre cardinal, cet homme d'Église a été un grand politique. Il aurait pu, comme Richelieu, être un grand homme d'État. Lorsqu'il s'agit d'installer en Tunisie le protectorat français, il fut le conseiller et, on peut le dire, le guide de Gambetta et de Jules Ferry. Le Résident général Roustan, notre représentant à Tunis, disait de lui : « J'aurais voulu avoir ce prélat pour maître, j'aurais servi Richelieu. » Oui ! pourquoi Lavigerie n'a-t-il pas été ministre des Affaires étrangères sous la IIIe République ? Il y a de ces impossibilités morales qui équivalent à des désastres. Mais, déjà sous l'ancien régime, dans une France profondément religieuse, mais nettement anticléricale, cette impossibilité paraissait quelque chose de tellement admis, que le futur ministre de Louis XIII, alors simple évêque de

Luçon, s'en plaignait au Roi, dans le discours qu'il prononça pour la séance de clôture des États généraux, le 23 février 1615 : « Votre Majesté, dit-il, considérera, s'il lui plaît, quelle raison il peut y avoir d'éloigner les ecclésiastiques de ses conseils et de la connaissance de ses affaires, puisque leur profession sert beaucoup à y être employée, en tant qu'elle les oblige particulièrement à acquérir de la capacité, être pleins de probité, se gouverner avec prudence, — qui sont les seules conditions nécessaires pour servir dignement un État ; — et qu'ils sont, en effet, plus dépouillés que tous autres d'intérêts particuliers (qui perdent souvent les affaires publiques), — attendu que, gardant le célibat comme ils font, rien ne les survit après cette vie que leurs âmes, qui, ne pouvant thésauriser en terre, les obligent à ne penser ici-bas, en servant leur Roi et leur patrie, qu'à s'acquérir pour jamais, là-haut, au ciel, une glorieuse et du tout parfaite récompense. » Malgré ce noble et ingénieux plaidoyer, Richelieu fut contraint de ruser pour arriver à servir l'État et à préparer la France moderne. Lavigerie, lui aussi, dut ruser pour servir son pays. Il dut en quelque sorte faire excuser les services qu'il rendait à la France et se cacher pour la servir... quand même. Il n'a pas cessé de travailler pour elle. La grandeur française, au XIX[e] siècle, n'a pas eu de meilleur ni de plus conscient ouvrier que lui.

Voilà donc bien des raisons pour le commémorer, — et surtout pour le commémorer dans cette Sorbonne, où il enseigna, dans cette maison restaurée par un autre grand cardinal, à deux pas de la belle église, où celui qui, à l'instigation du Père Joseph, songeait à reprendre, lui aussi, la croisade contre les Infidèles, dort son dernier sommeil, pâle figure de marbre, couchée sur son tombeau, entre les deux statues symboliques de la Religion et de la Science.

Comme le Richelieu qui dort là-bas, c'est un Lavigerie de marbre blanc que je voudrais offrir aux admirations. Certes, je sais bien qu'il en existe un autre. On peut écrire sur lui toute une histoire anecdotique qui le rapetisserait à la taille la plus ordinaire. Je connais bon nombre de ces histoires. J'en connais même de comiques, — et j'en connais d'autres qui peuvent donner le change sur son vrai caractère et faire douter de ses plus belles vertus. Mais tout cela n'est pas lui : ce n'est pas l'homme qu'il a voulu être de tout son cœur et de toutes les

forces de son âme, — j'entends l'homme d'action, l'homme public. Cet homme public, en Lavigerie, est assez connu. D'autres ont déjà dit ou diront ce que fut le chrétien, l'apôtre, le politique et le diplomate, — et aussi l'archevêque, l'administrateur. Ce que je voudrais, pour ma part, considérer ici, c'est le bon soldat de la civilisation occidentale, le grand Français et le grand Africain, le grand homme enfin, le type supérieur d'humanité qu'a été ce prince de l'Église.

***

Les biographes de Lavigerie nous assurent que toutes ses ambitions enfantines se réduisaient à être curé de campagne : ce petit garçon était certainement sincère. Plus tard, après sa sortie du séminaire et de l'École des Carmes, quand il composait un recueil de versions et de thèmes grecs et qu'il publiait un lexique français-grec, il se disait sans doute que sa vocation était d'être professeur, et peut-être acceptait-il sans trop rechigner tout un avenir austère penché sur des copies d'élèves et employé à corriger des solécismes et des barbarismes. Plus tard encore, devenu évêque de Nancy, dans le beau palais de la place Stanislas, à deux pas de sa pompeuse cathédrale, peut-être se laissait-il corrompre par les douceurs et les petites vanités de la vie provinciale : recevoir des dévotes, se frotter au beau monde de Nancy, avoir une place prépondérante parmi les autorités du chef-lieu, réorganiser et régenter son diocèse, il est bien possible qu'à un certain moment, il n'ait pas conçu de plus utile ni de plus brillant emploi de son existence. Nous sommes tous ainsi. Nous nous méconnaissons longtemps. Nos ambitions, même les plus avides et les plus impatientes, se trompent souvent de chemin. Les caractères les mieux doués, les plus vigoureusement originaux peuvent se laisser égarer par les circonstances ou par leur entourage. Cette méprise initiale est à peu près inévitable, quand on est un fonctionnaire, ou quand on est jeté, dès le début, dans un milieu très spécial et très discipliné comme l'Église, un milieu aux cadres rigides, et où la carrière, comme on dit, est toute tracée d'avance. Là il est particulièrement difficile de s'arracher à l'engrenage : il faut une vigueur de volonté et de décision peu communes pour rompre ses attaches avec un monde hors duquel il semble que l'on ne pourra plus vivre. Et l'on

continue à fonctionner, automatiquement, le cœur gros, mais plein de pressentiments et d'aspirations stériles, jusqu'au moment où un hasard vous avertit de votre destinée et vous offre à l'improviste, avec l'occasion qu'il faut saisir tout de suite, la chance périlleuse de la réaliser.

Cette chance fut offerte à Lavigerie en 1867, — il avait alors quarante-deux ans, — lorsque le maréchal de Mac Mahon lui proposa de troquer, non pas précisément le siège épiscopal de Nancy, mais la coadjutorerie de Lyon qu'on lui promettait, c'est-à-dire la future primatie des Gaules, contre l'archevêché tout neuf, et alors bien misérable, d'Alger. Nous savons que ses hésitations furent très courtes. Il se décida rapidement, et dans cette résolution soudaine, il montra une fermeté inébranlable. C'était une rupture déconcertante avec tout ce qu'il semblait avoir ambitionné jusque-là. Cette brusque volte-face s'explique, en réalité, par deux grands faits qui dominent toute la vie de ce Basque entêté et aventureux, et qui l'ont orienté et poussé vers son véritable destin : je veux dire sa mission en Syrie, au mois de septembre 1860, après les massacres des Chrétiens, et son séjour à Rome, en qualité d'auditeur de Rote, entre 1861 et 1863.

***

Lavigerie lui-même, dans le Rapport qu'il écrivit sur sa mission, a raconté par le menu les épisodes les plus dramatiques de ce douloureux voyage : « Je ne rappellerai pas, dit-il, l'émotion profonde avec laquelle l'Europe entière et la France, en particulier, apprirent les événements funestes qui avaient ensanglanté le Liban. Des milliers de chrétiens venaient de tomber sous les coups des Musulmans et des Druses. Les cruautés, les actes les plus infâmes avaient marqué ces scènes de carnage. Le pillage et l'incendie avaient achevé l'œuvre. Les ruines sanglantes de Djezzin, de Rachaya, de Hosbaya, de Metten, celles de Déir-el-Kamar, de Zahleh, de Damas, recouvraient les cadavres de près de vingt mille victimes... Près de deux cent mille Chrétiens, appartenant à toutes les communions, à tous les rites, se trouvaient errants, sans asile, sans vêtements, sans pain. Trois cent mille autres attendaient avec anxiété un sort semblable à celui de leurs frères. *C'est ainsi que la question de Syrie se posa devant l'Europe...* »

Pour remédier, dans la mesure du possible, à ces affreuses misères, l'abbé Lavigerie, alors directeur de l'œuvre des Écoles d'Orient, s'était embarqué, le 30 septembre 1860, sur l'*Indus*, des Messageries maritimes, à destination de Beyrouth. Pour la première fois, celui qui allait devenir le grand apôtre de l'Afrique musulmane prenait contact avec la barbarie et le fanatisme musulmans. Ce lui fut une secousse terrible, une leçon de choses, qu'il ne devait jamais plus oublier, — de ces choses qu'il faut avoir vues de ses yeux pour les croire réelles et pour en bien comprendre toute la signification. Pour cela, pour connaître ce que c'est que la barbarie, il faut avoir quitté le pays de douceur et de vieille civilisation qu'est la France. Le Français moyen et sédentaire ne peut pas savoir, il n'a aucune idée du Barbare. Celui-ci est si habile à exploiter sa pitié, sa naïve sentimentalité humanitaire et surtout à profiter de son ignorance, ou de préjugés inextirpables créés et entretenus par toute une littérature! Les romantiques, en cela, ont été de grands coupables. Avec leurs *Orientales*, ils ont mis sur nos yeux un bandeau d'illusion, que les coups les plus rudes de la réalité n'ont pas encore rompu. Les Hugo, les Gautier, les Loti nous ont inventé un Orient qui n'a pour ainsi dire rien de commun avec le vrai et qui continue à obséder de pauvres cervelles affolées d'exotisme. Eh bien! l'Orient réel, Lavigerie l'eut sous les yeux, au cours de ce voyage, devant cette tragédie sanglante, qui révélait et qui étalait au grand jour, avec le fond des âmes et des caractères, des causes d'inimitié permanentes et plus ou moins dissimulées en temps de paix. L'ébranlement qu'il reçut de ce spectacle affecta profondément sa sensibilité, et l'on peut dire que toutes ses idées, toute sa politique future sont commandées par ce fait initial.

Mais écoutons-le nous décrire ces scènes d'horreur. Comme elles sont toujours possibles, comme elles viennent de recommencer hier, il est bon de les avoir sans cesse présentes à l'esprit. Les lignes qui vont suivre sont de véritables instantanés, des notes prises sur le vif, que le missionnaire a introduites plus tard dans son Rapport. Celles que voici ont été prises à Déir-el-Kamar : « Je sors du sérail, dit Lavigerie, où le pacha avait attiré six cents Chrétiens, en leur promettant la vie sauve, s'ils déposaient leurs armes... Tous ont été massacrés, sauf un seul, qui s'était caché sous un escalier, d'où il

entendait tout et qui nous conduisit lui-même dans cette triste visite. Il nous a montré la terrasse, d'où le plus grand nombre de ces infortunés étaient précipités par les soldats turcs, pour être reçus sur la pointe des poignards des Druses et massacrés ensuite. Ils sont là encore, au nombre de plusieurs centaines, ces malheureux à peine recouverts d'un peu de terre et de chaux qu'ils doivent à la pitié de nos soldats : leurs bourreaux les avaient laissés absolument sans sépulture... Près de cette terrasse, il s'en trouve une autre, dont la vue est plus atroce encore. On y voit, pratiqué dans un mur, un trou rond par lequel ces furieux forçaient leurs victimes à passer le bras : celles-ci étaient enfermées dans un appartement contigu auquel le mur servait de clôture. Ils pariaient alors à qui d'entre eux abattrait le mieux, d'un seul coup de sabre, le bras du patient. *J'ai vu des flots de sang* qui ont découlé de cet endroit horrible sur les murailles du palais, et les Turcs, qui l'occupent, n'ont même pas eu la pudeur d'effacer les vestiges de leur cruauté !... Quelle preuve plus accablante de la complicité des pachas !... »

Le missionnaire poursuit sa lamentable enquête jusqu'aux confins de la Palestine. A Sour, la misérable bourgade qui a pris la place de l'ancienne Tyr, comme il demande s'il se trouve des blessés parmi les habitants, on lui amène un jeune homme de vingt ans à peine : « C'était, dit Lavigerie, le vivant témoignage de toutes les atrocités dont les Chrétiens avaient été victimes. Sa figure, sa tête, ses mains, ses bras étaient couverts des plus atroces cicatrices. Son cou était comme entouré d'un large sillon, qui pénétrait si avant dans les chairs que l'*on eût dit sa tête comme tranchée et prête à tomber*. Ce malheureux était un des habitants de Rachaya. Il avait reçu ces blessures, en défendant son père, ses frères, tués devant lui par les Druses et les soldats turcs. » — Partout, d'un bout à l'autre de la Syrie, jusqu'à Damas, mêmes visions de carnages et de ruines. Et ce ne sont pas seulement les Chrétiens orientaux qui ont fourni des victimes aux Musulmans. Des couvents placés sous la protection de la France ont été assaillis et incendiés. Des franciscains ont été égorgés jusque dans leur chapelle. A d'autres on a coupé le cou sur la table de l'autel. D'une façon générale, tout Chrétien, quel qu'il fût, quiconque portait le costume européen était suspect et menacé. Pendant

des semaines, les nôtres, fonctionnaires, négociants ou religieux, avaient vécu dans des transes.

Lavigerie, qui a subi le contre-coup de ces émotions, qui nous raconte tout ce qu'il a vu au cours de son enquête, ajoute ces lignes, en matière de conclusion : « Mais ce ne sont là que des faits isolés. Ce que rien ne peut rendre, ce qu'aucune voix humaine ne peut exprimer, c'est l'impression d'horreur et de pitié qui s'emparait de l'âme à la vue de cet ensemble de douleurs... »

De telles manifestations de l'irréductible férocité humaine sont un scandale et une énigme pour la raison. Mais l'ancien professeur à la Sorbonne savait trop bien l'histoire, et il était aussi un esprit trop réfléchi pour ne pas méditer sur les causes de cette désolante catastrophe et pour n'en point tirer l'enseignement qu'elle comportait. Il se rappelait que ces Chrétiens massacrés étaient les premiers occupants, les vrais maîtres du pays, et qu'avant l'arrivée des Arabes et des Turcs, ils formaient une population compacte d'environ dix-huit millions d'habitants : ils n'étaient plus, alors, que cinq cent mille!... Quelles persécutions effroyables avaient dû subir ces malheureux pour être réduits à ce nombre dérisoire! Néanmoins, ils restaient les plus actifs et les plus riches, parmi ces Orientaux indolents, — en tout cas, les plus intelligents, les plus susceptibles de recevoir la culture et la civilisation modernes. Quand ils devenaient trop riches, les Turcs, qui s'étaient servis d'eux, qui avaient eu recours à leur bourse, comme à leur intelligence, ne trouvaient rien de mieux que de les massacrer pour les déposséder. Il en était ainsi, d'un bout à l'autre du proche Orient, depuis le Caucase jusqu'à la Libye. Le massacre périodique est aujourd'hui encore, pour le Turc, un moyen de gouvernement.

Certes, Lavigerie n'ignorait pas ce que les Turcs peuvent alléguer pour leur excuse : tous ces dissidents, tous ces infidèles, chrétiens ou juifs, sont des traîtres et des exploiteurs. Ils accaparent la richesse du pays, et ils sont toujours prêts à donner la main à l'étranger. Notons que ces griefs sont précisément les mêmes que les Espagnols du XVe et du XVIe siècle adressaient aux Maures établis sur leur sol : ceux-ci ne cessaient d'intriguer contre la domination des Rois catholiques, et, dès que l'occasion s'en offrait, ils ouvraient leurs ports et les portes

de leurs villes à l'envahisseur barbaresque. Nos historiens, qui, de parti pris, considèrent les Maures comme d'incompréhensibles victimes du fanatisme espagnol, ne nous parlent jamais de cette traîtrise. Assurément, pour les sujets de Ferdinand et d'Isabelle, comme pour ceux du sultan de Constantinople, il y avait là une difficulté permanente, une cause de conflits perpétuels. Ils ont fini par juger plus simple de supprimer la difficulté. Alors, comme en Espagne, ç'a été la déportation en masse. Le Gouvernement de Mustapha Kémal vient de recommencer devant une Europe indifférente et même complice le geste qui continue à soulever la plus violente indignation contre les Rois catholiques : des populations entières ont été expulsées d'Asie-Mineure, — et les expulsions, comme toujours, ont été accompagnées de massacres, plus ou moins en sourdine.

Le prêtre français qui, pendant l'automne de 1860, dénombrait les ruines et les morts causées par la dernière agression antichrétienne, ce prêtre se disait que, malgré tout, il était peut-être possible de s'entendre. Oui, des civilisés devaient trouver le moyen de s'entendre, imaginer un *modus vivendi* quelconque. A ce postulat de la générosité française et chrétienne le fanatisme musulman opposait une fin de non recevoir absolue. Lavigerie touchait du doigt cette âme obtuse et bornée de l'Islam, il constatait cette obstination, cet achoppement invincibles. Car l'Islam ne peut admettre que lui. Pour l'infidèle, pas d'autre alternative que la conversion ou la mort. S'il est toléré, — et même quelquefois, pendant assez longtemps, — ce n'est jamais qu'à titre précaire. Avec cela, avec ce fanatisme indéracinable et conquérant, la stagnation, pour ne pas dire la stérilité intellectuelle de l'Islam, son mépris de l'art et de la science, qui fait que, dans le domaine de la civilisation, il n'a jamais rien inventé : tout lui est venu de ses voisins, ou des peuples qu'il a conquis.

Ainsi, l'Islam se présentait aux yeux de cet échappé de Sorbonne, comme l'adversaire irréductible de la civilisation occidentale et comme l'auxiliaire désigné de toutes les barbaries. Pour la première fois, ce jeune abbé qui, jusque-là, n'avait rencontré dans le monde que des gens aimables, polis et érudits, se heurtait au Barbare. De sa mission syrienne, il rapportait la vision d'un monde obscur et sauvage, plein de surprises et de dangers latents et qui était une menace perpé-

tuelle pour l'Occident civilisé. Désormais, cette vision allait l'obséder jusqu'à son dernier souffle.

***

C'est dans ces dispositions et sous l'impression persistante des horreurs dont il avait été témoin que l'abbé Lavigerie, au retour de sa mission, vint à Rome. Il ne tarda point à y être nommé auditeur de rote. Est-il besoin de faire remarquer que ces fonctions nouvelles ne lui convenaient guère, pas plus que celles de professeur. Pendant quelque temps, il piétine sur place. Et pourtant ce séjour à Rome, bien loin de lui être inutile, fut de la plus haute importance pour la formation définitive de son caractère et pour toute la suite de sa carrière.

Sans doute, il était occupé de petites choses, de trop petites choses pour l'apôtre qu'il se sentait destiné à devenir. Lui-même se plaignait d'avoir à juger, comme il disait, « des procès de murs mitoyens ». Mais, à la cour pontificale, sur ce vieux sol romain, chargé des plus grands souvenirs de l'histoire, il apprenait à voir grand, — ou plutôt ses instincts naturels de grandeur en recevaient un encouragement et une excitation constante. Et, d'autre part, dans ce milieu cosmopolite, où l'on se sent en communication avec le monde entier, l'esprit de Lavigerie s'ouvrait à l'idée d'une politique mondiale. Ne pas ramener les choses à la mesure d'un diocèse, ou d'un petit pays, mais envisager ses actes comme devant avoir une répercussion dans l'univers entier, ajuster et concerter son action en vue du plus grand bien de la chrétienté, — voilà des habitudes de large compréhension qu'il prit certainement à Rome. D'autre part, pour faire réussir les projets grandioses auxquels il songeait sans doute confusément, pendant ces années de tâtonnements et d'initiation, toute une diplomatie était nécessaire, d'autant plus nécessaire qu'un homme d'Église ne peut guère compter sur l'aide de la force matérielle. A l'école de la curie romaine, Lavigerie devint un diplomate subtil et persévérant. La diplomatie moderne, nous l'oublions trop, est née à l'ombre du sanctuaire. Depuis les origines de la monarchie jusqu'à nos jours, que d'hommes d'Église ont mis au service de la France la science politique qu'ils avaient apprise d'abord au service de la Rome pontificale ! Notons d'ailleurs que la souplesse acquise s'allia très bien chez Lavigerie, comme

chez un Richelieu ou un Mazarin, aux qualités innées de l'homme d'action. Il était, au fond, un violent. Mais les violents savent être, quand il le faut, les plus fins des diplomates : ce cardinal conquérant l'aura prouvé une fois de plus.

Ainsi Lavigerie, auditeur de rote, se formait à son métier de manieur d'hommes. Il s'armait pour l'avenir. Néanmoins, dans ce monde clérical et quelque peu somnolent, ses facultés maîtresses restaient sans emploi. Il se sentait inutile à Rome. C'est pourquoi il accepta le siège épiscopal de Nancy, avec la ferme intention d'y faire quelque chose. Il reprit là sa grande idée de réconcilier la science moderne avec l'Église, et, pour commencer, il se préoccupa de donner à son diocèse un clergé instruit, véritablement à la hauteur de ses fonctions pastorales et éducatrices. A peine s'était-il mis à l'œuvre qu'on lui proposa à l'improviste d'être le premier archevêque catholique d'Alger. Non seulement, il n'hésita pas à accepter, mais cette offre lui apparut comme quelque chose de providentiel. Tout ce qui s'ébauchait et se cherchait depuis si longtemps dans son esprit, toutes ses théories, ses aspirations, ses rêves, tout cela prit corps instantanément. La cristallisation fut immédiate.

Dès les premiers jours, il vit clair : l'avenir, — son avenir, — se déroula et s'ordonna devant ses regards. Son programme d'action se formula dans ses grandes lignes, et cela tout de suite, en prenant possession de son siège et dès sa première lettre pastorale. Dans un mandement, qui n'est peut-être pas un chef-d'œuvre littéraire, mais qui est un monument de haute pensée politique et chrétienne, il disait à ses diocésains, à l'Afrique tout entière : — « *Faire de la terre algérienne le berceau d'une nation grande, généreuse, chrétienne, d'une autre France, en un mot, fille et sœur de la nôtre, et heureuse de marcher dans les voies de la justice et de l'honneur, à côté de la mère-patrie ; répandre autour de nous, avec cette ardente initiative, qui est le don de notre race et de notre foi, les vraies lumières d'une civilisation dont l'Évangile est la source et la loi ; les porter au delà du désert, avec les flottes terrestres, qui le traversent et que vous guiderez, un jour, jusqu'au centre de ce continent encore plongé dans la barbarie ; relier ainsi l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale à la vie des peuples chrétiens, telle est, dans les desseins de Dieu, dans les espérances de la patrie, dans celles de l'Église, votre mission providentielle. En pouvez-vous concevoir*

de plus haute, de plus digne de vous et de votre patrie?... »

Le beau et noble langage ! C'était tracer vingt ans d'avance, — et dans toute son ampleur, — le programme de pénétration civilisatrice que la France s'est efforcée, depuis, de réaliser en Afrique. Mais combien ce langage était incompris de la triste Algérie et même de la France d'alors! C'est le privilège amer des hommes de génie d'être seuls avec leur œuvre, — leur œuvre que l'on calomnie, que l'on entrave par tous les moyens, jusqu'au jour où l'on finit par s'incliner devant sa grandeur et sa bienfaisance. Ce jour-là, ils sont morts, — depuis longtemps peut-être, — et c'est devant un tombeau qu'on vient faire amende honorable à leur mémoire. Lavigerie était assez fort pour ne pas s'embarrasser de la sottise et de l'ingratitude. Il allait droit devant lui, droit à son but : rendre l'Algérie, d'abord, et ensuite donner l'Afrique tout entière à la civilisation latine et occidentale. Lui, nommé le premier archevêque de la Berbérie, il était à l'avant-garde de la civilisation, il occupait un des principaux points de pénétration vers le monde barbare. Derrière lui, il avait la France, vieille nation encore puissante et respectée. Il fallait profiter de tous ces avantages. La Providence elle-même semblait lui indiquer la route. Il ne pouvait pas négliger un tel ordre de service, manquer une telle occasion. La mission de la France, maîtresse de ses destinées, était de civiliser l'Afrique, — et lui, Lavigerie, le premier archevêque catholique d'Alger, il serait le grand champion de cette conquête pacifique.

Vingt ans plus tard, après bien des déboires et des désillusions, il avertissait de leur erreur ceux qui croyaient, avec un optimisme naïf, à la complète somnolence et à la parfaite innocuité de l'Islam, et il s'écriait : « Croyez-en un vieux pilote qui connaît les écueils et les tempêtes de la barbarie !... » Mais, dès son arrivée en Algérie, ce bon pilote n'avait aucune illusion. Il savait toutes les difficultés de sa tâche. Il n'avait, pour cela, qu'à jeter les yeux sur son archidiocèse... Certes, l'Algérie de 1867 était déjà bien différente de celle du temps de la conquête. La France et l'Algérie elle-même l'avaient à peu près oublié. Aujourd'hui, c'est bien pis, nous n'avons aucune idée de ce qu'était cette Afrique de 1830. Pour nous, l'Afrique du Nord est un aimable pays de tourisme, où l'on court les routes en automobile et où l'on se fait photographier

en Arabe de carnaval. Lavigerie, lui, la voyait telle qu'elle était, lorsque les troupes de Charles X plantèrent le drapeau fleurdelysé sur la plage de Sidi-Ferruch, et il s'indignait de l'oubli et de l'ingratitude des jeunes générations : « Algériens des âges futurs, disait-il, dans un beau mouvement d'éloquence, vous qui n'aurez pas connu les souffrances de vos pères et pour lesquels il ne restera de cette histoire que les souvenirs lointains du passé, lorsque vous trouverez dans les sillons de vos campagnes les ossements blanchis de nos soldats, découvrez-vous avec respect, faites une prière pour ces braves dont aucune prière n'a béni la tombe, et dites à vos fils : Voilà ce qu'a fait la France ! Elle a sacrifié pour vous les meilleurs de ses enfants. Ce sont eux qui, pour nous donner une patrie, sont venus ici trouver la mort, non pas la mort soudaine du combat, mais la mort lente et sombre devant laquelle leur jeunesse s'est courbée avec l'héroïsme austère du devoir... »

Ainsi l'archevêque d'Alger était conscient de ce que cette Algérie, déjà si belle, de 1867, avait coûté à la France en or et en argent, en dévouements, en sacrifices et en vertus de toute sorte. Mais cette terre, transformée et régénérée par le doux génie de notre race, ne pouvait pas lui cacher sa face barbare d'autrefois. Lavigerie se souvenait toujours de ce qu'elle fut avant l'arrivée des nôtres : cette Afrique du Nord obstinément fermée à l'Européen, nid de pirates qui désolaient toutes les rives de la Méditerranée, qui en rendaient la navigation si périlleuse. Il se rappelait les bagnes d'Alger, de Bône, de Tunis, de Tripoli, bagnes peuplés d'esclaves chrétiens, de toute nationalité et de toute condition et dont certains se nommaient Cervantès, Vincent de Paul, Regnard, Jean Le Vacher, ce consul de France, qui mourut martyr de sa foi, lié par les Barbaresques devant la gueule d'un canon. Encore une fois, nous n'avons plus idée de tout cela, ni des cruautés ignobles qui faisaient et qui font encore des supplices africains quelque chose d'épouvantable pour l'Occidental.

L'émotion causée en Europe et en France par ces atrocités si fréquentes et par le danger permanent de la mer infestée de Barbaresques, j'en retrouve un écho singulièrement significatif jusque dans l'éloquence trop étudiée d'un orateur sacré du XVII[e] siècle, dans l'oraison funèbre du duc de Beaufort, par Mascaron, « évêque et comte d'Agen ». Mais Mascaron était né

à Marseille, en pays maritime, et, très certainement, il parlait en homme qui sait ce qu'il dit et qui a vu les choses de ses yeux : « *Quand je me souviens, qu'il n'arrivait point de vaisseau dans nos ports, qui ne nous apprît la perte de vingt autres*; quand je songe qu'il n'y avait personne qui ne pleurât ou un parent massacré, ou un ami esclave, ou une famille ruinée; quand je rappelle dans ma mémoire l'insolente hardiesse avec laquelle ces Barbaresques faisaient des descentes presque à la portée de notre canon, où ils enlevaient tout ce que le hasard leur faisait rencontrer de personnes et de butins; que les promenades même sur mer n'étaient pas sûres, qu'on craignait toujours que, de derrière les rochers, il n'en sortît quelque pirate; quand je me représente les cachots horribles d'Alger et de Tunis remplis d'esclaves chrétiens, et de Français plus que d'autres nations... mon imagination me rend ces temps malheureux si présents que je ne puis m'empêcher de m'écrier : *Usque quo, Domine, improperabit inimicus?...* »

Il est bon de peser tous ces termes, de nettoyer ces expressions de leur rouille de style : tous ces mots sont pleins de choses vivantes et douloureuses. Et il est trop certain que, comme le dit Jules Mascaron, évêque-comte d'Agen, cette piraterie était un opprobre révoltant pour toutes les nations chrétiennes. Avec le dernier représentant de la monarchie traditionnelle, la France mit fin à cette honte. Nous devons nous en souvenir toujours, surtout quand une presse imbécile et criminelle s'en va répétant que les expéditions coloniales ne sont que des pirateries capitalistes. Du moins, la France a-t-elle fait tout ce qu'elle pouvait pour que ce fussent, avant tout, des œuvres de justice et de civilisation.

Ce caractère hautement désintéressé de notre conquête frappait vivement Lavigerie, lorsqu'il en étudiait l'histoire. En 1875, il établissait ainsi le bilan de notre effort africain : « Des travaux immenses et magnifiques, des villes, des monuments, des routes, de vastes entreprises, mais, au fond, un pays qui a coûté à la France deux fois plus d'or qu'il n'en aurait fallu, il y a quatre ans, pour payer sa rançon et qui ne peut jusqu'ici se suffire à lui-même; une colonie qui compte moins d'habitants français qu'elle n'a pris de soldats à la France; des terres qui ont donné moins de richesses, malgré leur admirable fécondité, que celles que l'on eût obtenues des

terres de la mère patrie, avec les mêmes efforts... » (Notons que ces critiques ne sont plus justifiées aujourd'hui, mais elles l'étaient en 1875.) Et l'archevêque d'Alger concluait : « Est-ce donc pour cela que nous avons vu la Providence tout conduire comme par la main?.. » Oui! Est-ce pour ce mince résultat pratique que nous avons assumé une besogne pareille? Dans quel dessein? Pourquoi sommes-nous en Algérie? C'est que la France, pensait Lavigerie, a, dans l'Afrique du Nord, et dans toute l'Afrique, une mission providentielle à remplir. Ce grand homme d'action aboutissait à une conception toute mystique de notre œuvre colonisatrice. Dans l'admirable discours, — trop peu connu, — qu'il prononça, dans la cathédrale d'Alger, précisément en cette année 1875, pour l'inauguration du service religieux dans l'armée d'Afrique, il explique ce qu'il faut entendre par cette mission providentielle. Il ne s'agit pas seulement de rendre l'Algérie à la civilisation latine, mais d'en pénétrer tout l'hinterland, depuis les régions sahariennes jusqu'à l'Afrique équatoriale et occidentale. Autrement, c'est l'Islam, notre irréductible ennemi, qui va s'emparer de cet immense continent, où se préparent les armées de l'avenir : nous en avons eu une première preuve en 1914. Or, il ne faut pas que l'Islam puisse mobiliser ces armées contre nous. Sans doute, le nègre ne peut rien par lui-même. Mais, fanatisé par l'esprit conquérant des confréries musulmanes, il peut devenir prochainement un très grand danger. Ce danger n'est pas encore très apparent : il n'en est pas moins vrai que l'Islam continue à petit bruit sa conquête du monde noir. En apparence, rien ne bougera, jusqu'au jour où un nouveau Mahdi, un grand chef, formé aux méthodes de la guerre européenne, jugera l'occasion favorable pour rassembler toute la barbarie noire et la précipiter sur le monde occidental, divisé, affaibli par ses querelles intestines, ses utopies démagogiques et humanitaires, et aussi par les vices de sa civilisation.

L'ancien directeur de l'Œuvre des Écoles d'Orient, l'homme qui a vu les massacres de Damas et la Syrie ravagée, a le pressentiment très net de tout cela. C'est pourquoi il juge que c'est, pour l'Europe civilisée, une nécessité vitale de former un front unique contre l'Islam et d'utiliser tous les points stratégiques, où, d'ores et déjà, son action peut être efficace : en Syrie, en Palestine, en Égypte, dans le Sahara. Il s'agit non

seulement de tracer une zone protectrice, mais d'organiser de véritables armées de pénétration. De là, la fondation de l'ordre religieux des Pères Blancs par l'archevêque d'Alger, — et de là aussi ses campagnes antiesclavagistes : car il est convaincu que détruire l'esclavage africain, c'est frapper l'Islam qui ne peut pas s'en passer.

Mais comment réaliser cette pénétration? Des missionnaires peuvent-ils y suffire? Lavigerie est trop réaliste pour croire à la chimère de la pénétration pacifique réduite à ses seuls moyens. Il sait qu'elle ne peut rien sans l'appui de la force. C'est pourquoi elle doit être précédée ou suivie de très près par la force armée. Voilà une conditiòn essentielle. Mais, une fois que la force a fait son œuvre, c'est au missionnaire de la civilisation à intervenir. Plus que le laïque, le prêtre, qui poursuit une œuvre désintéressée, est qualifié pour cette propagande pacifique. Là où le soldat et l'administrateur échouent, il peut réussir. Il sait l'art d'apprivoiser les âmes : c'est même tout son métier. Alors, qu'on le laisse faire son œuvre : ouvrir doucement les yeux au barbare, lui faire comprendre l'infériorité de son état, lui inspirer le désir d'en sortir, et, pour commencer, lui donner l'exemple de vertus que, seule, la religion peut impunément pratiquer.

Le militaire, l'administrateur ne lui montrent que la face brutale de notre pays. Le Français et l'Européen, en général, ne lui révèlent que les tares ou les vices de la civilisation occidentale. Pour l'Africain, cette civilisation, c'est quelque chose d'affreusement matériel, une question de chemin de fer, d'alcool, d'industrialisme intensif. Notre science et notre littérature laïques ne lui fournissent que des armes ou des arguments contre nous. Le seul homme qui puisse l'aborder avec quelque chance de succès, c'est le prêtre, dont l'âme religieuse est aussi près que possible de la sienne et qui, sans arriver sans doute à déraciner toutes ses haines, peut du moins les adoucir. Et c'est pourquoi Lavigerie n'a confiance que dans l'action civilisatrice et pacifiante du prêtre.

Avant toutes choses, être bon pour le vaincu, aller au-devant de lui avec tout l'amour du Christ. Que le missionnaire africain reprenne la devise de saint Augustin, le grand docteur et le grand apôtre de l'Afrique, qui répondait aux fureurs et aux atrocités des donatistes par ce mot d'ordre : charité! *Charitas*, ce fut la

devise de Lavigerie, celle qui soulignait son blason archiépiscopal.

Et pour que cela fût bien entendu, dès le début, — à savoir qu'il ne voulait employer d'autres armes que la charité, — l'archevêque d'Alger, dès son premier mandement, demandait aux Musulmans de son diocèse la permission de les bénir : « Et vous aussi, leur disait-il, je vous bénis, anciens habitants de l'Algérie, que tant de préjugés séparent encore de nous et qui maudissez peut-être nos victoires. *Je réclame de vous un privilège : celui de vous aimer comme mes fils*, alors même que vous ne me reconnaîtriez pas pour père.... Mais, en attendant cette heure désirée où il n'y aura plus ici qu'un seul peuple, il est deux choses, du moins, que nous ne cesserons de faire et qui ne peuvent ni vous inquiéter, ni vous détourner de nous, c'est de vous aimer et de vous le prouver, si nous le pouvons, en vous faisant du bien ; la seconde, c'est de prier pour vous le Dieu, maître et père de tous les hommes, afin qu'il vous accorde pleinement la lumière, la miséricorde et la paix... »

Voilà qui est généreux et voilà qui est net! Pas d'autre moyen de conquête que la charité! Pas de contrainte, et surtout pas de conversions forcées! Aussi, lorsque des journalistes sectaires ou de bas politiciens l'accusaient de fanatisme, l'archevêque répondait avec indignation : « Je déclare que je considérerais *comme un crime ou comme une folie* de surexciter, par les actes d'un prosélytisme sans sagesse, le fanatisme de nos populations musulmanes : *comme un crime*, parce que j'ajouterais ainsi une difficulté nouvelle à toutes celles dont la France doit triompher en ce moment ; *comme une folie*, parce que, au lieu d'atteindre le but, nous l'éloignerions peut-être à jamais. J'ajoute que les règles que j'ai tracées, à cet égard, aux prêtres de la Tunisie, sont suivies fidèlement. En matière aussi grave, aucun d'eux ne s'exposerait à me désobéir. »

***

Le résultat de cette action à la fois si sage, si énergique et si persévérante, ce fut d'ouvrir à la France d'immenses territoires encore à peu près intacts. Sans doute, il y avait eu, avant lui, des explorateurs du Centre et de l'Occident africains. Mais c'est seulement depuis ses prédications véhémentes et enthousiastes contre les esclavagistes musulmans, que nous avons

tourné vers ces régions une activité qui ne s'est plus démentie. Ses Pères Blancs ont commencé la pénétration du Sahara, et ils ont été, avec les autres missions africaines, les grands auxiliaires de la colonisation française dans toute l'Afrique équatoriale et occidentale. Qu'on songe seulement aux misérables colonies moribondes que nous y possédions avant 1870, et l'on mesurera l'importance de la propagande de Lavigerie. Sans cette grande voix qui n'a cessé de crier vers le Désert et de nous montrer le chemin du monde noir, la France n'aurait pas eu derrière elle, en 1914, toutes les ressources de son empire colonial africain. N'oublions pas enfin qu'il a préparé notre protectorat sur la Tunisie, lequel appelait logiquement notre entrée au Maroc.

Pourquoi, dans ces régions nouvellement conquises, n'avons-nous pas suivi son programme jusqu'au bout? Et par quelle aberration y avons-nous ranimé un fanatisme qui mourait de sa belle mort, en procurant des catéchistes musulmans à des nègres ou à des Berbères qui n'en avaient cure? Ne savons-nous donc pas que tout nouveau converti à l'Islam est un ennemi de la France et de la civilisation occidentale?

Quoi qu'il en soit, Lavigerie aura été, au XIXe siècle, un des grands défenseurs, — sinon le plus grand, — de l'Idée occidentale. Nous n'entrevoyons pas encore la portée entière de son œuvre. Mais, le jour où l'Islam nous menacera plus directement, — et ce jour-là n'est peut-être pas très éloigné, — alors on comprendra quel *voyant* a été cet homme. On se le représentera dans l'attitude que le sculpteur a donnée à sa statue de Biskra, « cette effigie d'évêque conquérant, qui se dresse à la limite des oasis, devant la mer des sables et qui, brandissant la double croix, d'un geste à la fois belliqueux et doux, semble dire à la barbarie : « Tu ne passeras pas ! »

***

Ce voyant, cet homme aux regards tournés vers l'avenir, n'a pas négligé le présent, les réalités immédiates. Il a été, dans toute la force du terme, un réaliste. Il a essayé de comprendre le pays, dont il avait le gouvernement spirituel, et d'en tirer tout le possible pour son plus grand bien. Et c'est ainsi qu'il a fait œuvre de grand Français et de grand Africain.

Qu'il ait travaillé d'abord pour la France, en se donnant de

tout son cœur à son œuvre africaine, personne ne songerait à le contester. Quand il n'aurait fait que préparer l'établissement de notre protectorat tunisien, — ce protectorat, qui aurait pu être conclu plus tôt, si on l'eût écouté, et avec une notable économie d'hommes et d'argent, — il aurait déjà bien mérité de la mère patrie. Mais il a fait beaucoup plus.

Cette Algérie, cette colonie que la France ne savait comment utiliser, il a été un des premiers à la mettre en valeur; il a surtout crié à la Métropole qu'il avait foi dans l'avenir de l'Algérie. Personne n'a dit cela, avec plus de conviction, avec plus d'éloquence entraînante. Ce prédicateur a prêché d'exemple. Il a été un des premiers à planter la vigne, cette vigne qui allait faire la fortune de la colonie. L'archevêque d'Alger s'est improvisé viticulteur. Il a planté la vigne à Maison-Carrée, à Kouba, à La Marsa. Les ceps épiscopaux se sont multipliés au point que l'Algérie est devenue un des grands royaumes du vin. Sans doute, là comme ailleurs, Lavigerie a eu des précurseurs, ne fût-ce que le maréchal Bugeaud, qui a été le grand pionnier de la colonisation agricole en Algérie. Mais, comme on dit, il y a la manière, le geste qui frappe les imaginations et qui déclenche les énergies. Ensuite, toutes les cultures n'étaient pas bonnes pour l'Afrique du Nord : il fallait trouver la vigne. Lavigerie a trouvé la vigne. Il l'a plantée avec éclat et, si j'ose dire, avec lyrisme. L'Algérie actuelle lui doit sa fortune.

Ainsi, dans tous les domaines, il aura ouvert la voie. Cet homme à l'activité dévorante aurait voulu faire plus encore. Quand il arriva de Nancy, il apportait avec lui cette illusion que l'Afrique du Nord était une terre de liberté. C'est même pour cela qu'il avait accepté sans hésitation le siège archiépiscopal d'Alger. Il pouvait y être plus libre qu'en France. Du bateau qui l'amenait, il voyait surgir devant lui de vastes horizons fascinateurs qui sollicitent l'action autant que le rêve... Le désenchantement fut prompt. A peine débarqué, il dut entrer en lutte avec le gouverneur général, le maréchal de Mac Mahon, qui s'opposait à ses efforts de prosélytisme et de propagande charitable dans les milieux indigènes éprouvés par la famine. Quelle déception! S'être expatrié, avoir passé la mer, pour retrouver dans ce pays vierge toutes les entraves administratives et toutes les routines de la Métropole! Dans Alger, la Ville Blanche, où tout semblait poétique comme dans un monde

de féerie, retrouver, avec la triste somnolence d'un chef-lieu d'arrondissement, la sottise du Café du commerce, le sectarisme imbécile et malfaisant d'une petite presse locale, l'inintelligence et l'inertie du fonctionnaire métropolitain!... Quelle calamité lamentable! Un Français, qui se sent toute l'étoffe d'un vrai Français, quitte son pays, parce qu'il y étouffe, parce que cette atmos phère de basse politicaillerie, de luttes mesquines et stérilisantes, est irrespirable pour lui! Oui, c'est une chose terrible : un Français, qui a l'âme saine et vigoureuse, est obligé de s'expatrier, d'émigrer aux colonies, pour donner toute sa mesure, pour être vraiment et complètement un Français. Et voilà que, dans ces pays où il croit être libre d'agir, il trouve embusqué le même monsieur Homais, qui espionne son action, il se heurte au même monsieur le Député et au même monsieur Lebureau, qui essaient d'empêcher ou de saboter son œuvre!

Pourtant, malgré toutes ces restrictions inattendues, l'Afrique du Nord était tout de même, pour Lavigerie, comme elle l'est encore pour n'importe quel Français, un pays de plus grande liberté que la France. Et c'est pourquoi Lavigerie l'aimait tant. Il l'aimait d'avance comme le lieu prédestiné où son action prendrait toute son ampleur. Mais comment agir en ce pays neuf? L'archevêque allait-il se lancer au hasard, multiplier les essais, les tentatives infructueuses, sans s'être demandé au préalable si le milieu, si l'âme africaine s'y prêtait. Pour faire œuvre durable, œuvre à la fois française et africaine, la première condition était de bien connaître l'Afrique. Lavigerie s'y appliqua dès le début. Et c'est une chose à peu près inouïe dans l'histoire de notre colonie.

La plupart des chefs et des administrateurs qui sont passés par l'Algérie, — civils ou militaires, — ignoraient tout du pays. Je l'ai déjà dit ailleurs, mais je ne saurais trop y insister : l'ignorance française des choses africaines stupéfiera et scandalisera l'avenir. Lavigerie, lui, savait. Il sut tout de suite. Cet ancien professeur d'histoire connaissait aussi bien le passé que le présent de la colonie, et c'est sur cette connaissance qu'il a réglé son action. Les autres ont marché à l'aventure, ils ont entassé sottise sur sottise. L'archevêque d'Alger, au contraire, a montré dans ses fonctions d'administrateur, dans son rôle d'organisateur et d'apôtre, une sagesse et une clairvoyance qui

font de lui un modèle pour tous nos gouvernants présents et futurs.

Là encore, il a eu des précurseurs, qu'il serait injuste de passer sous silence, — ne fût-ce que ses prédécesseurs mêmes sur le siège d'Alger, Mgr Pavy et Mgr Dupuch. Mais, encore une fois, il y a la manière. Il y a la vive lumière et l'impétuosité du génie qui s'empare d'une vérité obscure, ou ternie, et qui la fait resplendir. D'abord, Lavigerie, en s'inspirant de la connaissance du passé, critique fort justement tout le mal qui a été fait à l'Algérie par l'ignorance française, qu'il s'agisse des ministres de Louis-Philippe, ou de ceux de Napoléon III. Pour lui, notre faute initiale, ç'a été de ne pas nous présenter aux indigènes comme des libérateurs, libérateurs de la tyrannie turque d'abord, puis de la tyrannie arabe et enfin de celle de l'Islam. Au lieu de *ré-islamiser* l'Afrique du Nord, lui rapprendre son histoire, insister sur ce fait que l'Algérie fut un pays latin et chrétien, qu'elle l'est restée beaucoup plus qu'elle ne le croit, qu'en entrant dans ce pays nous sommes rentrés dans un domaine perdu de la latinité; enfin, en tenant compte de susceptibilités parfaitement légitimes, rappeler sans cesse aux Africains nos traditions communes, leur montrer ce qui nous rapproche et non ce qui nous divise... Aujourd'hui encore, l'administration française est bien loin de ce programme. Elle continue trop souvent à tourner le dos au bon sens, comme à la tradition historique, en s'évertuant à faire des Algériens des panislamistes fanatiques et antifrançais.

Un des grands mérites, — le plus grand peut-être, — de Lavigerie archevêque d'Alger, c'est que, dès son arrivée, il eut la claire vision de tout cela. Il a exprimé ces idées dans une foule d'écrits, de discours et de sermons. Il n'est nullement un écrivain, encore moins un styliste. Peu lui importe la forme qui, chez lui, est parfois conventionnelle, mais l'ardeur de sa conviction, la lumière qu'il projette sur toute une lointaine histoire, sa très réelle éloquence et enfin son lyrisme de voyant et d'inspiré finissent par triompher de tout un fatras de rhétorique dont il lui arrive de s'empêtrer. Cet homme d'action était une tête à idées. Ces idées, il les a développées non seulement dans ses mandements, dans ses brochures, dans la presse, mais il les a commentées en chaire, dans sa cathédrale d'Alger, devant des maréchaux de France, des généraux, des gouver-

neurs, des fonctionnaires, et tout cela semble avoir glissé sur eux. Journalistes, professeurs, administrateurs, personne ne semble l'avoir compris. Toutes ces idées si fécondes, c'était matière à sermon, c'était du cléricalisme. On n'essayait même pas de comprendre. On haussait les épaules, et l'on faisait le silence.

Je me rappelle, non sans remords, cette honteuse incompréhension. Quand j'arrivai à Alger, en 1891, le cardinal vivait encore. Je tombai dans un milieu de fonctionnaires quelque peu déprimés par le climat et en proie aux plus mornes préjugés. On n'y parlait de Lavigerie que pour se moquer de lui, ou pour le traiter d'homme dangereux. Il semble, au moins, que des universitaires, des intellectuels, auraient pu s'intéresser à ses idées, ne fût-ce que pour les discuter ou les contredire. Personne n'en parlait. Moi-même, qui avais pourtant une très haute idée de son effort, j'ignorais tout de sa pensée. Je me demande même si son clergé la comprenait. En tout cas, cette pensée dormait, en ce temps-là. Elle ne disait rien à l'imagination, ni à l'intelligence de la foule. Maintenant encore, elle git ensevelie dans deux gros volumes, publiés, en 1884, par le cardinal lui-même et qui s'intitulent : *Œuvres choisies de son Éminence le cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger*. Ces volumes n'ont eu aucun succès. Tout récemment, j'ai pu obtenir de la munificence de l'éditeur les deux derniers, je crois, qui restaient d'un tirage fort restreint. Il fallut les chercher longtemps dans la poussière de la réserve, et, quand enfin on me les mit dans les mains, je constatai qu'ils n'avaient même pas de couverture...

Ces pauvres livres oubliés, je les dévorai avidement. Et quelle ne fut pas ma stupeur! J'y découvrais, presque à chaque page, ma propre pensée, mes propres théories africaines. Lavigerie les avait formulées longtemps avant moi, sans que j'en fusse le moins du monde averti. Nos réflexions et nos conclusions avaient suivi une marche parallèle. Je n'avais fait que préciser et développer les idées de l'archevêque, en utilisant les découvertes d'une science qui, à cette époque-là, n'en était encore qu'à ses débuts.

Et c'est ainsi, — par sa connaissance profonde du passé, comme du présent de l'Afrique, — que ce métropolitain de Carthage a pu donner à ses actes, comme à sa parole, une

autorité si grande, si exemplaire, en même temps qu'il est devenu, dans l'histoire de l'Afrique, une physionomie si haute et si originale. Aux yeux du monde entier, il a réellement incarné l'Afrique nouvelle, l'Afrique française. Avec son noble souci de « faire du bien » aux vaincus, de répandre, chez eux, les lumières, de les élever et de les civiliser, il a donné à notre conquête une figure plus humaine, plus généreuse. Et, avec ses allures de patriarche, de conducteur de peuples, de véritable souverain, il a, pendant toute sa vie, donné plus grand air à notre domination. Il l'a véritablement drapée dans sa pourpre de prince de l'Église : de sorte que personne n'aura représenté l'Afrique française comme ce cardinal. Personne n'en a eu une idée à la fois plus haute, plus précise et plus complète. Il l'a portée vraiment dans son cœur et sa tête, tout entière, depuis ses origines. Il a été la conscience totale et spendide de l'Afrique régénérée.

Comment s'étonner, après cela, qu'il l'ait tant aimée? Elle était, en grande partie, sa création. En tout cas, l'Afrique chrétienne lui doit sa renaissance, la résurrection de ses églises, de ses œuvres et de sa hiérarchie. Pour tout le reste, elle a dû beaucoup à son initiative, à la foi indestructible qu'il avait dans son avenir et qu'il ne manquait pas une occasion de proclamer dans ses discours. Dans cette œuvre française incomparable qu'est l'Algérie contemporaine, Lavigerie a la première part. La métropole ingrate ne se rend pas encore suffisamment compte ni de ce qu'a été sa collaboration, ni de la grandeur de l'œuvre accomplie. Il faut pourtant le crier bien haut, parce que c'est vrai et que c'est une chose des plus honorables pour notre pays : depuis Louis XIV et depuis Napoléon, nous n'avons rien fait de plus grand que l'Algérie. En 1914, nous avons sauvé notre vie, nous avons récupéré finalement des provinces perdues. Mais, en Algérie, nous avons *créé*, — nous avons fait à notre image un pays tout entier. Créer! D'Annunzio disait que ce mot seul a des splendeurs d'aurore. Nul comme Lavigerie n'aura connu la joie de cet acte suprême, — l'acte par excellence...

***

Il a créé dans tous les genres. C'est l'homme complet, à l'activité multiforme et sans cesse trépidante. Ses coopé-

rateurs eux-mêmes avaient grand peine à le suivre. Je me souviens encore du premier mandement, écrit, au lendemain de sa mort, par son successeur immédiat, Mgr Dusserre : c'était un profond soupir de soulagement. Enfin! on allait pouvoir se reposer. Ce terrible patron avait surmené son équipe de travailleurs. Il leur avait fait faire du cent à l'heure. Et, dans son ardeur de conquête, il avait un peu trop sacrifié le diocèse d'Alger à la chrétienté et au monde entier... Telle était la signification secrète de cet honnête mandement, inspiré par le bon sens le plus désireux de se rasseoir.

Je doute, en effet, que, depuis la Renaissance, on ait vu, dans notre Europe, un type d'humanité plus riche et plus divers que ce cardinal. Ceux mêmes qui ont vécu dans sa familiarité et que j'ai pu interroger par la suite n'en avaient qu'une idée confuse. Ils ne voyaient qu'un côté de son caractère, — quelquefois même les plus petits côtés. Si, d'autre part, on considère le fameux portrait de Bonnat, qui est, aujourd'hui, au Musée du Luxembourg, on ne mesure pas davantage l'étendue et la variété des dons qu'avait reçus Lavigerie... Arrêtons-nous, un instant, devant cette toile historique, qui représente le cardinal assis, dans toute la massivité de sa force et l'opulence du manteau rouge, les yeux mi-clos, la barbe orientale étalée sur la poitrine. Certes, on voit bien les intentions du peintre. On devine, en ce prêtre, l'homme de ruse, le diplomate, l'homme d'affaires quelque peu levantin, celui que ses ennemis de Rome appelaient « le mercanti », — et l'on démêle bien aussi, tout au fond de ces yeux mi-clos, une expression de réelle bonhomie, une bonhomie un peu rude, qui n'avait pas grand chose à faire pour se transformer en bonté, en charité, et même en tendresse. Enfin, malgré le faste de la pourpre romaine, on sent bien également, en cet archevêque, la volonté d'humilité et aussi de pauvreté. Le décor qui l'entoure est réduit à sa plus simple expression : une pile de livres, une croix se détachant sur le cuir fruste d'un vieux paravent. Et ce n'était pas vaine simagrée. Cet homme qui, dans sa vie, avait brassé tant d'argent, ne laissa, à sa mort, que ses vêtements et un petit crucifix d'ivoire.

Une telle effigie, quelle qu'en soit le mérite, ne l'exprime donc qu'imparfaitement. Pour le connaître tout entier, il faut non seulement lire le récit de sa vie, telle que Georges Goyau

vient de nous la résumer, en un émouvant tableau d'histoire, mais le lire lui-même dans les nombreux écrits qu'il nous a laissés. Le cardinal Lavigerie a écrit beaucoup plus qu'on ne pense, et sans doute avec un certain plaisir d'intellectuel et de professeur. Il semble que Bonnat, dans le portrait du Luxembourg, ait voulu indiquer ce trait de caractère, en lui mettant, au bout des doigts, une plume qui a l'air impatiente de courir sur le papier. Alors, à feuilleter toutes ces pages, encore chaudes de vie et de passion, on découvre peu à peu l'homme prodigieux qu'il a été : l'éducateur, l'organisateur d'œuvres sociales, le bâtisseur d'écoles, de séminaires, d'hôpitaux, d'églises, le colon, le viticulteur, le manieur d'hommes, le conquérant et l'apôtre, l'historien, l'archéologue, qui a le sens des grands spectacles et de la continuité de l'histoire, l'orateur, qui se mouvait naturellement dans le grand, qui touchait d'un bond au sublime, qui savait émouvoir les foules et frapper les regards...

De tous ces hommes divers, c'est seulement l'historien lyrique et imaginatif, et enfin l'homme de représentation, que je voudrais considérer ici.

***

Lavigerie conçoit l'histoire comme une chose vivante, et, de même que les meilleurs esprits de l'âge classique, de même que Louis XIV dans ses instructions à son fils, — il la conçoit *comme un enseignement*. Oui, sans doute, qu'elle soit une science exacte, dans la mesure où elle peut l'être, — qu'elle repose sur les données les plus positives, contrôlées par les méthodes les plus rigoureuses. Mais il faut qu'elle serve à quelque chose, ne fût-ce qu'à la délectation de notre esprit et de nos yeux. Autrement, cette capitalisation improductive du passé est le plus vain des passe-temps. L'histoire doit nous dicter notre action. Non seulement elle la règle, mais elle peut aussi la justifier. Nous ne sommes pas des isolés : nous continuons une action qui a ses racines dans le plus lointain passé. C'est ainsi que l'action française, en Afrique, n'est que la continuation de l'action latine, initiée par Rome, voilà vingt siècles. L'histoire légitime notre conquête. Nous reprenons une œuvre interrompue, nous sommes les héritiers d'un splendide passé.

Et c'est ainsi que Lavigerie, dès les débuts de son épiscopat algérien, s'est efforcé de rappeler et de faire revivre ce passé. Il s'efface derrière ses antiques prédécesseurs : c'est Cyprien, c'est Augustin, c'est Optat, tous les fils de la vieille Afrique chrétienne, qui marchent devant lui et qui lui fraient le chemin. Continuer l'œuvre de ces ancêtres spirituels, il n'a pas d'autre but. Pour le mieux marquer, il matérialise, en quelque sorte, aux yeux son rêve de résurrection. Dès qu'il le peut, il renoue la tradition des conciles africains. Au lendemain de l'insurrection de Kabylie, il réunit à Alger, en un concile provincial, les évêques d'Oran, de Constantine, de Sébaste, l'abbé de la Trappe d'Aiguebelle, celui de la Trappe de Staouëli, vingt-sept délégués des chapitres des communautés et du clergé paroissial de l'Algérie. Quel merveilleux spectacle, — cette rentrée dans la vie d'une vieille Église que l'on croyait morte à tout jamais! L'archevêque, dans la péroraison du discours qu'il prononça pour la clôture du Concile, ne peut maîtriser sa joie : « Puissent nos efforts, dit-il, ressusciter plus pleinement chaque jour la vie chrétienne sur ces ruines sacrées! Puissent le sang des martyrs, les vertus de tant de saints féconder encore une fois ce sol qu'ils ont illustré! Puisse s'accomplir sous nos yeux, pour la moisson des âmes, le spectacle que nous donne, pour celle du laboureur, cette terre à laquelle le repos et les débris des siècles semblent avoir assuré une fécondité sans fin!... »

Quelques années plus tard, il relève le siège métropolitain de Carthage. Et là, devant le grand paysage historique du golfe et des montagnes, sur l'emplacement de la ville de Scipion et d'Hamilcar, celui qui s'intitulait déjà « le premier archevêque et le premier métropolitain de toute l'Afrique », prononçait ces éloquentes paroles en s'adressant à l'envoyé du Pape, qui venait de lui remettre la barrette cardinalice : « Vous direz à Léon XIII, que, sous son grand pontificat, vous avez vu le signe de la Rédemption couronner cette antique Acropole, comme un signe de résurrection et d'espérance. Vous lui direz que, grâce à la France, un temple, une maison de prière, consacrés à la mémoire du plus pieux de nos rois, s'élèvent sur les débris des superstitions anciennes. Vous lui direz, enfin, que vous y avez vu, autour de leur pasteur, des chrétiens appartenant à toutes les nations de la vieille Europe, à son Italie,

à la France, à Malte, à l'Espagne, à la Sicile, et qu'en son nom, je prêche à tous la charité, l'union et la paix... »

Et, d'un geste superbe, il groupait, autour de cette colline de Byrsa, comme pour faire cortège au nouveau patrice de Rome, tous les héros de l'histoire africaine.

*
* *

Ces grandes images de l'histoire, — ces images exaltantes et fécondes, — que son imagination lyrique se plaisait à évoquer, il savait les créer à son tour, quand il le jugeait opportun.

Montesquieu a dit quelque part, que, plus que tout autre, « le peuple romain s'émouvait par les spectacles. » Lavigerie connaissait à merveille cette sensibilité spéciale des foules latines. Il excellait à les émouvoir par des figurations et des décors, que l'Afrique éclatante et lumineuse, l'Afrique drapée de blanc, comme aux temps antiques, lui offrait avec prodigalité, et il savait aussi entraîner les multitudes par la fougue et la beauté de son geste. Cet homme, si simple dans son costume comme dans toutes les habitudes de sa vie privée, devenait fastueux, quand il le croyait nécessaire pour son œuvre. Il y avait, en lui, à la fois du pontife romain et du cheik musulman. Pour les Arabes, il était le « grand marabout chrétien ». Il apparaissait comme un chef religieux et comme un souverain. Ses bénédictions solennelles du haut des degrés de sa cathédrale, ont laissé un éblouissement dans les mémoires algériennes. Des témoins me racontent que nul ne savait, comme lui, profiter de l'éclairage propice, saisir le rayon de soleil qui frappait sa mitre ou sa crosse, pour se montrer, comme dans une gloire, à ce peuple avide de tout ce qui brille. Ses entrées à Rome, dans la cour du Vatican, sont restées fameuses. Escorté de ses esclaves noirs et de ses prêtres guerriers, c'était un Roi mage venant déposer aux pieds du Vicaire du Christ les prémices de ses conquêtes, portant, lui aussi, l'encens et la myrrhe, — tous les parfums de la louange, avec les présents qui dissipent les desseins contraires et qui réjouissent les cœurs. Bien des Parisiens se souviennent encore de ses sermons à Saint-Sulpice, lorsqu'il surgissait en chaire, tout resplendissant de pourpre, comme la figure triomphale d'un monument, dont ses missionnaires, échelonnés sur les marches immobiles dans la blan-

cheur de leurs burnous, eussent été les vivantes cariatides...

Mais l'histoire, qu'il aimait tant, l'histoire, si l'on peut dire, reconnaissante, lui a ménagé plus d'une fois, sans qu'il les ait cherchées, des rencontres qui font tableau et qui illustrent sa vie des plus saisissantes images. La plus belle peut-être, c'est sa rencontre avec Abd-el-Kader, à Damas, au lendemain des massacres de Syrie. L'émir, se souvenant avec gratitude de la façon généreuse, dont il avait été traité pendant sa captivité au château d'Amboise, aurait, paraît-il, sauvé la vie à un certain nombre de Chrétiens, en les protégeant contre les Druses et les soldats turcs. L'abbé Lavigerie, envoyé pour secourir ces misérables, crut devoir, au nom de l'Église et de la France, aller remercier Abd-el-Kader.

En quoi consista, au juste, l'intervention de l'émir? Il est assez difficile de le préciser. Une telle générosité de la part d'un Musulman fanatique, paraît, d'abord, assez douteuse. Cependant, tous les témoignages concordent pour nous le représenter comme une âme noble et surtout profondément religieuse, très capable, en tout cas, d'un mouvement chevaleresque. Un des nôtres, Léon Roches, qui a vécu dans son intimité, nous dit de lui : « Quand il prie, c'est un ascète. Quand il commande, c'est un souverain... La conversation tombe-t-elle sur les infidèles que sa religion lui ordonne de haïr? C'est un de nos féroces capitaines du temps des croisades ou des guerres du XVI[e] siècle. »

Une nuit, le même auteur a pu assister à la scène mystérieuse que voici, dans la propre tente de l'émir, vaguement éclairée par la lueur d'une lampe arabe, — scène qu'il faut citer tout au long, parce qu'elle explique l'espèce de fascination qu'Abd-el-Kader exerça sur Lavigerie : « Il était debout, écrit Léon Roches, à trois pas de moi. Il me croyait endormi. Ses deux bras, dressés à la hauteur de sa tête, relevaient de chaque côté son burnous et son haïck, d'un blanc laiteux, qui retombaient en plis superbes. Ses beaux yeux bleus, bordés de cils noirs, étaient relevés, ses lèvres légèrement entr'ouvertes semblaient encore réciter une prière et pourtant elles étaient immobiles : il était arrivé à un état extatique. Ses aspirations vers le ciel étaient telles qu'il semblait ne plus toucher à la terre... Admis quelquefois à l'honneur de coucher dans la tente d'Abd-el-Kader, je l'avais vu souvent en prières et j'avais été frappé de

ses élans mystiques. Mais, cette nuit, il me représentait l'image la plus saisissante de la foi : c'est ainsi que devaient prier les grands saints du christianisme... »

On ne s'étonne plus, après cela, de ce que Lavigerie lui-même a écrit, dans son journal, sur sa rencontre avec Abd-el-Kader :

« Je n'oublierai pas aisément, dit-il, l'entrevue que j'eus alors avec l'émir. Sa figure calme, douce et modeste, sa parole grave, l'esprit de justice et de fermeté, qui paraissait dans ses discours, répondaient à l'idée que, d'avance, je m'étais faite de lui... Je l'écoutais avec admiration et avec bonheur, parler, lui Musulman, un langage que le christianisme n'eût pas désavoué. Lorsque je me levai pour sortir, il s'avança vers moi et me tendit la main. Je me souvins que c'était la main qui avait protégé contre la mort nos frères malheureux, et je voulus la porter à mes lèvres, en signe de reconnaissance et de respect. Mais il ne le voulut pas souffrir de moi, quoiqu'il acceptât cet hommage de tous les autres, *parce qu'il voyait en ma personne un ministre de Dieu*... »

Est-il, dans toute l'histoire, plus belle scène que celle-là? Lavigerie baisant la main d'Abd-el-Kader ! l'Islam et le christianisme s'affrontant, se rendant mutuellement hommage en la personne de ces deux apôtres, qui reconnaissaient en eux les mêmes âmes de pontifes et de croyants, et, par-dessus tout cela, comme disait Victor Hugo, « l'ombre immense de Dieu » planant sur cette émouvante rencontre...

Ainsi, l'on peut dire de la vie apostolique du cardinal Lavigerie, qu'elle a été, d'un bout à l'autre, un magnifique spectacle. Ses funérailles elles-mêmes furent un spectacle inoubliable, un spectacle grandiose, et, en même temps, de la plus évangélique simplicité. Sans doute, le cortège officiel était d'une mesquinerie désolante. Mais il y eut, dans cette cérémonie un peu froide, un peu quelconque, une minute de poignante émotion et d'incomparable splendeur : ce fut quand on vit se détacher du rivage le canot chargé du cercueil, qu'on transportait, pour le conduire à Carthage, sur un navire de guerre amarré à l'entrée du port d'Alger. Au milieu de l'embarcation, le catafalque disparaissait sous un amas de palmes et de couronnes. A l'arrière, uniques passagers, des évêques en prières étaient assis, dont on ne distinguait que les mitres blanches. A la proue, un clerc, tête

nue dans le vent, tenait la double croix archiépiscopale. Et, au milieu du désert des eaux, tout seul, sans autre pilote, semblait-il, que la Croix, le canot s'avançait lentement, comme une barque miraculeuse, vers on ne savait quelles plages d'éternité....

Évidemment tout cela serait parfaitement vain, tout cela ne serait que représentation dérisoire, si, derrière ces pompes et cette figuration, il n'y avait le sentiment religieux, le sentiment surtout du néant de l'homme, qui obséda toujours Lavigerie (son épitaphe en fait foi), s'il n'y avait surtout, derrière cette figuration éblouissante, une vie et une œuvre hors de pair. Quand il n'a pas pu agir, Lavigerie a été, du moins, un précurseur, un initiateur et un voyant. Pour se révéler et se manifester tout entier, ce conquérant de taille épique aurait dû vivre en des siècles de liberté. Alors, il eût donné toute sa mesure. Il eût pris sa place entre un Ximenès et un Richelieu. Tel qu'il est, il reste un des plus grands héros de notre pays, un de ceux qui font le plus d'honneur, non seulement à la France du dernier siècle, mais à la France de tous les temps.

LOUIS BERTRAND.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES [1]

XIII

G. LENOTRE

M. Lenotre revient des Archives. Il traverse la vieille librairie où il a coutume de s'arrêter et dont ses ouvrages occupent les casiers qui sont toujours les plus dégarnis vers le soir. Un solide bourgeois bien en chair avec quelque chose d'un officier à qui sa retraite aurait donné de l'embonpoint. Il entre dans le bureau de son éditeur et tout le bureau s'illumine de sa présence. La bonne humeur, l'esprit du terroir français, les souvenirs de quarante ans de Paris, les histoires mystérieuses, et l'Histoire sont entrés avec lui.

La première impression qu'on reçoit de ce vieil homme étonnamment jeune est une impression de bonté. On se dit : « Quel brave homme ! » Il sourit, et on se dit : « Comme il est fin ! » On regarde ses yeux, ses petits yeux embusqués sous les rides, qui passent si rapidement de la gaîté la plus vive et la plus brillante, et quelquefois la plus malicieuse, à la gravité la plus aiguë ; et l'on se sent devant un observateur qui pourrait être redoutable, si toute sa physionomie ne vous promettait en définitive une indulgente compréhension.

Il s'est assis et il n'a pas allumé sa cigarette que déjà les choses ordinaires de la vie ont pris un intérêt extraordinaire : un mariage dans son quartier, un changement de bonnes, un autobus manqué, un parapluie perdu. Je n'entendrai jamais

(1) Voyez la *Revue*, 15 janvier 1920. — 1er juillet 1925.

parler de parapluies perdus sans songer à cette maxime de son vieil ami Hébrard, qu'il nous répétait un soir : « Le parapluie n'aime pas son maître. » Les parapluies d'Hébrard s'ingéniaient à en confirmer la justesse. Figurez-vous qu'un jour le directeur du *Temps* partit pour Avesnes où Lenotre avait sa maison de campagne et l'attendait. Ce jour-là, il en avait acheté un plus beau que d'habitude. Monté dans le wagon, il l'avait posé délicatement sur la banquette en face de lui. Arrivé à destination, il sort brusquement de son rêve; il se lève, et ses yeux tombent sur ce parapluie tout neuf dans sa gaîne luisante. Il pense aussitôt à l'infidélité si souvent constatée chez ses pareils; il le prend et le remet au chef du train en lui disant : « Voici un parapluie qu'un voyageur a oublié. » M. Lenotre ne rencontre que des gens curieux ou des gens qui lui en rappellent de plus curieux encore. Cela ne m'étonne pas quand il s'agit, — pour ne parler que des morts, — d'Hébrard, de Sardou, d'Alexandre Dumas fils ou de l'impératrice Eugénie. Mais tous ceux qui l'approchent lui découvrent, je ne sais comment, leur petit fond d'originalité. Il retient leur accent, leurs gestes, leurs tics, le détail qui fait qu'on les reconnaîtrait entre mille.

Des hommes d'aujourd'hui ou d'hier il passe aux hommes d'autrefois et à ceux qui ne sont plus que des noms enfouis sous la poussière des archives. Et il ne nous semble pas que nous ayons quitté le monde des vivants. Il nous entretient des Montagnards, des Girondins, des Vendéens, des Chouans, non en historien, mais en contemporain et en contemporain qui a été leur familier. C'est avec eux qu'il a vécu tout son après-midi; c'est avec eux qu'il passera toute sa soirée. Il les connaît; cependant il voudrait les mieux connaître; et de temps en temps son regard vous interroge comme si vous les aviez connus, vous aussi, et si vous pouviez répondre à la question qu'il se pose. Car il a au plus haut point le sentiment de ce qu'il y a d'impénétrable dans les êtres; et même, quand il sait d'eux tout ce qu'on peut savoir, il estime qu'il sait encore peu de chose. L'énigme de la personnalité humaine le passionne, et toutes les énigmes, et les crimes qui sont les plus troublantes de toutes. C'est pour cela qu'il aime tant la Révolution et la *Gazette des tribunaux*. La mémoire de cet homme excellent est une prodigieuse galerie de criminels. Il en prend un, puis un autre; et aucun humour ne vaut le mélange de bonhomie, d'inquiétude,

d'étonnement moral et de résignation philosophique, avec lequel il les propose et les soumet à vos réflexions.

Les heures s'envolent; le moment est venu pour lui de regagner son logis. Mais ce n'est pas à travers le Paris d'aujourd'hui qu'il s'acheminera vers la rue Vaneau; c'est à travers le Paris de la Révolution. Il suivra peut-être les rues que vous suivriez; mais il y verra ce que vous n'y verriez pas : des maisons qui n'existent plus, — celle de Danton par exemple à la place même de sa statue, — et aux fenêtres des maisons qui subsistent encore des têtes jeunes et vivantes, telles qu'elles étaient avant de rouler au pied de l'échafaud. Sa maison à lui est moins tragique, mais dans son genre tout aussi fabuleuse. Il y habite le même appartement depuis cinquante ans; et il en est un jeune locataire, si l'on songe que les personnes qu'il a au-dessus de lui occupent leur logement depuis 1848 et que celle qu'il a au-dessous occupe le sien depuis cinquante-deux ans.

Il monte paisiblement ses cinq étages, les poches bourrées de notes qui grossiront ses dossiers et la mémoire toute pétillante de petites nouvelles et d'impressions qui feront la joie de sa famille. Il ne va plus jamais dans le monde où pourtant il a eu tant de succès. Il réserve aux siens la fête de son esprit. Et après son dîner il entre dans son musée. Son salon et son cabinet de travail ne sont en effet qu'un musée révolutionnaire. Vous y trouvez, entre autres précieuses reliques, la table à manger du Temple; la clef du cachot de Mme Roland; un petit couteau du Dauphin; le réveil-matin de Cléry, qui sonna à cinq heures le jour de l'exécution du Roi; un cordon de sonnette qu'agita plus d'une fois la main de Marie-Antoinette; un roman qu'elle avait demandé dans sa prison, le dernier qu'elle lut peut être : *Évelina ou l'Entrée d'une jeune personne dans le monde, par Miss Burney, traduit de l'anglais, Genève, chez Paul Barde, MDCCLXXXIV*. Plus loin, voici un sabre qui avait été enterré au manoir de Cadoudal, et des piques de quatre-vingt-treize qui ont un air de trophées farouches apportés de chez les sauvages. Les autographes ne manquent pas. J'en ai noté un de Santerre : *Le 19 juillet 1793. Livré une tonne de 60 pots de bierre rouge. État de livraison de bierre faite aux représentants du peuple.* Que dites-vous de cette livraison de *bierre rouge* signée Santerre?

Ses dossiers, ses archives, amassées au cours d'un demi-siècle,

tapissent tout un mur de son cabinet de travail. Il s'est mis à sa table. Il est pris, entraîné, absorbé par ses Conventionnels, ses Chouans, ses traîtres, ses espions, ses aventuriers, tout le délire contagieux qui s'empara de Paris et de la France. Vers une ou deux heures du matin, sa tâche est finie. Il prend alors un des derniers romans parus. Il s'évade de la réalité sanglante. Il ne déteste pas l'idylle. Et rien ne lui est plus agréable que de lire, avant de s'endormir, un aimable récit qui ouvre sur l'humanité une autre fenêtre que la lunette de la guillotine.

Jadis Sardou avait fait suspendre à sa porte une pancarte ainsi conçue : *J'ai dû condamner ma porte. Aucun visiteur n'est plus admis. On est prié de m'écrire. Victorien Sardou.* M. Lenotre n'a pas mis la pancarte ; mais j'avertis ses admirateurs et les jeunes historiens qui le considèrent comme un maître, un conseiller et un guide, qu'il faut la tenir pour existante. Il est l'invisibilité en personne, le matin parce qu'il se repose, le reste du jour parce qu'il travaille. *On est prié de lui écrire.* Seulement cet homme, le plus obligeant du monde, vous répond toujours de venir.

***

Pas de vie plus égale, plus unie que la sienne. Il s'appelle de son nom patronymique Gosselin; mais il était parfaitement en droit de donner une seconde illustration au nom de Lenotre, car sa bisaïeule paternelle descendait du célèbre intendant des jardins de Louis XIV. Normand par son père, lorrain par sa mère, il est né le 7 octobre 1855 à Pépinville entre Metz et Thionville dans un château que son grand père avait acheté pour le sauver de la destruction et où l'on comptait cinquante-deux chambres. (Nos pères ne connaissaient pas leur bonheur.) Il a parmi ses ancêtres des officiers, des propriétaires terriens, des fonctionnaires. Son grand père paternel était un colonel du Génie; son père fut chef du personnel au ministère des Finances. Il sort de cette bourgeoisie profondément enracinée dans sa terre et dans ses traditions, de ces gens de la vieille France dont il a, dans un livre délicieux, célébré les vertus, les bonnes manières, la délicatesse et la politesse du cœur.

L'enfant fit ses classes, jusqu'à quinze ans, au collège des Jésuites de Metz, comme le maréchal Foch, le général de Maud'huy et M. François de Curel. Les études y étaient excel-

lentes. Les Jésuites soupçonnèrent-ils, avant même qu'il en eût pris conscience, sa vocation d'historien ? En tout cas, il eut chez eux un premier prix de narration française sur ce sujet : *Louis XVII séparé de sa mère*. De fait, l'histoire l'attirait déjà, l'histoire racontée par ceux qui l'avaient vue ou vécue. Ses deux grand mères avaient commencé à le familiariser avec les Révolutions en l'entretenant des souvenirs qu'elles avaient gardés de 1830 et de 1848. Elles étaient toutes deux très bonapartistes. Mme Gosselin, ancienne élève d'Écouen, avait orné son alcôve des portraits de Mme Campan et du grand chancelier de la Légion d'honneur, Lacépède. Mme Bertrand, fille d'une bonne maison bourgeoise de Metz, et qui était la piété même, rendait grâce à Napoléon III d'avoir sauvé la France de la république. En 1870, le jeune Lenotre allait entrer en seconde. Sa famille émigra à Nancy, et on l'envoya au collège de la Malgrange, tenu par des prêtres séculiers dans un ancien château du roi Stanislas. Il y eut pour petit camarade Maurice Barrès. On y donnait des comédies comme chez les Jésuites; et il se rappelle encore, à la représentation d'un *Pierre le Grand à Saardam*, l'émerveillement de ce petit nouveau qui assistait pour la première fois à une pièce de théâtre. Mais M. Gosselin fut nommé au ministère des Finances, et son fils devint un Parisien. Il passa son examen, entra dans la même administration que le père, y resta jusqu'à sa retraite et en retira une admirable expérience des bureaux qui le servit plus d'une fois dans ses études historiques et qu'il devait formuler en aphorismes comme celui-ci : « Une règle absolue de tout bon gouvernement est que l'Administration ne peut pas se tromper. »

Mais il avait rêvé d'être peintre : il l'était; il l'a toujours été. Encore aujourd'hui, il partage toutes ses vacances entre la pêche à la ligne et l'aquarelle, et ses cartons de peintre sont presque aussi volumineux que ses dossiers. En même temps, il sentait s'éveiller en lui l'ambition d'écrire. Chaque année il faisait avec un ami un long voyage à pied, et l'année suivante ils reprenaient leur route où ils l'avaient interrompue. Une année, ils allaient jusqu'à Lubeck ; l'autre année, jusqu'à Copenhague. Il en résulta un petit roman, *l'Astre rouge*, qui parut à la librairie Didot. En 1883, Dentu, alors installé dans la Galerie d'Orléans, lui prit une *Histoire anecdotique des Salons de peinture de 1673 à nos jours*. Mais, son livre paru, il ne

remit jamais les pieds chez son éditeur, tant il avait peur de lui avoir fait perdre de l'argent. Ainsi ses deux premiers ouvrages furent une histoire anecdotique et un roman.

Il lisait beaucoup, surtout des voyages comme *le Rhin* de Hugo, des Mémoires et des romans historiques. Il adorait Dumas, et il avait bien raison. Nous paierions cher aujourd'hui un romancier qui saurait accommoder au goût du jour autant de verve et d'imagination. M. Lenotre n'est pas homme à renier dans son âge mûr ce qui a fait l'enchantement de sa jeunesse. On lui sera reconnaissant d'avoir rendu à Dumas un juste et bel hommage dans les premières pages du *Vrai Chevalier de Maison Rouge* (1). Comment n'aurait-il pas été conquis par ce Dumas des *Mousquetaires*, de *la Route de Varennes*, des *Mémoires* et des *Impressions de voyage*, qui disait un jour où il était en veine de style : « L'histoire est trop grande dame pour entrer dans la chambre des rois à toute heure du jour et de la nuit. Ce n'est pourtant que lorsqu'on a fait avec un flambeau le tour de leur trône et avec un bougeoir le tour de leur chambre qu'on peut porter un jugement impartial sur ceux-là que Dieu, dans son amour ou dans sa colère, a choisis au sein maternel pour en faire des pasteurs d'hommes. Et encore peut-on se tromper. »

Il s'instruisait aussi en flânant sur les quais, et je suppose qu'il est arrivé plus d'une fois en retard à son bureau pour avoir exploré les boîtes des bouquinistes. Elles ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient jadis. La race des vieux marchands de bouquins dont Anatole France disait que « travaillés par l'air, les pluies, les gelées, les neiges, les brouillards et le grand soleil, ils finissaient par ressembler aux statues des cathédrales », s'efface et disparaît devant une plus jeune équipe qui sait le prix des livres et qui a même une déplorable tendance à le surfaire. Les livres rares y sont beaucoup plus rares. Et l'habitude se répand de les protéger des indiscrétions en les enveloppant d'un papier de cristal. Ce sera la fin du bouquinisme. Mais autrefois, que d'occasions ! Il y avait des boîtes à deux, à quatre, à six sous, où affluaient de tous les coins de la France des brochures, des revues oubliées, d'anciens mémoires d'avocats, des monographies d'inconnus, des études d'académiciens de province sur un obscur petit point d'histoire

(1) Il lui en a rendu un autre dans la *Revue* du 15 février 1919.

locale, quelquefois des manuscrits dépenaillés, débris de successions, fonds de tiroirs. On ne perdait presque jamais son temps à y plonger les mains. Il vous en restait toujours aux doigts un curieux document, l'amorce d'un drame ignoré, un peu d'âme humaine. Combien de beaux travaux sont issus d'une rencontre fortuite dans ces paperasses auxquelles la boîte du bouquiniste avait épargné l'injure de la hotte du chiffonnier ! Et quelles trouvailles parfois au milieu de ces livres poudreux, salis, débrochés, aux couvertures déchirées ! On n'aurait pas eu l'idée de les ouvrir si on les avait trouvés au fond d'une bibliothèque décente ; mais là, au grand air, je ne sais pourquoi, ils provoquaient la curiosité et souvent la récompensaient. C'est sur les quais que Lenotre a commencé sa riche collection de documents aujourd'hui introuvables ; c'est sur les quais qu'il a acheté ses premiers volumes dépareillés du *Moniteur*, de ce *Moniteur* qui va du 1er mai 1789 à la fin de la Convention et qu'heureusement la librairie Plon a réimprimé.

Mais son goût du théâtre, surtout du théâtre historique, et ses essais de reportage l'avaient conduit chez Sardou. Il n'a pas oublié son émotion lorsqu'il aborda pour la première fois ce Napoléon de la scène française. Je crois même que son imagination surexcitée lui fit prendre le domestique qui l'introduisit pour un laquais poudré de l'ancien régime.

Il admirait Sardou avant de le connaître ; quand il le connut, il l'aima, et Sardou le lui rendit. L'auteur de *Patrie*, de *Madame Sans-Gêne*, de *Thermidor* trouvait dans ce jeune homme l'enthousiasme d'un disciple et des qualités dramatiques qui se révélèrent au grand public dans des pièces comme *Colinette*, un des modèles du genre. Mais Sardou n'avait pas seulement l'abondance, l'ingéniosité, la rapidité, l'invention des dramaturges espagnols. Il n'a pas été seulement un des peintres, léger peut-être, mais si amusant et parfois si perspicace, de la société légère du second Empire. L'amateur d'histoire, le collectionneur de documents rares, l'amoureux passionné du vieux Paris avait précédé en lui l'auteur dramatique ; et tout ce qui touchait à la Révolution l'intéressait furieusement. La Providence l'avait favorisé. Alors qu'il était encore élève à Henri IV, il avait rencontré dans une soirée la fille du menuisier Duplay, Mme Le Bas, qui, à soixante-quinze ans, était restée très vive, très alerte et qui lui parla de Robes-

pierre, du bon Robespierre, si affectueux pour la jeunesse, comme si elle l'avait quitté la veille... Plus tard, il avait connu un vieux Parisien, le père Lenoir, qui, n'ayant point bougé de Paris pendant la Révolution, en avait été un des innombrables badauds. Le père Lenoir avait aperçu Robespierre, approché Danton, causé avec le baron de Batz. Quand il passait sous les fenêtres du deuxième étage au-dessus de l'entresol, à l'angle de la place de l'Odéon et de la rue Crébillon, il ne manquait pas de dire : « Voyez, c'était là qu'habitait Camille Desmoulins. » Plus tard encore, Sardou avait entendu son beau-père, M. Moisson, lui raconter son séjour chez M[me] de Combray qui était devenue, dans le roman de Balzac, M[me] de la Chanterie; et à Marly, où il avait une propriété, les anciens avaient vu la comtesse du Barry sur son perron de Louveciennes, agacer deux singes blancs qui sautaient après son mouchoir. Ces souvenirs et tant d'autres, Sardou ne les racontait pas : il les mettait en scène, il les jouait, comme il jouait tout son théâtre, comme il jouait toute sa vie, supérieurement.

M. Lenotre subit avec ravissement l'influence du magnifique diable-au-corps dont était possédé cet animateur à l'effigie napoléonienne. Mais déjà ses lectures, ses recherches et ses découvertes l'avaient amené à conclure que l'ordre harmonieux, la solidité apparente de l'histoire, telle qu'on nous la présente, ne résistent pas au regard de celui qui se faufile dans les coulisses. Pourtant, nous devrions savoir comment elle est faite, puisque nous la faisons ou que nous la voyons faire chaque jour sous nos yeux. Chaque jour des événements se produisent qui supposent des dessous ténébreux, des ramifications d'intrigues, peut-être des crimes. Notre imagination ou notre intuition s'attend à l'éclat d'un scandale. Puis ces événements s'éloignent comme les histrions du poète, « l'un emportant son masque et l'autre son couteau ». Ils se rapetissent, se décolorent. Ceux qui leur ont succédé les relèguent dans l'oubli ou ne les laissent survivre qu'à l'état de choses vagues et incomplètes. « C'est ainsi que l'histoire les recueille et les expose dans son froid musée. » Et M. Lenotre se disait : « Si on parvenait à rassembler tous les vieux papiers qui dorment dans la poussière des greniers de province, à tout fouiller, compulser, classer, ne prouverait-on pas que ce musée n'est qu'une galerie de trucages, et que tout est à refaire? »

En pensant ainsi, ce Lorrain réaliste et ce fin Normand répondait bien à l'esprit de son époque. Le temps des grandes généralisations était passé : celui du document était venu, et le règne de l'inédit. Les Mémoires ne nous suffisaient plus. Au delà des dépositions de témoins souvent intéressés à se grandir et à déformer la vérité, on découvrait des monceaux de pièces authentiques conservés dans les archives. A dire vrai, on les avait depuis longtemps découverts. Michelet n'en avait pas ignoré la valeur, ni Augustin Thierry. Mais ils décourageaient l'historien. Taine, pour en avoir parcouru des liasses et des liasses, avait bouleversé l'histoire de la Révolution. Ces entassements de paperasses recélaient une force explosive. M. Lenotre ne prétendait rien démolir. Il n'a jamais affiché aucune prétention. Il dit et répète qu'il ne fait que de *la petite histoire* et c'est même sous ce titre qu'il publie, tous les quinze jours, dans *le Temps*, des articles dont les lecteurs sont si friands. Je ne sais au juste ce qu'il faut entendre par petite ou grande histoire. La petite histoire est-elle celle qui s'occupe des petits hommes et des petits épisodes? Mais les petits hommes ne sont point étrangers, hélas! aux grands événements, et les petits épisodes sont marqués des mêmes passions que les plus grands. En somme, il y a l'Histoire qui est l'explication ou la représentation, aussi exacte, aussi vraie que possible, du passé. Parmi les historiens, les uns essaieront de dégager des faits établis, les lois générales qui gouvernent les sociétés ; les autres s'attacheront de préférence aux relations diplomatiques, aux institutions ou aux opérations militaires ; d'autres, dans leur insatiable curiosité des âmes, choisiront les époques les plus troubles et les plus durement secouées, pour y poursuivre leur étude patiente et minutieuse de l'homme : ils travailleront à étendre notre connaissance de la nature humaine et à fournir aux philosophes et aux sociologues des données plus certaines ; car enfin tout en histoire, comme en littérature, se ramène à la psychologie.

En 1894, M. Lenotre réunissait des articles parus au *Moniteur* dans un livre intitulé *Paris révolutionnaire*. Il était déjà lui, le Lenotre des *Vieilles maisons, vieux papiers*, de *Tournebut*, du *Marquis de la Rouerie*, du *Baron de Batz*, du *Tribunal révolutionnaire*, du *Drame de Varennes*, de *la Mirlitantouille* (1),

(1) Tous ces ouvrages ont été publiés à la librairie Perrin (1894-1925).

***

Lisez la préface du *Paris révolutionnaire* : elle est d'un peintre qui s'est fait écrivain. Il a besoin de voir les choses, leur figure et leur couleur. Il a dépouillé les Mémoires, les journaux de l'époque, les ouvrages des meilleurs historiens, et il a été frappé du peu de place que tient dans ces récits le monde extérieur. Où se trouvaient les Jacobins, les Feuillants, la Force, le Manège, le Tribunal révolutionnaire? Qu'étaient exactement en quatre-vingt-treize les Tuileries, l'Abbaye, la Conciergerie, l'Hôtel de ville? Lamartine, en écrivant ses *Girondins*, s'était félicité d'avoir personnifié partout les événements dans les acteurs. « C'est le moyen d'être toujours intéressant, disait-il, car les hommes vivent et les choses sont mortes; les hommes ont un cœur et les choses n'en ont pas; les choses sont abstraites et les hommes sont réels. » M. Lenotre n'admettra jamais que les choses soient abstraites. Il ne craindra pas de ressembler à l'original de La Bruyère qui savait que Nemrod était gaucher et Sésostris ambidextre et qui connaissait le nombre de degrés que comptait l'escalier de la Tour de Babel. « Eh oui, s'écrie-t-il, je dirai la couleur du couvre-pieds de Robespierre, et je sais le nom de la femme de chambre de la citoyenne Danton. Je révélerai ce que Marat aurait mangé le soir à son souper, si Charlotte Corday ne l'avait, à tout jamais, débarrassé des soucis matériels de l'existence, et je ne cacherai pas de quelle étoffe était garni le fauteuil du président de la Convention. »

Rien ne lui coûte pour atteindre la vérité matérielle. Son chapitre sur *la Convention aux Tuileries* a exigé un interminable dépouillement des mémoires de tous les entrepreneurs chargés de transformer le vieux château, « auberge de nos rois, asile de nos Révolutions », dont nous ne possédons aucun plan à cette époque. Il a pu reconstituer celui de la maison de Danton. Elle avait été démolie : il s'est mis en quête des derniers locataires; il est même tombé chez eux un jour de première communion. On lui a fait une place à table; on lui a offert le café; mais ses hôtes ne pouvaient le renseigner et l'ont adressé à d'autres locataires qui l'ont adressé à l'ancien propriétaire; et il a fini par savoir que Danton, de sa salle à manger, voyait tout le passage du Commerce. Il vous dira de quel côté

à Saint-Sulpice sortit le cortège nuptial de Camille et de Lucile. Il se prend d'un intérêt affectueux pour les objets, le bois et la pierre, qui ont été les témoins silencieux de la tragédie; il les suit dans leurs pérégrinations. Il vous apprendra que les lourds vantaux de la porte du Temple, avec leurs gros verrous et leurs énormes serrures, sont allés en 1855 remplacer, rue Saint-Claude, les battants de la porte charretière du comte de Cagliostro! Il rend visite aux notaires. C'est chez un notaire du quartier de la Tournelle qu'il a mis la main sur le testament de Mlle de Robespierre, dernier chapitre d'un roman douloureux.

Il ne s'est pas contenté de battre Paris en tous sens; il a couru la province. Il a vu à Blérancourt la maison de Saint-Just, dont les orties ont envahi le seuil à jamais clos, car on a muré la porte et une des fenêtres de l'ancienne façade. Il a vu Guise, la ville natale de Desmoulins, son fouillis de toits d'ardoises, ses fonderies, ses hauts fourneaux, et derrière toutes ces transformations, il a retrouvé « le type des honnêtes bourgades de province où la vie jadis se passait sans événements et sans secousses », de ces vieilles demeures bourgeoises au balcon de fer tordu, aux longues fenêtres accueillantes, d'où sont sortis un jour les porteurs de torches qui incendièrent la France. Pour écrire son *Drame de Varennes*, il est allé à Varennes; il y est arrivé une nuit, le cœur battant, à la même heure que la tragique berline. Il n'oublie pas l'état du ciel dans ses tableaux. Il sait, par les journaux et par les précieux registres de l'Observatoire, quel temps il faisait tel jour, à telle heure. Le soir où Charlotte Corday fut exécutée, le ciel était de feu du côté de Versailles et de Saint-Denis, et le tonnerre roulait d'un bout à l'autre de l'horizon. Lorsque Danton fut guillotiné, tous les arbres étaient en fleurs. Le matin de Thermidor, une petite pluie tomba jusqu'à neuf heures; puis il y eut quelques éclaircies, mais le temps redevint gris et le resta pour le dernier jour de Robespierre.

Il a parfois des curiosités qui nous surprennent jusqu'au moment où, quand elles sont satisfaites, nous voyons combien il eut raison de les avoir. Vous êtes-vous jamais demandé de quelle manière le paralytique Couthon se rendait à la Convention? Il est probable que cela ne vous intéresse guère. Cet hypocrite, dont les brusques poussées de violence sanguinaire faisaient crever son masque de Tartufe, y allait : c'est

malheureusement certain. Mais M. Lenotre veut savoir comment : à dos d'homme, dans une hotte ou dans les bras d'un gendarme? Le problème a été résolu le jour où son arrière petite-fille a offert au musée Carnavalet la chaise roulante dont il se servait, une espèce de fauteuil garni de velours jaune qu'il faisait mouvoir au moyen de deux manivelles. Eh bien! voilà notre historien content. Couthon allait à la Convention en chaise roulante. Et après? Après, lisez cette page :

On revoit à présent Couthon malade, souffrant de maux de tête extrêmement violents, secoué de nausées, brisé par de grands hoquets presque continuels, amolli par les bains prolongés, abattu par la souffrance, miné par la carie, se faisant poser sur son fauteuil mécanique et, par un prodige de volonté, les deux mains crispées sur les moteurs comme sur les manivelles de deux moulins à café, partant seul vers la Convention, distançant les gens valides, évoluant parmi les embarras de la rue Saint-Honoré et sur les larges pavés du Carrousel. Ce devait être un effrayant spectacle que ce débris d'homme, roulant avec un bruit de crécelle, les bras agités d'un perpétuel mouvement de rotation horizontale, le tronc penché en avant, les jambes mortes enveloppées de couvertures, suant, criant *gare!* emporté par sa machine à travers la foule qui s'écartait stupéfaite, déconcertée du contraste entre l'aspect pitoyable de cet infirme et la terreur qu'inspirait son nom plus redouté, peut-être, que celui de Robespierre... *Couthon! c'est Couthon!*

Le danger de cette méthode, si nous n'avions pas à faire à l'historien le plus judicieux et le plus maître de son imagination, serait évidemment d'attacher trop d'importance aux détails pittoresques. Ils s'emparent de l'esprit, le remplissent, risquent de le détourner des objets les plus grands et de fausser les perspectives de l'histoire. Si on les prodigue par amour de la peinture, je dirai que, tout exacts qu'ils soient, ils ne sont plus vrais. Mais les choses ne sont pour M. Lenotre qu'un moyen de pénétrer jusqu'aux âmes. Il ne cherche à travers les circonstances accessoires que la physionomie réelle des faits. L'exemple de la chaise roulante de Couthon est aisissant. Ce paralytique qui se rue à la bataille haineuse et aux dénonciations meurtrières m'en dit plus sur la fièvre révolutionnaire qu'une séance de la Convention.

Nous ne sommes pas surpris que plus d'un confrère ait traité de romancier l'auteur de *Vieilles maisons, vieux papiers.*

Cette critique dédaigneuse est un bel éloge. M. Lenotre a d'admirables dons de romancier. Mais je serais heureux de savoir quel est le grand historien qui n'en a pas eu. Quand on s'attaque à l'histoire, il n'est pas mauvais de savoir faire un portrait et un récit, à moins qu'on ne supprime de l'histoire les personnages qui l'animent et les événements qui s'y déroulent. Entre le romancier et l'historien, je ne vois de différence que dans leur matière que l'un invente et qui s'impose à l'autre, inexorablement. D'ailleurs, M. Lenotre met une sorte de coquetterie à braver le sourcil froncé de ses collègues qui ne sont pas le moins du monde des romanciers. Presque tous ses débuts seraient d'excellents débuts de romans :

« Un homme bien étonné fut le cocher Georges, qui, le 22 octobre 1812, à onze heures et demie du soir, par une pluie battante, chargea, près du Louvre, un caporal de la garde de Paris en tenue de service. »

Ainsi commence l'histoire de M. l'abbé de Cajamano. Ou encore :

« *L'homme au manteau* tenait une grande place dans les rapports qui, en février 1804, s'entassaient quotidiennement sur le bureau de M. Réal, chargé de la police de la République. On avait vu *l'homme au manteau* rôder dans les Champs-Élysées ; l'un disait l'avoir aperçu, la nuit, sur le boulevard du côté de la Madeleine ; un autre, à la même heure, le montrait dans une rue déserte aux environs de Saint-Médard ; certain soir, on le signalait entrant dans un café avec une femme ; ou bien, il avait dîné en compagnie d'un moine défroqué... »

Ainsi commence l'histoire de l'arrestation de Pichegru.

Quelquefois, c'est par une antithèse dramatique qu'il pique notre curiosité. Il évoquera l'aquarelle éblouissante où Moreau a peint un souper de Louis XV chez Mme du Barry. « Au premier plan, une belle marquise bourre de pralines un jeune nègre, coiffé d'une toque blanche à plumes, vêtu d'un petit habit rose et chaussé de hautes bottines noires : c'est Zamor, le page favori, amené tout enfant du Bengale par un capitaine anglais... » Et aussitôt après, il nous transportera dans une des vieilles rues qui serpentaient de la place Maubert à l'ancienne Tournelle, dans la plus sombre, la plus hideuse, et il nous arrêtera devant une haute masure sans volets, aux murs lépreux, au porche humide. « C'est là, au deuxième étage, sur la cour, que

mourut Zamor, le 7 février 1820. » Le désir est manifeste de capter l'attention du lecteur, de le forcer à continuer sa lecture.

Que M. Lenotre soit un maître dans l'art de conter, personne ne le conteste; mais a-t-il mêlé à des documents inédits une part de détails puisés dans sa riche imagination? Pour qui sait comment il travaille, avec quel soin toujours plus méticuleux il note et indique ses références, avec quelle facilité il sacrifie tout incident pittoresque seulement douteux, cette accusation serait ridicule. Je n'en voudrais d'autres preuves que les chicanes qu'on lui a faites et auxquelles il a si aisément répondu. Mais on lui a reproché de ne pas s'en tenir aux procès-verbaux des assemblées et des sociétés populaires, aux actes des comités, aux rapports des représentants en mission, aux journaux comme *le Moniteur*, aux documents officiels, et de ne pas écarter les témoignages personnels, les dépositions devant la justice, les Mémoires et les Correspondances. Il a éloquemment protesté : « C'est la loi des suspects, dit-il, remise en vigueur et appliquée à l'histoire : suspect, le récit du détenu qui, du cachot où il agonise, voit ses compagnons de captivité décimés par la guillotine; suspect, le malheureux qui, molesté, espionné, ruiné, émerge, la Terreur passée, de la cache où il s'est tapi, crie misère et réclame vengeance; suspects, le journal du déporté, la relation du Vendéen, les récriminations de l'émigré; suspect tout ce qui n'est pas le mensonge officiel. Il faut s'incliner devant la parole d'un Collot d'Herbois ou d'un Billaud-Varenne, si elle a eu les honneurs du procès-verbal et du *Moniteur*; mais si nous recueillons ce qu'ont écrit les vaincus, Barnave, Vergniaud, Camille, d'Elbée, La Rochejaquelein, si nous donnons confiance aux déclarations des amis de Danton assassiné ou des Girondins proscrits, nous serons accusés d'écouter les rancunes et *de nous montrer peu scrupuleux sur le choix de nos sources...* »

La vérité est qu'on lui faisait un procès de tendance. On lui en voulait d'apporter des précisions irréfutables aux théories et aux jugements les plus sévères sur la Révolution. Dans les derniers mois de sa vie, Brunetière se fit envoyer tous ses ouvrages. Il se proposait de montrer que l'impression qui en ressortait justifiait pleinement les plus âpres conclusions de Taine et que presque toutes les monographies de l'historien conteur attestaient que l'historien philosophe ne s'était pas trompé. Elles confirmaient aussi bien les *Considérations* où

Joseph de Maistre accusait si fortement l'étrange contraste entre la grandeur formidable de l'œuvre révolutionnaire et la médiocrité des ouvriers et sa vue si profonde que ces maîtres passagers de la France étaient les gens les plus étonnés du monde de la puissance qu'ils exerçaient. Pour moi, c'est en lisant M. Lenotre que j'ai le mieux compris comment, pour ne prendre qu'un exemple, une ville de soixante-quinze mille habitants, telle que Nantes, s'était trouvée à la merci d'un ramas de déclassés, deux cloutiers, deux entrepreneurs, un maçon, un maître d'armes, un boucher, un failli et un pilier d'estaminet.

* * *

Et pourtant, ce procès de tendance n'avait aucune raison d'être, car M. Lenotre s'abstient soigneusement de juger. Il ne prononce pas plus de réquisitoire qu'il ne fait d'apologie. Il n'absout ni ne condamne. Il estime qu'on connaît trop peu de chose de la vie des morts, de leurs peines secrètes, de leurs combats, de leurs intentions pour en avoir le droit. « Quelques faits froidement relatés par les procès-verbaux, dit-il, un coin d'intimité qu'un mot subitement dévoile, une phrase recueillie au hasard : c'est tout. Malgré l'effort, la curiosité intense, malgré la recherche méticuleuse et patiente, le vrai drame, celui qui se joue dans nos cœurs, reste à jamais ignoré. » Il regrettera que les divers historiens de la Révolution n'aient souvent eu qu'un but : amnistier celui qu'ils choisissaient comme héros et traîner dans la boue tous ses adversaires. « Tous les hommes de cette époque, écrira-t-il, royalistes ou jacobins, méritaient mieux que des panégyristes ou des détracteurs. Un jour on se décidera à consigner la politique à la porte de l'histoire. » C'est ce qu'il a fait.

La chose lui a été facile. On sent si bien qu'il est uniquement soucieux de nous tracer la vraie figure des hommes, et que l'âme humaine est son unique étude! Quand on est passionné comme lui pour ce mystère que nous sommes tous, quand on voit dans chaque individu un problème à résoudre et quand on ne se préoccupe que de le résoudre, il y a des chances pour qu'on soit aussi impartial qu'un historien peut l'être. Si M. Lenotre avait vécu entre 1789 et 1820, de quel côté se fût-il rangé? Assurément, il n'eût point été de celui des massacreurs et des pourvoyeurs de la guillotine. Mais se fût-il rallié aux

Vendéens et aux Chouans ? Je n'en sais rien. Je sais seulement que *la Mirlitantouille* a découronné la chouannerie de sa poétique noblesse. Ses opinions particulières s'éclipsent dès qu'il a commencé son enquête. Il appartient tout entier aux documents et aux hommes qu'il essaiera de faire revivre. Il prend ceux que l'Histoire, la *grande* Histoire, lui désigne. D'où viennent-ils? Quels ont été leurs premiers pas dans la vie? Quels étaient leurs goûts, leur situation de fortune, leurs habitudes, leurs relations, leurs vices? Comment se sont-ils élevés au rang de personnages historiques? Quelles circonstances les ont précipités sur ces cimes d'où ils semblaient lancer la foudre?

La jeunesse des révolutionnaires, personne ne nous l'a peinte comme M. Lenotre. — On le verra une fois de plus dans le *Robespierre* que la *Revue* va publier. — C'est Camille Desmoulins, le brillant élève qui sort du collège chargé de prix, avec les *Révolutions romaines* sous le bras, mais qui n'a pas le sou et qui n'attend sa subsistance que de son esprit, d'heureuses rencontres ou d'heureux grabuges. — C'est Herman, le futur président du tribunal révolutionnaire, tournure distinguée, physionomie régulière, d'un abord froid, correct, discret, taciturne, amoureux de la solitude et des fleurs et qui, à la stupéfaction de tout Arras, peut-être par scrupule de conscience, épouse sa servante, une fille laide, grossière, illettrée. — C'est l'oratorien Le Bon, professeur de rhétorique à l'Oratoire de Beaune, l'air très jeune, les mains soignées, l'œil bleu. Un jour ses élèves se sauvent pour assister à une fête. Son supérieur l'en rend responsable. Il se lance à leur poursuite; il court pendant trois lieues sous un soleil ardent; il rejoint la bande; il la ramène, boit en route, revient ivre, met en pièces son costume d'oratorien et hurle ses adieux à la Congrégation. Le lendemain, il veut faire amende honorable. Mais le scandale a été public. On le congédie. Il prête le serment civique, accepte une petite cure aux portes de Beaune. Sa mère en devient folle furieuse. Il jette le froc aux orties et épouse sa cousine. — C'est Chabot, l'ex-capucin dont la jeunesse a été comprimée et morne, Chabot, affamé d'argent et de jouissances, le type de ces parlementaires qui traitent indifféremment les questions les plus diverses, guerre, finances, politique intérieure, diplomatie, agriculture ou beaux-arts : il

a besoin d'air ayant étouffé sous le froc, et il entre à la Convention les jambes à moitié nues et la chemise débraillée. Ils ont tous une tare : un mariage qui les a déclassés, une histoire de mœurs, un coup de folie, un vol comme Saint-Just. Lorsque la société est encore fortement organisée, ces sortes d'individus, qui n'ont rien de très extraordinaire, s'assagissent, se disciplinent, finissent par se caser ou demeurent dans l'ombre ou sont mis à l'ombre. A une époque de relâchement, de confusion ou d'anarchie, ils deviennent des monstres.

La vieillesse de ces hommes que la guillotine a épargnés est affreuse ou pitoyable. M. Lenotre a fait défiler sous nos yeux ces vieux de la Montagne tremblant après avoir été ceux devant qui on tremble, cherchant le silence et la nuit, mais en somme moins méprisables que les chamarrés de l'Empire et l'ancien oratorien Fouché. C'est le bossu malingre La Revellière-Lépeaux qui erre déguisé en colporteur. — C'est Drouet, le « héros » de Varennes, qui se sauve de Paris sous des vêtements de charretier et qui va mourir à Dijon sous un faux nom, n'ayant eu pour gagne-pain de ses derniers jours que ses fonctions de lecteur près d'un vieux gentilhomme royaliste à moitié aveugle. Il lui lisait chaque jour les diatribes de *la Quotidienne* et de *la Gazette de France* « contre la funeste engeance à qui la France était redevable de toutes ses calamités ». — Et voici Tallien, le terroriste refroidi, devenu consul à Alicante, puis rentré en France un œil de moins et couvert de dartres, vieilli avant l'âge. Il vit de services rendus à la police et des morceaux de sa bibliothèque qu'il va vendre aux bouquinistes des quais, traversant la place de la Concorde où les copains sont morts. D'autres ont eu une fin plus colorée. Billaud-Varenne, dont Danton disait qu'il avait un poignard sous la langue, mince, réservé, les cheveux noirs plaqués sur les tempes, le teint pâle, les yeux durs et la bouche amère, est déporté à Cayenne. Il y achète et vend des nègres et s'acoquine à une négresse.

A côté de ces hommes il y a leurs femmes, qui sont pour la plupart effrayantes de placidité, à moins qu'elles ne se posent en reines de l'échafaud comme la femme de Le Bon, Mimie. Celle-là, les jours de guillotine, conviait ses amis à ce spectacle qu'on voyait très bien du haut de son balcon. Mais les autres sont ordinairement passives, effacées, doucement amoureuses de leur mari. Mme Fouquier-Tinville adresse au sien, le

jour de sa fête, la Saint Antoine, des vers qu'elle lui chante sur l'air de *Lindor*. Du reste leurs maris les aimaient, et ils y avaient quelque mérite, quand elles étaient aussi laides, aussi osseuses, aussi décharnées que la Bonne-Jeanne de Fouché. Mais M. Lenotre a noté cette tendresse, cet amour du foyer conjugal, chez tous les évadés du cloître.

Ces femmes sont là; elles ont préparé le fricot du soir. L'homme rentre. Il a voté la mort du Roi; il a envoyé des femmes, des adolescents, des vieillards, des innocents ou des camarades à l'échafaud. On mange la soupe; on boit un bon verre de vin; on se dit des douceurs. S'il fait beau, on sort; on va au Jardin des Plantes; on devise agréablement sur la terrasse en face des serres. Et la charrette a passé à six heures du soir, cette charrette que Barère, dans un de ses accès de gaîté familière, appelait « la bière des vivants ». Le regard de ceux qui allaient mourir avait plongé dans des entresols dont les fenêtres étaient grandes ouvertes. Et ils y avaient aperçu des tables servies, des enfants installés sur leur chaise haute, et des gens qui accouraient, la serviette au menton, pour voir la fournée du jour... M. Lenotre est, à ma connaissance, le seul historien, — comme l'auteur des *Dieux ont soif* le seul romancier, — qui nous ait rendu, dans sa réalité déconcertante, la physionomie de la vie bourgeoise sous la Terreur, de cette vie qui continuait son train normal à travers des atrocités publiques dont la régularité même semblait en avoir aboli l'horreur.

Autour de ces hommes et de ces femmes illustrés par l'éclat de leurs crimes, il a tiré de l'ombre un tas de complices que l'Histoire dédaignait si injustement. « De combien de crimes, dit-il, les haines politiques ont-elles chargé les grands premiers rôles et qui sont seulement imputables à ces obscurs comparses? Que connaîtra-t-on du drame touffu de la Révolution, tant qu'on ignorera les agissements de ces subalternes presque anonymes qui travaillaient pour eux? » Il a promené, il promène encore tous les jours sa lanterne sur ce grouillement de reptiles que les Révolutions couvent, échauffent et lâchent à travers la société. Il les dépiste, les suit, les perd, les retrouve, les accompagne jusqu'à ce que la mort ou des ténèbres aussi profondes que la mort les lui dérobent ou les lui arrachent : bohèmes patibulaires, espions, doucereux hypo-

crites, cabotins sifflés, le cordonnier Simon, le serrurier Gamain, aimé de Louis XVI et dont la trahison donna des armes décisives à ceux qui voulaient la mort du Roi, le fou furieux Héron, des avocats sans cause, des médecins sans clientèle, toute une écume de ratés.

Mais il y a aussi, dans la foule qui gravite vers les foyers révolutionnaires, des hommes dont le rôle fut peut-être très grand et continue de s'envelopper d'un irritant mystère. Ainsi, le baron de Batz que j'appellerais volontiers le Lorenzaccio de la Convention. Il s'évertue à en corrompre les membres pour en hâter la ruine. Quelles complicités s'est-il ménagées dans son œuvre d'avilissement ? Deux fois dénoncé au Comité de Salut public, il fait deux fois emprisonner ses dénonciateurs. Il se cache à peine et cependant il est imprenable, sans doute parce qu'on ne veut pas le prendre. Nul ne s'entend mieux que M. Lenotre à nous donner la sensation même du crépuscule visqueux où s'agitent les conspirateurs et de l'immense insécurité qui pesait sur tous les acteurs du grand drame.

Et nul n'en a peint comme lui les côtés étrangement romanesques et comiques. Que d'aventuriers il a ressuscités près desquels Vautrin paraîtrait un petit garçon ! On n'oubliera pas ce Savalette de Langes dont l'histoire invraisemblable le fit courir à Versailles de l'État civil à la Chambre des notaires, de la Chambre des notaires au bureau des Domaines, du bureau des Domaines à la Justice de paix, de la Justice de paix chez le greffier du canton nord qui le renvoya au greffier du canton sud. Enfin il conquit le trésor : tous les papiers trouvés dans le taudis de Savalette, d'où il ressortait que le gredin, déguisé en femme et considéré comme telle pendant plus de trente ans, avait pris le nom d'une famille qui n'était pas éteinte, avait obtenu en cette qualité un certificat de notoriété signé de sept témoins les plus honorables, avait annoncé les bans de son mariage avec un officier de l'armée, avait obtenu trois pensions sur la liste civile et un logement confortable au palais de Versailles et, tout en jouant la misère, avait amassé une fortune de deux cent mille francs. Ici l'aventurier est sinistre. Mais les Gil Blas et les Figaros pullulent ; et le mystérieux et bruyant baron de Géramb, après une vie qui n'est qu'un extravagant roman feuilleton, entre à la Trappe et meurt procureur général de l'Ordre des Trappistes, à Rome. Et l'on pense que la *petite*

histoire réserve de bons moments à ceux qui s'y dévouent et que M. Lenotre a dû souvent bien s'amuser.

Quand il rentre dans la *grande*, quel que soit le crime ou le criminel, il ne s'indigne jamais. Il croit rarement à l'ignominie complète. Il tourne, retourne et fouille le misérable jusqu'à ce qu'il sente remuer sous son doigt une fibre d'humanité. Il sait depuis longtemps que les hommes sont des cloaques de contradictions et que, chez les pires, quelques-unes de ces contradictions peuvent être à leur honneur. Il a plus d'une fois perçu dans les âmes les plus atroces une sorte de protestation involontaire contre les horreurs qu'elles commettaient. De vieilles croyances, de vieux cultes, de vieux respects, que l'homme avait gardés à son insu, remontaient brusquement du fond de son inconscience et lui tordaient les nerfs.

L'immonde Hébert, le Père Duchêne, pendant que le Roi est traîné à l'échafaud, éclate en sanglots. On le regarde. Il s'en excuse : « Le tyran, dit-il, aimait beaucoup mon chien; il l'a souvent caressé; j'y pense en ce moment. » Tel Jacobin sanguinaire, la nuit qui suit la profanation d'une châsse et des reliques d'un saint, s'introduit dans l'église, s'empare de la tête profanée, l'apporte chez lui, la cache dans un mur de sa chambre et, en mourant, exprime le vœu que ce reste vénéré soit rendu au curé, qu'il aurait volontiers envoyé à la guillotine. On a trouvé chez une des filles de Fouquier-Tinville une médaille en cuivre de la Vierge avec ces mots écrits par sa femme : « Il l'avait au cou lorsqu'il fit condamner la veuve Capet. » M. Lenotre n'est pas éloigné de concevoir la Révolution comme une épidémie de fureur au milieu d'une population qui n'entendait absolument rien aux événements qu'elle applaudissait ou qui déchaînaient ses huées. Le conventionnel Baudot disait : « Ceux qui ont été dévorés de cette fièvre ardente, lorsqu'ils sont avancés en âge et qu'ils veulent la soumettre à l'analyse, ne la comprennent plus. » Pendant son procès, le terroriste Le Bon parut se réveiller d'un cauchemar. Consterné de tous ses crimes qu'on étalait devant lui, il s'écria : « Vous auriez dû me brûler la cervelle ! » En effet, comment ne s'est-il rencontré personne qui la lui brûlât? Quand la fournée de Thermidor traversa le préau de la prison, la foule s'écarta, « stupéfaite de voir passer ces quelques hommes, dont la plupart étaient inconnus et qui étaient toute la Terreur ».

Si M. Lenotre ne s'indigne pas, il s'émeut souvent; son émotion se communique à tous ses récits, et je crois bien que c'est là qu'il faut chercher le secret de son art. *Le Tribunal révolutionnaire* et *le Drame de Varennes* sont peut-être, jusqu'ici, ses deux chefs-d'œuvre et, certainement, ses deux grandes œuvres les plus poignantes. Il n'a pas fait de portrait plus vivant, plus éclairé de lueurs grises et terribles, que celui de Fouquier-Tinville; pas de tableau d'une lumière plus vive que le réveil de Paris apprenant le départ du Roi; pas de récit plus rapide et plus pathétique que celui de cette fuite, dont chaque relais est une péripétie, dont chaque péripétie dilate ou étreint notre cœur. Mais, conteur ou peintre, c'est toujours l'homme qui nous charme en lui, l'homme sincère et vrai qui vient de *voir* ce qu'il nous peint, qui vient de *vivre* ce qu'il nous raconte. Et son émotion nous gagne d'autant plus qu'elle est plus discrète. Il la contient; il la tempère par cette faculté qu'il a de rester, même aux moments les plus dramatiques, l'observateur à qui rien n'échappe des contrastes dont fourmille l'éternelle comédie humaine et qui leur oppose un tranquille humour. Dans les sombres jours où l'échafaud ruisselait du sang des ci-devant, où Fouquier-Tinville, halluciné, voyait sous ses pieds la Seine rouler des flots rouges, — le croirait-on? — la vanité nobiliaire n'avait pas abdiqué et les descendants de M. Jourdain n'étaient point guéris de leur sottise. « Quand la loi obligea les ci-devant nobles à sortir de Paris, il se trouva nombre de bourgeois pour quitter ostensiblement la ville, ravis de se donner, au risque de leur tête, des airs de gentilshommes. »

Rien n'étonne beaucoup M. Lenotre. Mais il n'est pas du tout un désabusé. Il ne nous arrive point des régions infernales du passé, comme naguère tel historien patenté, avec le front lourd d'un penseur qui succombe sous le poids des révélations. « Ah! mes pauvres amis, si vous saviez ce que c'est que l'histoire!... Heureusement vous ne le savez pas!... » Sur sa route il a rencontré des êtres charmants, des âmes généreuses et belles; il a su les admirer. Ce qui lui plaît par-dessus tout, c'est l'esprit dans la bonté et le discernement dans le courage.

Et il possède au plus haut point le sens de ce qu'on nomme communément « la scène shakspearienne ». Il nous montrera Louis-Philippe, à Dreux, enfermé la nuit dans le caveau funèbre de ses ancêtres, en présence d'un tas d'osse-

ments qui provenaient des tombes violées. « Il les disposait sur des draps étendus, mesurant, examinant, faisant le tri à la lueur d'une lampe. » Un simple détail, devant lequel nous aurions passé indifférents, s'éclaire pour lui d'une signification dramatique et prend la valeur d'un symbole. Rappelez-vous la dernière page du *Roi Louis XVII*. La lugubre tour, où s'accomplit l'énigmatique destinée de ce pauvre petit dauphin dont nul ne sait ce qu'il devint, a été démolie; un saule pleureur avait poussé sur son emplacement, qui fut aussi abattu. Alors un fonctionnaire prit au hasard, dans les dépôts de la ville, une statue qu'il dressa là, sans autre intention que de remplir un vide, de meubler un coin de pelouse. « Cette statue du square du Temple est une figure de Diogène, avançant à tâtons, levant sa lanterne et dans l'obscurité *cherchant un homme*. » A Varennes, chez l'épicier Sauce où la famille royale est entassée, on vit entrer une femme plus qu'octogénaire : c'était la grand mère de l'épicier. « Habitant un village voisin, elle avait appris, dans la nuit, que le Roi était chez son petit-fils et, prenant son bâton, elle s'était traînée jusqu'à la ville. La pauvre vieille, née à l'époque du grand roi, avait vécu dans le culte de la royauté et gardé les idées de l'ancien temps. Après avoir salué, toute interdite, d'une révérence paysanne, le Roi et la Reine, elle s'approcha du lit où dormaient les enfants, — les enfants de France : elle voulut les bénir ; mais, éclatant en sanglots, elle tomba à genoux près du lit et, cachant son visage ridé dans les couvertures, elle pleura longtemps, à grosses larmes. Tels furent les adieux que la vieille France adressa à la noble race de ses rois dans la personne de ce pauvre enfant qui ne devait pas régner. »

Vous lisez M. Lenotre, et c'est comme si vous l'entendiez. Et vous ne vous lassez pas d'entendre ces Mille et une Nuits véridiques de la Révolution et de la Chouannerie. Il vous a tenus étonnés, haletants, amusés ou angoissés. Puis vous fermez le livre ; vous réfléchissez, et désormais vous mettez l'auteur de ces monographies singulières, l'historien de ces larges épisodes où se condense toute l'histoire d'une époque, au nombre des écrivains qui ont le plus enrichi votre expérience de l'homme.

Fidus.

UN GRAND RÉALISTE

CAVOUR

III[1]

L'ATTENTAT D'ORSINI

I

Voyant clair désormais devant lui et conscient de toute la force qu'il vient d'acquérir, Cavour se met à l'œuvre aussitôt.

Une mesure préliminaire s'impose à lui, d'urgence. Comme il veut tenir en main tous les rouages et tous les ressorts de la politique nationale, il se débarrasse, dès son retour à Turin, du pâle collaborateur qu'il avait placé provisoirement au ministère des Affaires étrangères, Luigi Cibrario, et lui prend son portefeuille, sans abandonner pourtant le département des Finances. Puis, le lendemain, 6 mai, il se fait interpeller, au palais Carignan, sur les relations de l'Autriche et du Piémont, ce qui lui donne prétexte à déclarer froidement que « les deux pays sont plus loin que jamais de s'entendre, car les principes dont ils s'inspirent l'un et l'autre sont inconciliables ». Là-dessus, passant au Congrès de Paris et au rôle que la délégation piémontaise y a joué, il prononce, la tête haute, ces paroles graves : « Pour la première fois dans le cours de notre histoire, la question italienne a été discutée devant un congrès européen, non pas comme autrefois à Laybach ou Vérone, afin d'aggraver les maux de l'Italie et lui river de nouvelles chaînes, mais dans l'intention hautement proclamée de chercher un

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 1er novembre.

remède à ses infortunes et de faire connaître la sympathie que lui portent les grandes nations. La cause est déférée maintenant devant le tribunal de l'opinion publique, à laquelle, selon l'expression mémorable de l'Empereur des Français, appartient le jugement suprême, la victoire finale. Le procès pourra être long, les péripéties pourront être nombreuses; mais, pleins de foi dans la justice de notre cause, nous attendrons l'issue avec une entière confiance. »

Ainsi, tous les voiles sont déchirés. Cependant, il y a quinze jours à peine, l'Europe tenait encore ses assises à Paris. Et, quand Napoléon III pressentait que « la paix actuelle ne durerait pas longtemps », il n'avait certes pas la vision d'un terme si proche. Mais, avec Cavour, les exordes ne traînent pas; on est vite au nœud du drame, *in medias res*.

A cette heure initiale, heure décisive, où, dès le premier pas, il coupe les ponts derrière lui, quel est son programme d'action?

C'est ici que son génie réaliste s'affirme avec une maîtrise qui l'égale aux plus grands politiques, fût-ce même les Richelieu, les Cromwell, les Chatham, les Stein, les Bismarck.

Apercevoir clairement l'intérêt supérieur de sa patrie, la détourner des voies funestes, la rappeler à sa mission historique, assigner à ses énergies, à ses ambitions, à ses rêves un but précis et culminant, c'est déjà un mérite peu commun chez les hommes d'État. Mais ce qui est beaucoup plus rare que d'édifier un grand dessein, c'est de concevoir simultanément les moyens de l'accomplir; c'est de discerner la route à suivre; c'est d'évaluer avec précision les résistances probables et les concours possibles; c'est de se représenter méthodiquement, d'accepter par avance et de se créer, au besoin, toutes les conditions nécessaires de ce qu'on veut; enfin, l'action engagée, c'est de toujours subordonner ses projets aux circonstances et ses initiatives à ses ressources.

Dans l'ordre des vérités pratiques, il en est une autre dont Cavour est intimement pénétré, c'est que la puissance d'un pays est la synthèse et la synergie de toutes ses forces vives; que la séparation de la politique intérieure et de la politique étrangère n'est qu'une apparence, un expédient gouvernemental, et que les plus habiles combinaisons de la diplomatie ne valent rien si elles n'ont pour base une armée forte, des finances pros-

pères, une administration saine, une discipline générale des activités, des esprits et des cœurs.

Ainsi, dans ce printemps de 1856 où la toile se lève sur le premier acte du *Risorgimento*, la vigoureuse et lucide imagination de Cavour lui désigne deux tâches, également importantes, également pressantes et d'ailleurs connexes : l'une embrasse tout le domaine de la politique intérieure; l'autre évoque devant lui un des plus ardus problèmes qui se soient jamais offerts à l'ingéniosité des diplomates.

Dans le domaine intérieur, il ne s'agit de rien moins que de mettre le petit royaume piémontais en état de soutenir bientôt la lutte nationale, au nom de l'Italie entière.

C'est donc sur toutes les parties de l'administration que va se distribuer l'activité réformatrice ou créatrice de Cavour : finances, douanes, commerce, agriculture, travaux publics, industrie, chemins de fer, ports, instruction de l'armée, outillage militaire, fortifications, il s'occupe de tout avec une variété d'aptitudes, une justesse de coup d'œil, une fertilité de ressources, une ardeur impérative et contagieuse, où l'on retrouve, dans une magnifique plénitude, les belles facultés d'organisation et de commandement qu'il s'est acquises par vingt années d'apprentissage à Léri. On se fatigue à le suivre au travers de tant d'occupations différentes. Qu'il s'agisse d'accroître les revenus du trésor, de contracter des emprunts, de corriger les abus administratifs, d'augmenter le matériel de l'artillerie, de construire un arsenal maritime à la Spezzia, de perfectionner le système défensif de Casale et d'Alexandrie, d'entreprendre le percement du Mont-Cenis, d'agrandir le port de Gênes, de régulariser le cours du Pô, c'est lui qui anime tout, qui préside à tout, qui règle tout.

Au fond, il est un dictateur.

Mais sa dictature a ceci de particulier, sinon même de paradoxal, c'est qu'elle s'exerce uniquement par les méthodes persuasives, dans le respect absolu des garanties constitutionnelles et la stricte observance des principes libéraux ; elle n'a et ne réclame d'autres moyens que la discussion publique sous le contrôle des Chambres. Ce n'est donc pas une dictature autocratique, c'est une dictature parlementaire.

Cavour est, en effet, et restera toute sa vie un grand libéral, selon la formule anglaise. Il aime la liberté, en dehors de tout

système dogmatique et de toute rêverie sentimentale : il ne se fait aucune illusion sur ses inconvénients et ses périls, mais il voit en elle la meilleure garantie des intérêts sociaux ; il estime que les gouvernants ont besoin qu'on leur résiste, qu'on leur dénonce continuellement leurs erreurs, leurs négligences, leurs maladresses ; il pense, avec Stuart Mill, que le rôle nécessaire, inappréciable, d'une Chambre est de « fournir à la nation un comité de griefs et un congrès d'opinions ».

Il a d'ailleurs quelque mérite à penser ainsi, car les débats sont très vifs au palais Carignan, où ses adversaires ont beau jeu à critiquer sa politique nationaliste et les dépenses qu'elle entraîne, puisqu'il n'a pas le droit d'avouer encore son but. Mais il ne refuse jamais la bataille. Et c'est toujours sans rechigner, prestement, qu'il gravit la tribune. Il nous a livré lui-même la philosophie de sa conduite. Un jour, croyant lui plaire, quelqu'un lui lance : « Ah ! votre tâche serait plus facile sous un régime absolu. » Il riposte avec chaleur : « Vous oubliez que, sous un régime absolu, je n'aurais pas voulu être ministre et, d'ailleurs, je n'aurais pu le devenir. Je suis ce que je suis, parce que j'ai la chance d'être un ministre constitutionnel... Le gouvernement parlementaire a ses inconvénients, comme tous les autres gouvernements : c'est pourtant le meilleur. Je peux m'impatienter de certaines oppositions, les repousser avec vivacité ; mais, en y réfléchissant, je me félicite d'avoir à les combattre, parce qu'elles m'obligent à mieux expliquer mes idées, à redoubler d'efforts pour convaincre l'opinion générale. Un ministre absolu commande : un ministre constitutionnel a besoin de persuader pour se faire obéir. Or, je veux persuader que j'ai raison. Croyez-moi : la plus mauvaise des Chambres est encore préférable à la meilleure des antichambres. »

Pour être libéral, Cavour n'est pas moins royaliste ; il ne conçoit même la liberté que dans le cadre de la monarchie représentative ; non pas que la république le choque en principe, mais parce qu'il la juge incapable de garantir les intérêts permanents de l'État et le jeu régulier des institutions libres. « Une forme républicaine, adaptée à nos besoins, à nos mœurs, à la situation générale de l'Europe, est encore à découvrir. »

Aussi est-il entièrement dévoué à Victor-Emmanuel, à ce *Re galantuomo*, qui a l'insigne honneur de pratiquer scrupu-

leusement le loyalisme constitutionnel, alors que tous les autres princes italiens de son temps se sont parjurés devant leurs peuples.

Mais, il a, de plus, un motif majeur d'être attaché à son roi. C'est, en effet, à l'antique maison de Savoie qu'il veut confier le drapeau de l'indépendance italienne; c'est autour de Victor-Emmanuel qu'il veut rallier tous les patriotes italiens. Dès le mois de mai 1856, il écrit à un prêtre florentin de ses amis : « La situation, qu'il a plu à la Providence d'attribuer au Piémont, lui impose le devoir de combattre avec tous ses moyens pour la libération de la péninsule. Et je vous affirme que ni le roi Victor-Emmanuel ni son peuple ne failliront à ce devoir. » S'épanchant avec un autre ami de Florence, il écrit encore vers la même date : « Nous devons désormais nous ériger en protagonistes de la cause italienne, aussi bien sur les champs de bataille que dans les congrès diplomatiques et devant le tribunal de l'opinion européenne. »

Dans ces deux lettres, il n'est pas un mot que n'eût contresigné le Roi.

II

Mais, si le souverain et son ministre s'accordent parfaitement sur l'objet capital de leur politique, on aurait tort d'en conclure à l'harmonie constante de leurs rapports quotidiens. Les deux hommes sont trop différents par le caractère, par l'éducation, par tout le mécanisme et le développement de la pensée.

D'abord, chez Victor-Emmanuel, si l'âme est haute et chevaleresque, les goûts sont vulgaires, tandis que, chez Cavour, en dépit de son extérieur bourgeois, les habitudes et les manières sont toujours distinguées.

Bourru en paroles, débraillé dans sa mise, le Roi ne déteste rien tant que les salons, où d'ailleurs il scandalise tout le monde par la crudité de ses propos. En cuisine, il n'aime que les plats grossiers, les ragoûts populaires, qui s'annoncent de loin par un chaud fumet d'oignon et d'ail. Aussi restreint-il tant qu'il peut les réceptions de sa cour. Parfois cependant, il est bien obligé d'offrir un dîner de cérémonie. Alors, il ne déplie même pas sa serviette et repousse tous les mets, trop fades, trop raffinés, qu'on lui offre. Son sabre entre les jambes,

ses robustes mains croisées dessus, il dévisage ses convives sans leur dissimuler son ennui grognon et sa hâte d'en finir.

A défaut de l'instinct social, Victor-Emmanuel et Cavour ont du moins un goût pareil, aussi vif chez l'un que chez l'autre : le goût de la campagne. Mais, pour le Roi, ce n'est qu'une occasion d'échapper aux contraintes urbaines et de satisfaire par les exercices du corps son exubérante activité.

Dans son domaine rustique de la Mandria, qui est situé à trois quarts d'heure de Turin, au milieu des bois, il se livre infatigablement à sa passion maîtresse : l'équitation. Dès l'enfance, il a pratiqué les chevaux ; il les connaît à merveille ; il monte bien, mais sans élégance, avec une solidité inébranlable, qu'il doit surtout à l'étreinte nerveuse de ses énormes cuisses ; il préfère naturellement les bêtes rétives, pour le plaisir violent de lutter avec elles et de les dresser.

Après l'équitation, c'est la chasse qui l'occupe le plus. Mais ce qu'il lui faut, ce ne sont pas les plaines tranquilles et giboyeuses où Cavour se promène à Léri : ce sont les rudes escarpements des Alpes, qui dominent le val de Grisanche, le val de Locana et le val d'Aoste. Un attaché de la légation française à Turin, d'Ideville, nous décrit très pittoresquement Victor-Emmanuel dans ses allures familières de chasseur alpestre : « Souvent, à la fin de l'automne et même pendant l'hiver, il part seul, avec deux aides de camp pour tirer le chamois dans les montagnes. Là, vêtu d'une blouse, sa carabine à la main, il court à travers les rochers, suivi de quelques paysans intrépides : il couche fréquemment à la belle étoile ; il mange dans une chaumière ce qu'il y trouve ; puis il revient à Turin, dispos et alerte, tandis que ses infortunés officiers arrivent presque toujours malades ou exténués. »

Avec un tel besoin d'expansion physique, rien d'étonnant si le Roi déteste le labeur administratif, les rapports, les dépêches, les budgets. D'ailleurs, son éducation ayant été fort négligée, il a toujours eu l'horreur des livres. Il se plaît à répéter : *Io non sono un letterato*. Ou bien, au secrétaire qui lui apporte des paperasses, il lance volontiers : « Fichez-moi la paix ; je ne suis pas roi pour qu'on m'embête !... » Et cela encore le différencie de Cavour, qui est, lui, un bourreau de travail ; qui, l'été comme l'hiver, de cinq heures du matin à onze heures du soir, ne cesse de lire, d'écrire, d'étudier, de conférer ;

qui enfin, par ses connaissances générales, par l'envergure, la richesse et la pénétration de son esprit, égale au moins, s'il ne surpasse, les premiers hommes d'État de son temps.

Victor-Emmanuel est trop intelligent pour ne pas reconnaître cette éminente supériorité de son ministre, et il en souffre; car il se sent gauche et désarmé devant lui. Maintes fois, en plein conseil, il a dû abandonner des idées qui lui tenaient à cœur, faute d'avoir su les défendre. Mais il y a plus encore : le Roi, qui a l'âme simple, ouverte, sans détour, une âme de soldat, répugne instinctivement aux finesses dialectiques de Cavour, qui, sous les dehors les plus francs, est plein de malice et d'astuce, qui a toujours quelque expédient, quelque subterfuge ou, comme disait le vif et charmant d'Azeglio, « quelque jeu de gobelet au fond de son sac ». Aussi, malgré une collaboration si longue, si intime et consacrée à une si grande œuvre, aucune sympathie ne se formera jamais entre Victor-Emmanuel et Cavour.

Le souvenir de Louis XIII et de Richelieu s'évoque ici naturellement. La comparaison toutefois ne mènerait pas loin; car l'histoire ne permet plus de douter que l'illustre cardinal ait trouvé auprès de son maître, non seulement toute la confiance et toute l'estime dont il pouvait avoir besoin, mais encore une active et constante amitié; plus de deux cents lettres, signées de la main royale, détruisent irrémissiblement la légende qui nous représentait Richelieu comme un tyran, imposant au Roi sa volonté opiniâtre, et Louis XIII comme un monarque débile, se résignant, la mort dans l'âme, à une domination exécrée. Si l'on prétendait ressusciter cette légende en la transférant aux relations de Victor-Emmanuel et de Cavour, les documents historiques ne manqueraient pas non plus pour en démontrer la fausseté ; mais, cette fois, la démonstration serait peut-être moins convaincante.

Un des griefs les plus irritants que le fils du pieux Charles-Albert nourrisse contre son président du Conseil lui est fourni par le grave conflit religieux qui déchire le Piémont. Depuis près de six ans, l'Église catholique subit, dans le royaume, une épreuve cruelle. Immunités civiles du clergé, tribunaux ecclésiastiques, droit d'asile, dotations fastueuses des évêques, patrimoines opulents des monastères, toutes ces survivances d'un

passé antique et vénérable viennent d'être abolies ou sont désormais condamnées. Or, Cavour n'a cessé de jouer dans la lutte un rôle décisif. Très libre au point de vue dogmatique, il n'a presque rien conservé des croyances puisées jadis au sein de sa famille; tout au plus en garde-t-il le respect de la religion, une vague sympathie pour les rites du catholicisme et une crainte superstitieuse de l'au-delà; on pourrait lui appliquer le mot de Chamfort sur le duc de Créqui : « Il ne croit pas en Dieu, mais il craint en Dieu. » Sa conscience ne l'a donc pas gêné pour opposer aux prétentions du sacerdoce les droits de la société laïque, pour séparer le spirituel du temporel, pour réaliser enfin sa formule célèbre, qui semblait alors une hérésie : « L'Église libre dans l'État libre. »

D'ailleurs, si Cavour dépense tant de vigueur, tant d'obstination au service de cette idée, c'est que, à ses yeux, la politique intérieure n'est pas seule en cause : il y va aussi de l'intérêt national, de l'intérêt italien.

Naturellement, la cour de Rome a fulminé contre les lois sacrilèges et spoliatrices dont est victime le clergé piémontais et, plusieurs fois, on a pu croire qu'elle allait rappeler le nonce de Turin. Cette rupture menaçante, Cavour n'a rien tenté pour la conjurer; car, au fond, il la souhaite. L'issue piteuse de la crise romaine en 1848, le désastre de l'aventure guelfe, l'exode et la rétractation de Pie IX ont été, pour lui, une leçon inoubliable. Et il en a tiré aussitôt des conclusions péremptoires, qui apparaissent comme chargées d'avenir : cette papauté, que le moine Tosti proclamait *l'arche sainte de l'Italie*, sera toujours sa pire ennemie; le *risorgimento* de la péninsule se fera contre le pontificat romain, sinon, il ne se fera pas; la destruction du pouvoir temporel est la condition nécessaire de l'indépendance et de l'unité italiennes; on n'a plus le droit de dire : *Pie IX et l'Italie*; on doit dire : *ou Pie IX ou l'Italie*; « donc, nul accord n'est désirable ni possible entre le Piémont et le Saint-Siège ».

Cette politique radicale et tranchante à l'égard de l'Église désole Victor-Emmanuel, qui est profondément chrétien, d'une exactitude méticuleuse dans l'observance de ses devoirs religieux. Il est resté, de plus, très docile à l'influence de son ancien précepteur, devenu archevêque de Gênes, Mgr Charvaz. Enfin, il est plein de tendresse et de vénération pour Pie IX, qui, dégoûté à jamais des initiatives libérales, s'est réfugié sur les plus hautes

cimes de la théologie et ne s'occupe actuellement qu'à reconnaître l'exemption du péché originel dans la Mère du Verbe incarné, à définir les insignes privilèges de l'Immaculée Conception.

Cavour a donc grand peine à faire sanctionner par son roi les mesures provocantes que lui dicte incessamment son anticléricalisme nationaliste. Mais il le tient de près et ne lui tolère nulle incartade. Un jour, où la patience du souverain a été mise à une trop rude épreuve, on l'a vu, ce géant, « pâle, courbé, avec des accès de douleur qui faisaient pitié ». Une autre fois, le 1er août 1856, Cavour, qui est allé se reposer à Bavéno, sur le lac Majeur, écrit au ministre de l'intérieur, Rattazzi : « De grâce, soyez ferme avec le Roi ; dites-lui bien que, s'il se met en relation directe avec Rome, il ruinera de fond en comble l'édifice politique que nous avons eu tant de peine à bâtir, depuis huit années. Il nous est impossible de conserver notre influence en Italie, si nous transigeons avec le Pape. Qu'on ne pousse pas la lutte à l'extrême, soit ! Mais qu'on ne recule pas, fût-ce d'un demi-pas ! Vous savez que je ne suis pas un prêtrophobe, que j'augmenterais même volontiers les libertés dont jouit l'Église. Mais, dans les circonstances actuelles, un accord avec le Saint-Siège tournerait inévitablement à notre préjudice. Au besoin donc, *effrayez le Roi* et mettez tout en œuvre pour qu'il ne cause pas avec Rome. »

Il y a, semble-t-il, un sujet où Victor-Emmanuel et Cavour doivent s'entendre à merveille, où du moins nul conflit ne doive être possible entre eux : les femmes.

Ce n'est pas qu'ils leur aient voué le même culte. Certes, les passions de Cavour n'ont rien de platonique. Mais, si ardente et impérieuse que soit, chez lui, l'imagination des sens, il ne conçoit pas l'amour sans la griserie du cœur, le jeu romanesque et tout ce que Benjamin Constant appelait « le tendre galimatias ». Chez le Roi, au contraire, les instincts amoureux sont déplorablement vulgaires.

Marié à une archiduchesse d'Autriche, Marie-Adélaïde, créature délicieuse, idéale et qui devait mourir jeune, Victor-Emmanuel n'avait cessé de la tromper en de brèves liaisons ou d'expéditives foucades. Puis, un jour, du vivant même de son épouse, il avait fini par s'attacher à la fille d'un tambour-major, une belle gaillarde, grande, haute en couleurs, vive et musclée,

qui se nommait Rosine. Elle n'avait que seize ans. Adroite et madrée plutôt qu'intelligente, elle réussit très vite à captiver son amant, qu'elle amusait d'ailleurs par l'audace de sa langue et la grivoiserie de ses gestes.

Il l'avait installée à la Mandria, ne se plaisant plus qu'auprès d'elle; car, dans leur intimité quotidienne, il pouvait enfin satisfaire pleinement son horreur de la tenue et de l'étiquette, son goût de l'indépendance, du sans-gêne et du débraillement. Leur liaison n'allait pourtant pas sans orages. Prompte à la colère, elle lui faisait parfois des scènes terribles, où se débridait toute sa grossièreté native. Elle ne se gênait pas non plus pour lui être infidèle: on citait, parmi ses amants occasionnels, un riche bijoutier de Turin. Or, peu après la mort de Marie-Adélaïde, un bruit étrange circule dans la cour : le Roi, dit-on, a résolu de légitimer les enfants que lui a donnés la fille du tambour-major et d'anoblir leur mère en lui octroyant le titre de « comtesse de Mirafiori »; on prétend même qu'il veut l'épouser. Bientôt, et rien qu'à voir la figure de Rosine, on ne doute plus que l'événement soit proche.

Alors, Cavour s'insurge. Reprenant le fier langage que Sully tenait à Henri IV pour lui démontrer qu'il n'avait pas le droit de se marier avec Gabrielle d'Estrées, il conjure Victor-Emmanuel de renoncer à son projet, dont l'exécution serait néfaste à l'œuvre nationale. Entre les deux hommes, la scène est d'une violence extrême. Une des rares personnes qui en aient connu le détail a pu dire que, « dans cette occasion, l'audace de Cavour fut immense et qu'elle faillit aboutir au plus grave des scandales ». Cependant, le Roi finit par s'incliner devant le rappel des grands intérêts dont il est responsable. Mais, à quelques jours de là, s'épanchant avec un de ses intimes, il exhale ces paroles, que semble inspirer encore le souffle de sa colère: *La mia sola posizione m'impedi allora di chiedere ragione a Cavour; furono cose dal coltello; ma devo pensare al paese.* « Ma position seule m'a empêché de demander raison à Cavour; ce fut une de ces affaires qu'on règle au couteau ; mais j'ai dû penser au pays. »

Si Cavour a pris tant à cœur cet incident matrimonial, c'est qu'il risquait d'en être paralysé dans une des tâches les plus épineuses qu'il ait entreprises et qui arrive précisément à un point critique.

III

Traversant Turin au temps de la guerre de Crimée, l'illustre chimiste allemand, Justus Liebig, y remarquait l'intensité du sentiment national et il en concluait : « Ce petit pays au pied des Alpes est la molécule vitale qui vaincra les forces de la mort et qui propagera la chaleur de la vie dans tout le reste de la péninsule. » Il traduisait la pensée même de Cavour.

Mais pour que le Piémont soit ainsi l'animateur de la rédemption nationale ; pour qu'il ait le droit de s'ériger en protagoniste et en plénipotentiaire de l'Italie devant le monde ; pour que la maison de Savoie puisse accomplir la mission directrice dont elle est seule capable, il faut rallier tous les patriotes italiens autour de Victor-Emmanuel.

Or, un très grand nombre de ces patriotes, — et dans ce nombre quelques individualités hors ligne, quelques figures du plus haut relief, — sont des républicains ardents, qui n'ont foi que dans le soulèvement populaire pour délivrer la patrie.

Aux yeux de Cavour, qui, lui, ne se paie pas de mots et qui va toujours au fond des choses, le « soulèvement populaire », c'est le désordre, la dispersion, l'anarchie, bref, cette impuissance désastreuse qui résume l'histoire de toutes les insurrections italiennes depuis 1815. Car, en définitive, de quoi s'agit-il ? D'expulser les Autrichiens. Or, des bandes insurgées n'y réussiront jamais. Pour vaincre l'Autriche, c'est-à-dire une des plus grandes Puissances diplomatiques et militaires de l'Europe, il faut, avant tout, des alliances et des armées : la dynastie de Savoie est seule en état de procurer les unes et les autres.

Donc, il faut arracher les républicains à leur esprit de secte, à leurs utopies stériles, à leur goût suranné pour les pratiques révolutionnaires et conjuratoires ; il faut les enrôler au service de la nation sous le drapeau de la monarchie ; et, ceux qu'on ne pourra convertir, il faudra les mettre du moins dans l'impossibilité de nuire.

Cette domestication du parti républicain est l'œuvre la plus ingrate que se soit assignée Cavour et, par suite, celle qu'il a le plus savamment combinée, dosée, manipulée, triturée. Quand Mirabeau, après une lecture de Machiavel,

parlait de « pharmacie politique », il ne concevait pas mieux.

Mais le « pharmacien » n'y a pas déployé seulement de la dextérité : il y a montré aussi du courage. Nul de ses prédécesseurs n'aurait osé, en effet, tendre la main aux révolutionnaires et solliciter leur concours. Même des nationalistes fervents, comme le comte Balbo et le chevalier d'Azeglio, eussent reculé devant l'immoralité de l'opération. Pourtant, si Cavour avait été homme à s'excuser de son audace, il aurait pu se couvrir d'une grande autorité monarchique. Le 18 juillet 1814, Joseph de Maistre écrivait de Saint-Pétersbourg au ministre des Affaires étrangères de Victor-Emmanuel Ier : « Faites attention à l'esprit italien qui est né de la Révolution. Notre système neutre, timide, tâtonnant, est mortel dans la situation actuelle. Que le Roi se mette donc à la tête des Italiens; que, dans tous les emplois civils et militaires, même dans ceux de la cour, il ne regarde pas à nommer des révolutionnaires! C'est une chose essentielle, vitale, capitale : les expressions me manquent! » Le signataire de cette lettre avait déjà dit : « Tout l'art de l'homme d'État est de *savoir se combiner avec la fortune.* »

Pourtant, quelle que soit l'adresse de Cavour, il y a un révolutionnaire qu'il essaierait en vain d'apprivoiser, et malheureusement c'est le plus dangereux de tous : Mazzini.

Ce petit homme débile, au teint verdâtre, aux longs cheveux noirs, au front vaste, aux yeux aigus et flamboyants, est un apôtre, un fanatique, un illuminé.

Il a pris comme devise : *Dieu et le peuple*. Son programme n'est pas moins laconique : *L'Italie une et républicaine, avec Rome pour capitale*. On peut dire que l'image de la Ville éternelle rayonne sur toutes les cimes de son âme : « Rome est à nous; Dieu et les hommes le déclarent. C'est de Rome que nous avons hérité le langage qui nous fait frères. De Rome sort le développement de notre histoire. Mille ans de grands souvenirs l'ont sacrée mère de l'Italie et centre de notre unité nationale. C'est de Rome que, par deux fois, nous avons régi l'univers. Deux fois, est parti de ses murs le souffle puissant qui a imposé au monde une vie commune. Après la Rome des Césars, après la Rome des pontifes, viendra la Rome du peuple!... » Et, dans sa bouche, ce langage n'est pas une simple effusion mystique;

c'est une révélation explicite, une apocalypse positive, dont il a été gratifié, un soir de sa jeunesse, « au cours d'une effroyable tempête morale », dans la prison de Savone, où il faisait le rude apprentissage du *carcere duro*. Ce soir-là, il a senti vraiment passer sur sa face le souffle d'Ézéchiel et d'Isaïe. Depuis lors, ne doutant plus de son rôle messianique, il est imperturbablement convaincu de son infaillibilité. D'où, son despotisme hautain, ses ironies tranchantes et les accès de fureur où le jette la moindre contradiction. Étranger au monde, ne vivant que dans ses passions et dans ses rêves, il se fait de toute chose une idée abstraite. Aussi, l'expérience ne compte pas pour lui. Vingt années de continuels échecs, en Piémont, en Savoie, en Lombardie, en Calabre, dans les Marches, à Rome, à Naples, en Sicile, et, comme conséquence, pour des milliers de citoyens, l'échafaud, le bagne, la proscription, la misère, la ruine, des calamités sans nombre, ne lui ont rien appris : la désillusion ne lui enlève jamais l'espérance. D'imagination ténébreuse et romantique, il ne se plaît que dans les manœuvres souterraines, les complots, les attentats. Si, personnellement, il n'a jamais pratiqué le régicide, il en a fait du moins l'apologie : « Les nations traversent parfois des temps exceptionnels, qu'on ne doit pas juger d'après la norme ; il ne faut alors s'inspirer que de sa conscience et de Dieu. Or, elle était sainte, l'épée qui, dans la main de Judith, a tranché la tête d'Holopherne ; il était saint, le poignard de Brutus ; il était saint, le stylet qui a donné le signal des vêpres siciliennes. »

Il confine manifestement à l'aliénation mentale : on discerne en lui tous les symptômes de la psychose redoutable qui fait les grands fanatiques, les grands redresseurs de torts, les grands justiciers : croyance à une vocation surnaturelle, orgueil démesuré, irritabilité du caractère, couleur sombre de l'esprit, permanence de l'état passionnel, hantise impérieuse de l'idée fixe, raisonnement dogmatique, indifférence absolue aux objections de la réalité. Entre un tel homme et Cavour, nulle entente, nulle compréhension même n'est possible : les deux cerveaux fonctionnent à l'inverse l'un de l'autre.

Le ministre ne perdra donc pas son temps à négocier avec l'incorrigible conspirateur. Il se contentera de le faire surveiller par la police dans ses divers refuges, à Londres, à Zurich, à Lausanne. D'ailleurs, quand éclatera la guerre nationale, si

l'énergumène s'avise de rentrer en Piémont, il le fera fusiller comme un chien.

Mais tous les républicains d'Italie ne sont pas des utopistes et des forcenés.

Quatre hommes surtout fixent l'attention de Cavour : l'héroïque défenseur de Venise révoltée, Daniel Manin ; puis un patriote lombard de vieille race, incarcéré dix-neuf ans au Spielberg, le marquis de Pallavicino-Trivulzio ; puis encore un agitateur sicilien, d'une conscience haute et d'un esprit très large, Giuseppe La Farina ; enfin un démagogue niçois, ancien corsaire dans la flotte insurgée du Brésil et général au service de la République romaine, en qui semblent revivre toutes les énergies, toutes les hardiesses, toutes les astuces des plus fameux *condottieri*, Garibaldi.

Invoquer le patriotisme de ces quatre hommes ; leur démontrer qu'on n'affranchira pas l'Italie par des phrases et des conjurations, mais par des alliances et des armées ; obtenir d'eux le sacrifice de leur rêve personnel dans l'intérêt suprême du pays ; canaliser ainsi les ondes torrentueuses de la révolution au profit du grand fleuve national, — tel est le plan de Cavour.

Comme organe et médiateur principal de la négociation, il choisit La Farina, qui se trouve précisément à Turin.

Les pourparlers s'amorcent, le 12 septembre 1856, entre l'homme d'État piémontais et l'agitateur sicilien. Cavour a fixé le rendez-vous chez lui, à six heures du matin. C'est l'instant de la journée qu'il préfère pour ses audiences personnelles et qui ne le gêne pas, lui du moins, puisqu'il se lève à quatre heures. L'entretien est libre, confiant, digne du grave sujet qu'on y traite. Le ministre est ainsi amené à déployer toutes ses cartes et, particulièrement, à s'expliquer sans réserve sur un des objectifs que les républicains ont le plus à cœur : l'unité politique et morale de l'Italie future, l'égalité absolue et l'amalgame intime de tous les éléments italiens dans la nation reconstituée. Or, sur cet axiome fondamental de leur programme, ils sont pleins de méfiance à l'égard de Cavour ; ils le soupçonnent en effet de poursuivre, par le *Risorgimento*, un seul but : — agrandir le Piémont, substituer à la prédominance autrichienne dans la péninsule une hégémonie piémontaise, bref *piémontiser* l'Italie. Cela, ils ne l'admettront jamais ; « Je considère,

écrit Pallavicino, que le piémontisme est notre pire ennemi. »

Là-dessus, Cavour donne à son visiteur matinal tous les apaisements possibles : « J'ai foi, dit-il, que l'Italie deviendra un seul État unitaire, avec Rome pour capitale. » Et il termine le conciliabule par ces mots : « Venez me voir aussi souvent que vous le voudrez. Mais je ne dois pas oublier que je suis le ministre du Roi et que je n'ai pas le droit de compromettre la dynastie. Venez donc toujours le matin, dès l'aube. Et que personne ne le sache, que personne ne vous voie, afin que, si je suis interrogé au parlement ou par les diplomates, je puisse vous renier, comme a fait saint Pierre, et dire : Je ne connais pas cet homme. »

Conduits avec la même cordialité, les entretiens suivants aboutissent promptement à un accord de principe qui se traduit aussitôt, dans l'ordre pratique, par la fondation d'une *Société nationale italienne*, sous la présidence du marquis de Pallavicino et la vice-présidence de Garibaldi.

Association bizarre, hybride, remarquablement adaptée aux circonstances; car, en Piémont, elle jouira de la protection légale et de la sollicitude officielle, tandis que, dans les autres États italiens, elle sera clandestine.

Étendant peu à peu ses rameaux sur l'Italie entière; organisant, à travers toute la péninsule, des foyers de propagande, et des centres de ralliement; recrutant ses adeptes par milliers, sans distinction de classes ni de partis; se créant même des intelligences dans l'armée, dans la police, dans la cour et jusque dans la famille des princes désignés à sa haine; minant ainsi par avance toutes les assises de l'édifice condamné, cette machine aux rouages innombrables sera désormais, entre les mains de Cavour, l'engin le plus puissant, l'outil le plus efficace des écroulements qui se préparent.

IV

Tous ces grands résultats de politique intérieure, Cavour n'a pas attendu qu'ils fussent accomplis pour hausser le ton de la diplomatie piémontaise dans ses relations avec l'Autriche, et c'est un crescendo qui s'accentuera de jour en jour.

Les incidents, minimes d'abord, ne cessent pas de surgir. Bientôt, entre Turin et Vienne, le duel est continu. Cavour y

déploie une étonnante prestesse dans les attaques, les ripostes, les contre-ripostes, les reprises d'attaque. Son adversaire, le comte de Buol, avec lequel il a déjà ferraillé au congrès de Paris, en est par instants tout décontenancé. On a même pu comparer justement cette virtuosité agressive du ministre piémontais à l'escrime agile, harcelante, exaspérante des *picadores* et des *banderilleros* dans la tauromachie.

Aussi, le scandale est grand à Vienne. Le pontife et législateur de l'ancien ordre européen, l'homme d'État qui a cru en 1815 étouffer pour jamais la nationalité italienne sous la pierre du tombeau, le très vieux prince de Metternich, qui n'a plus que trois ans à vivre, est suffoqué d'indignation : « Je suis déjà au nombre des morts, écrit-il à Buol; pourtant, chez moi, les nerfs vibrent encore par des sortes d'impressions galvaniques. Eh bien! la position qu'adopte la cour de Turin me produit cet effet. Jamais un système plus abject de mensonges n'a été suivi; jamais on ne s'est égaré dans un dédale pareil d'iniquités et de calomnieuses insolences. »

Mais l'illustre vieillard n'est pas au bout de ses peines : les « vibrations galvaniques » de ses nerfs ne s'arrêteront plus qu'avec son dernier souffle.

Un jour, le cabinet de Turin, qui développe ostensiblement sa puissance militaire, ordonne de renforcer les ouvrages d'Alexandrie et il autorise une cotisation publique pour l'achat de cent canons, ce qui offre à Cavour le prétexte de parler devant la Chambre comme si le Piémont était devenu le défenseur attitré de l'Italie contre les Habsbourgs. Rien n'irrite plus l'orgueilleuse cour de Vienne que cette prétention du petit royaume subalpin à se dresser comme le champion de la péninsule en face de l'Autriche. D'ailleurs, tous les princes italiens, duc de Parme, duc de Modène, grand-duc de Toscane, roi de Naples, jettent les hauts cris vers l'empereur François-Joseph et le conjurent « de mettre un frein à l'arrogance piémontaise ».

Naturellement, Cavour accueille fort mal les remontrances que le comte Paar, ministre de l'Empereur, est chargé de lui notifier. Quant à ses dispositions intimes, elles se dégagent clairement de cette lettre qu'il adresse à son ami, le général Dabormida, qui est à Londres : « N'avancez pas votre retour. Voyez Palmerston, voyez Clarendon. Dites à celui-ci mille choses affectueuses de ma part. Assurez-le que nous ne ferons pas de

folies. Mais ajoutez que, si l'Autriche nous pousse à bout, si elle nous contraint de choisir entre le déshonneur et la guerre, c'est ce dernier parti que nous prendrons. »

Cependant, au Ball-Platz, les conseils de modération prévalent et l'affaire s'arrange.

Mais, à quelque temps de là, nouvel incident, plus sérieux encore, grave même, car la personne de François-Joseph y est en cause. Le 15 janvier 1857, l'Empereur, qui accomplit un voyage de grand apparat dans son royaume italien, fait une entrée solennelle à Milan. C'est le jour que le chef du gouvernement piémontais choisit pour lancer, du haut de la tribune, ces paroles explosives : « Vous vous rappelez qu'au temps de Byron, les amants de l'Italie la considéraient comme une belle femme opprimée par un époux barbare et tyrannique. Certes, ils s'apitoyaient sur elle ; mais ils la croyaient vouée à une oppression éternelle, parce qu'ils la croyaient incapable de se gouverner elle-même. Ce temps n'est plus. Consciente de sa force et des sympathies qu'elle s'est créées au dehors, l'Italie marche désormais à grands pas vers l'indépendance et la liberté!... » La *Gazette officielle* ne manque pas de souligner les hardiesses de ce discours ; elle annonce, en outre, que la municipalité de Turin vient d'accepter une souscription offerte par les Milanais pour élever, sur les rives du Pô, un monument à l'armée piémontaise, qui a si glorieusement porté le drapeau italien devant Sébastopol.

Cette fois, au Ball-Platz, on estime que c'en est trop. Après un rapide échange de notes acariâtres, le comte Paar est rappelé à Vienne.

Dans ce litige, qui pourrait devenir dangereux pour la paix de l'Europe, ni le cabinet de Londres ni le cabinet de Paris n'approuvent l'attitude cassante du gouvernement piémontais et ils ne se gênent pas pour le lui faire sentir. Cavour établit, néanmoins, une différence profonde entre les admonestations qui lui viennent de l'une ou de l'autre capitale. Que le langage tenu par sir James Hudson au nom de lord Palmerston exprime l'opinion ferme et délibérée du gouvernement britannique avec toutes les conséquences qu'elle peut comporter, — nul doute. Mais dans quelle mesure les admonestations formulées par le duc de Gramont au nom du comte Walewski traduisent-

elles la pensée intime de Napoléon III, qui, en définitive, est le seul maître de la France? Que veut, au juste, le sphinx des Tuileries? Où en est-il de son rêve taciturne? C'est là, pour le ministre piémontais, un problème troublant, sur lequel il darde passionnément toutes ses facultés d'intelligence et de pénétration.

Les lettres personnelles qu'il adresse au marquis de Villamarina, ministre du Roi à Paris, nous découvrent l'état complexe de son esprit, en nous montrant ce qu'il sait et ce qu'il ignore, ce qu'il espère et ce qu'il pressent. Il lui écrit, le 18 février : « La note du comte Paar est conçue dans un ton qui indique, chez le cabinet autrichien, un parti pris de nous intimider. Je peux vous assurer qu'il n'y réussira pas. Nous ne sommes nullement disposés à céder devant des menaces, quand même nous serions certains qu'elles seraient suivies de faits positifs... *J'ai une trop grande confiance dans l'élévation des vues de l'empereur Napoléon et dans son amitié envers nous pour douter un instant qu'il veuille nous conseiller le moindre acte de faiblesse*, ce qui serait pour nous un véritable suicide; mais je crains que Walewski ne se laisse aller à donner à Gramont des instructions plus ou moins favorables aux prétentions de l'Autriche... » Il lui écrit encore, le 21 février : « Quel que soit mon désir de seconder les vues de la France, je ne saurais conseiller au Roi le moindre acte de faiblesse vis-à-vis de l'Autriche. Si le cabinet de Vienne exécute ses menaces et retire sa légation de Turin, nous n'y voyons pas d'inconvénient, pourvu que la France ne donne pas son approbation à cette mesure. S'il allait plus loin et nous menaçait de recourir aux armes, nous ne prendrions pas l'offensive; mais nous serions prêts à lui faire une bonne réception. L'armée et le pays sont animés du meilleur esprit. Guidés par le Roi et La Marmora, nos soldats repousseraient, j'en suis certain, une armée triple de la nôtre. Ce qui arriverait alors, c'est ce que ni moi ni personne nous ne pouvons prévoir. Mais je pense que nous sommes encore loin de cette éventualité extrême et que l'Autriche hésitera longtemps à tirer le coup de canon qui doit réveiller en Europe *la grande cause des nationalités*. » Enfin, le 19 mars, il écrit à l'un de ses collaborateurs, le comte Oldofredi, qui se trouve à Paris : « Quand il vous arrivera de parler de nous, dites à tous que nous serons prudents,

que nous attendrons les événements dans un calme profond, mais que, si nous sommes appelés à l'action, nous nous montrerons alors résolus à tout risquer pour l'honneur et le salut de notre pays. *S'il le faut, nous serons des enfants terribles.* »

V

Tandis que l'Europe assemblée tenait séance à Paris, Cavour avait pris soin de s'y ménager pour l'avenir tous les moyens possibles d'influence et d'information. Il avait ainsi laissé derrière lui quelques interprètes fidèles de sa pensée, amis sincères de la cause italienne, personnages de second rang pour la plupart, mais qui avaient, à ses yeux, l'inestimable privilège de pouvoir accéder à l'Empereur par des voies intimes ou détournées, ce qui chatouillait agréablement ses instincts de conspirateur.

Le plus précieux de tous est le docteur Conneau. Né à Milan, en 1803, d'un père français et d'une mère lombarde, médecin de la famille Bonaparte pendant qu'elle résidait à Rome vers 1830, il a conçu pour le prince Louis-Napoléon l'amitié la plus tendre et, depuis lors, il s'est consacré à lui aveuglément : durant six années, il a partagé sa captivité dans la citadelle de Ham. Aujourd'hui, « premier médecin de l'Empereur » et jouissant de sa confiance absolue, il l'approche quand il veut. Cavour ne lui écrit pas directement ; leur intermédiaire habituel est l'ancien combattant des Romagnes, l'ancien proscrit de New-York, le comte Arese, qui est devenu sénateur du royaume piémontais.

Après le docteur Conneau, la personne la plus initiée aux desseins de Cavour et la plus ardente à les servir est Mme Hortense Cornu. Étrange femme : humble d'aspect, dédaigneuse de toute parure, mais haute par l'âme et la volonté, idéaliste et libre penseuse, intrigante et désintéressée, elle a vécu toute sa jeunesse auprès de la reine Hortense, dont sa mère, Mme Lacroix, était la camériste. Maternité authentique ou supposée ? Toujours est-il que la jeune fille, élevée à côté de Louis-Napoléon et compagne de ses jeux, est devenue bientôt pour lui plus qu'une camarade, mieux qu'une amie, une sœur vigilante, zélée, brave, électrisante, admiratrice, mais rigide, puritaine, ombrageuse, despotique. Très sensible à cet attachement passionné, il fera de la jeune Hortense la dépositaire de tous ses rêves et de tous ses projets.

Mariée en 1834 à un peintre médiocre, Sébastien Cornu, qui fabrique des tableaux insipides pour le musée de Versailles, elle mène la vie la plus étroite et la plus respectable. Mais les soucis quotidiens la laissent indifférente; car, dans l'insatiable besoin d'occuper son cœur brûlant, elle s'est consacrée à la plus noble tâ che : l'affranchissement et la régénération des peuples.

Elle s'est liée ainsi avec les principaux révolutionnaires d'Italie, de Pologne, d'Espagne, de Hongrie, d'Allemagne, de Russie, avec tous les grands conspirateurs de l'Europe. En 1837, à son retour d'Amérique, Louis-Napoléon n'a confié qu'à elle seule et à Conneau ses engagements solennels de New-York. Pendant la captivité de Ham, elle s'est prodiguée en marques d'affection et en paroles réconfortantes pour le prisonnier. En 1848, l'avènement de son ami à la Présidence de la République l'a remplie d'allégresse; mais le Deux-Décembre lui a brisé le cœur et elle a cessé de voir le parjure. Vainement Napoléon III a-t-il essayé de l'adoucir, de la reprendre, de lui faire accepter du moins qu'il atténuât un peu, sous une forme discrète, les assujettissements de sa pauvreté : elle n'a consenti à renouer leurs rapports qu'après la naissance du Prince impérial. Elle ne vient d'ailleurs que rarement aux Tuileries et toujours par les couloirs dérobés. L'Impératrice la hait, parce qu'elle redoute son ascendant sur l'Empereur et qu'elle devine trop bien le sujet de leurs conciliabules. En procurant à Cavour une pareille auxiliaire, la fortune l'a exceptionnellement favorisé.

Après le docteur Conneau et Mme Cornu, l'agent le plus utile du ministre piémontais est un de ses compatriotes, naturalisé français, Alexandre Bixio. Fervent républicain, agronome distingué, il a siégé à l'Assemblée constituante de 1848, et Lamartine, qui l'avait pris comme chef de cabinet, l'a envoyé en mission extraordinaire à Turin. Par Bixio, Cavour est en contact permanent avec la petite cour libérale et frondeuse du Palais-Royal. Le prince Napoléon est, du reste, acquis déjà aux aspirations italiennes; toutefois, le rôle important qui lui est réservé dans le *Risorgimento* ne commencera vraiment qu'à l'heure décisive, à la fin de 1858.

Mais le génie machiavélique de Cavour lui a suggéré un artifice bien plus habile encore pour s'assurer un accès intime auprès de Napoléon III. Il a jeté dans le lit impérial une splen-

dide créature de vingt et un ans, superbe et hardie comme une patricienne de la Renaissance, décorative et somptueuse comme une courtisane de Titien, la comtesse de Castiglione.

Issue d'une vieille famille toscane, les Oldoïni, apparentés aux Cavour, un mystère plane sur sa naissance ; elle s'attribue elle-même comme père un prince polonais, de lignée royale. Son mari, un très galant homme, est fou d'elle ; mais elle l'a bientôt mis au rancart : il souffre et se consume en silence.

Tandis qu'il machinait ses plans pour le congrès de Paris, Cavour a jeté les yeux sur elle et, selon ses propres termes, il l'a « enrôlée dans la diplomatie italienne », en lui prescrivant « de coqueter avec l'Empereur ». Elle l'a compris tout de suite, n'étant pas moins ambitieuse que resplendissante ; il n'avait donc pas besoin d'ajouter : « Réussissez, ma cousine, par les moyens qu'il vous plaira ; mais réussissez ! »

La belle Florentine fait son entrée dans la société parisienne, à une réception de la princesse Mathilde, qui l'a invitée sur la demande expresse du marquis de Villamarina. Éclatant succès : tous les hommes frémissent de désir : toutes les femmes ragent. Le premier chambellan, Bacciochi, serviteur exact, rend aussitôt compte à son maître. Et tout se passe comme il était convenu. La nouvelle Judith s'immole pieusement aux intérêts de sa patrie. Le sacrifice ne semble point d'ailleurs lui avoir laissé un souvenir trop pénible, si l'on en juge par cette clause de son testament, rédigé quarante ans plus tard : « Je veux être ensevelie dans ma chemise de nuit de Compiègne, batiste et dentelle. »

L'Empereur se lassera d'elle assez vite ; car, dans son olympienne beauté, elle manque de naturel, de charme, d'enjouement. La liaison, coupée de quelques intermèdes, ne durera que deux années. Mais, pendant ces deux années, capitales pour l'œuvre de Cavour, la voluptueuse Florentine aura bien employé ce que Properce appelait « les occasions tendres de causer », *mollia fandi tempora.*

VI

Ce n'est pas trop de tous ces moyens, même les inavouables, pour deviner la pensée napoléonienne. En ce printemps de 1857, elle est plus que jamais énigmatique et déconcertante.

A peine le congrès de Paris a-t-il eu clos ses délibérations, que les dangereuses chimères, prévues par Drouyn de Lhuys, ont miroité devant l'esprit de l'Empereur. Mais, avant de céder à leur fascination, il semble avoir eu comme un sursaut de crainte, comme un retour de sagesse.

Le 16 mai 1856, il reçoit à Saint-Cloud l'archiduc Maximilien, le futur martyr de Quérétaro. Dans la soirée, il prend à part le baron de Hübner et le retient durant près d'une heure. Abordant aussitôt la question italienne, il dit : « J'ai contracté une alliance avec l'Angleterre et, d'autre part, la coopération de l'armée piémontaise à la guerre de Crimée donne au roi Victor-Emmanuel des titres à ma sympathie. *Mais je crains d'être entraîné par le courant*; *j'en ai horriblement peur...* » L'ambassadeur répond que, si la France s'affiliait à une politique anglo-piémontaise, elle tomberait ainsi et fatalement dans la dépendance des forces révolutionnaires; il ajoute : « Vous feriez à l'Europe autant de mal que vous lui avez fait de bien ; cependant, vous ne feriez à personne plus de mal qu'à vous-même. — C'est vrai, répond l'Empereur, et c'est pour cela que je suis si inquiet. » Hübner lui demande, nettement : « Avez-vous, Sire, l'intention d'opérer en Italie des changements territoriaux? — Non, aucun. — Eh bien, alors, pourquoi ne nous entendrions-nous pas? — C'est ce que je me dis. L'Autriche et moi, nous sommes si près de nous entendre! »

Mais, dans le cerveau tourmenté de Napoléon III, le rêve italien a vite repris sa force de hantise et d'attraction.

Le 23 mai 1856, donc sept jours après la conversation de Saint-Cloud, comme le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, arrive aux Tuileries pour son rapport habituel, l'Empereur lui dit, à brûle-pourpoint : « Je désire avoir une armée prête à entrer en Italie. Recherchez comment a été constituée l'armée des Alpes en 1848 et voyez comment on pourrait avoir tout de suite le noyau d'une armée sur la frontière de Savoie. »

Le surlendemain, le maréchal apporte un résumé historique des mesures prises en 1848 et un projet détaillé qui consiste à former, avec la garnison de Lyon, un noyau de concentration, à l'effectif de 26 000 hommes. L'Empereur approuve entièrement cette combinaison, qu'il ordonne d'étendre à toute l'armée : « Je veux, dit-il, avoir cinq corps toujours prêts à

partir. » Le maréchal Vaillant s'incline; mais il n'amorce que très lentement la réalisation de la pensée impériale; car il constate bientôt, non sans surprise, que le souverain ne lui parle plus de l'affaire.

Pourtant, dès ce jour, on peut suivre chez Napoléon III le progrès de l'idée fixe, en y constatant d'ailleurs une acuité particulière et comme une démangeaison, où l'on reconnaît l'amertume qui lui reste de n'avoir pu commander ses troupes devant Sébastopol. D'après le témoignage de Mme Cornu, « il rêvait depuis l'enfance une guerre faite pour chasser les Autrichiens de l'Italie et où il aurait le commandement ». Une fois même, pendant sa captivité de Ham, il lui a dit : « Je pressens qu'un jour je commanderai une grande armée; je sais que je me distinguerai; je me sens toutes les grandes qualités militaires. »

Aussi, maintenant, sa décision est prise. Dans cette guerre prochaine, — qui est inévitable, car jamais l'Autriche n'abandonnera ses possessions italiennes sans y être contrainte par la force des armes, — c'est lui en personne qui exercera le commandement suprême. Il ne s'arrête pas un instant à l'idée qu'il n'a aucune expérience de la stratégie; que toute son instruction militaire se réduit à quelques notions techniques d'artillerie, puisées jadis à l'école de Thoune; qu'il n'a jamais commandé une brigade, un régiment. N'importe, il sera généralissime : c'est alors seulement qu'il se sentira dans la pleine et glorieuse réalité de son rôle messianique : *Cæsar Imperator*.

Pour s'initier au grand art de Gustave-Adolphe, de Turenne, de Frédéric II et de celui qui les surpasse tous, le demi-dieu de la guerre, son immortel ancêtre, il fait installer dans les plaines de Champagne un vaste camp de douze mille hectares, le camp de Châlons. Il ne cesse d'activer l'aménagement du terrain, la construction des routes, des magasins, des baraques. Et, le 29 août 1857, il s'offre ainsi la jubilation de voir évoluer sous ses ordres toute la garde impériale, 3 régiments de grenadiers, 4 régiments de voltigeurs, 1 régiment de zouaves, 1 bataillon de chasseurs à pied, 2 régiments de cuirassiers, 1 régiment de dragons, 1 régiment de lanciers, le régiment des guides et 2 régiments d'artillerie, — soit 22000 hommes et 5000 chevaux!

Simultanément, les relations se tendent, s'aigrissent, entre

Paris et Vienne. Les malentendus, les controverses, les chicanes, les reproches ne discontinuent pas. Et ce qui en fait la gravité, c'est que le ministre français des Affaires étrangères, le sage et courageux Walewski, est personnellement le meilleur ami de l'Autriche. Mais que peut-il contre la volonté insaisissable et les manœuvres obliques de son maître?

Aussi, l'ambassadeur de François-Joseph, Hübner, se tient en éveil. Le 8 février 1857, il écrit au comte de Buol : « L'Empereur, que j'ai l'honneur de voir souvent aux bals de la cour, est gêné vis-à-vis de moi et il évite de me parler politique. Nous devons donc être sur notre garde pour ne pas recevoir quelque coup de Jarnac... » Le 13 mai, il écrit encore ces lignes, qui témoignent une rare sûreté de jugement : « Que de fois, en 1849 et 1850, quand Napoléon était une espèce de prisonnier d'État à l'Élysée, que de fois il m'a dit : *Ce Louis-Philippe a été renversé parce qu'il a laissé tomber la France en déconsidération. Il faut que je fasse quelque chose!* C'est cette pensée qui l'a mené en Crimée... Puis les années commencent à compter et à peser. On frise la cinquantaine. A cet âge, avec une santé bonne, mais déjà éprouvée, avec une femme charmante, avec un enfant auquel se rattachent les espérances du père, avec le goût des plaisirs qu'il peut se donner et qu'on lui prodigue, avec une position merveilleuse, acquise au prix d'efforts inouïs, *vraiment il faudrait être fou pour risquer tout cela sans rime ni raison.* »

C'est le langage que tous les conseillers de Napoléon III, tous ses ministres, tous ses ambassadeurs, lui tiennent énergiquement, lorsqu'il daigne leur découvrir sa pensée.

Pour quiconque réfléchit, la conception de l'aventure italienne apparaît en effet comme tellement déraisonnable, tellement opposée aux traditions séculaires de la politique française, que Mazzini lui-même refuse d'admettre que l'ancien conjuré des Romagnes se résolve jamais à tenir ses promesses : « Personne, à moins d'avoir perdu le bon sens, ne croira que Louis-Napoléon veuille créer, avec l'unité italienne, une Puissance rivale de la France ; qu'il veuille, par une longue guerre et par la dissolution de l'Autriche, laisser le champ libre au principe révolutionnaire des nationalités. »

Il semble bien pourtant que, vers la fin de septembre, le rêveur des Tuileries ait été impressionné par l'unanime inquié-

tude que l'orientation, désormais trop visible, de sa politique étrangère suscite autour de lui, et jusque parmi les croyants les plus enthousiastes de la religion napoléonienne. Il a toujours été fort sensible à l'opinion publique; non certes qu'il la suive toujours; mais, quand il ne peut la satisfaire, il s'ingénie à la duper. Et ce lui est facile ; car, dans cette période lumineuse de son règne, on en est encore à prendre ses dissimulations pour de la profondeur, ses coups de tête pour de l'audace préconçue, la perpétuelle indécision de son caractère pour de la prévoyance à long terme.

Sur ces entrefaites, deux incidents concourent à l'impressionner dans le même sens.

Le 28 septembre, il s'est rendu à Stuttgart, afin d'y rencontrer l'empereur Alexandre II. Il compte beaucoup, en effet, sur la Russie pour contenir les États germaniques et protéger sa frontière du Rhin, quand il luttera contre l'Autriche dans la vallée du Pô, surtout quand il abordera le terrible quadrilatère de Vérone. La présence des ministres des affaires étrangères, le comte Walewski et le prince Gortchakof, souligne l'importance de l'entrevue. Mais, sous les formes les plus courtoises, le Tsar s'est montré si réservé que la conversation des deux monarques est restée purement académique. Sauf une allusion fugitive, pas un mot de l'Italie. On s'est pourtant promis de « se concerter à l'avenir sur toutes les questions européennes ». Encore cette promesse inoffensive n'a-t-elle été consignée dans aucun protocole : Walewski et Gortchakof auraient pu rester chez eux. Enfin, sitôt les dernières congratulations échangées, Alexandre II est allé à Weimar pour y retrouver... François-Joseph !

Là-dessus, mauvaises nouvelles du Piémont.

Cavour est aux prises avec les plus graves difficultés de politique intérieure. La Chambre ayant terminé son mandat, le pays est appelé aux urnes. Or, voici que, sous la pression violente des forces cléricales et réactionnaires, les électeurs nomment une Chambre hostile aux principes libéraux sur lesquels repose toute l'entreprise du *Risorgimento*. Le Gouvernement n'y aura qu'une majorité infime et prête à le trahir. Mais, si violent que soit ce choc imprévu, Cavour n'a pas un instant de faiblesse. Résolu à ne pas laisser compromettre l'avenir national de l'Italie par « une conspiration jésuitique,

tramée dans toutes les sacristies du royaume », il jette le gant à ses adversaires et se démène si bien que, par le jeu des élections complémentaires, il reconstitue sa majorité. L'alerte n'a pas moins été chaude, et il faudra quelque temps pour que le Machiavel piémontais recouvre, au dedans comme au dehors, tout son prestige.

Le déclin de cette année 1857 n'est donc guère propice à la cause italienne. Et nulle étoile ne brille sur les mois qui vont venir. Aussi, rien de surprenant si Napoléon III se laisse ramener, par la pente naturelle de son esprit, à l'état où il s'est complu tant de fois, — la tergiversation, l'incertitude nébuleuse, la contemplation hypnotisante des horizons lointains, la méditation indéfinie sur son rôle providentiel et celui de sa race...

Mais, cette fois, quel réveil!

VII

Le 14 janvier 1858, à huit heures et demie du soir, comme l'Empereur et l'Impératrice arrivent à l'Opéra, situé alors rue Le Peletier, trois explosions formidables, trois coups de tonnerre, presque simultanés, abattent les chevaux du carrosse impérial, fracassent les vitres du péristyle, éteignent les guirlandes lumineuses de la façade et tous les réverbères de la rue. Dans cette obscurité soudaine, cris d'horreur et d'effroi. Cent cinquante-sept victimes : lanciers de l'escorte, gardes municipaux, sergents de ville, valets de pied, simples curieux, parmi lesquels vingt femmes et douze enfants.

Au milieu de l'affolement général, les deux souverains, sauvés par miracle, descendent avec calme de leur voiture criblée. Puis, blêmes, les yeux encore pleins d'épouvante, ils pénètrent dans leur loge. Acclamations. Et le spectacle continue, sans que rien soit changé au programme.

Avant même la fin de la nuit, un concours de hasards livre à la police les auteurs du forfait, quatre Italiens : un Toscan, Piéri, — un Vénitien, Rudio, — un Napolitain, Gomez, — enfin leur chef, un Romagnol, Orsini; on dirait que toutes les provinces de la péninsule ont voulu participer à l'attentat.

L'instruction est rapide. Le 25 février, les accusés comparaissent devant la cour d'assises. Le procès ne traîne pas non plus, tant le crime est évident et les culpabilités indiscutables. D'ail-

leurs, Piéri, Gomez, Rudio apparaissent immédiatement comme de simples comparses; Orsini occupe tout le devant de la scène.

Dès les premiers mots qu'il prononce, un effluve de sympathie se répand sur l'auditoire. Par un curieux phénomène de suggestion collective, l'assassin prend visage de héros. D'abord, il est d'une fière et mâle beauté. La taille haute, la poitrine large, le front vaste, le nez aquilin, la barbe longue et d'un noir d'ébène, les yeux splendides, le vêtement correct, la voix souple et grave, le geste sobre, il s'exprime avec une mesure, une élégance, une distinction parfaites. Dédaigneux de ses complices qui tremblent, il réclame pour lui seul toute la responsabilité de la nuit tragique. Mais nulle forfanterie, nulle arrogance : le détachement apaisé d'un homme qui a fait depuis longtemps le sacrifice de sa vie.

Le public entier le regarde et l'écoute dans un recueillement admiratif, qui tient de la fascination. Cet effet de magnétisme est même si intense qu'il se propage au dehors, dans la rue, dans le monde et jusqu'aux Tuileries; l'ambassadeur d'Autriche, Hübner, note avec dépit, dans son journal, que « l'Impératrice s'est engouée, elle aussi, du bel assassin ».

A l'audience du lendemain, que l'on sait devoir être la dernière, la figure d'Orsini grandit encore. Mais la parole de son défenseur, Jules Favre, ne laisse pas d'y aider. Conscient de tous les intérêts engagés dans le débat, sentant que toutes les espérances d'un peuple sont braquées sur lui, comprenant qu'il parle devant l'histoire, électrisé enfin par l'atmosphère ambiante, l'éminent avocat s'élève, ce jour-là, aux sommets de l'éloquence.

Dans une langue merveilleusement pure, flexible et rythmée, il rappelle d'abord les origines de l'accusé, dont le père, ancien officier de l'armée napoléonienne, « a mêlé son sang au nôtre sur tous les champs de bataille ». Puis, il le montre, ce vieux survivant de Wagram et de Moscou, participant à l'insurrection des Romagnes en 1831, « attaquant le pouvoir pontifical *avec d'illustres complices* » et entraîné, lui aussi, dans la déroute de Spolète. « Félix Orsini, poursuit-il, avait douze ans à peine, quand il fut témoin de ces malheurs; il vit la pierre du foyer domestique brisée, son père fugitif, jeté en exil, condamné à une vie errante. Et vous ne voulez pas qu'il ait senti naître alors en son cœur cette haine ardente, vivace

implacable, qui l'anime contre les ennemis de sa patrie!... » Sur ces mots, il semble que le défenseur va conclure. Mais soudain, coup de théâtre. Devant les magistrats impassibles et l'auditoire stupéfié, Jules Favre lit une lettre que l'accusé vient d'adresser à l'Empereur comme son testament solennel : « *Les dépositions que j'ai faites contre moi-même suffisant pour m'envoyer à la mort, je la subirai sans demander grâce, parce que je ne m'humilierai jamais devant celui qui a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie. Je veux néanmoins tenter un dernier effort pour venir en aide à l'Italie. J'adjure donc Votre Majesté de lui rendre l'indépendance qu'elle a perdue en 1849 par la faute des Français... Que Votre Majesté se rappelle que, tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de Votre Majesté et celle de l'Europe ne seront qu'une chimère! Que Votre Majesté ne repousse donc pas le vœu suprême d'un patriote sur les marches de l'échafaud; qu'Elle délivre ma patrie et les bénédictions de vingt-cinq millions de citoyens La suivront dans la postérité!* »

A cette adjuration pathétique, Jules Favre n'ajoute qu'une phrase, qui termine sa plaidoirie dans une envolée de lyrisme religieux, avec l'ampleur et la gravité majestueuses d'une oraison funèbre : « J'ai fini, messieurs. Vous ferez votre devoir sans passion comme sans faiblesse. Mais Dieu, qui nous jugera tous; Dieu, devant qui tous les grands de ce monde, dépouillés du cortège de leurs courtisans et de leurs flatteurs, apparaissent tels qu'ils sont; Dieu, qui seul mesure l'étendue de nos fautes et l'expiation qui les efface; Dieu prononcera son arrêt après le vôtre et peut-être ne refusera-t-il pas un pardon que les hommes auront cru impossible sur la terre! »

Le verdict était comme inscrit d'avance au registre du greffier : pour Orsini, Rudio et Piéri, la peine capitale; pour Gomez, le bagne à perpétuité.

Dans les jours suivants, l'Empereur, vivement pressé par l'Impératrice, veut gracier les trois condamnés à mort. Mais ses ministres et le conseil privé lui représentent avec tant de force la nécessité d'une répression inexorable pour sauvegarder la dynastie contre des attentats nouveaux, qu'il laisse la justice suivre son cours.

Le 13 mars, à l'aube, la guillotine est dressée sur la place de la Roquette. Jusqu'au dernier instant, Orsini garde son

intrépidité hautaine. Devant le couperet, il s'écrie, d'une voix ferme : « Vive l'Italie ! »

Dans tout le scénario de ce grand drame judiciaire, ce qui a le plus frappé les contemporains, c'est assurément la lettre d'Orsini à l'Empereur et surtout le fait que le président des assises en ait autorisé la lecture publique. L'épisode pose aujourd'hui encore, devant les historiens, un problème troublant. D'abord, cette lettre a-t-elle été réellement écrite par Orsini ? Et, dans l'affirmative, comment a-t-il été amené, comment s'est-il résolu à l'écrire, puisqu'elle semble désavouer son geste du 14 janvier, puisqu'elle remet le sort de l'Italie à l'homme qu'il voulait tuer ?

Sur le premier point, nul doute. La lettre n'émane pas directement d'Orsini : elle a été rédigée par Jules Favre. D'ailleurs, si on la lit avec soin, on y reconnaît le style du grand avocat, et son mouvement oratoire : elle semble détachée de la plaidoirie.

Après avoir accepté, — et sans doute accentué un peu, — cette rédaction, Orsini l'a traduite en italien et signée. C'est donc qu'il l'approuvait, qu'il s'en appropriait le texte et les idées.

Mais Jules Favre non plus n'est pas le véritable auteur de la lettre : il ne l'a que libellée, sous une inspiration qui venait de beaucoup plus haut, de l'Empereur lui-même, par l'entremise du préfet de police, Piétri. C'est ce fonctionnaire, — sénateur de l'Empire, principal agent de Napoléon III pour les besognes secrètes, — qui est allé conférer avec Orsini dans sa cellule et qui a entrepris de lui démontrer « l'énorme erreur de son attentat, la folie d'avoir voulu frapper le seul ami puissant et désintéressé que l'Italie eût alors en Europe ». Si chaudes furent les paroles de l'émissaire impérial, si pressante fut son argumentation, que l'assassin crut sentir « comme un bandeau qu'on lui arracherait des yeux ». L'aberration de son crime lui apparut alors tout entière; il comprit, pour la première fois, que Napoléon III, loin d'être un obstacle à l'affranchissement de l'Italie, était seul capable de l'entreprendre. Et, découvrant soudain tout un horizon d'espérances nouvelles, il consentit à signer la lettre. Cependant, par un dernier sursaut d'orgueil, il tint à y spécifier qu'en adressant à l'Empereur son adjuration suprême, il ne sollicitait aucune grâce pour lui-même, « car il

ne s'humilierait jamais devant celui qui avait tué la liberté naissante de sa patrie ».

Reste à expliquer la mission du préfet de police auprès de l'accusé. Pourquoi l'Empereur a-t-il inspiré cet appel à sa personne en faveur du peuple italien, — manifestation d'autant plus significative qu'elle était contraire à tous les rites de la procédure criminelle et que le président des assises ne l'eût certes pas tolérée sans un ordre exprès.

La première idée qui s'offre à l'esprit est que l'attentat d'Orsini avait terrifié Napoléon III. C'est l'explication que le prince-consort d'Angleterre n'a pas craint d'enregistrer dans ses souvenirs; c'est aussi par la peur des assassins que l'empereur François-Joseph, le vieux prince de Metternich, Pie IX et tant d'autres encore expliqueront plus tard la guerre de 1859. Pure calomnie! Au cours de toute sa vie, Napoléon III a donné trop de preuves de son courage pour qu'on en puisse douter : il était brave naturellement, d'une bravoure simple, toujours égale, où la noblesse des instincts, la force d'âme et l'esprit chevaleresque tenaient pour le moins autant de place que la résignation fataliste.

Mais si, le soir du 14 janvier, Napoléon III n'a certainement pas connu l'angoisse humiliante de la peur physique, oserait-on affirmer qu'il n'ait pas ressenti les plus vives craintes pour sa couronne et sa dynastie? L'homme privé a pu demeurer impassible : le chef d'État, le restaurateur de l'Empire, le César autocrate qui se croit seul capable d'assurer la grandeur et la prospérité de la France, a eu le droit de s'effrayer.

Les bombes d'Orsini et de ses complices lui ont mis devant les yeux, sous une lumière éclatante, l'exécration que lui ont vouée les révolutionnaires italiens.

Quand il avait eu « le cynisme impie » de renverser la République romaine pour s'élever au trône de France, Mazzini lui avait écrit : « Tu as parjuré le serment de ton âme, tu as trahi le dieu de ta jeunesse!... » Depuis lors, tous les mazziniens avaient l'idée fixe de l'assassiner. C'était devenu pour eux la pensée maîtresse, le but primordial, « un acte absolument nécessaire, un acte presque religieux, puisqu'il est indispensable au salut d'un peuple ». Et chacun d'eux portait la sentence de mort gravée dans son cœur. A cet égard, les complots avortés de Pianori en 1855 et de Tibaldi en 1857 n'étaient déjà que trop démonstratifs.

Aussi, dans ces premières années de l'Empire qui, de loin, nous semblent si radieuses, dans les splendeurs clinquantes de la jeune cour, dans les fêtes continuelles des Tuileries, de Fontainebleau, de Compiègne, on discerne maintes fois chez l'Empereur l'appréhension de l'avenir, le sentiment que son règne est précaire, que l'édifice impérial peut s'écrouler tout d'un coup. Et l'on devine, au fond de son âme, l'image importune, sinon même le remords de son passé italien :

.....Quoniam medio de fonte leporum
Surgit amari aliquid, quod in ipsis floribus angat;
Aut quum conscius ipse animus se forte remordet.

Comment n'aurait-il donc pas mesuré la menace terrible qu'insinuait cette phrase d'Orsini : *Tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de Votre Majesté et celle de l'Europe ne seront qu'une chimère*? Comment ne comprendrait-il pas que l'affranchissement de l'Italie est, désormais, pour lui, une nécessité vitale et que, s'il veut garder son trône, il doit, par un geste irrécusable, rendre l'espoir aux patriotes italiens?

C'est pourquoi, le 11 mars, l'avant-veille de l'exécution capitale, il a obtenu d'Orsini une seconde lettre, plus explicite que la première : « *Les sentiments de sympathie de Votre Majesté pour l'Italie ne sont pas pour moi un mince réconfort, au moment de mourir. Je déclare, avant de rendre le dernier souffle, que l'assassinat, de quelque prétexte qu'il se couvre, n'entre pas dans mes principes, quoique, par une fatale aberration, j'aie organisé l'attentat du 14 janvier. Que mes compatriotes, au lieu de compter sur ce moyen, apprennent de ma bouche que leur abnégation, leur dévouement, leur union peuvent, seuls, assurer la délivrance de l'Italie!* »

Mais, pour donner aux deux lettres toute leur signification et toute leur portée, l'Empereur a besoin de Cavour...

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

APRÈS L'EXPOSITION
DES ARTS DÉCORATIFS

VII[1]

ERREURS ET VÉRITÉS

Si l'on ne doit aux morts que la vérité, à plus forte raison quand ces morts ont fait fortune. C'est le cas de la défunte Exposition. Elle a pleinement réussi, du point de vue forain et hôtelier, beaucoup mieux dans ses proportions modestes, que sa géante ancêtre de 1900. Ce n'est point qu'elle ait apporté des visions de beauté, ni de nouveauté, ni même de luxe comparables à sa devancière. Mais elle les a apportées à une génération qui en avait envie, n'ayant pas été saturée, comme on l'était en 1900, et encore tout éblouie par le souvenir de 1889. Le succès ne tient nullement à la valeur d'une chose, mais au désir qu'on en a. Or nul ne désirait, en 1900, revoir une Exposition universelle et l'embarras qu'elle fit ne fut point payé par le divertissement qu'elle fut. Cette fois, un quart de siècle avait passé, une génération nouvelle paru qui, n'ayant jamais rien connu de ces foires mondiales, vint là, bouche bée, prête à trouver une saveur extrême aux pires vieilleries et qui, au sortir des années de guerre et de privations, avait une furieuse envie de se décarêmer un peu. En outre, les étrangers, privés de Paris pendant les mêmes années d'épreuves, brûlaient de prendre leur revanche, comme ils l'avaient prise en 1816, selon

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août, 1er septembre, 1er et 15 octobre.

le rythme constant du flux et du reflux humains. Et elle était facile à prendre pour les peuples du Nord. En 1900, venant à Paris, ils faisaient une dépense : cette année, ils ont fait une économie. Dans tout cela, le goût des « Arts décoratifs » a peu de part et l'admiration pour le « cubisme » et l' « assourbanipalisme » n'en a pas du tout. C'est tout autre chose qui attirait ces foules qu'on voyait défiler entre les objets d'art précieux, équipées en touristes comme pour un *camping*, portant leur nourriture et leur vestiaire à la main, exténuées, mornes, résolues à « tout voir » et ne regardant rien. Ce qui les avait draguées et soulevées de profondeurs provinciales ou exotiques inexplorées jusqu'ici, ce qui rallumait leurs regards et ranimait leurs esprits, c'était ce qu'on trouve de tout temps à Paris : des étalages de grands magasins, des illuminations *a giorno* et un choix d'attractions renouvelées de *Luna Park* et de *Magic City*. On aurait fort bien pu supprimer de l'Exposition tout prestige et recherche d'Art, la cohue eût été la même et bien plus grande encore si l'on avait décuplé cette sorte d'attractions qu'on eût dit imaginées pour des Ababouas ou des Mangbetous.

On se moque donc lorsque, du chiffre des entrées ou des additions de restaurateurs, on prétend inférer des signes d'une Renaissance esthétique. Mais on serait injuste si, de toute cette manifestation, on ne retenait que les parades, les bateleurs, les tréteaux et la farce, en oubliant ce qu'elle contenait de bon, parfois même d'excellent, réalisé par de patients artistes, après de longs efforts. Le moment est venu de résumer les expériences faites et l'enseignement donné. Quelles sont les unes et quel est l'autre? Quelle part d'erreurs contient l'Art décoratif, dit « moderne », et quelle part de vérités? Jusqu'à quel point doit-il être encouragé, soutenu et à quel moment faut-il crier : casse-cou! C'est ce qu'un rapide examen nous permettra de fixer.

I

Il y a dans tout cela les œuvres et il y a les théories. Les œuvres, on les a vues et s'il a été juste d'y noter un grand progrès sur celles de 1900, pas plus qu'en 1900, il n'a été possible d'y découvrir des caractères assez neufs, assez forts, assez

concordants pour constituer un « style ». Elles accusent peu d'invention, guère d'imagination, aucune cohésion. Ce qui leur donne à première vue une certaine unité apparente, c'est qu'elles ont toutes été conçues en opposition avec l'art de 1900. Et, en effet, sauf dans les Arts du Feu, où cette opposition est peu sensible, on sent partout la volonté de briser avec les errements du *Modern style* ou de l'*Art nouveau*. C'est là une réaction, ce n'est pas une création. L'unité et la nouveauté ne sont qu'au regard de l'art d'hier. Dès qu'on évoque l'art d'avant-hier, il n'y a plus grande nouveauté, et dès qu'on examine, les unes à côté des autres, les œuvres actuelles, il n'y a plus unité.

C'est si évident, qu'un des meilleurs maîtres de l'Art décoratif actuel, M. Lahalle, avoue qu' « il y a parfois autant de difficultés à harmoniser ensemble les œuvres de deux artistes différents que de faire voisiner l'une d'entre elles avec l'héritage du passé ». C'est pourquoi, enfler la voix à leur propos et parler d'elles sur le même ton qu'on emploierait pour louer nos grands styles anciens, c'est leur rendre le plus mauvais service. En attirant l'attention sur des mérites qu'elles n'ont pas, on la détourne des qualités réelles qui les marquent : la simplicité des profils, la sobriété des décors, la splendeur des surfaces, la richesse des matières et, chez les meilleurs du moins, la convenance de l'objet et la facilité de son entretien.

Y a-t-il au moins quelques chances de voir ce type de meuble et de décor préféré à la copie des styles anciens et adopté par la génération nouvelle? Il semble bien qu'il le soit déjà par une élite, et c'est beaucoup, car, au rebours des locutions imagées qui font leur chemin dans le peuple d'abord et finissent par pénétrer, bon gré, mal gré, dans les Académies, une expression esthétique commence, d'ordinaire, par être le lot d'une classe supérieure, pour être imitée ensuite, par la fabrication courante à l'usage de tous. Mais pour qu'elle le soit, il faut qu'elle puisse l'être. Lorsqu'un style tient à des silhouettes et des moulurations qu'on peut imiter en des matières peu coûteuses, — quitte, si le décor est trop compliqué, à le simplifier en conservant les lignes maîtresses, et les garnitures trop riches, à faire dans le même goût leurs « pauvres », — ce style descend des classes supérieures dans les autres sans perdre l'essentiel de son caractère. Mais quand ce caractère tient

tout entier, ou presque tout entier, comme dans le cas présent, à la richesse de la matière au lieu de tenir à la ligne, que devient-il privé de cette richesse et réduite à une insignifiante silhouette? Dans ses pénétrantes études sur *le Meuble français sous Louis XVI et sous l'Empire*, M. Roger de Felice a fort bien noté que là où « la matière se montre en grandes masses peu travaillées, » c'est-à-dire le style Empire, il faut qu'elle soit tout à fait belle, et qu'alors on ne voit guère que « les meubles de grand luxe » qui possèdent les qualités du style », car un « meuble Empire fabriqué à bon marché avec trop de placage, trop peu de bronzes et des bronzes d'une qualité inférieure ou inexistante donne tout de suite l'impression de camelote faite au rabais ». Hélas! c'est l'impression, n'en doutons pas, que donneront les beaux meubles à surface de bois précieux admirés à l'Exposition, si l'on tente de les reproduire en bois commun et à bon marché. Il faut donc s'en tenir à leur destination première : orner des intérieurs de grand luxe. En voilà sans doute assez pour occuper nos arts décoratifs à l'avenir, pourvu qu'ils se développent dans le sens où les mènent le goût naturel et la pratique de quelques maîtres, et ne se laissent pas égarer par les théories.

Car il y a aussi des théories. Le visiteur qui voit un pied de table bien bâti ou un marli d'assiette agréablement tourné, n'imagine pas tout ce qu'on a imaginé de systèmes pour les expliquer. Dernièrement, une enquête sur le mobilier moderne a été menée auprès des meilleurs maîtres actuels par la Revue *Art et Décoration*, laquelle est elle-même un parfait miroir des arts décoratifs modernes; un peu trop parfait même, c'est-à-dire qui en donne une image très flattée, d'abord parce qu'elle choisit les meilleurs exemples et les meilleurs artistes et escamote adroitement les autres, ensuite parce que la photographie, bonne fille, se laisse éblouir par l'éclat trompeur de certaines matières quand elles sont présentées sous un jour heureux et qu'on les trouve ensuite beaucoup moins séduisantes en réalité qu'en images. Or, pour très complète qu'elle soit, cette confrontation des thèses actuelles sur l'art décoratif ne projette pas sur la question une lumière bien éclatante. Le seul point où tous les maîtres s'accordent, c'est le désir de réaliser un décor « moderne » et un parfait mépris des idées émises et des exemples fournis par leurs devanciers de 1900. Toutefois et

malgré des discordances fort nombreuses dans l'application et des contradictions formelles dans les théories, on peut dégager de toutes ces thèses, quelques traits communs qui, à la rigueur, pourraient composer une doctrine.

Avant tout, cette affirmation : l'homme moderne, la femme moderne ne peuvent pas vivre dans la maison et les meubles des générations passées, tout au moins ils ne sauraient s'y plaire parce qu'ils n'y trouvent pas le reflet de leur âme, ni de leurs aspirations. Pour y conformer le décor nouveau, il faut s'inspirer des modes nouveaux d'existence, des goûts qu'ils ont développés, des habitudes visuelles récemment prises. Pour le réaliser, s'aider et se servir des procédés et des matériaux fournis par la science moderne à l'art et à l'industrie. Accepter et même demander aux progrès scientifiques de dicter les formes nouvelles. Pas de fantaisie : de la « logique. » Pas de décors profus et librement jetés sur l'objet : de l'ordre et de la discipline. Pas de formes vivantes dans ce qui ne vit pas : de la géométrie. Donc aucune variété superficielle et linéaire : toute beauté cherchée dans les proportions, qu'on appelle, — pour faire croire qu'on a trouvé quelque chose de nouveau, — des « volumes ». En même temps, richesse des matières employées, qui composent ces « volumes » et pas de camouflage, respect de ces matières, probité, sincérité. Enfin, retour à la « tradition française », abandonnée par l'art de 1900, en tant du moins que la « tradition française » est faite de logique, de respect de la matière, d'ordre, de discipline et de sobriété.

Ce sont là, en dépit de leurs apparences spécieuses, autant d'erreurs, sinon erreurs en substance, du moins par les conséquences qu'on en tire, et formules de nul secours, ni précision réelle, et même lorsqu'on les confronte, soit avec les exemples du passé, soit avec les problèmes de l'heure présente, vocables vides de sens. Tel, le terme de « logique » déployé comme un drapeau sur toutes les tentatives actuelles, y compris les plus dénuées de sens commun. Si, par « logique », on entend l'adaptation de l'objet au service qu'il doit rendre, la logique n'est nullement une condition de beauté : c'est une condition d'existence. Un fauteuil où l'on ne peut pas s'asseoir, un verre où l'on ne peut pas boire, une maison qu'on ne peut pas habiter ne sont pas en cause : ils peuvent très bien

réjouir l'œil, ils n'existent pas en tant qu'art appliqué. Ce sont des joujoux pour musées.

Mais dès lors que l'objet d'art appliqué s'applique en effet, c'est-à-dire qu'il répond aux exigences de son rôle, et qu'il s'agit non plus de son existence même, mais de sa grâce et de sa beauté, la logique n'a plus rien à faire avec lui. L'objet le plus beau n'est point du tout celui qui répond le mieux aux besoins : s'il en était ainsi, nous n'aurions que faire des artistes. Le meuble pratique est trouvé depuis longtemps et ce n'est pas eux qui l'ont inventé. Un décor est beau précisément dans la mesure où il échappe à la tyrannie des formes et des matières rigoureusement imposées par la nécessité et où il offre la plus libre fantaisie, sans nuire à sa fonction et sans sortir du cadre étroit que le souci de sa fonction a tracé. Le voilà, le problème précis qu'ont résolu avec tant de bonheur les artisans d'autrefois. Il y a une fantaisie extrême dans la forme et le décor de toutes les formes si diverses du fauteuil Louis XV, mais il reste, en toute occurrence, un excellent fauteuil, tandis que, de nos jours, l'artiste s'est toujours montré impuissant à mettre un peu de liberté et de mouvement dans les lignes de son siège sans le rendre aussitôt inhospitalier, incompatible et taquin. Voilà pourquoi, devant tant d'échecs répétés, il s'est mis gravement à prêcher « la logique », ayant fait cette découverte que, pour être belle il faut qu'une chose d'abord existe, ce qui n'est pas contestable, mais ce qui ne jette pas un jour éblouissant sur la question.

Que si par « logique », on entend qu'un motif étant donné, un thème adopté, ce qu'au temps du wagnérisme on appelait un *leit-motiv*, il faut le suivre jusqu'au bout et en déduire tous les ornements et toutes les formes, c'est encore une erreur. C'était celle de Gallé, grand artiste d'ailleurs et imaginatif plus qu'on ne l'est aujourd'hui, lequel n'eut d'autre défaut que d'être logique et de déduire une ornementation complète et détaillée d'une trouvaille juste et heureuse, comme on fait les corollaires d'un théorème. En rêvant dans sa « forêt lorraine » ou plus simplement dans son jardin potager, à la Garenne, près de Nancy, il avait observé que les tiges de la courge, de l'ipomea, des ombellifères diverses, de l'heracleum, des berces, de l'orchis, de l'angélique enfin, présentaient des cannelures, dont on pourrait tirer des moulurations nouvelles, élégantes,

pour les pieds de table ou les bras des sièges, et des façons d'étendre leurs branches qu'on pourrait imiter dans le bâti d'un meuble à étages. Il en avait tiré de fort heureux profils et l'on ne voit guère aujourd'hui ce qu'on a produit d'aussi gracieux et d'aussi nouveau, si l'on excepte les pieds en fuseau, à filets d'ivoire imaginés par M. Ruhlmann. Malheureusement, de ce thème qui n'aurait dû être qu'une ligne et un relief nouveaux substitués aux lignes banales ou médiocres du meuble courant, Gallé a voulu faire un système complet de décor, le « décor végétal » ou naturel, et tirer successivement d'une plante et de la même plante, le pied, le faîte, les étagères, les panneaux, jusqu'aux poignées et les entrées de serrures.

C'était logique : ce fut absurde. La Nature n'ayant pas créé les ombellifères expressément pour servir de buffet à une salle à manger, avait négligé de leur donner tous les profils, les surfaces et les cavités propres à ce rôle. Déduire tout un mobilier d'une forme initiale la plus heureuse du monde, c'est en art ce qu'est en littérature une métaphore trop longtemps suivie, ce qui est logique aussi et insupportable. Or nos artistes qui sont unanimes aujourd'hui à réprouver le décor floral de Gallé, tombent précisément dans son erreur, une erreur qui pour être diamétralement opposée n'en est pas moins identique, symétriquement superposable : la logique du décor constructif. Parce que la maison sera un cube et qu'elle aura des bow-windows en trièdres, faudra-t-il que les meubles à l'intérieur soient tous à angles aigus et contondants, — lorsqu'il est clair qu'on peut admettre les uns et fuir les autres, parce qu'on n'a pas à faire aussi souvent aux angles d'une maison qu'à ceux des meubles d'une chambre à coucher ?

Un motif peut être fort plaisant ici et ne pas l'être là, et des motifs tirés de règnes fort différents de la Nature, le minéral, le végétal, et l'animal même, s'accordent fort bien entre eux et aussi avec le pur abstrait. Les beaux styles anciens ont fort bien mélangé le géométrique et le floral, la ligne torse et la droite, tantôt accusant l'armature du meuble, tantôt la dissimulant, ici, poursuivant, en dépit des changements de plan, la même moulure, là, modifiant le contour dès que le plan ou l'étage est changé. Il n'y a pas à cet égard la moindre « logique » dans le gothique, ni surtout dans le Louis XV, ni dans le Louis XVI finissant, lequel est composite, à plaisir, illogique et charmant.

Mais voici un troisième sens du mot « logique », où l'on nous engage à mordre : conséquence du temps où nous vivons, image des mœurs nouvelles, émanation de « l'homme moderne » et reflet de son cerveau. On nous dit : avec des idées si différentes de nos pères, un idéal politique et social si nouveau, une hygiène à ce point plus savante, les habitudes inconnues d'eux : fendre l'espace, correspondre sans fil à travers les océans, juger sans préjugés des problèmes sociaux, de la famille et de la femme émancipée, il est illogique d'habiter sous des toits semblables et de s'asseoir dans les mêmes fauteuils.

Eh bien ! voilà qui nous rend quinauds, et comme on voit bien l'utilité des esthètes ! Car nous allions continuer de vivre tout bonnement dans les mêmes meubles sans nous aviser qu'ils étaient en contradiction avec notre mentalité moderne, si ces savantes gens ne nous avaient crié : casse-cou. Nous y étions fort bien dans ces fauteuils larges, profonds, les « bains de cuir » du meuble anglais, devenu depuis si longtemps continental. Nous n'étions pas mal non plus dans les bergères Louis XV, les Voltaires, les gondoles, les cabriolets, tous ces sièges chantournés pour nos pères, et, quand nous voulions boire un coup de vin, ce verre de cristal clair qui en laissait luire toute la couleur, mince, qui en laissait savourer toute la saveur, et globuleux, pour en dégager le parfum, nous réjouissait mêmement le goût, l'odorat et la vue. Mais nous en convenons : ils n'avaient pas été faits pour nous, pour des gens qui ont pris le train, l'auto, l'avion, le dirigeable, entendu un jazz-band par T. S. F. et lu, sous l'ampoule électrique, Einstein et Gobineau. Maintenant, en quoi l'auto, l'avion, la T. S. F., la philosophie du pragmatisme et de la relativité ont-ils modifié le dos, les jambes, les reins, les pieds et les bras de l'homme moderne, c'est ce qu'il faudrait qu'on nous explique. Car nous voyons bien ce que notre cerveau peut en recevoir d'idées ou d'images nouvelles et notre conception du monde en être élargie, mais non ce que nos jambes, nos reins, nos pieds, nos bras, nos mains y ont gagné ou perdu en longueur et en volume, en souplesse ou en poids, car s'ils demeurent constants, tout eût-il changé autour de nous et en nous-mêmes, le fauteuil moderne doit toujours loger le même personnage et ce n'est pas avec son cerveau qu'on s'assied.

Il en va ainsi de tout objet d'un usage constant et familier : sa forme dépend de la stature de l'homme et non des conquêtes de

son intelligence, ni de ses besoins sociaux, ni même des matières employées. Prenez le verre à boire : sa hauteur est limitée par la longueur du bras, la flexibilité du cou, son évasement par la forme de la bouche, l'épaisseur de sa tige par la faculté préhensile des doigts, de même qu'un pied de lampe, si la lampe est très pesante, doit s'amplifier assez pour être non plus pincée, mais « empoignée ». Ceci aurait-il changé depuis que nous avons le radium et la Société des nations? Et l'espèce de parabole que décrit la main quand on boit pour porter un verre qu'on vient de remplir jusqu'à la bouche où il se désemplit, serait-elle modifiée à notre insu, depuis les buveurs de Terburg et de Gérard Dow, par les conquêtes de la psychiatrie? Serait-ce le sens olfactif qui ne serait plus le même et le parfum se dégagerait-il mieux dorénavant d'un verre épais que d'un cristal, mince et effilé? Les modernistes devraient bien nous le dire.

En fait et bien qu'une maison, une cathédrale ou un palais soient moins faciles et moins rapides à construire qu'un fauteuil ou qu'un verre à boire, et qu'il semble ainsi plus aisé de modifier les dimensions et les formes d'un fauteuil ou d'un verre, que d'un édifice, c'est le contraire qui a lieu. On a plus vite fait d'imaginer deux palais, deux églises, deux habitations entièrement différents, comme proportions et distribution, l'un de l'autre, que deux fauteuils ou deux verres. Entre les *Thermes* de Caracalla et une salle de bains de paquebot, entre la cathédrale d'Amiens et le temple de Pœstum, entre un sky-scraper de New-York et le chalet suisse, bien que chacun d'eux remplisse parfaitement sa fonction, il y a infiniment plus de différence qu'entre le dur *faldistoire* du moyen âge, ou sa *caquetoire* et la bergère Pompadour. Vous pouvez décupler la hauteur d'une maison ou d'un temple : vous ne pouvez pas décupler la hauteur du siège ou de la table ni le diamètre de la bague, ou du diadème, ni d'ailleurs les réduire, comme vous pouvez faire un logis, et si l'on a pu découper des appartements dans des vieux hôtels d'autrefois ou au contraire composer une galerie avec d'anciens appartements à Versailles, on ne s'est jamais avisé de diviser en quatre ou en dix un fauteuil, ni de décupler l'orifice d'un verre à boire, comme on fait à New-York les étages d'une maison.

Et s'il ne s'agit pas du fauteuil, ni du verre à boire, s'il ne s'agit pas de l'armoire, de la commode et du buffet, s'il ne s'agit pas du bureau à écrire, ni de la table à manger, ni de quoi

que ce soit qui doive s'ajuster de très près à la stature humaine, de quoi s'agit-il? S'agirait-il des formes nouvelles que dicte le progrès moderne? Mais le progrès moderne ne dicte pas de formes : il les supprime. Ce qui reste de formes dans nos demeures est voulu par ce qui reste des engins d'autrefois. L'électricité supprime le lustre et les lourdes appliques, le chauffage à air chaud supprime la cheminée, il rend inutile le fauteuil confessionnal jadis construit contre les souffles d'air, inutiles l'alcôve, les renfoncements, le « ciel » et les « parements » du lit avec les colonnes à quenouilles et, jusque sur la table à manger, les réchauds. Les dégagements des pièces autrefois construites en enfilades avaient rendu, dès le XVIIIe siècle, à peu près inutiles ces sortes de retraites ou de « réduits » que ménageait dans une chambre le grand lit Henri II après le « clostret » du moyen âge. Tout progrès supprime une forme. Le stylographe supprime l'encrier, l'eau montante supprime la fontaine d'étain ou de cuivre, l'aiguière et l'aquamanile, le fil électrique supprime les poignées pendantes et les belles sonnettes du temps jadis. A quoi servent désormais les heurtoirs des portes? A quoi les moraillons des serrures? A quoi les pentures des coffres-forts? Et quelle est la femme qui ne pourrait se vêtir sans son rouet?

Toutes ces choses peuvent bien être conservées ou remises en honneur, mais pour leur agrément et non pour leur nécessité. L'évolution naturelle de la vie les chasse et ne les remplace point par d'autres équivalentes. On s'escrime en vain depuis cinquante ans contre cette évidence : la nécessité n'est plus formatrice. Nous touchons là le fond même, l'erreur génératrice de toutes les autres. On s'est mis à se dévouer aux Arts décoratifs à l'instant précis où les conquêtes de la science appliquée tendaient à nous dispenser de toute forme décorative, non pas assurément si l'on considère le plaisir des yeux qui exigent toujours la même variété de lignes et de couleurs, mais si l'on considère le rôle nécessaire de l'objet. Il n'y a donc plus de ressources et de salut que dans la fantaisie pure et dans la libre imagination, bien loin qu'il faille chercher dans la logique une raison d'orner des choses que la logique prescrirait de supprimer.

En architecture, ce que la « logique » dicte de nouveau, ce n'est nullement le *home* individuel ou privé, ce n'est ni le

toit, ni le mur qui nous abritent : c'est le lieu de travail et le travail en commun, l'usine avec ses galeries de machines-outils, la banque, l'amphithéâtre, le stade, l'école. Voilà ce qui a permis et nécessité des hauteurs de voûte, de parois, des systèmes de chauffage, d'éclairage, de protection nouveaux. Ce sont aussi des lieux de passage : gares, halls d'exposition, grands magasins, thermes, églises. Dans de tels vaisseaux où il ne s'agit point de dormir, ni de se reposer, ni de cuisiner, ni d'élever des enfants, et ainsi de concilier tous les besoins de la vie et de tous les âges, mais où il faut que des foules semblables d'êtres presque interchangeables évoluent et travaillent sans se gêner et sans empoisonner l'air, on peut employer des matériaux nouveaux, tracer des courbes immenses de fer, des parois de verre ou de très minces céramiques, diviser et distribuer l'espace en des façons nouvelles. Mais dès que l'homme moderne rentre chez lui, si « moderne » qu'il soit, il éprouve comme ses pères, le besoin de se garantir des intempéries des saisons qui, elles, n'ont pas changé, et ce sont les matériaux et les proportions d'autrefois qui l'en gardent le mieux. Il sent la nécessité d'y créer des alvéoles diverses, — si petites soient-elles, — pour les différentes fonctions de son logis, — si modeste soit-il, — et ces fonctions restent identiques à celles d'autrefois.

Au surplus, ses goûts n'ont nullement changé ; le *home* individuel n'est pas moins désiré : il l'est plus que jamais depuis que la vie de travail est collective. Plus il y a promiscuité aux heures de travail, plus le travailleur rêve, le labeur fini, de se retrancher fortement dans son particulier. La vieille maxime anglaise *Every man's house is his castle* est profondément gravée dans le cœur du Français le plus moderne. Postuler que l'homme moderne désire retrouver chez lui l'image ou le souvenir de son usine ou de sa machine, ou de son *office*, et déduire des formes nécessaires de cette usine : cubes et cylindres, la forme ou le décor de sa maison, c'est d'une psychologie tellement enfantine qu'on se demande si MM. les architectes de la nouvelle école nous le proposent sérieusement. En tout état de cause, et à chacune de leurs propositions, quand ils nous parlent de la vie moderne, il est manifeste qu'ils confondent deux choses très différentes : la vie *voulue* avec la vie *subie*, l'une étant d'ordinaire la revanche de l'autre, et tout

l'effort de l'être humain tendant à compenser l'une par l'autre, au lieu de les mêler.

Plus la vie moderne subie au dehors est agitée, plus il cherchera au dedans le repos; plus elle est bruyante, le silence; plus elle est dispersée, la concentration. Voilà qui est « logique » et, de ce fait, il est vrai de dire que la vie moderne réagit en quelque manière sur l'habitation moderne. Seulement, au lieu que ce soit par analogie, c'est par antithèse. Or, cette antithèse, la vieille demeure construite par des gens qui n'avaient ni autos, ni avions, ni tintamarre d'usines et de trains, l'offre déjà, et ce n'est point en cela, le moins du monde, que « l'homme moderne » aspire à la changer.

Il n'aspire, d'ailleurs, à rien qu'à un confort plus grand, tout comme y tendaient ses pères. La maison et le meuble ont toujours évolué d'un confort moindre à un plus grand confort, depuis le moyen âge jusqu'à Louis XVI, sans interruption, malgré les diversités du goût et la nouveauté de nécessités sociales ou mondaines. L'aménagement et le décor intérieur, le choix, la forme et le nombre des objets familiers ont obéi à la même loi de progrès, à travers toutes les influences de la mode, progrès marqué par ce caractère : une spécialisation de plus en plus grande de chaque meuble. Cette évolution n'avait jamais connu qu'un arrêt brusque : le style Empire. Pour la première fois, avec Percier et Fontaine, une idée *a priori* l'avait emporté sur l'instinct de l'artiste et les besoins du public. Le Louis XV avait varié à l'infini les organes du mobilier et leur agencement atteint une perfection extrême. L'Empire a réduit les organes et diminué le confort. On s'en est fort bien aperçu, alors, on s'en est même plaint, et si la province a continué à faire du Louis XV, en plein XIX[e] siècle, ce n'est peut-être point par routine seulement, mais parce qu'elle le trouvait plus serviable.

En tout cas, le meuble Louis-Philippe, avec tout son manque d'élégance et de goût, marque un effort pour rendre l'Empire plus confortable, et, si le Second Empire est revenu à une sorte de Louis XV bâtard, étriqué, sans prestige, c'est simplement parce qu'il a voulu plus de confort que sous Louis-Philippe. Après quoi, nous avons vu le meuble anglais, plus « confortable » que le Second Empire et qui a réintroduit chez nous le mot en même temps que la chose. Ainsi donc, la tendance vers un plus grand confort a été constante jusqu'au jour où le

modern style prétendit nous imposer des meubles inutilisables parce qu'il y avait honte à utiliser les anciens. Et si le *modern style* n'a pu s'implanter, ce n'est nullement, comme les théoriciens du cubisme nous l'enseignent, parce qu'il était illogique, dévoyé par le symbolisme et le décor naturel : c'est parce qu'il était inconfortable. Le mot « logique » en art appliqué n'a aucun sens, ou il en a tant et de si contradictoires que l'employer est pure logomachie. Mais le mot « confort » en a un très net et immédiatement perceptible. Tandis que des esthéticiens discutent sur la « logique » du siège, leurs reins éprouvent très bien si les fauteuils où ils sont assis sont confortables, et s'ils ne le sont pas, la discussion sera fort écourtée, non faute d'arguments, mais faute d'assiette, — ce qui prouvera qu'il y a peu de diversité dans la notion qu'on en a.

Or cette évolution vers le confort interrompue par l'Empire, reprise sous Louis-Philippe, reniée à nouveau par le *modern style*, où en est-elle aujourd'hui? Aujourd'hui, les artistes prennent tous le contre-pied du *modern style*, mais en le prenant, ils se séparent en deux équipes fort divergentes. L'une reprend les choses au point où les ont laissées le confortable Louis-Philippe, ou l'anglais, — mais alors elle revient à des formes connues, — l'autre s'obstine à chercher du nouveau, mais alors, tout en faisant pratiquement et techniquement le contraire du *modern style*, elle retombe dans la même erreur, qui est de diminuer le confort acquis par ses devanciers. Par exemple, en construisant le meuble « rationnel », le meuble cubique, ces types géométriques massifs qui contiennent toutes sortes d'organes différents, en ne mettant aucune variété dans les sièges et les tables, elle nous ramène au moyen âge, où le coffre tenait lieu de tout. C'est une régression.

II

Comment a-t-on pu en venir là, lorsque tout marque un progrès autour de nous et que, dans l'Art décoratif même, les arts du feu : céramique, verrerie, ferronnerie, orfèvrerie et les arts de l'aiguille, et les tissus ne cessent de s'adapter à nos besoins ou de combler nos désirs? Pour bien le comprendre, il faut remonter aux sources mêmes du mouvement moderne,

dit des Arts décoratifs. Je dis : les sources, parce qu'il y en a eu deux très différentes dans le temps et surtout dans l'esprit. Les deux courants ont conflué vers l'année 1895, et depuis lors, la critique et les rapports officiels s'appliquent à les confondre, pour dériver vers l'un des éloges que mérite l'autre, mais ils venaient de sources fort distinctes et même, sur certains points, tout à fait opposées, et aujourd'hui encore, ils se distinguent très aisément. Il faut remonter jusqu'à 1845, environ, pour trouver l'une. L'autre bien plus récente date des années 1889 et 1890 environ.

Le sentiment d'où est sorti le renouveau en céramique et dans les autres arts du feu, vers 1845, c'est un élan vers les chefs-d'œuvre du passé, la passion des belles matières et des belles couleurs de la Renaissance ou de l'Extrême-Orient, puis le goût des fortes et délicates ferronneries de notre XVIII[e] siècle et le désir de les faire revivre. C'est quelque chose d'actif, d'affirmatif, d'enthousiaste, sans aucun souci, bien au contraire, de se libérer du passé. Les premiers artisans de cette Renaissance ne juraient que par un certain Bernard (Palissy) et un vieux Luca (della Robbia) dont ils parlaient sur un ton de mystérieuse familiarité, comme d'amis rencontrés hier et, aujourd'hui encore après soixante ans, nos verriers les plus personnels comme M. Marinot proclament qu'ils aiment à faire renaître les charmes et les prestiges des fleurs du passé.

Au contraire, le sentiment d'où est sortie, voici trente ans environ, la renaissance du meuble et de la maison est une négation, une protestation et un dégoût : le dégoût du meuble fabriqué depuis l'Empire, — et au début le dégoût du style Empire lui-même, — la honte de voir notre époque incapable de créer ce que chaque époque avait apporté : son style, et d'en être réduite à la copie réitérée et monotone des beaux types du passé. Tandis que la renaissance des arts du feu : céramique, ferronnerie, verrerie, avait son origine dans une exaltation admirative, le mouvement pour un style moderne venait d'une nausée : la nausée du « style » Louis-Philippe, sorte d'Empire appauvri et moyen âge caricatural, ou encore du « style » Second Empire, cet éclectisme lourd et bâtard, luxueux, mais étriqué, surdécoré mais insignifiant, qui mérite bien le nom de Bas-Empire des styles, régime du capitonnage, de la ronde bosse et du ballonné, du découpé et de

l'à-jour, de la marqueterie façon Boulle et de l'application sculptée façon Louis XV, débauche de franges, de festons, de glands, d'embrasses, de chapelets d'olives, de houppes et de pendillons, triomphe du drapé, de la guirlande, des plis, du surplis et de l'indéplissable, du coussin à boudins avec « du d'or » répandu partout, du feutré, et du calfeutré, nid à poussière, règne du plumeau, prodige de complications inutiles, où tout meuble fait pour recevoir le corps humain disait avec orgueil : « Je suis capitonné! » Ce meuble certes n'était pas dénué de confort, mais prétentieux et hideux et, quelque surprise que puissent nous réserver les retours de la mode et du goût, — et surtout du mauvais goût, — on comprend bien que les artistes, il y a cinquante ans, n'aient eu qu'une idée : en sortir.

On en sortait, il est vrai, déjà, mais d'une seule façon toujours la même : la copie des anciens styles français. Voilà qui n'exaspérait pas moins les artistes, non que ces styles ne fussent admirables, mais parce qu'ils étaient trop connus pour qu'on eût du plaisir à les reproduire indéfiniment et trop associés, dans la pensée, avec d'autres temps, d'autres mœurs et d'autres toilettes, pour qu'on les appliquât aux nôtres sans anachronisme. Autant que l'horreur du décor présent, le dégoût du pastiche entraînait déjà les esprits, voici trente ou quarante ans, à souhaiter un style nouveau.

Enfin l'idée, vague alors, affirmée depuis dans tous les écrits des novateurs, que l'homme moderne, si différent et sur tant de points de son ancêtre du XVIIIe siècle par exemple, devait avoir des besoins nouveaux. Il en avait en effet, mais ce n'était point des besoins d'art : c'était des besoins de confort que satisfaisait assez bien l'affreux mobilier second Empire et que satisfait pleinement le meuble anglais, toute cette série d'objets pratiques, serviables, de bois net et luisant, d'entretien facile, répondant aux exigences de l'hygiène moderne et adaptés aux exiguïtés du logis actuel, qu'ils remplissent avec une précision d'emballeur : — ce qu'on appela le *yachting style*. Cela s'est trouvé tout seul, chez nos voisins, sans programmes, sans écoles, sans récompenses officielles, sans rapports à M. le ministre des Beaux-Arts, qui, d'ailleurs, n'existait pas. Le besoin a créé naturellement l'organe, parce que c'était un besoin véritable, universel, pressant, tandis que les théoriciens d'un style nouveau s'évertuent, depuis trente ans, à créer

des organes que ne réclame aucun besoin, ni aucun désir.

N'importe ; il faut que le visiteur ait l'impression d'entrer dans un monde fait pour lui. Alors, comme on manque totalement d'idées neuves, on retourne simplement comme un gant les vieilles et l'on fait la maison à l'envers. On fait rond ce qui, hier, était carré : les tables à manger et les coussins ; on fait carré ce qui de tout temps avait été rond : les cadrans des pendules et les boutons à tirer les tiroirs ; on fait allongé en fuseau ce qui était carré ou rond : les miroirs et les psychés ; en coupole ce qui était en tronc de cône : les abat-jour ; anguleux ce qui était arrondi : les coins des bureaux et des commodes ; plat ce qui était courbé : les manches des fourchettes et des cuillers ; courbe ce qui était plat : les bois de lit ; sombre ce qui était clair : les salles à manger. On ôte les pieds à ce qui en avait : les lits et les fauteuils. On en met à ce qui n'en avait pas : les grandes glaces redevenues psychés et les miroirs de table. On enferme dans les armoires ce qui était dehors : les glaces. C'est le : « D'amour, belle marquise... » transposé dans l'art ornemental avec une prétention que n'eut jamais M. Jourdain.

Comme on a depuis longtemps trouvé le confort, il faut bien, pour changer, faire l'inconfortable. Nous possédions d'excellents bancs de jardins à dossier enroulé, à siège en selle : on a rétabli les barreaux droits, les angles contondants en usage sous l'Empire. Les jardiniers s'appliquaient à empêcher l'herbe de disjoindre les dalles des perrons et des terrasses : on a disjoint ces dalles et semé de l'herbe autour, au risque d'entorses, si on y met le pied. Les verriers étaient fiers d'obtenir de larges surfaces réfléchissantes parfaitement pures, où l'on pût mirer, d'un seul coup, la plus grande toilette : on a ressuscité ces damiers de miroirs à panneaux assemblés, où la silhouette du regardant est découpée par un quadrillage artificiel. Dans les grilles, les rinceaux étaient faits d'ordinaire pour prévenir l'escalade, maintenant ils y invitent par leur dessin en étrier renversé. La rampe d'escalier à son « départ », présentait un pignon point d'appui, en saillie, pour que la main pût le saisir et en aider le pied ; on le met en retrait le plus loin possible de la main, afin qu'il ne serve plus de rien.

Après coup, il est vrai, et lorsqu'ils ont créé ces déconforts, les novateurs cherchent à nous persuader qu'ils répondent à

une manière d'être « moderne ». L'un nous dit que de nos jours « le bureau ne doit plus être une salle spacieuse, table découverte, haute bibliothèque aux rayons inaccessibles, chaque ouvrage en plusieurs volumes », mais que la pièce est petite, car « un homme aujourd'hui ne travaille plus guère à son domicile », — ce qu'apprendront avec surprise quelques milliers de gens, hommes de lettres ou autres... Un autre, le plus sérieusement du monde, nous assure que « la mode supprimant pour les femmes la prison du corset, une souplesse de mouvement s'ensuit qui implique... les tables basses, les divans simples, marches élastiques au ras du sol », et que ces tables basses doivent, en conséquence, n'être que « de larges plaques de marbre posées sur des boules d'or ». Cet adage est sans pitié pour les visiteuses qui ne seront pas « libérées de la prison du corset » et les visiteurs peu ingambes incapables de gymnastique : ils resteront dans l'antichambre, où sûrement les gens de service exigeront et imposeront au besoin, pour leur propre usage, des sièges anachroniques, mais confortables. Enfin, il paraît que l'homme de 1925 a moins besoin d'air et craint moins la poussière et le renfermé que son aîné. On nous dit : « La chambre à coucher contient une alcôve, réaction à l'école de 1900, rebelle à la contrainte aussi bien prosodique que décorative et docile à l'hygiène nouvellement née. » C'est la vieille alcôve de nos grands pères et arrière-grands pères : ce que nous voyons dans les exquises vues d'intérieurs du XVIIIe siècle peintes par M. Walter Gay. La seule différence est qu'on appelle aujourd'hui des « volumes » ce qui encastre le lit, — ce qu'on appelait jadis des « cabinets ».

Rien de tout cela ne répond le moins du monde à l'évolution naturelle de la vie moderne, ni au désir du « Français moyen ». Logique, hygiène, sentiment moderne, tout cela n'est que contre-pied pour brouiller la piste. La vérité est que le novateur ne cherche ni ce qui est plus logique ni ce qui est plus conforme au sentiment moderne, ni plus hygiénique, ni plus économique, ni plus rationnel que les styles passés, mais ce qui est différent. L'exemple topique est la forme qu'il donne aux cadrans des pendules et des horloges : en la faisant carrée ou parfois ovale allongé, — ce qui rend plus difficile la lecture de l'heure dans un temps où la plus grande précision est requise, — il avoue qu'il vise tout autre chose que satisfaire ce

qu'il y a de plus impérieux dans notre vie moderne : la connaissance exacte et la minutieuse division du temps, mais que ses prédécesseurs ayant depuis des siècles trouvé la forme la meilleure et la seule possible, au point de vue rationnel, il n'hésite pas, pour en faire une nouvelle, devant l'absurde et la rétrogradation.

Comme, d'ailleurs, tout n'était parfait dans ce que l'on défait, tout n'est pas mal dans ce qu'on fait : par exemple, les tables-coiffeuses à abattants, les commodes en demi-lune, les psychés, les dessus de marbre, les niches coupolées avec une coquille étalée, les tables à manger rondes, les miroirs à panneaux assemblés, le lit-bateau, le canapé-bateau, le fauteuil plein, sans bras, avec dossier en dos de cuiller, les consoles en cul-de-lampe, les alcôves. Mais tout cela n'est que le retour à ce qui se faisait avant-hier, sinon hier, et le bon M. Chameroy, ce bourgeois mis en scène par Labiche dans *la Cigale chez les fourmis*, qui se refusait à sacrifier son mobilier Empire ou Louis-Philippe aux injonctions d'un « ensemblier » de 1875, s'il vivait encore de nos jours, se trouverait être au goût des derniers amateurs, tandis que les sarcasmes de nos jeunes tomberaient sur les « jeunes » d'alors. Le meuble de 1925, c'est le triomphe de M. Chameroy.

En sorte que la recherche d'un style XIX[e] siècle, puis d'un style XX[e] siècle, pour n'avoir jamais été inspirée par un idéal positif et un élan vers la beauté, mais simplement par le désir tout négatif d'échapper aux « formules du passé », s'est trouvée tournoyer en cercle, sans créer quoi que ce soit de nouveau, ni de viable, et nous ramène précisément à ce meuble Louis-Philippe I[er] contre lequel, à l'origine, elle avait été entreprise. Tandis que le goût des belles couleurs et du beau travail, sans aucun esprit de réaction, ni système d'aucune sorte, a continué, en 1925 comme en 1900, à produire d'admirables ouvrages de céramique, de verre, d'orfèvrerie, de fer. Telle fut l'erreur et telle est la vérité.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

PAGES D'HISTOIRE EN SYRIE

(Juillet-Octobre 1925)

Au cours des cinq derniers mois, les Français n'ont eu connaisssance des événements dont le Levant devenait le théâtre que par des informations d'origine étrangère assez souvent tendancieuses. Systématiquement retardées et parcimonieusement distribuées, les nouvelles de Syrie provoquaient dans l'opinion publique une irritation persistante et un malaise grandissant. Mais on ne peut indéfiniment cacher la vérité. Ce n'est plus un mystère pour personne que la France, Puissance mandataire, se trouve maintenant engagée dans une lutte violente contre ceux-là mêmes qui, il y a six ans, réclamaient comme une insigne faveur son assistance et sa protection. Tel est l'aboutissement de la politique néfaste inaugurée par le Haut-Commissaire après le départ du général Weygand.

Rappelons les circonstances qui ont précédé le drame que devaient déchaîner les conceptions du général Sarrail en matière de politique orientale.

Lorsque le général Gouraud représentait la France en Syrie, les Druses, dont l'indépendance de caractère est légendaire, demandèrent qu'il leur fût accordé une constitution spéciale, en vertu de laquelle ils pourraient notamment revendiquer le privilège d'être gouvernés par un des leurs. Leur requête fut agréée et une convention sanctionnant l'accord des Druses et du Haut-Commissariat français fut alors signée, du côté indigène, par une délégation compétente nommée à cet effet par les chefs druses et du côté français par M. Robert de Caix, Haut-Commissaire de France par intérim. Cette convention ne reçut pas immédiatement sa pleine exécution. De vieilles rivalités

divisaient les grandes familles druses du Djebel ; aussi, lorsqu'il s'agit de nommer un gouverneur national, leurs représentants ne purent s'entendre. Ils acceptèrent en fin de compte la désignation d'un gouverneur français et c'est ainsi que le capitaine Carbillet vint présider aux destinées du Djebel. Lorsque celui-ci se fut aliéné pour de graves motifs les sympathies des Druses, perdant du même coup leur confiance, ces derniers songèrent tout naturellement à demander l'exécution du pacte antérieurement conclu. Une délégation se présenta devant le général Sarrail, lui déclarant en substance : « Nous avons en mains un document sur lequel est apposée la signature de la France. Ce document nous autorise à réclamer pour le Djebel le droit d'élire nous-mêmes un gouverneur national. Nous demandons qu'il nous soit permis de procéder à cette élection. »

Pour toute réponse, le général Sarrail envoya à son gouverneur du Djebel une lettre aux termes de laquelle il déclarait que ceux qui se réclameraient plus longtemps de l'accord conclu avec son prédécesseur seraient considérés comme « factieux ». Émus et surpris, les Druses se prirent à douter pour la première fois de la parole de la France. Toutefois, ils n'insistèrent pas pour obtenir un gouverneur national, et ils se contentèrent de formuler expressément le vœu qu'un nouveau gouverneur français fût nommé dans le Djebel à la place du capitaine Carbillet.

A ce moment, pour justifier cette demande, les Druses rédigèrent une *mazbata*, c'est-à-dire une liste des griefs relevés à la charge du capitaine Carbillet et numérotés de 1 à 35. Les trente-cinq griefs énumérés dans la *mazbata*, — amendes injustifiées, impôts excessifs, mauvais traitements, brimades, humiliations de toute nature, etc..., — justifiaient dans l'esprit des requérants l'ouverture d'une enquête.

Au reçu de la requête des Druses, le Haut-Commissaire chargea bien le commandant Tommy-Martin d'ouvrir sur place l'enquête demandée, mais il la rendit par avance illusoire, en spécifiant formellement qu'en tout état de cause, et quelles que pussent être les conclusions de l'enquêteur, le capitaine Carbillet serait maintenu à son poste.

Voilà donc réduite à néant la requête écrite des chefs druses. C'était l'époque où M. Brunet, député, chargé de mission dans le Levant, se trouvait à Damas. Trente chefs druses

dûment mandatés vinrent le trouver et l'entretenir de leurs doléances. « Je n'ai point qualité, répondit-il, pour trancher les questions que vous me soumettez. Pourquoi n'iriez-vous pas à Beyrouth plaider vous-même votre cause auprès du général Sarrail et lui expliquer vos griefs? » En même temps, M. Brunet donnait au général Sarrail le conseil de recevoir les Druses et d'écouter leurs explications. A Beyrouth, où ils se présentèrent, le général refusa de les recevoir. Introduits auprès du commandant Dentz, chef du service des renseignements, les Druses se trouvèrent dans l'impossibilité de faire entendre leur témoignage. « Nous ne vous écouterons, leur fut-il répondu, qu'après le retour du capitaine Carbillet, pour le moment en permission. »

Et les trente chefs druses, véritables seigneurs féodaux dans leurs montagnes inviolées, s'en retournèrent ulcérés, découragés, vers leurs villages où ils rendirent compte de leur nouvel et humiliant insuccès.

Cependant une effervescence commençait de se manifester, à laquelle le général Sarrail résolut de répondre par un coup de force. Il fit arrêter plusieurs membres de la famille Attrache, dont l'émir Ahmed Bey, et les fit transporter en résidence forcée, qui à Palmyre, qui à Hassetché.

Lorsque parvint dans le Djebel la nouvelle de l'arrestation des Attrache, ce fut une stupeur bientôt changée en révolte. La guerre avec les Druses allait commencer.

* * *

Vers le 18 juillet dernier, le Djebel druse retentissait d'appels aux armes, dont le dessein avoué était de libérer les prisonniers de Palmyre et d'Hassetché. Les autorités militaires de la région décidèrent l'envoi de reconnaissances d'avions pour découvrir les points de concentration des guerriers druses et dénombrer, si possible, les rassemblements hostiles.

Un de ces avions avait été poussé à 50 kilomètres au sud-est de Soueida pour survoler Imtan, lorsqu'il se trouva dans l'obligation d'atterrir. Son radiateur avait été percé d'une balle, Soltan Attrache ayant donné l'ordre à ses hommes de tirer sur les appareils français. Lorsqu'il toucha terre, l'équipage fut accueilli honorablement. Le chef du village, Ali Bey, vint à sa rencontre. Il reçut les aviateurs dans sa maison, leur déclarant

qu'il les considérait comme ses hôtes sacrés et qu'ils ne devaient avoir en conséquence aucune inquiétude pour leur vie.

Cet atterrissage, la situation des aviateurs surveillés de très près dans un village druse furent bientôt connus à Soueida et le commandant Tommy-Martin chargea tout aussitôt le capitaine Normand, commandant une compagnie syrienne renforcée dans l'occurrence, de deux pelotons de spahis tunisiens sous les ordres du capitaine Maillet, de se rendre à Imtan pour y délivrer les aviateurs, les ramener et donner du même coup à la population druse le spectacle du déploiement d'une force militaire de quelque importance.

Le 20 juillet, la colonne Normand se mit en route. Elle s'arrêta peu après pour bivouaquer au point d'eau de Kafer, situé à 10 kilomètres de son point de départ. Dans la soirée, le capitaine Normand recevait l'avis du notable de Kafer, Assad Merchad, que Soltan Attrache rôdait dans les environs avec ses guerriers, et l'officier était avisé qu'il serait infailliblement attaqué, s'il continuait sa progression sur Imtan. En même temps, Soltan Attrache avait fait dire au commandant de cette colonne qu'il ne l'attaquerait pas, s'il rentrait à Soueida. Nous avons de sérieuses raisons de croire qu'à ce moment Soltan Attrache comptait utiliser la présence des aviateurs français à Imtan pour obtenir du Haut-Commissaire la libération des chefs druses enfermés à Palmyre et à Hassetché et le remplacement du capitaine Carbillet.

Le capitaine Normand, interprétant scrupuleusement sa consigne, répondit au notable de Kafer: « J'ai l'ordre de me rendre à Imtan et j'irai. »

A cette date, nous avions encore parmi les Druses des amis qu'effrayait l'idée d'un conflit armé avec la France. L'un d'eux, le propre fils du *mouktar*, ou maire de Kafer, vint à l'heure tranquille où les nuits du Levant se fleurissent d'étoiles, se présenter au bivouac du capitaine Normand. On le conduisit devant l'officier. « Que me veux-tu ? dit celui-ci. — Te supplier de t'arrêter, répondit le jeune Druse, en proie à la plus vive émotion, te supplier de ne pas continuer sur Imtan, car tu seras attaqué par des forces supérieures aux tiennes. Toi et tes hommes, vous serez tous tués. Dis, mon capitaine, arrête ta troupe et, si tu le peux, reviens à Soueida. »

Qui pourrait dire les angoisses auxquelles, durant la nuit

du 20 au 21 juillet, le capitaine Normand fut en proie? Les responsabilités d'un soldat dépassent parfois celles de son grade et de ses fonctions. Quoi qu'il en soit, l'officier ne crut rien devoir changer à ses dispositions premières ; il se contenta de rectifier son bivouac et se prépara à progresser. Le 21 à midi, se déclenchait l'attaque des guerriers de Soltan Attrache.

Une compagnie solide aurait pu vraisemblablement soutenir le choc, mais il s'agissait d'une compagnie syrienne, à laquelle on demandait de résister à un assaillant originaire du Levant, comme elle. Le capitaine Normand fit mettre sa troupe en carré. Sur un des côtés de cette formation, toute une section lâcha pied. Les Druses en hurlant pénétrèrent alors au cœur de la troupe française. Poussant leur cri de guerre, ils les attaquèrent par derrière et le massacre commença. Tous les officiers furent tués à leur poste de combat. Sept tombèrent, dont deux médecins. Les trois quarts de l'effectif furent anéantis, le reste de la colonne n'eut d'autre ressource que de gagner Soueida ou Deraa. Et, détail à noter, quelques-uns de nos soldats, tel le sergent Soufik Kattar, trouvèrent quand même auprès des habitants des agglomérations voisines asile et protection.

La défection des Syriens était la cause unique de la défaite de la colonne Normand. Cette défection aurait dû être pour le Haut-Commissaire un avertissement sérieux de ne pas employer à l'avenir, et notamment parmi les effectifs de la deuxième colonne, des contingents originaires de la région défaillante. Il n'en tint aucun compte. Préoccupé, avant tout, de laisser ignorer en France son échec, il lui fallait former en toute hâte un nouveau groupe de combat dont la mission serait de remporter un rapide succès. Les résultats brillants de cette deuxième opération effaceraient l'effet pénible de la première, lorsqu'on en aurait connaissance en Occident.

A ce moment, le général Michaud, adjoint au Haut-Commissaire de France en Syrie, se trouvait en tournée d'inspection à Lattaquié. Il reçut brusquement l'ordre de regagner Beyrouth en toute hâte. Parti en avion le 22 au matin, une heure après, il atterrissait à Beyrouth. Tout aussitôt, il se présentait au Haut-Commissaire, qui le chargeait de se rendre à Damas en qualité de commandant supérieur des troupes de la région. Il devait disposer des éléments algériens de Damas, de cinq com-

pagnies syriennes, de deux compagnies sénégalaises de Tripoli, puis du bataillon malgache, qui venait d'arriver de France avec le commandant Aujac, enfin d'artillerie malgache, de cavalerie et d'avions. Ces troupes, notamment l'infanterie et l'artillerie malgache, étaient de peu de consistance et d'une valeur offensive fort médiocre : le général Sarrail n'en donna pas moins l'ordre au général Michaud de constituer sa colonne et d'aller de l'avant.

Le général Michaud s'employa sans retard à mettre sur pied sa colonne. Son premier soin fut de faire exécuter des reconnaissances approfondies du terrain situé entre Ezraa, Mezraa et Soueida. Il décida en même temps de multiplier les reconnaissances d'avions pour relever les obstacles que rencontrerait la colonne dans sa progression sur Ezraa, Mezraa, Soueida. Nos aviateurs purent de la sorte photographier de bout en bout la route d'Ezraa à Soueida, seule route du pays, et leurs photographies permirent de monter sans plus attendre les manœuvres à exécuter pour faire tomber les divers barrages que les Druses avaient accumulés sur notre route.

Le général Sarrail avait pour souci principal de faire vite. Cinq compagnies du 21e régiment de tirailleurs étaient composées par moitié de soldats libérables qui devaient être rapatriés dans les premiers jours du mois d'août; le général admit que ces libérables participeraient à la marche sur Soueida, sous réserve qu'ils seraient de retour à Damas et à Beyrouth en temps utile pour prendre le bateau qui devait partir au plus tard le 5 août. De là, nécessité pour la colonne Michaud d'écourter ses préparatifs.

Le 1er août, elle fut mise en mouvement pour effectuer sa première étape en direction de Soueida. Elle comprenait quatorze compagnies d'infanterie, appartenant à sept bataillons différents parmi lesquels sept compagnies syriennes et malgaches présentant une solidité plus que douteuse; six pièces de 65 et deux pièces de 75 uniquement servies par des Malgaches, deux pièces de 105 indispensables pour agir sur les villages bâtis en pierre et qui, servies par une équipe de fortune, devaient être mises hors d'usage dès le premier jour, un escadron de spahis marocains, un escadron de spahis tunisiens, un peloton de mitrailleuses de spahis tunisiens et cinq pelotons d'automitrailleuses de cavalerie. En outre, l'aviation devait prêter

son concours tant comme aviation d'infanterie et d'artillerie que comme aviation de bombardement.

D'après les renseignements recueillis par nos aviateurs en particulier, il était certain que l'ennemi opposerait une résistance énergique sur notre axe de marche. Une position de résistance jalonnée de fanions rouges et blancs avait même été reconnue à l'ouest de la tour de Kirate. En conséquence, et d'une manière générale, le dispositif adopté fut le suivant : un échelon de combat fort de deux bataillons et appuyé par l'artillerie de 65 en tant qu'artillerie d'appui direct et par les 75-105 en tant qu'artillerie d'ensemble, était chargé de battre l'ennemi et de le refouler dans la direction de l'est, tandis que le train de combat comprenant uniquement les éléments sanitaires et de transmission de la colonne ainsi que son propre ravitaillement en munitions, devait marcher dans les traces du premier échelon. Une forte escorte particulière, — 800 hommes environ, — couvrait le train de combat. Cet élément de protection placé sous les ordres du commandant Aujac, était constitué par trois compagnies de fusiliers voltigeurs, une compagnie de mitrailleuses, un escadron marocain, un peloton de mitrailleuses de cavalerie et deux pelotons d'auto-mitrailleuses de cavalerie. Selon les prescriptions du commandant de la colonne, le train de combat devait se tenir à 1 000 ou 1 500 mètres de l'échelon de combat. Cette distance donnait satisfaction à tous égards, puisque d'une part le train de combat était de la sorte convenablement protégé par les troupes de première ligne, et que d'autre part il se trouvait ainsi à l'abri des coups dirigés sur ces troupes au cours de leur avance. Les différentes parties de ce dispositif avaient été avisées de se couvrir très soigneusement sur leurs flancs et sur leurs derrières.

Après une lutte assez violente, qui commença vers six heures du matin, l'échelon de combat parvint à balayer l'ennemi. Le train de combat progressait à sa suite sans défaillir jusqu'aux environs de la tour de Kirate. Mais, à partir de ce moment, tandis que l'échelon de combat continuait à avancer lentement vers l'est en combattant, le train de combat restait sur place sans qu'il ait été possible de s'en expliquer les raisons, et quoique les ordres nécessaires pour qu'il prît les dispositions prévues pour assurer sa couverture eussent été envoyés de l'avant. Au cours de l'après-midi, les indigènes

malgaches et syriens témoignaient d'une lassitude croissante. Aussi, lorsque, vers quinze heures, le train de combat était attaqué à courte distance par un groupe de Druses bien armés, les assaillants se trouvèrent-ils en présence de troupes qui se gardaient fort mal et qui, par ailleurs, n'avaient qu'une piètre valeur militaire.

Les Druses, dans leur attaque, nous occasionnèrent quelques pertes; ils provoquèrent surtout un désordre important dans les derniers éléments du train de combat. Quant à la fraction de tête qui constituait la majeure partie du train de combat, elle put rallier le bivouac de la colonne à la suite de l'intervention d'un peloton d'autos-mitrailleuses de cavalerie que le général Michaud avait envoyé d'urgence sur le terrain de la lutte.

Malheureusement, les munitions prévues par le général Michaud pour se ravitailler en fin de journée avaient été perdues au cours de l'incident. Il en résulta que le gros de la colonne qui, en fin de journée, atteignait Mezraa après un succès incontestable, se trouva tout d'un coup à court de munitions. Il lui devenait dès lors impossible de poursuivre les Druses en direction de Soueida sous peine de courir à un désastre complet, les munitions devant infailliblement faire défaut au milieu de cette journée de combat.

A un autre point de vue, et bien que le succès tactique de cette première journée eût été complet, les opérations engagées avaient donné matière à réflexion au commandant de la colonne. Lors de l'attaque du train de combat, les troupes malgaches qui constituaient une partie de l'escorte s'étaient effondrées sans offrir de résistance à l'ennemi. Quant aux troupes syriennes, elles avaient donné lieu à des remarques qui justifiaient, hélas! pleinement les vives inquiétudes de certains officiers compétents sur leur conduite au feu. Le commandant du bataillon de gauche, en particulier, avait signalé dans ses comptes rendus qu'il ne pouvait faire marcher ses compagnies syriennes que « le revolver au poing ». Lorsqu'il avait reçu l'ordre de tenir le village de Sejen, il avait déclaré qu'il serait dans l'impossibilité d'y demeurer pendant la nuit « avec des troupes dont il n'était pas sûr ». Au bataillon de droite, remarques analogues.

Dans ces conditions, le retour à la base de ravitaillement s'imposait : le général Michaud eut la force d'âme nécessaire

pour donner des ordres en conséquence. Ce retour s'effectua tout d'abord normalement, ainsi qu'il l'avait prévu. Mais quelque temps après la mise en route, l'effondrement des unités de l'arrière-garde, — malgaches et syriens, — et d'une flanc-garde syrienne, vint compliquer singulièrement le problème. Le repli de nos troupes ne put s'effectuer qu'avec des pertes sensibles. Il est vrai qu'elles durent être compensées par des pertes encore plus importantes, que les éléments restés bien en main infligèrent à un ennemi très mordant qui n'hésitait pas à venir jusqu'au corps à corps.

Vers le milieu de la journée du 3 août, le gros de la colonne avait rallié la base d'Ezraa, l'arrière-garde étant alors formée par un peloton d'auto-mitrailleuses avec lequel marchait le général commandant la colonne. Quelques heures après le retour de ces troupes, le général Michaud repartait avec les auto-mitrailleuses disponibles pour recueillir les éléments égarés et les blessés.

En même temps, il prenait ses dispositions pour réorganiser les forces qu'il avait sous la main et préparer, avec de nouveaux effectifs arrivés de France ou rappelés de la région de l'Euphrate, une deuxième opération qui nous permettrait d'atteindre nos objectifs. Il lui fallait, en outre et simultanément, traiter des questions d'un intérêt immédiat qui se posaient aussi bien à l'égard des Druses qu'à l'égard des Arabes de la région de Damas.

A Damas, la situation n'était pas très rassurante. Damas compte dans sa périphérie, plus encore que dans son enceinte, des agglomérations druses. Aux derniers jours de juillet, sous le coup de l'émotion produite par les événements du Djebel et l'emprisonnement des Attrache, les Druses de Damas ne cachaient pas leur émotion. D'autre part, la très importante population arabe damascaine estima le moment venu de préciser, elle aussi, les griefs et les revendications qu'elle avait formulés, mais en vain, depuis longtemps, de manière à obtenir quelque solution équitable. Peu après les événements d'Ezraa, les Druses du Djebel, aidés des Bédouins de Transjordanie et de certaines notabilités damascaines appartenant au « parti du peuple », se préparaient à attaquer la ville de Damas, comptant ainsi soulever la Syrie tout entière.

Nous ne disposions alors que d'effectifs très réduits; le général Michaud dut consacrer tous ses efforts à maintenir dans

le calme et en même temps Druses et Arabes de Damas. Il y réussit habilement, engageant d'ailleurs toute sa responsabilité.

Pour prévenir une insurrection, les pouvoirs civils estimaient qu'il convenait de prendre les devants et d'agir avec une implacacable rigueur contre les groupements druses coupables seulement jusqu'alors d'être plus ou moins apparentés à la population du Djebel. L'invitation fut faite en conséquence au général Michaud, commandant la région, de faire un exemple sur le village druse de Djermana, grosse localité de 3000 habitants. Le général fit nettement comprendre qu'il lui paraissait impossible d'exécuter une semblable opération. En l'espèce, il faisait preuve d'autant d'humanité que de clairvoyance, et les événements lui donnèrent raison, puisque la poussée des Druses du Djebel sur Damas, dont nous relaterons plus loin les péripéties, n'eut aucune répercussion sur les éléments similaires de cette région.

Quant aux Arabes de Damas, ils avaient depuis longtemps, nous l'avons dit, présenté respectueusement et à diverses reprises leurs revendications au délégué du Haut-Commissaire. Lorsqu'ils exposèrent derechef au général Michaud leur projet de tenter une nouvelle démarche à Beyrouth, celui-ci se rendit compte de l'intérêt primordial qu'il y avait, en raison de la situation politique et militaire du moment, à ne pas éconduire brutalement les représentants de la population arabe. Il conserva avec ces derniers un contact des plus étroits ; il les mit en confiance ; il leur donna le sentiment qu'il les écouterait toujours avec bienveillance et justice. De la sorte, le calme continua à régner dans un milieu accessible à de multiples influences extérieures.

Le jour vint où un groupe de notables particulièrement qualifiés, auquel s'était joint l'émir Abd-el-Kader Tahar, petit-fils de celui qui fut en Algérie notre chevaleresque adversaire, se rendit auprès du général Michaud pour le prier d'intervenir en leur faveur à Beyrouth. A la suite de leur conversation, Abd-el-Kader Tahar rédigea un court exposé des revendications de ses compatriotes, exposé qui fut envoyé à Beyrouth. Bien des fois, il vint chercher la réponse. Peine perdue. Le mémoire de l'émir n'avait pas reçu un accueil plus favorable que celui des Druses du Djebel, quelques mois auparavant. Et cependant les Damascains ne bougeaient pas. La présence à

Damas du général Michaud les rassurait. Si le parti du peuple hostile au mandat continuait sa propagande subversive, elle demeurait néanmoins en août et septembre sans effet dangereux. On sait qu'il en fut bien autrement quelques semaines plus tard.

Pendant que le général commandant la région maintenait par son ascendant personnel les Druses et les Arabes de Damas, qu'advenait-il des guerriers du Djebel ?

Les opérations militaires des 2 et 3 août nous avaient causé des pertes importantes, mais le moral des Druses était fortement ébranlé. Leurs pertes s'étaient révélées beaucoup plus sérieuses que les nôtres. Aussi, contrairement à ce que l'on put penser en France à cette époque, les Druses, dès le 5 août, se montraient disposés à faire leur complète soumission. Ils avaient même admis le paiement d'une indemnité de guerre. A ce moment, d'ailleurs, et sur la demande du général Michaud, les chefs druses, envoyés en résidence forcée les uns à Palmyre, les autres à Hasselché, furent relâchés. Leur arrivée dans le Djebel entraîna immédiatement une détente presque complète. Cette détente se manifesta en particulier par l'entière liberté que nous laissèrent les Druses de faire sortir de la citadelle de Soueida les civils ainsi que les femmes des militaires qui s'y trouvaient renfermés. Il nous fut en outre loisible, sans être inquiétés, de procéder à l'inhumation des morts restés sur le terrain lors des actions des 2 et 3 août.

Il advint malheureusement, peu de temps après, qu'un revirement se produisit dans l'esprit des chefs druses du Djebel. Des Transjordaniens d'une part, des Arabes du parti du peuple d'autre part, ces derniers obéissant à l'instigation des agitateurs Chabandar et Bakri, se rendirent dans le Djebel et promirent aux Druses un concours sans réserve, s'ils consentaient à reprendre la lutte. Ceux-ci se laissèrent séduire et montèrent contre Damas une expédition dont le premier effet devait être de soulever la ville.

Dans la nuit du 23 au 24 août, une colonne, forte de 1 500 à 2 000 hommes, se porta sur Damas par Bourak. Le général Michaud, avisé par ses moyens de renseignement particuliers et documenté par des reconnaissances aériennes, prit sans retard ses dispositions pour attaquer cette colonne au sud de Damas et aussi loin que possible de la ville. Les forces adverses

se rencontrèrent entre Bourak et Adlyé. Il y eut en l'occurrence une brillante action combinée d'aviation et de cavalerie, à la suite de laquelle la colonne ennemie mise en pleine déroute regagna le Djebel dans le plus complet désordre. Elle avait éprouvé de grosses pertes, tandis que les nôtres étaient extrêmement légères. A ce moment, nous l'avons exposé ci-dessus, les Druses et les Arabes de la région de Damas n'avaient rien changé dans leur attitude apparente à notre égard.

Cette tentative contre Damas ayant avorté, les préparatifs de la deuxième colonne qui devait opérer dans le Djebel purent être poursuivis sans incident notable. Progressivement, les troupes envoyées de la métropole, — quatre bataillons de tirailleurs, — ou rappelées de la région de l'Euphrate, furent concentrées dans la région Ezraa-Ghazale-Deraa, prêtes à agir dans telle direction que le commandement jugerait utile. En fait, la direction qui avait été envisagée par le général commandant les troupes était celle de Messifré-Soueida, qui présentait l'avantage d'un parcours relativement facile, mais qui n'offrait pas de ressources en eau. La distance était assez longue à parcourir. Pour remédier à cet inconvénient dans une saison encore très chaude, le général Michaud eut l'idée de constituer de toutes pièces un point d'eau artificiel à Messifré. Des caravanes partirent au loin chercher sous un soleil ardent le précieux liquide. Elles le rapportaient ensuite à Messifré pour le ravitaillement des troupes.

Les Druses, se rendant compte du danger que présentait pour eux la réussite de cette opération préliminaire, décidèrent de s'y opposer. Mais le général Michaud ne fut pas pris au dépourvu. Pour assurer aux caravanes, ainsi qu'à la population de Messifré, la protection nécessaire, le général massa sur ce point sa troupe la plus solide. Cette troupe de choix se composait d'un bataillon de Légion étrangère, d'un escadron de la même arme et d'un peloton d'auto-mitrailleuses. C'est ce détachement qu'avec une superbe inconscience les Druses du Djebel vinrent attaquer le 17 septembre. Attaque violente exécutée par un fort contingent de guerriers. Mais les soldats de Soltan Attrache n'avaient point affaire, ce jour-là, à des Syriens et des Malgaches. Nos effectifs, pleins d'entrain et solidement encadrés, résistèrent victorieusement à la poussée de l'adversaire. Les Druses furent battus avec des pertes extrême-

ment sévères, laissant des morts et plusieurs étendards sur le terrain.

Cette victoire était de nature à faciliter grandement le plan d'action qui avait été établi par le général Michaud, mais dont l'exécution immédiate et partielle fut l'œuvre du général Gamelin nouvellement promu au commandement des troupes du Levant. Ce plan comprenait, avant tout développement ultérieur, le dégagement de la garnison de Soueida. Sur les détails de cette opération les renseignements n'ont pas manqué, car le Haut-Commissaire semblait revendiquer l'honneur de faire exécuter à son heure et par ses moyens propres une offensive dont il réglait les modalités. Mais Soueida débloquée, il a fallu avec la garnison libérée rétrograder vers Messifré et la voie ferrée. A partir de ce moment, les engagements se multiplièrent un peu partout, mêlés de succès et de revers. Ils sont de date trop rapprochée et trop nombreux pour que l'on puisse en apprécier l'importance et mesurer les conséquences de chaque affaire. L'insurrection s'est étendue. Damas s'est en partie soulevée. Le général Sarrail a fait bombarder la ville. C'est alors que le Gouvernement prend enfin la décision qui s'impose : il rappelle le général Sarrail.

Le pays réclamait pour lui succéder un homme dont le passé politique, — dans le cas où le cabinet ferait appel à un parlementaire, — convaincrait sans aucun doute possible la population syrienne des intentions véritablement pacifiques de la Puissance mandataire. M. Henry de Jouvenel, en qualité de délégué de la France à la Société des nations, a témoigné maintes fois devant un aéropage mondial de sa préoccupation de prévenir les conflits armés. Le protocole de Genève n'a pas eu de plus chaud partisan. Il s'emploiera de son mieux à rétablir la paix en Syrie.

Et ce n'est pas être trop présomptueux que d'entrevoir des temps nouveaux et prochains où les 29 races différentes de la Syrie, se prenant à considérer les batailles du Djebel, d'Ezraa et de Damas comme un cauchemar dissipé, la population syrienne dans son entier fera comme naguère confiance à la France chevaleresque et libérale.

PIERRE DARNAC.

REVUE LITTÉRAIRE

M. RAYMOND ESCHOLIER, ROMANCIER DE L'ARIÈGE (1)

M. Raymond Escholier est un jeune écrivain, de talent, et qui a jusqu'ici placé tous ses romans, depuis *Dansons la trompeuse* jusqu'à *Quand on conspire*, en passant par *Cantegril* et *la Nuit*, dans un même village de Saint-Gauderic. Je ne sais pas si ce village existe ou si l'auteur ne l'a pas inventé à la ressemblance d'un autre, celui-là réel et qui serait dans l'Ariège. C'est bien possible, en somme ; et nous avons recours à maints stratagèmes, qui tous ont leur excuse, pour donner le change à nos lecteurs.

Au surplus, M. Escholier ne décrit pas Saint-Gauderic d'une façon très exacte ou particulière. Le voici ; et c'est le seul coin du monde qu'il ait regardé, qu'il connaisse. Du moins le connaît-il mieux que les autres. S'il est de retour à Paris et qu'il songe à la campagne, où donc le mène sa pensée ? Là-bas, dans ce pays où il y a Mme Lestelle, et Philon Cantegril, et Henriette qui n'a pas tout à fait le droit de s'appeler Langlade, et Mlle Isaure qui est une Solères, où il y a deux fontaines sur la place, dont le murmure est tout ce qui l'habite, où il y a les ruines du vieux château de Sénabugue et dont les rues offrent leurs « couverts » aux promeneurs d'après-midi.

Non pas au milieu du village, bien sûr, mais à quelque distance, les maisons vous ont un bon air d'autrefois. Leurs chambres servent de resserre à des objets qu'on fabriquait il n'y a pas si longtemps, faïences de Martres ou chandeliers de cuivre. Et les jardins sont

(1) *Quand on conspire*, par Raymond Escholier (Grasset). Du même auteur, chez le même éditeur : *Dansons la trompeuse*, *Cantegril*, *la Nuit*. Chez Malfère, *le Sel de la terre*.

de grands parcs, un peu incultes, quelques-uns transformés en potagers.

Mme Lestelle, l'héroïne de *Dansons la trompeuse*, habite une demeure de ce genre. Elle y entasse ce qu'elle a trouvé de bibelots en parcourant les fermes et les hameaux des alentours. Elle est petite et attribue à cette circonstance tous les malheurs qu'elle a eus dans sa vie. Son mari était un chasseur. Il avait un break rouge et l'emplissait de chasseurs rouges. Et, quand il rentrait de la chasse, on l' « enguirlandait » de gibier ; Zéphir, le piqueur, jouait du cor et on faisait un vacarme infernal. Un vilain homme, ce mari ; et qui, n'ayant jamais pris sa femme au sérieux, ne la respectait pas. Il voulut un jour lui imposer de prendre à son service une Phrosine, mais qui n'était pas digne de cet honneur. Mme Lestelle y mettait de la dignité. Non ! disait-elle. C'est là-dessus qu'ils vinrent à se séparer. Lui, répliquait : « Faire de la dignité, vous, Thérèse ? Cela vous va comme à un singe de porter le Saint Sacrement ! » Et voilà ce que c'est que de n'avoir pas la taille imposante. Tous ses déboires, tous ses chagrins, n'ont pas d'autre cause. De sorte que, maintenant, elle triche ; ses hauts talons l'aident à rattraper ce qui lui manque. Elle « se hausse vers le b onheur », qu'on n'atteint pas.

Elle montre au marquis de Sénabugue ses acquisitions récentes : une console Louis XVI, des bouquetiers et un guéridon Louis-Philippe, qui est d'un ridicule qui l'enchante. Avant d'y toucher, elle souffle dessus ; la poussière s'envole.

— Quelle horreur ! C'est à croire qu'on ne passe jamais un plumeau là-dessus. Il est vrai que je le défends : les domestiques cassent tout !

Et un lambeau d'étoffe, un morceau de soie aux couleurs passées : cela faisait partie d'une robe qui appartint à Mme de Polignac.

— Je le trouve si évocateur !... Je pense à ces femmes merveilleuses qui ont pu vivre auprès des rois, des reines, dans les splendeurs de Versailles, au milieu de tout ce qu'il y avait de beau, d'élégant, de raffiné à leur époque.

Elle vit ainsi, elle finit de vivre, dans la fidèle compagnie de ces souvenirs. Un jour, elle va danser à un mariage ; et l'on y danse la Trompeuse, qui est une danse où la chaîne des dames s'approche à maintes reprises de la chaîne des hommes, et se promet et se retire. Et puis, un jour, elle tombe malade. Et elle meurt. Et, autour d'elle, les gens disent :

— Elle a fait son chemin; nous ferons le nôtre.

Dans un autre quartier de Saint-Gauderic nous retient Philon Cantegril. Sa naissance ne fut annoncée par aucun signe dans le ciel; mais il y eut des signes sur la terre : une sécheresse abominable fit la désolation de ce pays. Les serres, — et l'on appelle ainsi la ligne des coteaux qui encerclent Saint-Gauderic, — eurent toute leur herbe brûlée dans des incendies allumés par la seule ardeur du soleil. Cantegril naquit à l'auberge des Trois Pigeons. Il y avait, dans cette auberge, un client régulier, qui était un *padre* carliste et qui s'appelait le Père Bireben. Ce fut à lui que la mère Bélon, quand elle avait ses clients à servir, passait familièrement son poupon.

De là se produisit une amitié belle et bonne entre le Père et le petit garçon. Le Père lui donna d'excellentes leçons et qui n'étaient pas pour le rendre moins fier; car il avait son carlisme en lui, très vigilant, le Père, et qui le laissait batailleur. Mais il mourut trop tôt : Cantegril le regretta. Que d'aventures, dans la suite! Cantegril se promène, fait ses courses dans le pays, rencontre des gens, avec lesquels il a des amitiés et des querelles. Il se marie, trompe sa femme, retourne à elle ; et il l'honore. A la fin de sa vie, il achète un coin de cette terre qui donne aux haricots leur saveur. Il est content. Il a l'air d'un bourgeois. Il en est un.

Les Langlade ne demeurent pas loin des Trois Pigeons. Ces pauvres Langlade, qui ont perdu leur fils Henri! Ce fils habitait Paris. Il y avait sa maîtresse et une petite fille nommée Henriette. On l'a mise, après la mort de son père, au couvent. Et on l'amène chez ses grands parents, à présent qu'elle a un peu grandi. Et Langlade, qui est médecin, dit à sa femme :

— Je t'assure, Adélaïde, que l'enfant te distraira.

— Ce n'est pas à mon âge, Alexandre, que je songerai à prendre des distractions. Dieu merci, je n'en ai de ma vie souhaité aucune, mes devoirs m'ont toujours suffi. Je te l'ai dit, j'accepte cette petite, puisque tu veux lui ouvrir la maison. Mais, la responsabilité, je te la laisse toute. Et elle est lourde !

Ce fut ainsi que les Langlade eurent chez eux la petite Henriette. Elle se montra d'abord assez gentille. Elle les égaya. Et Mme Langlade elle-même, si attachée à ses devoirs, prit son plaisir auprès d'elle. Mme Apollonie, sœur de Langlade et qui avait sur toutes choses ses idées nettes, n'approuvait pas cet arrangement, redoutait les hérédités qu'Henriette pouvait tenir de sa mère : mais Henriette eut bientôt l'air de la conquérir. Et Langlade répétait qu'il voudrait un

jour l'adopter. Elle devint aveugle : et de là vient le titre du roman, *la Nuit*. Sans maladie que l'on pût voir. Cela se fit, de nuit, quand elle dormait. Et, le matin, quand arriva l'heure de la réveiller, elle disait qu'il ne faisait pas jour.

— Grand jour ! Tu ne vois pas ? le soleil entre par ta fenêtre !

Mme Langlade a ouvert les volets tout grands. Mais elle ne voit rien du tout, ni le soleil et ni les objets qu'il éclaire.

Et quel émoi, dans la maison ! Langlade la conduit à Paris, la soumet à un médecin qui a la réputation d'être un miraculeux personnage. Il donne un régime à suivre. Et Langlade, pour occuper le temps jusqu'à l'heure du train, l'emmène au *Bon Marché*. Elle y est contente : elle croit voir les étoffes qu'on lui présente et elle se choisit une robe si belle que c'est une joie de la toucher.

De retour à Saint-Gauderic et toujours aveugle, elle commence de se mal conduire. Elle se donne à des parents que séduit sa beauté, son charme et son entrain. Elle va souvent chez une voisine, Mlle Césarine, une couturière et qui reçoit chez elle des galants. Les Langlade s'en aperçoivent et ils rêvent de la faire obéir à une règle rigoureuse. Mais, quoi ! et quel agrément resterait-il dans son existence ? Mme Langlade l'invite à coucher dans sa chambre. Elle y consent : seulement, dès que Mme Langlade s'est endormie, elle se sauve. Elle est rentrée avant le réveil de la bonne dame.

Et, à la fin, elle fila, étant grosse. On ne la verra plus jamais, à Saint-Gauderic. Celui « qui sait le temps et la manière de nous délivrer » veille sur elle et veillera sur son enfant.

Eh bien ! c'est dans le même lieu que se passe le dernier roman de M. Raymond Escholier, *Quand on conspire*, et qu'il a dédié « A la mémoire de notre grand père Louis Pons-Tande, représentant du peuple à l'Assemblée nationale et combattant du deux décembre ». Cette dédicace est deux fois signée, de lui et de sa collaboratrice Mme Marie-Louise Escholier. Il cite, en note, ces deux lignes de Victor Hugo dans l'*Histoire d'un crime* : « Je retrouvai avec plaisir notre courageux collègue Pons-Tande, que nous avions perdu de vue dans la fumée de la bataille. » Et c'est l'honneur de sa maison, cette mention, tout évasive qu'elle soit.

Toujours donc à Saint-Gauderic, mais autrefois, vers 1856, du temps que la République était (comme on l'a dit) si belle, dans la rêverie des républicains sous l'Empire !

Or, il a plu toute la nuit. Et, ce matin, le ciel est libre, le ciel est clair. « L'averse a balayé les nuages d'en haut, les poussières d'en

bas. Les rues laissent apparaître une mosaïque de cailloux blancs, qui ont l'air de rien. » Et il y a bien de l'animation dans Saint-Gauderic. On dit :

— Un parent des dames Solères ? Mlle Isaure n'en a jamais parlé.

— Je pense bien. Elle ne l'a jamais vu. Elle sait seulement que c'était un petit neveu du maréchal Bergasse, lequel était un lointain cousin d'une dame Solères, décédée il y a longtemps d'ailleurs.

— Ah ! là, là ! Vous m'en direz tant !

Les rues de Saint-Gauderic sont toutes pleines de gens affairés qui se demandent ce que pouvait bien être ce François Duportal. Mais il avait une propriété dans le pays ! Vous ne la connaissez pas ? Tant pis pour vous ! On le rapporte à Saint-Gauderic, où il va recevoir la sépulture. M. Bordier, maire de l'endroit, prononcera un discours. C'est un suppôt de l'Empire, ce Bordier : les honnêtes républicains lui reprochent tout un odieux système d'administration, des perquisitions fréquentes, un espionnage grossier, des vexations continuelles. Le colonel aussi parlera, le colonel Chambon, tout dévoué à l'Empire.

— Lodi, Marengo, Austerlitz... dit-il d'abord.

Voyez son bras : il vous désigne ces trois noms, chargés de gloire et que l'on a gravés, dorés, sur le fronton du monument funèbre. Il ajoute :

— Tortose, Aranjuez et Saragosse !

Noms de vieilles batailles et qui suffisent à honorer la mémoire de François Duportal, un pur.

C'est à Mlle Isaure Solères qu'est due, à Saint-Gauderic, cette cérémonie nettement patriotique et bonapartiste. Elle a fait amener le corps du soldat; elle a veillé aux apprêts. C'est une fille admirable, Mlle Isaure. Son grand courage, son dévouement de tout cœur aux idées impériales en feraient un jeune héros et en font une jeune héroïne.

Mais il y a, au cimetière, des ennemis de ces idées-là : le marquis de Sénabugue, par exemple, boude le discours, comme son père a boudé l'Empire. Et, pendant le discours de M. Bordier, se manifeste un peintre — quel peintre? mais c'est le peintre ! — déchaîné contre « Badinguet et sa clique ». On a crié : « Vive l'Empereur ! » Alors, le peintre prend la parole au nom des amis du citoyen Duportal, au nom de ceux qui l'ont connu, qui l'ont aimé, qui ne supportent pas de voir traiter comme un richard, comme un nabab, comme un crésus cet homme qui a vécu tout d'un emploi dans la

batellerie et qui est mort très pauvre, après avoir consacré tout ce qu'il possédait au succès des idées démocratiques.

Car, s'il y a un Duportal dont on peut faire un serviteur de l'Empire, le héros de Lodi, de Marengo et d'Austerlitz, de Tortose, d'Aranjuez et Saragosse, il y en a un autre, — et c'est le même! — qu'a épié, poursuivi, traqué Bonaparte, M. Bonaparte. Le peintre, qui préfère le second, le célèbre, et fait la nique aux personnages officiels.

— Bigre! disent les deux adjoints. Il faudrait peut-être aviser.

L'agent de ville Bernardon et le commissaire de police Caouailles fouillent le cimetière, n'y trouvent pas le peintre.

Quelque temps plus tard, fête chez le marquis de Sénabugue; et c'est pour la Saint-Gauderic. Il y a tout le monde : les dames Solères, les Sicre, M. Flouret, Mme Cabrespine, M. Cazalens, et M. Verniolle, le notaire, et M. Pescaire, mais qui n'a pas la mine enjouée.

— M. Faustin, lui dit Mme Sicre, vous n'avez pas la figure qu'il faut pour une sainte Gauderic. Allons! un peu d'enjouement! Courez donc rejoindre les jeunes. Ici, l'on est beaucoup trop sérieux pour vous.

Il se laisse entraîner par le tourbillon de la fête. Il passe comme une ombre. Son air discret lui vaut des confidences; des cœurs éplorés lui racontent leurs chagrins, leurs regrets, la prévision qu'ils ont d'avoir quelque chose à regretter. Il en sourit, d'un sourire désabusé.

Faustin Pescaire est un républicain passionné. Il a vu Mlle Isaure; et il l'aime. Un autre amant de cette jeune fille est M. Bordier, maire de Saint-Gauderic. Et la voici, cette jeune fille étonnante. Elle descend de cheval: et sa jument Marphise a trouvé intolérable le voisinage du cheval de M. Bordier, qu'on a laissé sur la route.

— Bonjour, M. Pescaire! dit-elle.

M. Pescaire, lui, la regarde au travers de ses lunettes bleues. Il la trouve belle, et plus belle que tout au monde. Mais il n'ose pas le lui dire et balbutie d'humbles excuses en guise d'un remerciement.

La rivalité de M. Pescaire et de M. Bordier, leur émulation déclarée, sera le sujet de tout le roman. Ne faut-il pas craindre que, dans ces conditions, il soit peu de chose et, en définitive, le récit d'une aventure de très petite conséquence? Nous connaissons très mal Pescaire; et nous n'avons pas eu le temps de lier avec lui une amitié qui nous le rende précieux. En outre, nous devinons bien que c'est à lui que l'auteur a dû longtemps destiner son héroïne. De sorte que les amours de Pescaire et d'Isaure n'ont, à nos yeux, qu'un faible intérêt... Oui; seulement, l'auteur s'est méfié d'un sujet qui ne vaut pas tout

un livre : et, tout son livre, il l'a rempli de ces tableaux où il excelle, qui représentent sa petite ville dans le trantran de l'existence. Vous allez voir Saint-Gauderic très agité de cette histoire qui met aux prises deux partis, celui de l'Empereur et celui de la République. Lequel des deux l'emportera? Vous le savez ; c'est de l'histoire élémentaire, que la République ne s'est pas faite à Saint-Gauderic. Vous le savez à merveille ; vous l'oublierez, vous feindrez à vous-même que vous n'en savez rien. L'ardeur de ces républicains vous paraîtra un exemple assez surprenant des luttes qui alors se produisaient un peu partout et qui amenaient le triomphe momentané des uns ou des autres. Vous donnerez votre créance aux tenants de la République : ils sont les moins forts.

Les « rouges », comme on les appelle, ont pour eux leur énergie, leur dévouement parfait à une idée qui n'a guère de chance de réussir; ils ont aussi l'aide que leur apportent maintes sociétés secrètes telles que la Société des Labours et Vrais amis fidèles. Au café Sicardon, où ils tiennent leurs assemblées, un de leurs hommes leur dit un soir :

— Un aiguillon a quitté Paris et vient vers l'épi de Saint-Gauderic. Bientôt, et peut-être ce soir, on connaîtra les ordres du Comité suprême. Quels seront-ils?

— J'attends les ordres du Comité suprême, répond Faustin Pescaire. Je m'y soumets d'avance, comme un bon républicain doit le faire. Mais je n'abandonne pas le projet qui m'a amené parmi vous et pour lequel vous m'avez offert votre aide fraternelle.

C'était de rendre à la liberté, à l'action révolutionnaire ou simplement républicaine, « le Bayard de la démocratie pyrénéenne », Dulaurens, qui était emprisonné à Saint-Gauderic. On se récrie ; et l'on rappelle qu'une fois déjà l'on avait formé ce projet : quelqu'un manqua. Ce quelqu'un, c'est Faustin Pescaire. Un accident qu'il avait eu au bras le rendait incapable d'activité, oui, pour un temps. Ce temps n'est plus. Et maintenant voici Pescaire tout prêt : qui veut marcher avec lui?

Tout le monde. Ou bien ceux qui ne marcheraient pas se retirent. Ceux qui restent sont des garçons déterminés, sur le courage desquels on peut compter. L'affaire est conclue, en dépit de mouchards qui interviennent et qui dérangent les derniers moments de cette réunion. Caouailles s'est emparé du peintre et le bourre de coups de poings. Il le conduit au maire ; et Bordier l'interroge.

Un chef-d'œuvre, cet interrogatoire. Bordier s'adresse bien dou-

cement à ce Lagarde. Il lui dit, d'une voix qui ne cherche pas à l'offenser :

— Alors, monsieur Lagarde, vous qui êtes devenu à la longue un de mes administrés, vous l'orateur des rouges, que je considérais comme un bavard inoffensif, un peintre, pour tout dire, vous appartiendriez à la secrète?

Et Lagarde, au lieu de répondre, supplie Bordier de lui délier les mains. Bordier s'y efforce, avec un grattoir. Il y parvient; et ce Lagarde lui explique son erreur : ce n'est pas du tout ça, pas du tout! La preuve? Cette lettre qu'il a dans sa poche et qu'il exhibe : « Ministère de l'Intérieur; direction de la sûreté publique. Ordre à monsieur le préfet de ***, de faciliter, dans toute la mesure du possible, la mission du sieur Lagarde... » Une mission, Lagarde? Mais oui! Par exemple, il a récemment reçu mille francs, pour les verser à la caisse des rouges et leur faciliter une petite entreprise.

— Fournir des subsides aux rouges? demande alors M. Bordier.

— Mais, mon cher, chaque parti veut avoir des gages. On ne prend pas les mouches avec du vinaigre!

On les prend avec du sucre : Lagarde vous le dira. C'est un brave homme, ce Lagarde. Et, quand Bordier l'entend remettre en liberté, il refuse : jamais de la vie! Caouailles en tomberait malade.

Si l'on veut voir comme il travaille, il faut aller à la prison de Saint-Gauderic, la nuit que les rouges ont choisie pour délivrer leur Dulaurens. Ils sont tous là. Faustin Pescaire les anime; il leur conte de jolies choses, touchant Dulaurens et la liberté, touchant cette nuit qui entre dans l'histoire. Mais il y a les chiens de la prison; ne vont-ils pas donner l'éveil? Non, la chose a été prévue : les molosses, plus dangereux que les geôliers et les sentinelles, ont dû recevoir, dans leur pâtée, un narcotique. Et il fait froid; mais, ça, on n'y peut rien.

Trois coups de sifflet retentissent. C'est le signal convenu. Et, aussitôt, les gens arrivent, ce sont les prisonniers.

— Pescaire avait raison, cette nuit entre dans l'histoire!

Et l'on cherche seulement Dulaurens. Il n'est pas là. Où donc est-il? Où se cache-t-il? On se le demande. Faustin Pescaire jure de ne pas bouger, qu'il n'ait donné l'accolade à ce Dulaurens. Alors, Lagarde lève son chapeau :

— Allez-y, sacrebleu! Allez-y carrément; et de la poigne, s'il vous plait!

Une forte main s'abat tout aussitôt sur l'épaule de chacun des

membres de la Société des Labours et vrais amis fidèles. Des ruades, et des mêlées; des coups de feu retentissent. Et Pescaire? Il est pris. On va le tuer. Sans Lagarde, on le tuerait. Lagarde ne le permet pas; ses jurons roulent comme un tonnerre. Et Pescaire se sauve. Il reste que Lagarde a bien joué son rôle : il a défendu le parti de l'ordre contre les agents de désordre ; c'est exactement ce qu'il s'était promis de faire. Et il l'a fait, ce bon Lagarde!...

Isaure en eut beaucoup de peine, car elle était privée de son Pescaire. Voyez-la qui descend l'escalier de chez elle, un jour que M. Savignac, un de ses oncles, est venu la chercher : il l'emmène passer un peu de temps chez lui, pour la distraire. Elle apparaît avec une majesté lente, imposante et grave. Elle porte un chapeau mousquetaire, orné d'une plume noire, et une robe de crêpe scabieuse dont les volants superposés font autour d'elle comme les anges qui se pressent en foule aux alentours de la Vierge de Murillo. C'est au point que M. Savignac aura bien de la peine à se placer auprès d'elle, en voiture. Il y parvient tout de même. Et la voiture part. Ils voyagent de nuit, dans la campagne. Et ils rencontrent, mais plus tard, un homme en fuite, qui brise les branches des taillis, franchit tous les obstacles et cherche son chemin.

— Lui! Mon oncle, c'est lui! Je le reconnais.

C'est en effet Faustin Pescaire. Depuis la nuit abominable qu'il n'a point donné l'accolade au cher Dulaurens, il vit dehors ; et il n'a rien qui le réconforte. Alors, il faut le recueillir. C'est ce que font Isaure et l'oncle.

— Oh! peuple, si tu connaissais tes martyrs!

Qui a dit ça? Mais c'est Isaure. Elle a changé d'opinion? Sans doute : elle a aimé, elle aime, plus ardemment que jamais, l'un de ces martyrs. Alors, son dévouement aux Bonaparte l'abandonne. Le sait-elle? Un peu; mais seulement un peu. Ils n'ont pas fait grand chemin : Caouailles les aborde et, au nom de la loi, veut qu'on arrête la voiture. Pourquoi? Mais pour voir ce qu'il y a dedans. Il parlemente avec M. Savignac. Soudain, Isaure se présente à la portière; regardez-la. Puis il faudrait regarder sous sa robe, si l'on voulait absolument dénicher Faustin Pescaire.

Il est sauvé. Le mariage d'Isaure et de M. Bordier rompu, un autre mariage se prépare : celui d'Isaure et de Faustin Pescaire. Isaure lui chante : « O temps, suspends ton vol »; et il répond :

— Le même feu a dévoré nos âmes unies et confondues. A présent, nul ne pourra en séparer les cendres!

Il y eut l'amnistie. Mais Faustin Pescaire la refusa. Il comptait passer la frontière et, par voie de mer, gagner la Belgique. On le considérait comme un saint. Isaure l'admirait de n'être pas un tiède; elle voyait en lui tout ensemble Hernani et Polyeucte. Il lui écrivait : « Si je puis encore trouver grâce à ses yeux, qu'elle soit là. Avant la séparation, avant l'exil, je la presserais une fois encore contre mon cœur, ce cœur qui lui appartiendra toujours. Si elle me tient rigueur, je l'aime du même amour passionné et reconnaissant; je lui pardonne, je la bénis. J'emporterai son souvenir. Ce sera mon trésor le plus pur. » Ils se retrouvèrent. Un soir, Isaure lui demandait, de sa chantante voix, s'ils ne pourraient jamais, sur l'océan des âges, jeter l'ancre un seul jour. Il était auprès d'elle. Les yeux d'Isaure se fermèrent sous la caresse d'un baiser.

Soudain s'ouvre la porte du salon. C'est l'oncle Savignac. Il lance son chapeau en l'air; et il témoigne de toutes manières une joie merveilleuse. Ah! Faustin Pescaire refusait l'amnistie? — Je la refuse! réplique-t-il. — Dieu! mais l'amnistie s'adresse à « tous les individus qui ont été condamnés pour crimes et délits politiques ou qui ont été l'objet de mesures de sûreté générale ». — C'est mon cas! — Tu veux rire. J'avais écrit au prince Napoléon; voici ce qu'il m'a fait répondre : « ... Mais, contrairement à ce que vous pensiez, il n'a jamais été l'objet de mesures de sûreté générale; dans ces conditions, il n'est pas question pour lui de bénéficier de l'amnistie et les choses restent en l'état... » Quelle aventure extraordinaire et ravissante!

— Je me rends! dit Faustin Pescaire.

Et ce jeune Spartacus reste un peu de temps à briser ses chaînes; mais ce sont des chaînes de fleurs.

On dira : « C'est un roman policier! » Cette parole met en fuite les lecteurs sérieux; il les faut rappeler. On appelle aujourd'hui roman policier un roman destiné à un très grand public et dont les incidents sont fournis par les hasards d'une recherche policière. Les malices de l'homme que l'on poursuit sont ingénieuses et de nature à vous égarer; les inventions de la maréchaussée ne le sont pas moins. Dans ce tracas, vous serez inquiet; vous aurez sans cesse à redouter le triomphe du parti de l'ordre et, comme on vous a rendu le désordre beaucoup plus appréciable, votre pitié pour lui vous causera de grandes perplexités, à très bon compte.

Seulement, ne soyez pas dupe des mots : ce roman-ci est très bien fait, écrit le mieux du monde, et par un écrivain. C'est l'histoire

qui lui procure le ton d'une conspiration, ses anecdotes de police et toute son humeur gaie.

L'Empire y est malmené. Il apparaît comme un régime un peu artificiel et qui n'avait pas, dans la nation, sa volonté bien appuyée. Les petits-enfants de Louis Pons-Tande, représentant du peuple à l'Assemblée nationale et combattant du deux décembre, ne devaient pas le voir autrement. Tout de même, la République aussi a des partisans très douteux. Sylvain Lagarde, le peintre, qui est leur chef, ne semble pas digne de toute admiration. Et Faustin Pescaire, leur martyr, a la vie sauve d'une façon qui donnerait envie à de moins nobles personnages. Les uns valent les autres; vous ne saurez pas, en définitive, à qui vous accordez votre préférence. Il y a là de l'ironie, comme en inspire la lecture de l'histoire un peu ancienne et dont le temps a ôté l'amertume. C'est un roman vrai, dont l'auteur a vu le néant.

Et l'*Histoire d'un crime*, de Victor Hugo, où M. Louis Pons-Tande est un conspirateur vite éludé, son auteur ne l'a pas vue ainsi. N'en soyons pas étonnés. Il était en plein dans les événements, qui lui faisaient de la peine; et il les a peints comme il les voyait, comme des choses d'une conséquence très grave et d'une portée, ou peu s'en faut, illimitée. Un peu d'éloignement l'eût dispensé de commettre cette faute. M. Raymond Escholier, lui, a été servi par ce double éloignement, celui du temps, qui est le principal, et celui de l'espace, Saint-Gauderic étant, grâce à Dieu, loin de la capitale.

Quand on conspire, il vaut mieux que ce soit à Paris et que l'entreprise qu'on se flatte de mener à bien mette la France tout entière dans une incertitude dangereuse. Les conspirations de Saint-Gauderic n'ont pas une telle importance; M. Escholier l'a voulu. Et c'est de cette façon-là que son récit, très pathétique, garde le tour qui lui plaisait d'une aventure très amusante.

L'amour de M. Bordier pour Isaure, et l'amour de Faustin Pescaire y sont de jolis épisodes, égayés par le chant d'Isaure. La police municipale, représentée par Caouailles, y fait une figure la meilleure. Et les fêtes qu'il y a dans les jardins des dames Solères ont un charme et un agrément délicieux.

C'est, en somme, une bonne idée qu'a eue M. Escholier, de limiter à un petit pays sa connaissance de la France. Il l'a toute connue à Saint-Gauderic, au temps du calme, où Mme Lestelle mène gentiment aux alentours sa récolte des objets de cuivre ou de faïence, où Cantegril déambule et, de tous côtés, a l'air d'un bon garçon, qui vit

bien et s'y divertit, où la petite Henriette, chez les Langlade, cède péniblement à sa nature imparfaite, et au temps de révolution où Faustin Pescaire essaye de démolir l'Empire.

A Saint-Gauderic, toutes les passions individuelles et globales qui ont existé dans des âmes françaises, pour les animer ou les réduire à l'impuissance, ont des cœurs à leur disposition. A Saint-Gauderic et ailleurs, dans tous les coins de province ou de campagne, où vivent des gens de chez nous, des femmes frivoles et exquises comme Mme Lestelle, de bons buveurs comme Cantegril, de pauvres filles et qui n'ont pas eu de chance, comme l'aveugle Henriette Langlade, et, dans les grands moments de l'histoire, de francs conspirateurs comme Faustin Pescaire. Autant vaut les étudier là-bas, plutôt qu'à Paris, où il y a tant de monde qu'on ne voit personne. A Saint-Gauderic, où il y a peu de monde, chacun est tout à sa fureur et lui consacre ce qu'il a d'énergie. Nous voyons, nous, que ce n'est pas grand chose ; mais, eux, ne le voient pas du tout. Cela emplit leurs journées et leurs nuits d'une rêverie continue. Cela devient leur manie et leur instinct.

Cette littérature provinciale nous a donné quelques-unes des œuvres les plus marquantes d'à présent. Elle donnera bien davantage, le jour que tous les écrivains auront senti ce qu'elle contient de force vive et d'une ardeur qu'on a longtemps négligée. Tout est dans tout : la France est dans chacun de ses bourgs, de ses villages. C'est là que vous pourrez le mieux la surprendre, savoir ce qu'elle dit, ce qu'elle pense et qui vous sera toute sa révélation.

Les romans de M. Raymond Escholier sont beaux. Ils ont pourtant ce défaut, même le dernier, *Quand on conspire*, plus animé que les précédents et plus porté par son sujet : ils sont un peu lents et un peu longs. Il y a, dans leur cours, des étapes où la matière romanesque ne se renouvelle pas, ne s'accroît pas, reste la même d'un épisode jusqu'au suivant ; et vous attendez le suivant, avec un peu d'impatience. Mais c'est ainsi à la campagne, et à Saint-Gauderic sans doute : les choses ne vont pas vite et, avant de se produire, ont de l'hésitation ; elles s'attardent, on ne sait pas quand elles viendront. Le temps ne compte pas.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre du Journal : *Les plus beaux yeux du monde*, comédie dramatique de M. Jean Sarment. — Comédie Française : *Robert et Marianne*, comédie en trois actes de M. Paul Géraldy. — Théâtre des Jeunes auteurs : *Le Tentateur*, trois actes de MM. Henri Clerc et Lionel Landry. — *Denise Marette*, trois actes de M. Jean-Jacques Bernard. — Odéon : *Le Rosaire*, trois actes de M. André Bisson, d'après le roman de Florence Barclay, — *Chez Sylvia*, un acte de M. Charles Clerc. — Théâtre Antoine : *Le mariage de maman*, quatre actes de MM. Louis Verneuil et Georges Berr. — Théâtre du Petit monde : *Gulliver au pays de Lilliput*, féerie de MM. Raymond Genty et Charles Clerc, d'après Swift.

M. Jean Sarment est un des écrivains de la jeune génération les mieux doués. D'une pièce à l'autre, nous voyons son talent se préciser et se dégager son originalité. La comédie dramatique, — ou plutôt sentimentale, — qu'il vient de nous donner, *les Plus beaux yeux du monde*, est de beaucoup la meilleure qu'il ait écrite et l'une des plus charmantes que nous ayons entendues depuis longtemps. Les deux premiers actes en sont tout à fait exquis de fantaisie légère, de sensibilité, d'émotion contenue. Le dialogue souple, nuancé, dont la grâce poétique s'avive d'une imperceptible ironie, a toute la fraîcheur et le brillant de la jeunesse.

Sur une plage à la mode, deux jeunes gens, unis par une étroite amitié, qu'explique sans doute le contraste de leurs natures et de leurs conditions. L'un est pauvre et l'autre est fils de banquier. Napoléon est gai, insouciant, spirituel; Arthur, gauche, timide, inhabile à s'exprimer, subit docilement son prestige et son influence. Napoléon lui emprunte un pantalon, une raquette de tennis, mais lui prête ses idées et, à l'occasion, ses mots. Tous deux aiment une même jeune fille, Lucie. Ils décident qu'elle devra se prononcer avant la fin du jour : leur amitié n'en sera pas altérée. Arthur parle le premier et répète à Lucie quelques phrases amou-

reuses qu'il a entendu soupirer à Napoléon. Quand il revient, Napoléon trouve étroitement enlacés la jeune fille qu'il aime et son ami. Il s'en réjouit, comme il était convenu. Il prend la chose gaiement et en chantant : gaieté qui pleure, chanson où perce le sanglot...

Entre le premier et le second acte, des années se sont passées, et tant de choses pendant ces années ! Arthur est devenu un auteur dramatique à succès ; Lucie est devenue aveugle. Ses yeux, — les plus beaux yeux du monde, — ne voient plus. Et tandis que son mari, fêté, adulé, fait loin d'elle, à Paris, de longs séjours, dans ce monde des théâtres que détestent les épouses, elle reste à la campagne, entre son petit garçon et son vieux père, esseulée, douloureuse : ses beaux yeux, qui ne savent plus voir, ont appris à pleurer... Mais le camarade d'autrefois, l'aimable, le joyeux Napoléon, où est-il, que fait-il ? Disparu : plus de nouvelles... Or, le voici qui reparaît, en quel état, bon Dieu ! et combien changé ! Lucie ne voit pas sa misérable dégaine, ni le paletot râpé, ni le cache-nez destiné à masquer l'absence de linge, ni les traits ravagés du visage et la moustache tombante. Pour elle, il est resté tel que naguère ; tel qu'elle a connu le compagnon de sa jeunesse, elle le revoit avec les yeux de sa mémoire... Et une conversation s'engage, toute frémissante de sensibilité, courant à la surface et parfois éveillant de profondes résonnances... Lucie dit ses tristesses de femme aimante et délaissée. Sur sa propre histoire, Napoléon glisse, évasif et vague. Tous deux s'appliquent uniquement à goûter l'amer plaisir de renouer le passé, de reprendre, à l'endroit où on l'a laissée, la vie heureuse... C'est le thème immortalisé par Musset :

Un souvenir heureux dans les jours de douleur.

Le troisième acte ne vaut pas les deux premiers. Il est trop « théâtre », trop poussé à l'effet ; le ton n'y a plus la même justesse ni la même discrétion. Arthur revient : voilà les deux hommes en présence. Arthur d'abord le prend de haut avec ce camarade déclassé ; il a l'égoïsme et la dureté de l'homme arrivé ; peu à peu, il s'adoucit, et finit par reconnaître la supériorité morale du pauvre diable, qui a gardé, lui, sous sa défroque de miséreux, ses sentiments d'autrefois, et en qui il se reprend à saluer sa conscience... Cet hommage rendu au « raté », paraît un peu excessif. A faire tous les métiers, dont celui de croupier de cercle, il est peu vraisemblable que Napoléon ait conservé le velouté d'une âme de poète.

Le rôle de Lucie est tenu à ravir par M[lle] Marguerite Valmont,

qui a traduit avec la grâce la plus touchante les émotions de la femme qui aime et qui souffre. M. Jean Sarment joue lui-même, avec l'intime compréhension qu'on ne peut attendre que de l'auteur, le rôle de Napoléon.

M. Paul Géraldy a l'oreille du public. Sa dernière comédie, *Aimer*, a obtenu un grand succès et continue de tenir l'affiche. Il n'est pas impossible que sa nouvelle pièce, *Robert et Marianne*, ait la même fortune. La manière en est tout à fait la même.

Deux jeunes hommes du dernier chic, dans une villa sur la Côte d'azur. La villa est à l'antique, du mode somptueux et prétentieux qui sévit aujourd'hui. Les deux jeunes gens sont en bottes fauves, culotte blanche et chemise de sport. Robert est absorbé et monosyllabique. Il s'est décidé à un brusque départ. Pourquoi? L'explication nous arrive, sous les traits d'une brillante jeune fille, Marianne. C'est elle que Robert voulait fuir, car il l'aime et n'ose le lui dire. Mais Marianne est une jeune fille moderne : elle est venue demander sa main à Robert, comme c'est maintenant l'usage.

Deuxième acte. Dans un salon tout en or, de style Exposition des Arts décoratifs. Robert et Marianne sont mariés : leurs affaires vont à merveille : Robert a le génie des affaires; mais le ménage lui-même va moins bien. Non du tout que Robert ait cessé d'aimer Marianne, ou qu'il la trompe : il n'y songe guère : il n'en a ni l'envie, ni le temps : il est tout à ses affaires. C'est justement ce que Marianne lui reproche. Elle trouve qu'il ne s'occupe pas assez d'elle, qu'il ne lui laisse pas assez d'indépendance, qu'il étouffe sa personnalité. Bref, le mariage l'a déçue : elle veut divorcer... Combien de fois avons-nous entendu à la scène, et qu'elles fussent Françaises ou étrangères, de ces pimbêches déchaînées contre un mari coupable de ne pas se consacrer uniquement à l'adoration de leur sotte et vaniteuse petite personne!

Divorceront-ils? Sur ces entrefaites, Robert éprouve de graves mécomptes dans ses mirifiques affaires. Et comme un malheur ne vient jamais seul, il apprend au téléphone la mort de sa mère. Alors, revirement chez Marianne. Elle renonce au divorce. Robert est malheureux : elle sera secourable et maternelle à son grand enfant d'homme fort. Tout est bien qui finit bien.

Mlle Piérat, agréable au premier acte en jeune fille moderne, est beaucoup trop larmoyante aux deux actes suivants. M. Alexandre est

un mari plein de dignité. Mlle Cerny et M. René Luguet se tirent convenablement de rôles assez effacés.

Dans la salle du Vieux Colombier est installé depuis cet automne le Théâtre des Jeunes auteurs. Jeunes, mais non pas inconnus. M. Henri Clerc s'est déjà signalé par une comédie vigoureuse, *l'Autoritaire*. Sa nouvelle pièce, *le Tentateur*, vaut par une sorte de réalisme sobre et non sans sécheresse. Cela se passe dans un bureau de perception en province. Un jeune ménage qui serait tout à fait heureux, n'étaient la cherté de la vie et la modicité des appointements. Nous voyons avec quelque inquiétude, au second acte, le mobilier devenir plus cossu, les toilettes de Madame plus élégantes. D'où vient l'argent? Une visite de l'inspecteur des Finances nous l'apprend brusquement. La jeune femme, que son mari avait associée à son travail, puisait l'argent dans la caisse de l'État. Stupeur de l'honnête fonctionnaire qui fait à la coupable de violents reproches. Mais elle relève la tête : « Dis donc que tu n'étais pas complice! C'est toi qui m'as enseigné l'art de truquer les livres, toi qui as profité de mes achats : tu as été le tentateur. » Jusqu'à la fin se prolongera ce duel entre la femme et le mari, s'accusant l'un l'autre. Il restera dans notre esprit une incertitude. — C'est l'intérêt, et c'est la faiblesse de la pièce. Le spectateur n'aime pas à rester sur une énigme. L'honnête homme marié à une lionne pauvre et dupé par elle, voilà une comédie. Le mari évitant de se poser la question gênante de l'origine de son confort, en voilà une autre. *Le Tentateur* n'est pas, de façon suffisamment nette, l'une ou l'autre.

M. Jean-Jacques Bernard a donné déjà plusieurs comédies d'une note très fine et très personnelle. Le sujet de *Denise Marette* est des plus émouvants. Un peintre en pleine réputation ne peut plus travailler. Sa fille, Denise, qui a, elle-même, un beau talent de peintre, fait passer ses œuvres sous la signature de son père : alors marchands, amateurs éclairés et critiques d'art, de s'extasier et porter aux nues la seconde manière du maître! Ainsi Denise a d'abord été portée par son instinct filial à se dévouer ; mais peu à peu l'artiste qui est en elle, se révolte. Elle souffre d'avoir dû sacrifier sa propre carrière à une supercherie héroïque. Qu'adviendra-t-il de cette lutte intime? Au dernier acte, qui se passe dans les ténèbres et dans les larmes, Michel Marette étant venu à mourir, Denise le revoit dans une hallucination et pleure sur sa jeunesse perdue. — C'est ici moins une pièce que l'ébauche d'une pièce, ou les indica-

tions pour une pièce. A en juger par ces deux spécimens, il semble que les jeunes auteurs comptent un peu trop sur la collaboration du public pour achever l'œuvre qu'ils se contentent d'esquisser d'un dessin sommaire.

A l'Odéon, *le Rosaire*, tiré d'un roman anglais dont le succès fut considérable. Une jeune femme, très belle, très brillante, Jane Campbell, refuse, parce qu'elle ne se trouve pas assez jeune, d'épouser un peintre à la mode, Gérard Dalmain, qui l'aime éperdument. Elle part pour un grand voyage. Au retour, apprenant que le peintre est devenu aveugle, elle se substitue à l'infirmière qui le soigne. Et la scène de reconnaissance fait couler sur la scène et dans la salle de douces larmes. Ce drame romanesque et sentimental est supérieurement joué par Mme Mégard et M. Yonnel.

Le spectacle commence par un acte ingénieux et piquant de M. Charles Clerc, *Chez Silvia*, que Jules Lemaître eût appelé un « en marge » de Marivaux et qui a valu un beau succès à Mlle Germaine Laugier, chargée du rôle de Silvia.

Au Théâtre Antoine, une joyeuse comédie de MM. Louis Verneuil et Georges Berr a pleinement réussi. Elle a en Mme Jeanne Granier, tour à tour souriante et émue, toujours naturelle et vraie, une interprète incomparable.

Le Théâtre du Petit Monde, que dirige si habilement M. Pierre Humble, tient un franc succès avec la féerie que deux poètes, MM. Raymond Genty et Charles Clerc, ont tirée de *Gulliver*. La difficulté était de faire passer pour lilliputiens les enfants qui jouent autour de l'excellent comique Moriss, interprète du personnage de Gulliver. Mais, prévenu en des vers charmants, l'auditoire a fait, de la meilleure grâce, le léger effort qu'on lui demandait. Depuis le moment où Gulliver entre en scène, traîné dans une charrette par ceux de Lilliput, qui l'ont recueilli sur la grève, l'intérêt ne faiblit pas un instant, non plus que les rires ne cessent. Signalons tout particulièrement l'ovation faite à une petite danseuse, Simone Joué, qui est déjà une ballerine accomplie... Guignol de notre enfance, où es-tu?

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La politique et l'économique se mêlent et se confondent en un gâchis inexprimable au grand dommage du pays. Bien peu de jours se sont écoulés depuis que le congrès national socialiste décidait de ne plus pratiquer la politique de soutien à l'égard du ministère radical et jamais l'emprise socialiste sur le gouvernement n'a été plus complète, plus absolue. Plus apparaît fragile le lien qui associe le groupe socialiste à la politique de la majorité et plus se révèlent les sacrifices que les radicaux consentent pour le renforcer. Tout plutôt que de revenir à la concentration du 12 juillet! Ainsi la situation parlementaire pèse de tout le poids de son incohérence sur l'élaboration difficile de mesures financières dont personne ne conteste l'urgente nécessité ; les passions de partis vicient d'avance et faussent des lois qui ne seraient acceptables et ne produiraient d'effet salutaire que si elles sortaient de la collaboration de toutes les bonnes volontés. Une majorité d'une quarantaine de voix n'a pas l'autorité requise pour imposer au pays des sacrifices dont l'efficacité est contestée et dont les conséquences dangereuses sont dénoncées par les hommes les plus compétents. Le projet du Cabinet Painlevé, transformé et bouleversé pour obtenir l'approbation socialiste, prenait le caractère d'une loi politique destinée à amorcer la lutte des classes et à brimer une partie de la nation, celle-là même qui constitue l'un des facteurs indispensables de la production et de la prospérité.

De là naît la défiance irrémédiable, car la confiance ne se décrète pas, ne s'improvise pas; elle est la récompense des gouvernements qui font passer avant toute préoccupation de parti le souci unique du bien général et de la grandeur du pays. Ni l'indignation, ni les menaces, comme l'a souligné M. Bokanowski dans son remarquable discours. n'arrêteront l'évasion des capitaux,

bien au contraire, ni ne feront rentrer au bercail un seul *franc*. Les fureurs de l'Aquilon, dans la fable de La Fontaine, ne réussissent pas à arracher le manteau sous lequel s'abrite le voyageur, mais le chaud soleil l'invite à s'en dépouiller lui-même. La formule qui résume toute la politique fiscale du Cartel « Nous prendrons l'argent là où il est », n'est pas seulement malfaisante, elle est absurde. Elle évoque on ne sait quels coffres-forts où s'entasserait la fortune, billets, or, bijoux, titres. L'argent n'est pas dans ces imaginaires cachettes, et, s'il y était, aucune loi ne saurait l'y atteindre. On découvrirait de notables réserves de billets chez nos paysans, mais les grosses fortunes ne restent jamais à l'état statique ; les capitaux travaillent, circulent, produisent, vivifient le pays et ses colonies, pourvu qu'ils s'y sentent en sécurité; plus ils circulent, plus ils ont de rencontres avec le fisc; plus ils produisent, plus l'État perçoit. Faites luire le bon soleil de la sécurité, et vous les verrez foisonner dans toutes les entreprises privées et affluer par tous les canaux dans les coffres de l'État. Tout prélèvement sur le capital à l'état statique sera d'un rendement médiocre; tous prélèvements, pourvu qu'ils ne dépassent pas des proportions raisonnables, sur la richesse à l'état dynamique, c'est-à-dire sur le capital au travail, en mouvement, en croissance, seront fructueux dans une mesure pratiquement indéfinie. A la base de toute législation fiscale, il faut établir une politique de la production. Il n'est pas vrai d'ailleurs que seules les grosses fortunes s'alarment et cherchent à s'évader. Pour qu'un garde forestier se préoccupe, comme il m'a été rapporté, d'acheter des florins, il faut que l'inquiétude ait pénétré jusqu'au fond de nos campagnes. Et de s'écrier, comme le font, à la Chambre, les gens du Cartel, que les députés et les journaux de l'opposition sèment la panique, est aussi déraisonnable que de s'imaginer la baisse du baromètre produisant la pluie.

Le projet primitif de M. Painlevé comportait un impôt de capitation de 20 francs par contribuable : le rendement en eût été faible, mais l'effet moral excellent; la loi justifierait mieux ainsi le nom de contribution nationale; et tous les citoyens prendraient conscience de leur devoir fiscal en même temps que de leur solidarité nationale; il n'est pas un salarié, un tout petit propriétaire, un tout petit commerçant, à qui il ne soit légitime de demander d'affirmer sa qualité de Français par une contribution extraordinaire de vingt francs; tel valet de ferme de dix-huit ans gagne un salaire qui dépasse 4 000 francs; il est bon de lui rappeler qu'il a le devoir de

subvenir « pour sa part virile », si minime soit-elle, aux besoins de l'État. Le service fiscal est aussi obligatoire que le service militaire. La progressivité de l'impôt ne se défend qu'à la condition qu'il existe à la base le devoir universel de contribution aux dépenses communes. Mais la Commission des finances s'est empressée, à l'unanimité, de supprimer cet article : tels sont les méfaits de la surenchère électorale. Au contraire, l'intervention des socialistes a donné au projet le caractère d'impôt de classe ; les deux articles essentiels du programme marxiste y reçoivent satisfaction : prélèvement déguisé sur le capital et division des classes par l'exemption d'une partie des citoyens.

Les débats de la Chambre ont montré que le projet de MM. Painlevé et Bonnet et de la Commission ne parviendrait pas à remédier au péril de la trésorerie et ne permettrait pas d'instaurer une politique de l'amortissement ; mais il est certain qu'il créerait de très dangereux précédents. Il consacrait la faillite de l'État à ses engagements solennels, soit en prenant des mesures exceptionnelles pour dispenser l'État de payer les bons qui viennent à échéance le 8 décembre, soit en frappant d'une taxe les rentes sur l'État qui, à chaque émission et encore il y a un mois, avaient été déclarées exemptes de tous impôts présents et futurs. M. Malvy, président de la Commission des finances et, le lendemain, M. Blum, ont essayé de justifier un tel manquement à la foi jurée par des arguments plus dangereux que le mal lui-même. La majorité issue du suffrage universel, pour M. Malvy, a tous les droits ; une loi peut toujours défaire ce qu'une autre loi a fait. Et M. Blum a déclaré : « Je ne peux pas concevoir pour ma part que l'État puisse jamais être lésé par les contrats qu'il a conclus. Je persiste à croire que la souveraineté nationale n'est limitée en rien ni par les contrats entre particuliers, ni par aucun engagement de quelque nature que ce soit. » Jamais paroles plus lourdes de conséquences n'ont été prononcées à la tribune française. l'absolutisme de Louis XIV était bénin et tempéré à côté de l'absolutisme de l'État tel que M. Malvy (qui n'est pas socialiste) et M. Blum le conçoivent. Si cette doctrine n'était pas répudiée par le nouveau gouvernement, non seulement l'État ne trouverait plus jamais à emprunter au dedans ou au dehors, mais il deviendrait incapable d'un contrat quelconque, par exemple d'un traité international, d'une convention commerciale. Jusqu'ici il a été admis qu'au-dessus des gouvernements qui passent, plane la haute personnalité morale de la nation qui demeure. Le gouvernement bolché-

viste de Russie est le premier qui ait répudié tous les engagements du régime impérial, mais, jusqu'ici, l'histoire ne dit pas qu'il ait trouvé prêteur. A défaut d'une limitation de droit et justice, l'omnipotence de l'État démocratique devrait au moins trouver une barrière dans son propre intérêt. Il est très grave, en pratique, même à titre exceptionnel et pour des raisons de salut public, de violer les engagements les plus solennels et les plus récents ; il est encore plus grave d'ériger en doctrine un pareil manque de foi.

Le droit des porteurs de rentes est d'autant plus digne de respect que les titres des emprunts de guerre et de réparation sont entre toutes les mains et qu'on a fait appel, avec un succès magnifique, aux sentiments les plus élevés de tous les non combattants et, entre autres, au patriotisme des enfants des écoles. Quelle leçon on s'apprête à leur donner ! C'est déjà trop que ceux qui ont eu confiance dans le crédit de la France perdent, par la mauvaise gestion de ses gouvernants, environ la moitié de leur avoir, sans que le Parlement se croie encore autorisé à les frapper, durant quatorze ans qui seront naturellement prolongés, d'un impôt injuste et illégal. Sur d'autres points non moins graves la loi en discussion menaçait de créer des précédents dangereux. Par la constitution de titres de créances impliquant pour le fisc un droit de contrôle sur les bilans des sociétés on consacrerait la mainmise de l'État sur le capital mobilier. Son ingérence dans les contrats entre particuliers résulterait de l'interdiction de certaines stipulations dans leurs conventions. Le projet créait, sous quelque nom qu'on la déguise, une hypothèque générale au profit de l'État sur la propriété bâtie et non bâtie. L'effet de telles mesures législatives se produirait sans délai ; il s'est déjà produit : le rendement des impôts en octobre, la statistique du commerce extérieur, les bilans de la Banque de France en portent la trace. Ces dangers, les organismes économiques les plus qualifiés les ont dénoncés avec vigueur et précision : la Confédération générale de la production et l'Association nationale d'expansion économique ont adressé au président de la République, par un manifeste, l'écho de leurs alarmes. L'Assemblée des présidents de Chambres de commerce, la Confédération nationale des associations agricoles, ont fait entendre leurs doléances. Le résultat d'une législation fiscale trop hâtivement étudiée et inspirée par des raisons qui n'ont rien de commun avec les principes de la science financière serait d'abord de rendre indispensable, malgré les anathèmes de M. Blum, une inflation nouvelle et de provoquer une crise

de l'industrie et du commerce qui se traduirait par le chômage de nombreux travailleurs. Le marasme des affaires aurait pour répercussion inévitable la moins-value des impôts et la rupture d'un équilibre budgétaire qui est loin d'être solidement établi. Telles sont les perspectives peu rassurantes que nous présente un proche avenir si une nouvelle politique ne ramène pas, avec la confiance, la possibilité de réformes profondes.

Les conséquences morales d'une telle révolution fiscale seraient plus dommageables encore et plus durables que les suites matérielles. Le peuple français a toujours eu le goût de l'épargne, conséquence de l'amour du foyer et de la famille, qui n'a jamais exclu l'esprit d'entreprise et d'initiative; ses vertus domestiques ne sont que l'aspect pour ainsi dire intérieur de cette pondération, de ce goût de l'équilibre, de la logique et de la droiture qui caractérisent sa nature morale; jamais le Français n'a été un spéculateur. En ébranlant sa confiance séculaire en l'État, en l'éloignant des placements dits de père de famille que la loi prescrit pour les orphelins, on risque de développer chez lui le goût de l'agiotage, la passion du jeu, l'attrait du gain facile et rapide qui exclut le travail, l'ordre et l'épargne. On atteindrait ainsi l'âme même de notre peuple, si profonde et si honnête, d'où naissent spontanément les héros et les saints; on altérerait à jamais la nature morale et l'équilibre social de la nation française, déjà menacée par l'afflux du sang étranger. Et c'est là, en définitive, l'objet que se proposent certains dirigeants du socialisme révolutionnaire.

Ce ne sera pas, du moins, sans résistance. A la Commission des finances et à la Chambre, durant le débat public, des voix compétentes et éloquentes ont défendu les principes connus et scientifiquement établis de la saine finance. Tandis que M. Painlevé, avec beaucoup de bonne foi et quelque incohérence, défendait un projet, qui n'avait avec le sien que de lointaines ressemblances, on a pu se demander, à plusieurs reprises, s'il était vraiment convaincu lui-même par les arguments qu'il développait; le rapporteur, M. Lamoureux, ne donnait pas l'impression d'une conviction forte et communicative. Depuis longtemps, paraît-il, des combinaisons ministérielles s'édifiaient, mais, nous sommes persuadés que les députés du cartel dont la défection a provoqué la démission du cabinet Painlevé avaient reçu de leurs départements les lettres indignées ou touchantes d'électeurs inquiets : ainsi réapparaissent, aux heures critiques, ces vieilles vertus

nationales par lesquelles notre pays s'est toujours sauvé lui-même.

Personne n'imagine que la situation financière puisse se trouver rétablie sans des sacrifices pénibles, mais encore faut-il que les moyens employés n'aillent pas à l'encontre du but à atteindre. Les orateurs de l'opposition, — et même quelques-uns de la majorité, comme M. Duboin et M. Chabrun, en d'utiles et persuasifs discours, — ont précisément fait ressortir que les remèdes proposés aggraveraient le mal au lieu de l'atténuer. On ne saurait, par exemples préluder à une politique dont l'objet est la déflation par une inflation nouvelle, et il n'est pas possible de mettre la charrue devant les bœufs en cherchant à instaurer une politique d'amortissement avant d'avoir obtenu un équilibre définitif du budget qui lui-même implique une stabilisation au moins approximative des changes. Les prélèvements que M. Painlevé destinait, dans son projet, à la création et à la dotation d'une caisse autonome d'amortissement, création dont le principe recueille l'approbation générale, ne seraient jamais arrivés jusqu'à cette caisse, les besoins du trésor les auraient détournés comme ils ont absorbé le dernier emprunt. L'inflation ne peut manquer d'entraîner un accroissement et une hausse des prix et des changes qui bouleverse l'économie nationale et rende impossible l'équilibre du budget.

L'exagération des impôts directs a pour conséquence inévitable l'inflation : en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, l'expérience a été concluante; dans ces trois pays, ce n'est qu'au moment où l'on s'est résigné à faire appel aux impôts de consommation que le rétablissement est devenu possible. En Pologne, l'impôt exceptionnel sur la fortune a donné de graves mécomptes qui ont provoqué une émission supplémentaire de la monnaie nouvelle et une hausse des prix qui se traduisent par la baisse du zloty. De telles leçons, si proches de nous, sont utiles à méditer, encore que M. Pietri, dans un discours d'une technique très forte, nous ait dit avec raison que la situation de la France est meilleure que celle de ces pays. Il est acquis d'ores et déjà qu'une inflation de un milliard et demi est indispensable pour l'échéance du 8 décembre, dès lors que la consolidation des bons n'est pas admise. De ce terrible cercle vicieux seul pourrait sortir un gouvernement national qui aurait la confiance de tout le pays.

Le débat public a commencé le 17 novembre; le 18, M. Nicolle, député du Nord, et M. Bokanowski, député de la Seine, ont porté au projet du gouvernement et de la Commission des coups dont il n'a

paru se relever que pour tomber plus à plat quelques jours après. M. Nicolle, avec son expérience d'industriel, a donné la vraie définition de l'amortissement. On ne saurait amortir qu'après un enrichissement préalable; ce n'est que si l'État n'empêche pas l'agriculteur et l'industriel de créer de la richesse qu'il sera possible de remplir les caisses publiques et d'amortir les dettes à court terme ou de les consolider. C'est une duperie que de parler d'amortissement de la dette publique, lorsqu'on envisage le rachat des obligations de la dette avec des émissions de billets provoquées directement par le mécanisme fiscal ou financier dont la caisse d'amortissement projetée tirerait ses ressources. On ne saurait violenter impunément ni méconnaître les lois de la formation et de la circulation des richesses. Après une intéressante intervention de M. Marcel Héraud, M. Bokanowski, avec son autorité et sa compétence, a prononcé un magistral discours dont la solidité était rehaussée d'une émotion contenue et qui a produit une forte impression. M. Nicolle avait défini l'amortissement; il a, lui, défini l'inflation, il en a montré le mécanisme : l'inflation est en puissance dans les exagérations fiscales et c'est un contresens financier de vouloir la combattre par l'impôt ou par l'emprunt. Dans une seconde partie, M. Bokanowski s'est attaqué au moratorium des Bons du Trésor et à la ruine du crédit de l'État par la violation de ses engagements et l'établissement d'un impôt sur le coupon de rente. Celui qui a souscrit aux emprunts de guerre pendant que ses fils se faisaient tuer, a déjà perdu aux cours actuels une forte part de ce qu'il a porté à l'État, « et vous voulez encore lui retirer quelque chose, alors que tout votre effort devrait tendre à donner une prime à son dévouement, à ses sacrifices. Ces rentiers ne sont pas de gros capitalistes. Ce sont des orphelins, tous les faibles que la loi oblige à convertir leur patrimoine en rentes sur l'État. Ce sont les souscripteurs du Crédit national qui ont permis de fermer la plaie béante des dix départements dévastés... Alors que la France de Waterloo, alors que la France de Sedan, n'a pas voulu renier sa signature, ne vous étonnez pas que nous vous refusions de voter le passage aux articles. Nous espérons ainsi vous détourner de vos erreurs et vous empêcher de déchaîner sur le pays la plus irrémédiable des catastrophes. »

Le vendredi 20, M. Painlevé, répondant aux objurgations de M. Léon Blum, n'obtenait l'adhésion du groupe socialiste qu'après s'être engagé à limiter très strictement l'inflation nécessitée par les échéances du 8 décembre; on eut l'impression, à la Chambre, que la

hautaine protection de M. Blum était, pour M. Painlevé, présage de mort. Il n'obtenait, en effet, le passage à la discussion des articles que par 294 voix contre 250. Dans la matinée du dimanche 22, une chaude bataille se livrait à propos de l'article 5 comportant le moratoire des bons à court terme; plusieurs membres notoires de la majorité abandonnaient le gouvernement qui ne l'emportait que par 28 voix. Dans l'après-midi, cette faible majorité, diminuée des voix communistes, devenait une minorité de trois voix et le président du Conseil portait à l'Élysée la démission du Cabinet.

La situation financière domine de si haut les vaines agitations des partis que, malgré les serments cartellistes, la détresse du trésor emporte comme feuilles mortes les ministères. Tous périssent par leur ministre des Finances. MM. Painlevé et Bonnet, malgré leur bonne volonté, n'ont pas survécu longtemps à M. Caillaux. Le replâtrage du 27 octobre était visiblement précaire. M. Painlevé a manqué l'occasion d'être un grand chef de gouvernement le jour où, à Nice, il n'a pas osé regarder en face les radicaux en rumeur et leur dire que, pour le salut du pays, il ferait appel à toutes les bonnes volontés et que la France est au-dessus des partis. Nous ignorons encore, à l'heure où nous écrivons, à quel successeur le Président de la République fera appel pour assurer la difficile succession de M. Painlevé. Nous croyons qu'un ministère de large concentration républicaine placé au-dessus des partis pour une œuvre de salut national serait seul capable d'entreprendre l'œuvre de longue haleine qu'est l'assainissement des finances et de la monnaie. Après les expédients urgents, il faudrait en venir aux réformes profondes, aux économies sur les dépenses stériles, à une politique rationnelle de la production. Le parlementarisme dégénéré que nous pratiquons peut-il supporter de tels remèdes, si évidente qu'en soit la nécessité? La réponse à cette question implique l'avenir même de la patrie et du Gouvernement parlementaire. Nous n'aimons pas que l'étranger, fût-il ami, se mêle de nos affaires intérieures : voici cependant l'utile conseil que nous donnait, le 12 novembre, le *Times* : « La Cité pense que la tâche de ceux qui cherchent à faire sortir l'ordre du chaos financier actuel serait grandement facilitée. si l'on pouvait, au moins pour le moment, séparer la finance de la politique... Toute réforme sérieuse ne peut réussir que si elle s'appuie sur un effort national unanime. La solution qui s'impose immédiatement exige que l'on restaure la confiance sans laquelle aucun effort national ne peut être assuré. Et l'on devrait au moins

trouver une base d'unanimité en se ralliant à l'idée d'une enquête indépendante sur la situation financière effectuée par des experts eux-mêmes indépendants qui pourraient indiquer les meilleurs remèdes à employer. Cela constituerait une sanction morale beaucoup plus solide pour un plan indépendant que tout programme formulé uniquement sur la base de la politique des partis. »

Quelle que soit l'issue de la crise, on s'accorde à penser que M. Briand doit rester au quai d'Orsay, pour signer, le 1er décembre, à Londres, les accords paraphés à Locarno. Et nous souhaiterions que, d'ici là, il saisit une occasion de s'expliquer publiquement sur ces traités et l'esprit dans lequel il les a conclus. On parle beaucoup, en Allemagne, en Angleterre, en France, et ailleurs encore, de « l'esprit de Locarno » mais on ne parait pas le comprendre partout de la même manière. L'interprétation allemande est franchement inquiétante ; celle de M. Chamberlain est loin de nous donner toute satisfaction. Pour nous, — et c'est ce que nous aimerions entendre dire à M. Briand, car c'est la thèse même qu'il a toujours soutenue, notamment dans la note du 16 juin, — « l'esprit de Locarno », c'est la juste exécution des traités dans un esprit de conciliation, de transaction, de concorde, et avec la soupape de sûreté de l'arbitrage pour toutes les contestations graves. Nous avons montré, il y a quinze jours, par les paroles mêmes de M. Stresemann, qu'il ne l'entendait pas ainsi et que, pour lui, comme pour l'unanimité des Allemands, c'est le traité de Versailles qu'il s'agit de détruire. L'agitation nationaliste se déchaine de plus belle à la veille du jour où il faudra signer à Londres; elle s'en prend au président Hindenburg lui-même, que Ludendorff accuse de trahir la patrie allemande. Ces exagérations ne nous arrêteraient pas, si elles n'étaient corroborées, sur un mode moins aigu, par toute la presse. Le *Vorwaerts*, organe des socialistes, écrit : « La véritable paix n'est pas encore assurée. L'esprit de Locarno régnera seulement quand les dernières garnisons des Alliés auront quitté les pays rhénans. »

Les Alliés ont accordé au Reich l'évacuation de la zone de Cologne. Parmi les opérations de désarmement dont la dernière note de la Conférence des ambassadeurs du 16 novembre jugeait encore indispensable de vérifier l'exécution, les unes sont considérées comme réalisées, on renonce à quelques autres et, pour le surplus, on fait confiance aux promesses du gouvernement de Berlin. L'évacuation commencera donc le 1er décembre, à l'heure où seront signés, à Londres, les accords de Locarno. Mais, de cette

concession, que beaucoup de Français jugent excessive, les Allemands ne nous savent aucun gré; pour eux, l'évacuation était un droit indépendant du désarmement; ils ne veulent pas y voir une de ces « répercussions » verbalement promises sur les bords du lac Majeur; l'Allemagne s'attend à ce que soient abrégés les délais d'occupation des deux autres zones. L'occupation va devenir purement militaire et les effectifs vont être réduits : concessions de nulle valeur. La *Gazette de Francfort*, le grand organe démocrate, ne se contente pas de l'évacuation de Cologne, mais daigne cependant en témoigner quelque satisfaction : « L'évacuation commence : l'impérialisme français a définitivement manqué son but. L'année 1925 sera l'année du commencement de la libération allemande. Elle aura vu la libération de la Ruhr ; elle verra la libération de la zone de Cologne, et elle contient en elle des perspectives certaines pour la libération des autres zones occupées dans des délais sensiblement plus brefs que ceux prévus par le traité de Versailles. Car les répercussions de l'œuvre de Locarno, telles qu'elles sont actuellement annoncées, ne sont et ne peuvent être qu'un commencement.... Il faudra qu'elles se prolongent et qu'elles s'étendent jusqu'à ce que disparaisse la dernière mesure contraire à l'égalité de droits de l'Allemagne et au nouvel esprit de paix. » Si, pour le gouvernement de la République, « l'esprit de Locarno » c'est aussi la destruction de tout ce qui rappelle notre victoire, il faut qu'il le dise clairement ; et si ce n'est pas cela, il faut que les Allemands sachent qu'ils font fausse route. On commet une terrible erreur si on s'imagine, en France, qu'à force de concessions et de procédés aimables, on apaisera les rancunes des Allemands et on ralliera leur sympathie. En tout cas, le courant d'opinion contre les accords de Locarno est assez fort pour que les Alliés soient en droit de n'accorder quelque crédit à la signature du Reich que s'il procède le plus tôt possible à des élections générales qui indiqueront dans quel sens se dessine l'évolution de l'esprit public.

La Chambre des communes a ratifié le 19 novembre les traités de Locarno par 375 voix contre 13. M. Chamberlain, à cette occasion, s'est expliqué sur ces accords et l'on regrette de trouver dans ses paroles comme un écho atténué de celles de M. Stresemann. Lui aussi se félicite qu'on ne distingue plus vaiqueurs et vaincus; mais, lorsqu'il précise les engagements pris par l'Empire britannique pour assurer la sécurité française, on s'aperçoit qu'ils se réduisent à presque rien. En aucun cas l'Angleterre n'est obligée automati-

quement à intervenir; elle reste toujours juge de la nécessité d'intervenir sur le continent, sauf en deux cas : une formelle injonction de la Société des nations et une flagrante violation du pacte; et encore, dans ce second cas, elle sera seule juge du caractère immédiat du danger. Les engagements de l'Angleterre à notre égard se réduisent donc pratiquement à très peu de chose et la France sera bien avisée en cherchant ailleurs les éléments de sa sécurité. Une nouvelle campagne contre les sous-marins se dessine en Angleterre et aux États-Unis dont l'objet évident est de nous enlever la seule arme efficace qui nous reste sur les mers. Et ici encore on invoque l'esprit de Locarno!

L'esprit de Locarno, interprété comme une tendance générale à l'abdication, s'étendrait-il aux négociations commerciales? Serait-il vrai, comme on nous l'écrit de bonne source étrangère, que M. Chaumet, avant de quitter, le 27 octobre, le ministère du Commerce, aurait, par écrit, concédé à l'Allemagne la clause de la nation la plus favorisée dans le nouveau tarif douanier qui est en voie d'élaboration, et cela sans avoir la possibilité d'obtenir, dès à présent, une contre-partie équivalente et sans nous réserver, pour l'avenir, l'éventualité de tractations nouvelles que seule l'institution du nouveau tarif aurait pu motiver? Serait-il vrai aussi que, non contente de cette aubaine inespérée, qui aurait les conséquences les plus graves pour notre prospérité économique, elle demande des garanties au sujet de ce tarif minimum et se dispose à nous en faire préciser les taux? Nous souhaitons que ces informations soient démenties. Si le traité provisoire doit se muer automatiquement, ainsi qu'on le prétend, en un statut définitif, il n'est pas admissible que, nous démunissant dès à présent des moyens de négociation que nous a apportés le nouveau tarif, il ne nous assure pas, pour l'expansion française, les moyens d'action nécessaires sur le marché allemand.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.